

# JEUNESSE, EXCLUSION ET VIOLENCE À DAKAR

Oumar CISSE;

Djibril DIOP;

© 2020, INSTITUT AFRICAIN DE GESTION URBAINE



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108475-001-Youth violence in Dakar: Actors, context, and responses*

# **LA JEUNESSE, L'EXCLUSION ET LA VIOLENCE À DAKAR**



**Oumar Cissé & Djibril Diop (dir.)**

**La jeunesse, l'exclusion  
et la violence à Dakar**

**2020**

**IAGU  
BP 7263  
Dakar**

**KARTHALA  
22-24 bd Arago  
75013 Paris**



Les études publiées dans cet ouvrage ont été réalisées avec l'appui du Centre de Recherches pour le Développement international (CRDI) - Canada. Cependant, les vues qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du CRDI.



KARTHALA sur Internet : <http://www.karthala.com>

Païement sécurisé

Illustration de couverture :

**Œuvre ou Photographie de ????**  
*qui a aimablement autorisé sa reproduction*

*Composition et mise en page : Charles Becker*

© Éditions KARTHALA et IAGU  
2020  
ISBN :

## **L'IAGU**

L'Institut africain de Gestion urbaine (IAGU) est une ONG internationale spécialisée dans la recherche-développement, l'appui technique, la formation et l'information. Créé en 1987, l'IAGU a pour principales missions d'appuyer les municipalités et les autorités des villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre, de renforcer leurs capacités de planification et de gestion urbaine, pour améliorer la gouvernance locale et l'environnement et pour lutter contre la pauvreté.

L'IAGU assiste ainsi en permanence les villes africaines dans l'étude et la mise en œuvre de politiques et de stratégies environnementales intégrées en vue d'apporter des solutions durables aux problèmes de gestion urbaine.

Le Secrétariat exécutif de l'IAGU est basé à Dakar (Sénégal).

*Adresse :* Liberté VI Extension n° 5  
BP 7263 Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 33 869 87 00  
Fax : (221) 33 827 28 13  
*Email :* [iagu@orange.sn](mailto:iagu@orange.sn)  
<http://www.iagu.org>



## Remerciements

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre du projet de recherche/action..... Ce projet, coordonné par l'Institut africain de Gestion urbaine, a duré xxxxxx ans et a été financé par le Centre de Recherches pour le Développement international (CRDI) du Canada.

L'IAGU exprime sa profonde gratitude au CRDI pour avoir accepté de financer le projet et pour son engagement en faveur de la recherche en Afrique en général, au Sénégal en particulier.

L'IAGU est reconnaissant à xxxxxxxxxxxxxxxx, xxxxxxxxxxxxxxxx au CRDI, pour la qualité de son suivi, ses contributions et ses conseils qui ont permis la bonne conduite du projet.

L'IAGU [décrire le rôle de IAGU dans la conception et la réalisation de l'étude.

L'IAGU adresse ses vifs remerciements à Charles Becker pour son appui dans la composition et la mise en page de ce livre.

Mmes et MM. .... ont aidé à relire et à corriger la première version de certaines contributions ici publiées.

L'IAGU remercie toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à cette publication [préciser éventuellement ].



## **Présentation**

# **La violence des jeunes à Dakar : déterminants et résilience selon le genre**

***Oumar Cissé & Djibril Diop***

L'Organisation mondiale de la santé définit la violence comme « la menace ou l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, contre autrui ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques, un mal développement ou des privations » (OMS 2002, Rapport mondial sur la violence et la santé, p.5). Cette définition renvoie davantage à la violence physique. Mais au-delà la dimension physique, la violence réfère aux blessures psychologiques, aux privations matérielles et autres. Cependant, la plupart des définitions reconnaissent que la violence implique l'exercice d'un pouvoir utilisé pour légitimer l'usage de la force à des fins spécifiques. Bien que les différents types de violence se recoupent, appelant à une compréhension holistique, le souci de l'intervention impose aux décideurs et praticiens de catégoriser le phénomène pour le prévenir ou le réduire. Il est ainsi fait une distinction entre la violence politique, institutionnelle, économique et sociale (Moser 2004).

Les impacts de la violence notamment physique dans le monde sont terribles. En 2000, la violence a fait plus de 1,6 million de morts, soit un taux global de 28,8 pour 100 000 habitants. Près de la moitié de ces morts violentes étaient des suicides, près du tiers des homicides et environ le cinquième des conséquences de guerre. Dans 77 % des cas, les victimes étaient des hommes. Le taux de morts violentes varie selon le niveau de revenu du pays. Il atteignait 32,1 pour 100 000 habitants dans les pays à faible revenu et à revenu moyen, soit plus de deux fois supérieur au taux des pays à revenu élevé qui était de 14,4 pour 100 000. La violence a aussi un coût humain et économique pour les pays. Elle coûte des milliards de dollars par an à leur économie en soins de santé, en frais de justice, en absentéisme au travail et en perte de productivité (OMS 2002, p. 10 -12).

Bien entendu, la violence n'est pas forcément urbaine, ni exclusivement l'apanage des pays pauvres. Sous toutes les latitudes, les

grandes villes, quel que soit leur niveau de développement, souffrent de diverses formes de violence et d'un sentiment de non-droit ressenti par la population dans certains secteurs. En Afrique subsaharienne, l'urbanisation s'est faite de manière extrêmement rapide, notamment depuis la fin des années 1970. Si le rythme annuel de la croissance a fléchi dans les années 1990, cependant un Africain sur deux vivra en ville en 2020 (ONU-Habitat 2011). Cette urbanisation galopante commence à avoir des impacts sur le quotidien des habitants en termes d'accès aux services urbains, en particulier, l'emploi et le logement, mais surtout la sécurité

À l'image de la plupart des pays en développement, africains en particulier, le Sénégal connaît une dynamique d'urbanisation à un rythme assez soutenu<sup>1</sup>. En 2013, le taux d'urbanisation atteignait 45 %, alors qu'en 1960, à l'indépendance du pays, il n'était que de 23,6 %. Le taux de croissance de cette population urbaine est de 3,5 % contre 1,7 % pour les zones rurales (période de 2002 à 2013). Avec cette évolution, le Sénégal aura plus 50 % de sa population vivant dans les villes à partir de 2025. En 2050, la population du Sénégal devrait doubler pour atteindre 25 millions d'habitants (taux d'accroissement moyen annuel de 2,5 %) et 65 % de ses habitants (soit plus de 16 millions d'habitants) vivront dans des zones urbaines (ANSD 2014 ; Banque mondiale 2016).

La population sénégalaise est caractérisée par sa grande jeunesse : la moitié de la population est âgée de moins de 18 ans (17 ans chez les hommes contre 19 ans chez les femmes) et la moyenne d'âge est de 22,7 ans (23,2 ans chez les femmes et 22,3 ans chez les hommes). La région de Dakar se démarque de loin des autres localités du pays avec une densité de 5 739 habitants au km<sup>2</sup>. Sa population était de 3 139 325 habitants en 2013, soit près du quart de la population totale (23,2 %) concentrée sur une superficie représentant 0,3 % du territoire national. La région de Tambacounda, qui constitue la région la plus vaste du pays (21,5 % de la superficie du pays), ne compte que 5,0 % de la population du Sénégal, soit une densité de 16 habitants au km<sup>2</sup> (ANSD 2014). La région de Dakar accueille 50 % de la population urbaine, 90 % des industries et 80 % des infrastructures.

L'urbanisation au Sénégal est marquée par la prolifération des quartiers informels qui occupent 25 % des territoires urbains dans le pays et sont caractérisés par une irrégularité foncière, l'absence de nivellement préalable de l'assiette des zones d'habitation, le défaut d'ordonnancement et l'étroitesse des rues, le manque d'infrastructures et d'équipement (écoles, structures de santé, eau, assainissement, électricité) et la faiblesse des revenus des ménages (Ministère de l'Habitat et de la Construction et

---

<sup>1</sup> Il est passé de 39% lors du recensement de 1988 à 41 % en 2002 à 45,2% en 2013.

le Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains, 2004). Seules 30 % des communes du Sénégal disposent d'un plan directeur d'urbanisme (PDU) et les plans existants ne sont pas mis en œuvre. Les plans d'urbanisme de détail (PUD) sont inexistantes alors que les plans de lotissements n'intègrent pas les PDU ou les PUD. Les ressources écologiques et les risques climatiques ne sont pris en compte dans la planification territoriale.

## Urbanisation et montée de la violence

Avec l'urbanisation rapide au Sénégal, l'insécurité est devenue, depuis quelques années, un phénomène structurant dans les dynamiques urbaines à Dakar, faisant de plusieurs endroits de la métropole des secteurs criminogènes. En 2018, la prévalence de la violence au Sénégal était estimée à 33,7 % par l'Agence d'assistance à la Sécurité de Proximité (ASP) contre 60,9 % à Dakar.

Depuis quelques années, la sécurité dans les villes est au centre de l'agenda international, notamment avec les programmes « *Safe and Inclusive Cities* » portés par le CRDI ou encore « *Safercities* » piloté par ONU-Habitat <sup>2</sup>. Cette question revêt une importance particulière pour des pays en pleine transition urbaine comme le Sénégal. Déjà, à la Conférence Habitat II, à Istanbul en 1996, l'accent avait été mis sur la nécessité de « mener des actions intégrées et participatives pour rendre les villes plus sûres, saines et justes ». Or, nombre des approches actuelles pour expliquer la violence dans les villes s'appuient sur des théories élaborées au début du XX<sup>e</sup> siècle et sur des expériences vécues en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord (Diop 2013). Aujourd'hui, ces théories sont fortement remises en cause au vu des nouvelles réalités et des dynamiques urbaines en cours, en particulier en Afrique subsaharienne : croissance rapide et paupérisation de l'urbanisation (Bender 2012).

Depuis quelques années, le Sénégal connaît une recrudescence des situations de violence. La pauvreté urbaine qui se massifie et se féminise, notamment dans les zones périurbaines, ne traduit-elle pas les dysfonctionnements nés de ce développement urbain incontrôlé avec son corolaire, l'insécurité ? Les causes de cette insécurité semblent être multiples et variées (Sow & Sow 2000), on peut citer entre autres : les

---

<sup>2</sup> La question était au centre des débats lors de la 24<sup>e</sup> session du Conseil d'administration de l'Onu-Habitat, tenue du 15 au 19 avril 2013 à Nairobi dont le thème principal portait sur : « *Développement urbain durable : le rôle des villes dans la création de meilleures opportunités économiques pour tous, en particulier les jeunes et les femmes* ».



crises (économique, sociale, sociétale, parentale) ; le chômage endémique des jeunes ; une génération « frustrée » qui se sent sacrifiée et essaie, par conséquent de s'en sortir par tous les moyens ; un État faible avec des institutions en déliquescence (une police et une justice sans moyens) ; l'accès facile aux drogues et à l'alcool, le travail du sexe, notamment chez les jeunes; la libre circulation des armes notamment les armes blanches ; un sentiment d'impunité généralisée ; la recherche du gain facile et le paraître (la sape haut de gamme) alors qu'on ne travaille pas. À ces causes s'ajoute la déperdition scolaire qui fait que les jeunes se sentent livrés à eux-mêmes et finissent par tomber dans la délinquance (Diop 2010) <sup>3</sup>. En effet, à force de ne rien comprendre à la façon dont la ville se développe, puis de ne plus rien espérer de son économie soumise à des dictats exogènes (Massiah 2005), la violence rend les hommes incertains quant à leur sort. Il s'ensuit alors un affaiblissement des défenses traditionnelles du système social, à savoir les valeurs de solidarité et les liens communautaires, déjà relativisés par les sociabilités individualistes en cours dans la ville. Affaiblissement renforcé par l'héritage colonial, qui fait des « plans directeurs » des villes l'expression même de cette violence urbaine, selon Pedrazzini (2005).

Dès lors, une nouvelle approche s'impose aux gestionnaires de la ville afin de déterminer des mesures appropriées contre l'insécurité <sup>4</sup>.

À Dakar le phénomène de l'insécurité urbaine ne cesse de s'exacerber et d'inquiéter, à la fois, populations, chercheurs et décideurs. En faisant un parallélisme entre insécurité et répartition socio-spatiale de la population, certaines zones s'affichent nettement et se présentent comme de hauts lieux de la délinquance urbaine à Dakar (Faye & Thiandoum 2012). La part de l'habitat informel dans la région de Dakar est estimée à 21,76 %, avec cependant des disparités selon les départements : elle s'élève de 2,98 % dans celui de Dakar, pour atteindre 42,42 % à Pikine. Ces quartiers précaires, non lotis, sont caractérisés par le manque de services de base (écoles, structures de santé, eau, assainissement, électricité), le défaut de planification, l'étroitesse des rues, la précarité du statut d'occupation et du bâti et l'absence d'activités économiques. Ils sont généralement difficiles d'accès, et pour certains impropres à l'habitat, car inondables. L'habitat spontané accentue les problèmes de chômage, car il

---

<sup>3</sup> En 2007, le vol simple constituait l'infraction la plus fréquemment commise par les mineurs et 56,1 % des causes d'arrestation, suivie des coups et blessures volontaires (12,0 %) et les vols aggravés (10,1 %). Le taux d'enfants en conflit avec la loi était de 21% des effectifs à Dakar juste après la région de Diourbel qui présentait le plus grand taux (22%), selon le Rapport final des Ministères de la Famille et de la Justice (2011), intitulé *Cartographie et analyse des systèmes de protection de l'enfance au Sénégal*, 172 p.

<sup>4</sup> Selon le colonel Djibril Ndimé de la gendarmerie nationale, *op. cit.*

occupe informellement des zones qui auraient pu être réservées aux activités économiques (ONU-Habitat 2004 ; Banque mondiale 2016 : 54).

## **D'une insécurité de survie à une criminalité banalisée**

Jusqu'à une date récente, tout le monde s'accordait à dire que la banlieue était la zone la plus criminogène de l'agglomération dakaroise, à telle enseigne que circuler librement ou rentrer chez soi, sain et sauf, était devenu quasi impossible dans certains secteurs. Les victimes se comptent par dizaine et les plaintes se multiplient dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie. Certes, sans conteste la banlieue concentre encore les secteurs les plus dangereux de la région de Dakar (Diop 2013); mais à y regarder de près, on note cependant que l'insécurité urbaine n'épargne plus aucun endroit de l'agglomération. Si avant, elle était circonscrite à des zones à fort taux de paupérisation, où la promiscuité règne en maître, de plus en plus les quartiers jusque-là épargnés, comme le Point E, Sacré Cœur, Liberté 6, Ouest ou Nord Foire, sont également touchés par le phénomène.

Les agresseurs sont de plus en plus jeunes. Avec un âge moyen compris entre 15 et 35 ans, ils opèrent en bandes ou individuellement pour commettre leurs forfaits. Parmi les personnes qui s'adonnent à ces actes illicites, il y a aussi d'anciens militaires libérés de l'armée qui, faute de perspectives, versent dans le banditisme. S'y ajoute également qu'une partie des jeunes rapatriés d'Espagne avec le phénomène « *Barca ou Barsakh* »<sup>5</sup>, n'ayant plus d'emploi et ayant perdu toute leur épargne, se sont retrouvés dans la délinquance. Aguerres et récidivistes, la plupart des agresseurs n'en sont pas, en effet, à leur premier coup d'après les statistiques de la police. Compte tenu de leur situation familiale, « la première préoccupation de certains délinquants est de retourner en prison, où ils sont logés, nourris et protégés »<sup>6</sup>. Armés de couteaux, de machettes, de bombe de gaz moutarde et parfois même d'armes à feu, ils attaquent aussi bien dans la rue que dans les domiciles, délestant leurs victimes de leurs portefeuilles, de leurs habits, de leurs chaussures, de leurs bijoux de valeur, de leur perruque (cheveux dits naturels ou brésiliens) entre autres. Et surtout, ils n'hésitent pas à tuer de sang-froid si leur survie est en danger. Certains à bord de motos « scooters » s'adonnent également au vol à la tire (*car jacking*) et personne ne semble être à l'abri face à la montée de ce phénomène. On compte aussi des méfaits de coupeurs de routes, des enlèvements, des rapt, des braquages

<sup>5</sup> Phénomène de l'immigration clandestine qui utilisait des bateaux de pêche locaux.

<sup>6</sup> Selon le commissaire Alioune Ndiaye, porte-parole de la police sénégalaise.

de banques ou de stations d'essence, etc. Ainsi, ces délinquants sont devenus la hantise des populations.

Pendant longtemps, l'insécurité urbaine était liée à un malaise socioéconomique qui faisait que l'agresseur ou le voleur usurpait le bien d'autrui dans le but de le revendre pour survivre. C'était donc une insécurité essentiellement « économique ». Aujourd'hui, l'insécurité revêt des formes criminelles, avec son lot de meurtres, volontaires ou involontaires. On est passé d'une insécurité dictée par l'instinct de survie à une insécurité criminelle. Ainsi, bien que le nombre de crimes enregistrés au Sénégal ne cesse de baisser <sup>7</sup>, en revanche le sentiment d'insécurité, lui, ne cesse de croître auprès des populations.

Par ailleurs, l'accroissement de la violence urbaine et l'incapacité de l'État à endiguer le phénomène semblent être la voie toute tracée pour l'infiltration de réseaux mafieux et le crime organisé. Ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest est devenue, selon l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), la plus importante zone de consommation de drogue au monde, avec un taux de prévalence de 12,4 % pour les personnes âgées entre 15 et 64 ans, contre moins de 4 % au niveau mondial. Cela fait de cette zone la nouvelle plaque tournante du trafic de cocaïne en provenance de l'Europe et de l'Amérique du Sud <sup>8</sup>.

Ce nouveau contexte pourrait engendrer des conséquences très fâcheuses en termes de sécurité urbaine, notamment au moment où les stratégies nationales et internationales de lutte contre le trafic de drogue ont montré leurs limites <sup>9</sup>. Par exemple, le Mexique, autrefois pays de transit de la drogue en provenance d'Amérique du Sud, a fini par devenir un des plus grands consommateurs de drogues dures (cocaïne et héroïne) au monde en quelques années seulement, ce qui a entraîné une violence sauvage dans le pays <sup>10</sup>. Ce commerce illicite, mais lucratif, pourrait inciter beaucoup de jeunes Sénégalais submergés par une pauvreté absolue à franchir le pas, avec des conséquences incalculables.

De même, la criminalité concerne maintenant les deux genres. Si les femmes sont, certes, les premières victimes, notamment des crimes de sang (viol suivi d'assassinat et infanticide), elles sont aussi impliquées, de plus en plus, dans des cas de violences urbaines. Par exemple, beaucoup de jeunes filles tombées enceintes hors mariage préfèrent donner la mort à leur nouveau-né plutôt que de subir la honte de la communauté. En 2012

---

<sup>7</sup> Selon le commandant Daouda Diop de la Division de la formation et de la communication (Difcom) de la gendarmerie nationale en conférence de presse le 17 janvier 2008.

<sup>8</sup> Selon le représentant régional de l'Onudc, Pierre Lapaque.

<sup>9</sup> Selon une étude de la revue médicale britannique, *British Medical Journal*.

<sup>10</sup> Depuis 2006, les violences liées au trafic de drogue ont fait plus de 47 500 morts au Mexique.

environ 200 femmes ont été emprisonnées au Sénégal : environ 30 % pour infanticide, 18 % pour vol, 20 % pour prostitution sans carnet sanitaire, 18 % pour trafic de drogue et 6 % pour coups et blessures volontaires. En 2015, 3 600 cas de viols ont été enregistrés au Sénégal <sup>11</sup>.

## **Des réponses, mais pour quels résultats ?**

Face à la montée de la criminalité dans l'agglomération dakaroise, les forces de défense et de sécurité organisent régulièrement des opérations de sécurisation. Cependant, malgré l'installation de postes de police de proximité, les interventions se font toujours désirer en cas de besoin urgent. La police n'est présente qu'après commission d'un crime. Ce qui amène certains acteurs à privilégier des approches communautaires. Certaines communes agissent également en promouvant des initiatives visant à prévenir ou à réduire la violence, notamment chez les jeunes. Par exemple, la commune des HLM a mis en place un plan d'action pour la formation professionnelle des jeunes en vue de faciliter leur insertion dans le tissu productif du pays et de lutter ainsi contre le chômage des jeunes, considéré comme l'une des principales causes de la délinquance <sup>12</sup>. La ville de Dakar a créé une brigade de volontaires afin d'impliquer les jeunes dans la gestion de l'agglomération.

Les organisations de la société civile sont aussi actives dans la prise en charge des situations de violences, d'exclusion et d'injustice envers les jeunes. Des organisations non gouvernementales comme la Coalition communautaire antidrogue des HLM (COCADH) déroulent depuis quelques années un plan d'action par la formation de relais communautaires afin de réduire le taux de consommation de drogues chez les jeunes. En effet, en 2013 la commune des HLM a fait l'objet de beaucoup d'articles dans la presse sénégalaise comme faisant partie de la « liste rouge » du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique en matière sécuritaire, c'est-à-dire l'une des zones les plus dangereuses de Dakar. La drogue était vendue partout dans la rue et même devant les structures scolaires. Les agressions et les vols à main armée étaient monnaie courante et des cas de meurtres ont été même enregistrés. Cette situation a motivé la mise sur pied de la coalition communautaire antidrogue des HLM (COCADH), avec l'appui de l'ONG la Communauté antidrogue des coalitions américaines (COCAN) des États-Unis d'Amérique en collaboration avec le Centre Jacques Chirac de Thiaroye,

---

<sup>11</sup> Association des journalistes contre les viols et les abus sexuels (AJVA), 20 juillet 2016.

<sup>12</sup> La zone urbaine de Dakar affiche 14,1% de taux chômeurs, le plus élevé du pays, en particulier pour les jeunes (16,8%), selon l'ANSD 2013.

pour sensibiliser les populations des méfaits de la drogue, mais aussi pour orienter les usagers vers les structures de prise en charge et faciliter leur insertion professionnelle. À Médina Gounass (Guédiawaye), l'association « Maison Rose, Dar-Es-Salam, Unies-Vers-Elles » accueille des femmes et des jeunes filles, avec ou sans enfants, en grand désarroi, en souffrance physique et psychologique, souvent rejetées par leurs familles et qui ont besoin de repartir debout vers un avenir meilleur.

En 2014, l'ONUDC, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et trois communes<sup>13</sup> a mis en place le projet « Prévention du crime dans la région de Dakar » qui visait l'installation de « Maisons de la justice » dans ces trois municipalités et la création de forces de police de proximité. Les « Maisons de la justice » sont des mécanismes alternatifs aux poursuites judiciaires, cherchant la résolution des conflits familiaux et des litiges privés en adoptant les principes et les modes de régulations traditionnels, tout en offrant aux populations la possibilité d'accès à l'information et au droit. À ce titre, elles se présentent comme des structures de médiation pour une réponse rapide aux problèmes posés. Quant aux forces de police de proximité, il leur a été assigné un rôle à la fois de dissuasion et d'assistance civile.

## **Notre interrogation à travers ce livre ?**

Malgré toutes ces initiatives, au Sénégal on dispose encore de peu de connaissances fondées sur des études rigoureuses quant à l'efficacité des réponses officielles ou non officielles pour lutter contre les situations de violence, d'exclusion et d'injustice chez les jeunes. De même, les liens existant entre la violence, les situations socioéconomiques, l'exclusion et le cadre de vie urbain font rarement l'objet de production scientifique. Aussi, les réponses officielles des pouvoirs publics, les stratégies de résilience développées par les jeunes eux-mêmes, en particulier les jeunes filles, pour faire face aux situations de violence, d'exclusion et d'injustice ne sont pas documentées et connues, afin notamment d'améliorer réellement les politiques de sécurité urbaine.

La question principale à laquelle l'étude ayant permis la production de cet ouvrage entend répondre est : comment les stratégies, les politiques et les technologies pourraient-elles prévenir et/ou lutter efficacement contre la violence, l'injustice et l'exclusion auxquels les jeunes (filles et garçons) sont confrontés en milieu urbain et périurbain ? À travers les cinq chapitres qui composent ce livre, des tentatives de réponses seront apportées à ces questions.

---

<sup>13</sup> HLM, Sicap - Mbao - Diamaguène et Rufisque.

C'est la violence subie et produite par les jeunes qui fait l'objet de ce livre. Comme le soutient l'OMS (2002), « la violence chez les jeunes est une des formes de violence les plus visibles dans la société. Dans le monde entier, la presse écrite et parlée fait tous les jours état d'actes de violence causés par des gangs, de la violence dans les écoles ou de la celle perpétrée par des jeunes dans les rues. Presque partout, les principales victimes et les principaux auteurs de ce type de violence sont eux-mêmes des adolescents et des jeunes adultes »

## **L'exclusion socioéconomique, politique et institutionnelle, un moteur de la violence ?**

Le terme exclusion renvoie d'emblée à un sentiment de frustration et d'isolement de la part de ceux qu'on appellerait les « exclus », que ce soit sur les plans économique, socioculturel ou même politique. La violence pourrait être une réponse aux frustrations résultant des inégalités économiques, socioculturelles ou politiques. C'est cette hypothèse qui est à l'origine du premier chapitre de ce livre, dont le titre est : « *Exclusion et violence chez les jeunes : ampleur et déterminants* ».

Cette hypothèse qui lie la violence à l'exclusion socioéconomique, politique et institutionnelle trouve son ancrage dans la théorie de la désorganisation sociale. En effet, cette théorie justifie la violence par Sampson et Groves (1989) comme « l'incapacité d'une communauté à réaliser des valeurs communes de ses résidents et de maintenir un contrôle social ». Si l'on considère que le contrôle social, outre le fait d'être fondé sur des valeurs et des normes, est régi par des liens et des réseaux formels et/ou non formels qui favorisent un bien-être de la communauté d'individus ; son dysfonctionnement peut conduire à un mal-être qui à son tour peut être associé à des formes de déviance des normes suite à des états émotionnels négatifs (Bellughausen ?). Un état émotionnel est lié à des facteurs internes (les besoins, la personnalité, les expériences, les pensées, les changements hormonaux, le système de régulation de nos émotions) et des facteurs externes (l'environnement physique et social, les émotions des autres). Ces différents facteurs peuvent être classés en trois groupes : l'identité de l'individu, son statut et sa reconnaissance sociale dans la communauté, la satisfaction de ses besoins et son cadre de vie.

Plus qu'une simple description d'un état, la notion d'exclusion sociale tente aujourd'hui d'identifier les différents processus politiques, sociaux et économiques de faiblesse sociale qui génèrent une situation d'exclusion. La notion peut donc être considérée comme englobant une série d'exclusions qui peuvent être de nature économique (exclusion de l'emploi, des moyens de production, des terres), politique (dénégation de

la sécurité, de la représentativité, de la citoyenneté, des droits), ou sociale (exclusion de l'enseignement, des services de santé, ou du logement). Bien que de telles formes d'exclusion soient avant tout une violation des droits fondamentaux de la personne, l'affaiblissement ou la rupture des liens sociaux qu'elles entraînent, ou ce qu'on pourrait appeler la « désocialisation » ou la « désintégration sociale », pourraient être perçus comme un affaiblissement de la cohésion sociale et une contribution potentielle à l'instabilité sociale et la violence. » (UNESCO, Atelier n° 2, Exclusion sociale et violence. Éducation pour la cohésion sociale, Document d'aide au débat, p 3).

Tenant compte de ces aspects – familial, économique, symbolique, politique et culturel –, l'étude de l'exclusion peut s'intéresser aux mécanismes ségrégatifs dans l'organisation socioculturelle, politico-institutionnelle et dans les opportunités économiques que subissent ou qu'ont les jeunes en ville.

Les frustrations sociales qui peuvent conduire à des déstabilisations psychologiques, sociales, freins à la cohésion sociale et peuvent être sources de comportements violents (Pax Christi 2008), donc de déviances.

Ainsi, convient-il de s'interroger sur la relation entre l'exposition et la participation des jeunes aux différentes formes de violence d'une part et les situations économiques, sociales, politiques et culturelles de ces derniers dans le contexte urbain.

## **Le mal-aménagement, secrète-t-il la violence, notamment chez les jeunes ?**

“Une société citadine s'inscrit dans un espace urbanisé, c'est-à-dire un espace doté d'infrastructures, d'équipements et d'espaces publics ou privés, de bâtiments abritant des logements ou des activités” (Vilmin 2015)<sup>14</sup>. L'arrangement de ces éléments dans l'espace renvoie à l'aménagement urbain que d'aucuns appellent urbanisation “en dur” qui détermine la forme urbaine d'une part. D'autre part, il doit concourir à rendre cet espace, des lieux de facilitation des avancées sociales, économiques et environnementales<sup>15</sup>.

En milieu urbain, le cadre de vie est lié à la forme urbaine qui résulte du niveau d'aménagement. Les besoins des individus peuvent être analysés sous l'angle des fonctions de la ville qui doivent concourir au mieux-être de ces derniers. Le statut et la reconnaissance sociale sont

<sup>14</sup> Vilmin T., 2015, L'aménagement urbain acteurs et système, collection eupalinos, série architecture et urbanisme, édition paranthèse, 142p.

<sup>15</sup> <https://fr.unhabitat.org/urban-themes/planification-et-amenagement-urbains/>

dépendants de l'individu, des valeurs et croyances communautaires, des liens et réseaux formels et informels dans lesquels il évolue.

C'est à cet effet que les études sur les déterminants de la violence fondées sur la théorie de la désorganisation sociale en milieu urbain ont mis le focus sur l'environnement urbain, l'accès aux privilèges de la ville, le cadre social (identité, parents, fréquentations, liens).

L'urbanisation, le processus d'aménagement du milieu urbain qui détermine ses caractéristiques n'est pas toujours intentionnel. Or nous avons vu que l'intentionnalité est le principe même de l'aménagement du territoire. La création de la ville ne se fait pas toujours selon une vision bien déterminée ou ne donne pas toujours les résultats escomptés. On a assisté le plus souvent, dans les pays en développement, à une urbanisation spontanée, sans planification d'ensemble, avec des installations à usage d'habitation, d'activités socioculturelles ou économiques à partir d'initiatives individuelles que tentent difficilement de corriger les autorités.

Ces territoires se distinguent par la nébulosité dans leur forme, mais aussi le plus souvent par l'insuffisance d'équipements publics (voies, réseaux, infrastructures), ce qui renvoie à un défaut d'aménagement. Ce dernier porte un coup à l'activité économique, à l'équilibre habitat-emploi et à l'accès aux services sociaux de base. Ces insuffisances se font davantage sentir auprès des couches vulnérables notamment les jeunes filles et garçons.

En effet, les villes des pays en développement se distinguent par une croissance démographique fulgurante et une jeunesse de leur population qui semble surprendre les autorités. La croissance démographique a été concomitante à la formation et l'accroissement d'inégalités sociospatiales en ville, avec des fléaux comme le faible accès aux services socioéconomiques de base, le chômage des jeunes, la pauvreté, l'abus d'alcool et de drogue, la corruption et la fraude...

Ainsi, le mal-aménagement de la ville serait un facteur d'exclusion et de violence chez les jeunes ? Le défaut de planification d'une ville, en générant le sous-équipement et l'absence de services sociaux de base, accroît-il l'exposition des jeunes à la violence ? L'exclusion des populations des avantages d'une ville lotie et équipée est-elle une forme de violence, génératrice elle-même de violences physiques, verbales, sexuelles et d'atteintes aux biens ? La marginalisation et la stigmatisation qui pèsent sur les territoires urbains mal aménagés contribueraient-elles à instaurer un sentiment de peur chez ceux qui les fréquentent.

Ce sont là autant de questions auxquelles le chapitre 2 : « *Aménagement et violence à Dakar* » tente de répondre.



## **Des niches de résilience existent-elles chez les jeunes ?**

Decamps (2007) associe la résilience à la capacité d'absorption des perturbations se traduisant par la conservation des propriétés originelles, mais d'autres l'assimilent à la reprise dans le temps des attributs fonctionnels et structurels de l'état originel d'un système écologique qui a subi des perturbations (Thompson 2009), et donc de la capacité de régénération après des crises. Elle est définie par Aschan-Leygonie (2000) comme une « réaction positive créatrice grâce à de multiples changements et réajustements ».

Sa relativité d'un système à un autre, a entraîné son acception en tant que propriété d'un système qui adapte sa structure au changement, conserve néanmoins la même trajectoire et la même caractéristique macro-géographique (Aschan-Leygonie 2000).

La résilience est un processus à variables multiples composé de variables internes (structure psychique, personnalité, mécanismes défensifs) et externes (caractéristiques de l'environnement socio-affectif). La résilience devient alors un processus multifactoriel individuel, qui évolue en même temps que l'individu. L'interaction entre les variables génératrices de risque et celles génératrices de protection va produire chez l'individu soit de la résilience, soit de la vulnérabilité.

Face à la prévalence et à la persistance de la violence chez les jeunes, ces derniers sont-ils demeurés inactifs ? Les communautés ont-elles secrété des antidotes ou tout au moins des palliatifs pour prévenir ou contrer cette violence-jeune ? Le déploiement des jeunes dans l'économie populaire/informelle, dans les rues et les espaces publics des villes sénégalaises et dans les réseaux, observé comme une réponse de survie dans un contexte de crise économique et de précarité, peut-il être analysé comme un mécanisme de résilience ?

Les initiatives et stratégies individuelles comme collectives, en vue d'une réduction de la pauvreté, participeraient au processus de résilience positive dans les villes sénégalaises. La jeunesse dans les villes du Sénégal crée de nouveaux espaces d'identification (rues, marchés, places publiques...) et des identités propres à travers une diversité de stratégies et d'actions conscientes ou inconscientes, légitimes ou illégitimes etc. Ces stratégies et actions de protection pourraient inclure les compétences, les facteurs de personnalité et les mécanismes de soutien ambiant qui contribuent à la résilience. Ces facteurs agissent comme un tampon et procurent un réservoir de ressources qui permet de faire face efficacement au stress et aux autres adversités.

Cet aspect de la stratégie de résilience n'est pas suffisamment étudié et justifie notre interrogation sur la typologie et les modalités des stratégies de résilience, conscientes ou inconscientes, développées par les

jeunes (filles et garçons) face aux situations de violence, d'exclusion et d'injustice dont ils sont victimes ou auteurs ? Elle fonde le chapitre 3 : « *Résilience des jeunes face à la violence aux HLM et à Médina Gounass à Dakar* » qui cherche à montrer les stratégies de résilience développées par les jeunes (filles et garçons) pour ne pas tomber dans la violence, mais aussi à alimenter les réflexions sur les mécanismes de protection identitaire pour faire face à cette culture de violence dans les communautés.

### **Des différenciations sexospécifiques sont-elles observables dans l'exposition des jeunes à la violence ?**

Au Sénégal, les femmes de différentes tranches d'âge, des très jeunes jusqu'aux moins jeunes, sont les plus nombreuses à être victimes de violences physiques, verbales ou psychologiques que les hommes (UNIFEM 2008, cité par Bâ 2019 :18).

Ces violences dont les femmes et les jeunes filles sont victimes se passent souvent dans le cercle familial ou dans l'entourage. Face à ces situations de violences faites aux femmes, la société sénégalaise adopte souvent la médiation sociale et les cas de violences ont longtemps été étouffés dans l'environnement familial. Les femmes ou jeunes filles violentées n'ont jamais « osé » dénoncer leurs bourreaux par peur du regard des autres ou par crainte d'être marginalisée. Cependant, depuis quelques années, les violences basées sur le genre (VBG) font l'objet d'attention et des actions sont menées, notamment par les femmes, pour les éradiquer. Les études sur les VBG ont fourni davantage de données qui ont permis une meilleure compréhension de l'ampleur et des conséquences de cette forme de violence, mais ses déterminants ne sont pas encore entièrement compris (Bâ 2019 : 18 et 22).

Fatimata Kane Sar (2020) qui a réalisé pour le compte de ONUFEMMES une étude exploratoire sur les violences sexuelles dans les espaces publics à Saint-Louis et Dakar a souligné qu'à travers ses enquêtes qualitatives dans les communautés, il ressort que les facteurs du risque peuvent être multiples et multifformes.

La responsabilité des femmes dans la subsistance familiale les oblige à quitter leurs foyers aux heures à risque pour des activités productrices (mareyeuses, vendeuses de poissons, petites commerçantes, techniciennes de surfaces, receveuses et régulatrices de bus, sportives, serveuses dans les restaurants, etc.). Aussi, la mentalité patriarcale des communautés et l'acceptation de normes sociales discriminatoires à l'égard des femmes, et par les femmes elles-mêmes, amplifient cette violence sexuelle dans les quartiers et l'espace public des grandes villes. Le décrochage scolaire est aussi pointé à travers les enquêtes de Kane Sar (2020) parmi ces facteurs,

car il encourage la délinquance chez les garçons et le travail précoce chez les filles, notamment comme vendeuses dans les espaces publics, ce qui accroît le risque de violence à l'égard des dernières. L'utilisation de substances toxiques, telles que la drogue, est identifiée par les hommes comme un des facteurs. À travers son étude, Kane Sar (2020) soutient que le harcèlement sexuel et les violences sexuelles multiformes sont une réalité bien présente dans les villes ciblées et ils sont observés dans les transports en commun, dans les rues, les marchés hebdomadaires, les abords des stades, les gares, les boîtes de nuit, les plages, les lycées et universités, les restaurants et parcours sportifs (Kane Sar 2020 : 27-28).

Les jeunes filles sont-elles autant exposées à la violence que les jeunes hommes ? Les violences physiques et autres sont-elles l'apanage des jeunes hommes ? Les jeunes filles ont-elles développé leurs propres formes de violence ? Ont-elles des stratégies de résilience spécifiques ? Sont-elles efficaces ? Autant de questions qui s'expliquent par le sentiment largement partagé par l'opinion de la montée de la violence faite aux femmes.

L'ampleur et la gravité de la violence faite aux jeunes et petites filles semble revêtir des proportions préoccupantes, particulièrement à Dakar et sa banlieue. Cette situation suscite des débats et interpelle aussi bien la communauté scientifique que les décideurs et les acteurs de la société civile. Aujourd'hui, les autorités étatiques avec l'appui de partenaires multiples tentent de développer des programmes d'intervention visant à éradiquer cette forme de violence, qu'il convient de documenter et d'évaluer.

Aussi, manque-t-on cruellement des données factuelles sur les diverses formes de violence faites aux filles, leur ampleur et les différentes stratégies de résiliences. La connaissance et la compréhension de la dimension sexospécifique de la violence constituent une exigence pour désagréger les interventions selon le genre et apporter les solutions pour prévenir ou éradiquer cette forme de violence.

La contribution traitée dans le chapitre 4 intitulé : « *Dimension sexospécifique de la violence chez les jeunes à Dakar. Cas des HLM et de Médina Gounass* » propose une analyse de la violence urbaine chez les jeunes filles de ces communes. Les résultats présentés pourraient servir dans l'élaboration de politiques de prévention et de lutte contre la violence selon le genre.

## **Une refonte de la gouvernance de la sécurité urbaine pour accroître l'efficacité des politiques anti-violence ?**

Pour répondre aux problématiques de violence et assurer une sécurité des personnes et de leurs biens, des politiques en la matière sont

développées. Elles sont conçues comme « l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires prises pour gérer le champ de la sécurité ainsi que des actions et programmes publics mis en œuvre par les élus locaux et nationaux, les administrations seules ou en partenariat avec d'autres partenaires associatifs ou marchands. Elles s'adressent aux auteurs de violence mais aussi aux victimes et à l'opinion publique » (Roché 1998 : 157).

Pour faire face à la violence, deux logiques guident les politiques de sécurité : la prévention et la lutte. La prévention est définie par Gassin (2003) comme « l'ensemble des mesures de politiques criminelles à l'exclusion des mesures d'intervention pénales qui ont pour finalité exclusive ou au moins partielle, de limiter la possibilité de survenance d'un ensemble d'actions criminelles en les rendant impossibles, plus ou moins probables ». Prévenir revient à anticiper l'émergence, prévenir la récidive ou réduire l'intensité (Koudou 2009).

Au Sénégal, on est passé de la politique de sécurité publique à la gouvernance sécuritaire de proximité. La politique de sécurité publique a pour objet d'assurer la protection des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national. Les acteurs régaliens que sont les forces de défense et de sécurité (police et gendarmerie) sont chargés de sa mise en œuvre. Leur intervention est articulée autour d'activités relevant de la police administrative et de la police judiciaire.

Face à la recrudescence de la violence urbaine, les modes d'action habituels des forces de police et de gendarmerie ne permettent plus de répondre de manière satisfaisante aux besoins de sécurité des citoyens. La prévention s'avère incontournable et indispensable.

L'État, responsable principal de la sécurité, réoriente la politique sécuritaire vers une large participation sociale avec des relais autres que les forces de police et de gendarmerie. Il s'agit de la gouvernance sécuritaire de proximité instituée par le décret n° 2013-1063 du 5 août 2013 créant l'agence d'assistance de sécurité de proximité. Elle se définit comme une gestion sécuritaire participative et inclusive à travers un partenariat dynamique et actif entre l'État, les collectivités locales et les acteurs de la vie sociale (article 3 du décret précité.).

À côté de l'État, longtemps considéré comme détenteur du monopole de la sécurité seront associés à la production de la sécurité au niveau territorial, les pouvoirs locaux et la société civile. Cette réorientation politique et stratégique va vers le renforcement des mécanismes de prévention de la délinquance de manière globale.

S'il est reconnu qu'un environnement urbain inadéquat, qui exclut certains membres de la société des avantages de l'urbanisation et de la participation dans la prise de décision et le développement, accroît la criminalité (UN-Habitat, CRDI), il faudra en effet reconnaître que la gouvernance pourrait assurer le relèvement de l'environnement urbain.

La gouvernance appelle à une transformation des manières de concevoir et d'agir (Felli 2014). Elle nécessite un partenariat entre les différents acteurs du monde urbain à différentes échelles, l'intégration des pratiques des jeunes qui sont les principaux concernés et une différenciation genre pour des questions d'équité afin de permettre une appropriation des politiques officielles.

La question de la violence embrasse plusieurs secteurs, notamment économique, social, culturel, politique, urbain, environnemental, mais aussi plusieurs acteurs, notamment les jeunes principaux concernés, la collectivité territoriale, l'État, les acteurs de la société civile avec les acteurs communautaires. Si les intérêts et les enjeux liés à ces questions sont divers, il y a néanmoins une nécessité de *partenariat* entre les différents acteurs.

Les pratiques et logiques d'intervention étant différentes, une démarche inclusive s'avère nécessaire, prenant en compte notamment les pratiques des jeunes en matière de prise en charge de leurs problèmes quotidiens. Dans cette démarche d'inclusion, la prise en charge des questions genre apparaît comme un impératif pour respecter le principe de la *participation*.

La prolifération des divers acteurs dans différents domaines fait que la gouvernance s'applique dans divers secteurs. Toutefois, cette profusion d'acteurs à l'échelle locale dans un contexte de décentralisation et de démocratisation progressive a fini par imposer le concept de *gouvernance locale*.

En milieu urbain, la gouvernance locale renvoie à la gouvernance urbaine que Ndour (2010), reprenant Georges Cavallier, considère comme « la capacité et la co-responsabilité de projet, la possibilité d'établir un cadre collectif d'action solidaire, de réflexion stratégique reliant les principaux acteurs autour du niveau de décision politique ». La *gouvernance urbaine*, cadre institutionnel du management des territoires urbains, s'appuie finalement sur un certain nombre de considérations et tient compte de valeurs et principes (Coly 1996). Elle revêt différentes dimensions : politiques et institutionnelles des acteurs, leur rôle dans la distribution et la combinaison des pouvoirs urbains qui doivent faire l'objet d'intégration.

À travers le dernier chapitre de ce livre intitulé « *Politiques et cadre de gouvernance de la sécurité urbaine* », on s'interroge sur cette orientation des politiques publiques de sécurité vers une gouvernance de sécurité à l'ambition inclusive. Ce nouveau cadre instaure-t-il un partenariat entre tous les acteurs ? Les jeunes, bénéficiaires ultimes de ces réformes politiques, sont-ils partie prenante ? L'acteur qu'est la collectivité territoriale, renforcée dans le cadre de la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant code général des collectivités locales, s'investit-il

davantage dans une intervention pérenne de prévention et de lutte contre la violence ?

Ce chapitre questionne aussi l'efficacité de la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des réponses politiques officielles développées et du cadre de gouvernance urbaine mis en place pour faire face à la violence et aux situations d'exclusion et d'injustice, notamment à l'égard des jeunes.

Les chapitres traités dans le cadre de ce livre résultent d'études empiriques menées dans la région de Dakar dans deux communes aux trajectoires différentes : HLM dans la ville de Dakar et Médina Gounas à Guédiawaye.

Située dans le centre-sud de la capitale sénégalaise, sur le plan administratif, la commune des HLM est l'une des 19 communes de la ville de Dakar.

Différentes dates caractérisent l'évolution spatiale et la dynamique de peuplement de la commune des HLM. Les premières infrastructures et constructions sur le site datent de l'époque coloniale. En effet, c'est en 1927 que « l'Usine des Eaux » qui devait alimenter Dakar en eau potable fut installée sur le site. Ensuite, il a fallu attendre le début des années 1950 pour voir les premières habitations édifiées sur le site : il s'agit de la création des quartiers « Cité du Port » et « Boules Douanes ». Dans ce prolongement, en 1953, la « Cité Citec » fut créée. C'est en 1958, après le transfert de la capitale du pays de Saint-Louis à Dakar, que les premières initiatives des HLM allaient démarrer avec le prélèvement de 2 % sur les salaires des fonctionnaires, destiné à la création des HLM et le début de la construction de HLM 1 et de l'école Ouagou Niayes<sup>3</sup>. Dans la même année, la Compagnie Générale des Eaux (CGE) acquiert un terrain pour la construction de la « Cité des Eaux ». Cette cité sera inaugurée en 1960 au moment de l'installation de ses premiers habitants.

En 1962, les premiers logements des HLM sont inaugurés par les présidents Léopold Sédar Senghor et Ahmed Sékou Touré de la Guinée. Dans la même année, les premiers habitants de HLM 2 sont installés dans leur logement. En 1963, le premier délégué de quartier, celui de HLM 2 est installé. En 1964 la première pierre des HLM 3 est posée par feu Abdoul Aziz Sy, le guide des *Tidians*, et en 1965 ses premiers habitants sont installés. En 1972, ce fut le tour des habitants des HLM 4 et le début de la construction des HLM 5. En 1976, les bénéficiaires de logements à HLM Angle Mousse accédèrent à leur propriété. C'est en 1979 que les immeubles HLM furent occupés. La même année, le quartier HLM Montagne est créé. Enfin, en 1980 le quartier HLM 6 ou HLM Nimzatt est inauguré par le président Senghor<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Rapport MARP / CDL HLM et Focus Group PLD : Association 3<sup>ème</sup> Âge.

HLM est connu pour son grand marché qui se tient tous les jours. D'un simple marché de légumes de quartier dans les années 1970, ce marché est devenu, au fil des années, un haut lieu de transactions commerciales, surtout en tissus et en bijoux.

Médina Gounass est l'une des cinq communes de la ville de Guédiawaye. Le processus d'urbanisation de cette commune est déclenché en 1967 avec l'arrivée de ses premiers habitants originaires du centre-ville de Dakar et l'arrivée massive de ruraux suite aux sécheresses des années 1970 à 1980. Cette occupation soudaine d'une grande ampleur et non planifiée explique le taux élevé de concentration humaine dans la localité et l'existence de quartiers flottants.

Cette urbanisation réalisée dans l'urgence se caractérise par l'absence d'un cadre formel de gestion de l'espace. En effet, depuis sa création, la commune de Médina Gounass ne dispose d'aucun plan d'aménagement devant faciliter et orienter l'occupation spatiale. Cet état de fait explique aisément l'urbanisation anarchique et non contrôlée de la localité avec des voies sinueuses et des emprises disparates. Certains quartiers sont inaccessibles en voiture du fait de l'étroitesse des rues, et la promiscuité est érigée en mode de vie.

Médina Gounass fait partie des quartiers dits « irréguliers » de Guédiawaye. Elle est caractérisée par une situation géographique inappropriée (occupation de zone inondable notamment) et l'absence d'équipements sociaux. Le nom de Medina Gounass fait référence à un lieu saint de la communauté *Hal Poular* dans la région de Kolda, site de retraite spirituelle annuelle ; ce qui explique la forte prédominance de cette communauté dans la population, à savoir 65 % <sup>17</sup>.

La commune de Médina Gounass est aujourd'hui divisée en trente-sept quartiers portant chacun le nom de leur délégué (chef) respectif. Ces derniers sont des notables qui occupent une place importante au sein de la communauté, puisque ce sont le plus souvent les premiers résidents ayant occupé le secteur.

---

<sup>17</sup> Les *Hal Poular* ne constituent qu'un peu plus de 10 % de la population sénégalaise.

## Bibliographie

- ANSD, 2013, *Deuxième enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS-II) 2011. Rapport définitif*, mai 2013. Dakar, 191 p.
- ANSD, 2014, *Recensement Général de la Population de l'Habitat de l'Agriculture et de l'Élevage*, rapport définitif
- Aschan-Leygonie (2000)
- BA Bineta, 2019, « Violence en milieu urbain : facteurs de vulnérabilité et de résilience chez les jeunes filles de la Maison Rose de Médina Gounas », Mémoire de Master II en “Interrelation Population Développement et Santé de la Reproduction”, Institut de Formation et de Recherche en Population Développement et Santé de la Reproduction (IPDSR), 102 p.
- Banque mondiale, 2016, *Perspectives urbaines : Villes Émergentes pour un Sénégal Émergent* dans : “Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2015” — Abrégé : Pensée, société et comportement, WASHINGTON, Banque mondiale, 2015
- Bellughausen ?
- BRENDER N., 2012, *Étude du dilemme urbain : urbanisation, pauvreté et violence*. Document de synthèse. Ottawa, CRDI, 20 p.
- CIPC, 2008, *Prévention de la criminalité et sécurité quotidienne : tendance et perspectives. Rapport international*. Montréal, Centre international pour la prévention de la criminalité, 272 p.
- Decamps 2007
- DIOP A. K., 2010, *La problématique de l'assainissement dans le département de Pikine (Sénégal)*. Université Cheikh Anta Diop de Dakar - DEA.
- DIOP D., 2012, *Urbanisation et gestion du foncier urbain à Dakar : état des lieux et perspectives*. Paris, L'Harmattan, 280 p.
- DIOP D., 2013, « Développement urbain et insécurité : Dakar face aux défis de l'urbanisation », 20 p.
- DIOP M., 2000, *La violence urbaine vue des quartiers de Dakar : recherche populaire et auto-évaluation dans trois quartiers de la capitale sénégalaise*. Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 74 p.
- DUPONT V., 2005, « La gouvernance urbaine en Inde à l'ère de la libéralisation et de la décentralisation », *Villes en développement*, 67-68, mars-juin 2005, p. 10-11.
- FAYE A., THIANDOUM A., 2012, « 1 bar tous les 20 mètres : quand la pauvreté entretient l'insécurité », *lesenegalais.net, Le Pays*, dimanche 5 août.
- GRANIER J.-P., 2007, « Une violence éminemment contemporaine. L'espace public urbain comme scène “post-historique” », *Espaces et sociétés*, 2007/1 128-129, p. 55-69.
- KANE SAR Fatimata, 2020, *Étude exploratoire d'oufemmes sur les violences sexuelles dans les espaces publics à Dakar et Saint Louis*, Rapport



- MASSIAH G., 2005, « La transformation urbaine entre mondialisation néolibérale et altermondialisme », IPAM-AITEC, [www.reseau-ipam.org](http://www.reseau-ipam.org)
- Ministère de l'Habitat et de la Construction /Comité national Habitat II et ONU-Habitat, 2004, *Étude sur la sécurité de l'occupation foncière et immobilière et la bonne gouvernance*, Rapport final, 115 p.
- MOSER Caroline O.N., 2004, "Urban Violence and Insecurity: An Introductory Roadmap," *Environment & Urbanization Brief*, 16, 2 October 2004, 6 p.
- OFFNER F., 2008, « Recrudescence des lynchages à Dakar : quand la foule dicte sa loi », *Le Soleil* du 2 avril.
- OMS, 2007, In Sight Crime Security Ethical Legal Considerations Draft, 7 p.
- OMS, 2002, Rapport mondial sur la violence et la santé, Genève
- ONU-Habitat, 2010, *État des villes africaines : gouvernance, inégalités et marchés fonciers urbains*, ONU-Habitat, Nairobi, 279 p.
- Pax Christi 2008
- PEDRAZZINI Y., 2005, *La violence des villes*. Paris, Éditions Alliance, 252 p.
- Principes d'éthique et de sécurité recommandés par l'OMS pour la recherche, la documentation et le suivi de la violence sexuelle dans les situations d'urgence, 46 p.
- ROCHÉ S., 1998, *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, Presses universitaires de France, 296 p.
- Sampson et Groves (1989)
- SANSFACON D., 2004, « Sécurité pour tous...également ». Directeur général adjoint Centre international pour la prévention du crime, mars 2004
- SOW S., SOW O., 2000, « Problématique de la sécurité urbaine en milieu périurbain défavorisé et émergence des mouvements populaires de sécurité : Le comité populaire de sécurité de Grand Yoff à Dakar (Sénégal) ».
- THIAM A., 2012, « Meurtres, lynchages, agressions, viols... - Sénégal - Du pays de la *teranga*, au pays de la terreur », *Sud Quotidien* du 24 août.
- UNESCO, Atelier N° 2, *Exclusion sociale et violence. Éducation pour la cohésion sociale*, Document d'aide au débat.
- UNICEF [Mary Ann POWELL, Nicola TAYLOR, Robyn FITZGERALD], 2015, *Recherche éthique impliquant des enfants*, 214 p.
- VILMIN Thierry, 2015, *L'aménagement urbain. Acteurs et système*, collection Eupalinos, Série architecture et urbanisme, éditions Parenthèses, 144 p.
- <https://fr.unhabitat.org/urban-themes/planification-et-amenagement-urbains/>  
[http://www.crime-prevention-intl.org/io\\_view.php?io\\_id=32&io\\_page\\_id=116](http://www.crime-prevention-intl.org/io_view.php?io_id=32&io_page_id=116)

# **Exclusion et violence chez les jeunes ampleur et déterminants**

***Oumar Cissé, Fatimatou Sall  
& Rosalie Aduayi Diop***

## **Introduction**

À l'image de la plupart des pays en développement, africains en particulier, le Sénégal connaît une dynamique d'urbanisation à un rythme assez soutenu. En 2013, le taux d'urbanisation atteignait 45 % alors qu'en 1960, à l'indépendance du pays, il n'était que de 23,6 % (ANSD 2014 et Banque mondiale 2016). La structure par âge montre une population assez jeune : les 0-14 ans représentent plus de 40 % de la population, alors que la tranche d'âge des moins de 20 ans concentre à elle seule plus de 54 % de la population.

Depuis quelques années, le Sénégal connaît une recrudescence des situations de violence. À Dakar le phénomène de l'insécurité urbaine ne cesse de s'exacerber et d'inquiéter les populations et interpeler les chercheurs et les décideurs. Cette question revêt une importance particulière pour des pays en pleine transition urbaine comme le Sénégal. Jusqu'à une date récente, tout le monde s'accordait à dire que la banlieue était la zone la plus criminogène de l'agglomération dakaroise, mais à y regarder de près, l'insécurité urbaine n'épargne plus un seul endroit de l'agglomération.

Toutefois, au Sénégal on dispose encore de peu de connaissances sur les liens existant entre la violence, les situations socioéconomiques, l'exclusion et le cadre de vie urbain qui font rarement l'objet d'études et de productions scientifiques.

C'est cette dimension qui est abordée par le projet de recherche de l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU) « La violence chez les jeunes à Dakar : contexte, facteurs et réponses ». L'objectif est de conduire un diagnostic critique sur l'ampleur de la violence urbaine impliquant les jeunes, les facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, institutionnels qui expliquent l'exclusion des jeunes (filles et garçons) et leur engagement dans la violence et les liens entre l'aménagement et l'ampleur de la violence.

Ce chapitre présente les caractéristiques sociodémographiques de la zone d'étude, l'ampleur de la violence et analyse les déterminants de l'implication des jeunes dans la violence en tant qu'auteur et victime.

## **I. Cadre théorique et conceptuel**

### ***1.1. Fondement théorique***

#### **1.1.1. Lien entre exclusion et changement social**

La pertinence des théories de l'exclusion sociale dans ce texte est la nécessité de reconnaître l'émergence de cette problématique dans l'explication des problèmes des sociétés africaines et l'intérêt de poursuivre le recours à cette approche en tant que piste de recherche. Au Sénégal, selon les récentes études, les politiques publiques ont contribué à l'émergence des nouveaux pauvres constitués par « ceux dont le statut est remis en cause » ou « ceux qui ne parviennent pas à accéder au statut auquel ils aspirent » (Paugam 1996). Ce sont les déflatés du public et du privé, ceux qui ont effectué un départ volontaire de leur position de salarié et dont la reconversion s'est avéré un échec, les jeunes diplômés chômeurs, les jeunes ne bénéficiant pas de la transmission du patrimoine de la part des ascendants ayant le contrôle des ressources. La thèse de Paugam peut être source d'inspiration pour l'analyse du phénomène d'exclusion tel qu'il est vécu dans les pays africains dont le Sénégal. Elle résume la situation générale de la pauvreté structurelle d'une large partie de la population.

Cette pauvreté a été décisive dans l'« instabilisation » d'une frange de personnes appartenant à la classe moyenne citadine et la « vulnérabilisation » d'une classe jadis pauvre. Les nouveaux pauvres sont aussi les familles dont l'unique pourvoyeur décède ou atteint l'âge de la retraite. Cela dit, les pauvres ne peuvent pas bénéficier au Sénégal des institutions sociales, comme c'est le cas dans les pays développés. Leur exclusion et leur pauvreté sont générales.

Le concept d'exclusion sociale est moins abstrait : il traduit la non-satisfaction des besoins sociaux de base et invite à reconnaître la nécessité de mobiliser des ressources nationales et internationales susceptibles de réduire l'ampleur des problèmes sociaux. La complexité, la particularité, la diversité des sociétés et la question des inégalités des sociétés africaines fondées sur la stratification sociale, sur la hiérarchie sociale et sur les rapports sociaux de sexe imposent de prendre en considération le contexte de la mondialisation, comme autre facteur probable d'exclusion sociale. Comme le mentionne Porto (2001 : 53) parlant du cas du Brésil, la culture

constitue un espace de médiation entre mondialisation et sociétés nationales ou entre le niveau local et le niveau global. Cette réflexion est valable dans le cas du Sénégal. La thèse de la mondialisation en termes d'explications sociologiques reliées à l'exclusion est pertinente et peut constituer une piste de recherche intéressante pour expliquer les changements dans la société sénégalaise. Mais, elle est à nuancer.

Au Sénégal, l'exclusion sociale n'est pas assez bien adressée. Cette notion globalisante a certes l'avantage d'attirer l'attention sur l'ampleur et sur le cumul des difficultés croissantes auxquelles se trouve confrontée une part de plus en plus grande de la population. Cependant, elle doit aussi être pensée en lien avec les différents registres de participation à l'échange symbolique et avec les systèmes qui fondaient la société sénégalaise dans son intégralité. Par conséquent, la mondialisation en tant que catégorie d'analyse et cadre théorique procure un sens en soulignant la portée et le caractère radical des changements sociaux. Il est indéniable que la société sénégalaise, à l'instar des pays en développement a subi au cours des dernières années tant au niveau socio-économique que socioculturel une transformation profonde. Depuis les années 1990, les recherches sur la pauvreté s'orientent de plus en plus vers l'identification des mécanismes d'exclusion économique et sociale et des systèmes d'inégalités et de domination au sein des communautés et des ménages, à travers des approches pluridisciplinaires, mais souvent avec la prise en compte de variables difficiles à quantifier.

Nous vivons dans un monde en perpétuel changement. Les institutions sociales, les dynamiques sociales, les rapports sociaux se modifient. La mondialisation a joué un rôle accélérateur des changements. Une des principales caractéristiques des processus concerne la libéralisation des marchés et l'ouverture des frontières au commerce extérieur. Les conséquences des nouvelles lois du marché et de la concurrence effrénée, à armes inégales, sont dramatiques pour les pays en développement et les pays africains en particulier. Le système se caractérise aussi par l'avancée de la science et de la technologie ainsi que sa relation directe avec le monde de l'emploi et/ou du travail. Même si les pays africains ne sont pas dotés d'une technologie avancée, on assiste de plus en plus à la suppression de certaines activités ou à leur remplacement par de nouvelles demandant moins de main-d'œuvre. Par conséquent, beaucoup d'individus se trouvent aujourd'hui exclus des marchés de l'emploi. En plus, hormis les transformations technologiques, certains métiers ont perdu de leur valeur au plan symbolique. Ces changements sont davantage manifestes au niveau local où ils constituent des facteurs de restructuration des relations sociales et des rapports de production. Les valeurs et les repères d'identification qui caractérisaient les sociétés africaines cèdent progressivement la place à une nouvelle rationalité, celle de l'économie de marché. L'importance prise par la marchandise et

l'argent a conduit, selon l'expression de Lukacs, à une « réification » des rapports sociaux. Les relations directes d'homme à homme cèdent la place à la relation des objets entre eux, entraînant un nouveau type de rapport social marqué par la froideur, l'impersonnalité et l'irrationalité (Ly 1996 : 24). Le travail, à travers la définition des conduites et des styles de vie, s'altère avec la transformation en profondeur des conditions empiriques du travail. Si l'on observe la jeunesse, le manque de travail constitue pour elle un obstacle majeur. Les jeunes n'arrivent pas à s'organiser, à se bâtir un avenir ou à porter un projet. Sur le plan symbolique, l'absence d'emploi renvoie à l'incapacité de se construire une dignité et une identité, en tant que sujet. Au Sénégal, comme ailleurs, les droits et la reconnaissance sociale sont liés au travail. Celui-ci marque l'inscription de l'individu dans la société, puisqu'il fait passer de l'exclusion à l'inclusion. Son rapport avec l'exclusion est double. Il est indéniable que de plus en plus de jeunes sont exclus des circuits traditionnels et formels d'acquisition des connaissances, de savoir et de l'emploi. Par ailleurs, l'exclusion est aussi liée aux initiatives et aux stratégies de résilience développées par les populations pauvres et particulièrement cette jeunesse. La question est de savoir comment les populations affrontent les situations de pauvreté et d'exclusion ? Quelles pratiques elles mettent en œuvre pour s'en sortir ?

### **1.1.2. Lien entre changement social et violence**

L'émergence et le développement de la violence est élucidée sur la base de plusieurs théories d'ordres biologiques, psychologiques et sociologiques.

Les théories biologiques se fondent sur des facteurs génétiques (facultés biologiques, traits héréditaires), des facteurs hormonaux en lien avec le niveau de testostérone qui peut déterminer l'intégration sociale et des facteurs neurologiques avec la présence de tumeurs ou un dysfonctionnement du système limbique (Cussen M. *et al.* 1999). Toutefois selon Cussen M. *et al.* « Qu'il s'agisse des facteurs génétiques, hormonaux ou neurologiques, aucune conclusion ferme ne peut être émise quant au rôle des facteurs biologiques dans l'actualisation de comportements violents ». Pour ces derniers également, les théories psychologiques qui se fondent sur le lien entre frustration et agression, l'apprentissage, l'interactionnisme social psychopathologique peuvent aider à comprendre les motivations anormales des comportements violents mais elles sont mal conçues pour éclairer les facteurs clés de la situation d'agression et des processus décisionnels de l'acteur dans un contexte précis.

Quant à la théorie sociologique pour Cussen M. *et al.*, elle se fonde sur les valeurs et les normes culturelles et paraît limitée par le principe de

conformisme des êtres qui la sous-tend.

Tenant compte des différentes limites de ces théories, celle de la désorganisation sociale semble être plus inclusive. En effet, cette théorie justifie la violence par l'absence ou un affaiblissement du contrôle social. Elle est définie par Sampson et Groves (1989) comme « l'incapacité d'une communauté à réaliser des valeurs communes de ses résidents et de maintenir un contrôle social ». Si on considère que le contrôle social, outre d'être basé sur des valeurs et des normes est régi par des liens et des réseaux formels et ou non formels qui favorisent un bien être de la communauté d'individus, son dysfonctionnement peut conduire à un mal être qui à son tour peut être associé à des formes de déviance des normes suite à des états émotionnels négatifs (Bellingshausen). Un état émotionnel est lié à des facteurs internes (les besoins, la personnalité, les expériences, les pensées, les changements hormonaux, le système de régulation de nos émotions) et des facteurs externes (l'environnement physique et social, les émotions des autres). Ces différents facteurs peuvent être classés en trois groupes : l'identité de l'individu, son statut et sa reconnaissance sociale dans la communauté, la satisfaction de ses besoins et son cadre de vie.

C'est à cet effet que les études sur les déterminants de la violence basées sur la théorie de la désorganisation sociale en milieu urbain ont mis le focus sur l'environnement urbain, l'accès aux privilèges de la ville, l'environnement social (identité, parents, fréquentations, liens). C'est le cas de Thomas W. qui a développé la théorie au niveau individuel et collective dans les quartiers et qui conduit à un déclin de l'influence des règles sociales sur les individus, à un affaiblissement des valeurs collectives et à une valorisation des pratiques individuelles avec la désorganisation sociale (Sophie Body-Gendrot 2006).

Sophie Body-Gendrot (2006) a fait une revue des conclusions de certaines études mettant en avant la théorie de la désorganisation sociale, on peut en retenir entre autres :

- Déjà en 1929, Clifford Shaw, Frederic Zorbaugh, ont montré que les taux de criminalité et de délinquance sont variables d'un quartier de la ville à l'autre et que la proximité de centre commercial ou de centre d'affaires peut être déterminante dans le niveau de criminalité.
- Plus tard en 1942, Clifford Shaw et Henry McKay lient la croissance de la délinquance et les désordres au concept de désorganisation sociale, ils ont identifié pauvreté, hétérogénéité ethnique et instabilité résidentielle comme variables prédictives conduisant à la délinquance.
- Pour Sampson et Groves (1989), en incluant toutes les variables pertinentes dans une étude macrosociologique des quartiers (urbanisation, organisation des habitants, diversité ethnique, état des familles), on s'aperçoit que ce sont parfois les caractéristiques des quartiers adjacents

qui sont explicatives de la délinquance d'un quartier en matière de vols (Katzman 1981).

Fort de ces éléments, cette étude sur les facteurs explicatifs de la violence urbaine impliquant les jeunes se fonde sur l'hypothèse selon laquelle l'exclusion économique, sociale, politique et la marginalisation des expressions culturelles des jeunes ainsi que le défaut d'aménagement des quartiers sont à l'origine de leur implication dans la violence en milieu urbain.

Cette supposition s'inscrit dans l'approche pour des villes plus sûres d'ONU-Habitat qui soutient qu'un environnement urbain inadéquat, qui exclut certains membres de la société des avantages de l'urbanisation et de la participation dans la prise de décision et le développement, accroît la criminalité. Le manque de solutions, à long terme aux questions sociales, économiques et de gouvernance dans les villes, et leur échec à promouvoir des politiques inclusives qui s'adressent notamment aux groupes les plus vulnérables, se trouveraient à la racine de l'accroissement de la violence et de la criminalité urbaines.<sup>1</sup> Cette approche est aussi en cohérence avec la vision du programme Villes sûres et inclusives développé par le CRDI qui considère l'exclusion sociale, le manque de perspectives économiques, les rôles traditionnels restrictifs et le manque d'accès aux services de base pour certains groupes, comme faisant partie des principaux facteurs qui expliquent la violence dans de nombreux centres urbains du monde.

Quant au défaut d'aménagement, il renvoie à l'absence de planification et de lotissement et au sous-équipement des quartiers. L'analyse des liens entre l'aménagement et l'engagement des jeunes dans les situations de violence a fait l'objet d'une autre étude qui évalue la relation entre le niveau d'aménagement des quartiers et le niveau d'exposition des jeunes aux situations de violence.

## ***1.2. Cadre conceptuel***

### **1.2.1. Concept de Jeunes**

Le concept de jeunesse regroupant l'enfance et l'adolescence est empiriquement construit, ce qui explique la difficulté de sa construction en tant qu'objet théorique et méthodologique.

Sur le plan théorique, la jeunesse est un concept multidimensionnel. Elle renvoie à une pluralité de définitions et de cadre de référence. Ce cadre de référence peut être biologique, psychologique, sociologique et culturel entre autre. Si on s'appuie sur la dimension biologique, on prend en considération les diverses transformations biologiques et physiques visibles à partir d'une observation faite sur l'individu. La dimension

---

<sup>1</sup><http://fr.unhabitat.org/urban-themes/securite/>

psychologique intègre, en revanche, des considérations affectives et émotionnelles telles que l'insouciance, l'inexpérience, la spontanéité, la vivacité qui déterminent cet âge de la vie.

En Afrique, il faut signaler que la réflexion empirique sur la notion de jeunesse comme objet de recherche est récente (Coquery-Vidrovitch, Goerg, Topor 1991). Ce retard est dû d'une part au retard de « l'explosion démographique ». Or, les approches sociologique et culturelle trouvent leur pertinence dans l'exploitation des données issues des études démographiques. D'après celles-ci, la jeunesse est définie en terme de génération, de cohortes, de groupes, mais également en fonction du statut et du rôle que chaque société confère à ses jeunes. D'autre part, sur le plan socio anthropologique, en Afrique, la société est fondée en grande partie sur la séniorité. La détermination de l'âge est ainsi liée à l'expérience et aux initiations qui peuvent intervenir plus ou moins tôt dans la vie de l'individu (Diop A Rosalie 2010). De façon générale, les différents types de sociétés ont des critères spécifiques permettant de définir l'enfant ou l'enfance, en fonction de l'âge et du niveau des responsabilités imparties. En Afrique, à cause de l'importance des classes d'âges, l'état de jeunesse donne lieu à des définitions différentes et variées selon les sociétés

Néanmoins, ces conceptions et les pratiques se sont beaucoup transformées en raison de paramètres inhérents à la modernité et au développement des sociétés. Les classes d'âge ont ainsi beaucoup évolué et perdu de leurs valeurs symboliques, en l'occurrence dans les villes. Aujourd'hui, même si les rites initiatiques existent encore dans certaines cultures, le passage symbolique d'une étape à la suivante a disparu dans la mesure où les rites sont pratiqués à des âges différents. Très souvent, les rites de passage ne se font plus selon une structure sociale horizontale comme dans le passé, mais selon une structure parentale verticale. Toutefois, la jeunesse peut être considérée comme un terme évolutif et dynamique, qui fait appel à des considérations liées aux contextes et aux réalités de ceux qui manipulent le concept. La plupart des états se fondent sur des considérations liées à l'âge pour donner une définition de la jeunesse. Ainsi selon les pays, les organisations ou les cadres à partir desquels on se réfère, la jeunesse est définie différemment<sup>2</sup>. Scientifiquement, biologiquement en particulier, on considère que la jeunesse se situe entre 15 ans et 24 ans, car c'est la période durant laquelle le corps change, chez le garçon comme chez la fille, l'individu évolue, grandit (se métamorphose). Toutefois, la jeunesse n'est pas seulement fondée sur des critères naturels, physiques, mais elle est aussi sous-tendue par des critères culturels, sociologiques ou psychologiques. En réalité, dans le concept de jeunesse, se dessinent différents profils : les jeunes se ressemblent d'une certaine manière car ils occupent une même place dans

---

<sup>2</sup> Mariama Sène, 2008.



la société. Les jeunes pratiquent des activités culturelles différentes selon leurs origines sociales, le milieu dans lequel ils vivent, leur sexe, leur âge...<sup>3</sup>

Ainsi, on peut constater que l'âge de la jeunesse est plus avancé en Afrique que dans les pays occidentaux. Cet état de fait s'explique par la fait que, dans les pays en développement ; en particulier africain, les autorités prennent en compte les réalités socioculturelles et la situation économique des pays marquée la pauvreté et le sous-emploi, notamment des jeunes.

S'inspirant de certaines thèses développées concernant la jeunesse on peut dire, en suivant Galland, que « la jeunesse est le résultat d'une construction socio-historique constamment en redéfinition dans la société moderne, elle constitue la période de la vie qui s'allonge » (1993). Aussi, pour Roulleau-Berger, la jeunesse doit être considérée non pas comme un temps social compris entre deux bornes précises, mais comme l'expression d'une dynamique processuelle, un temps de socialisation fondé sur la dialectique entre la réalité subjective et la réalité objective du phénomène social signifié par le concept d'identité (1991). Diouf et Collignon ajoutent que le regard porté sur la jeunesse est largement influencé par les conjonctures dans lesquelles il se déploie et les objets d'observation qu'il se donne à regarder et à mettre en ordre, entre la conformité ou la non-conformité aux assignations idéologiques, sociales, économiques – qu'elles se réfèrent ou non aux traditions – et les diverses formes de modernité, indigènes ou internationales, proposées sur le marché du développement (2001). En effet ; dans la plupart de ces pays africains, les jeunes accèdent tardivement à un emploi et n'assument pleinement leur rôle social et de responsabilité familiale qu'au-delà de l'âge de 35 ans. Ces raisons expliqueraient l'avancée de l'âge de la jeunesse au Sénégal (15-35 ans), comparé aux pays occidentaux.

#### **Encadré 1. Définition consensuelle du concept de jeune au Sénégal**

Au Sénégal, le jeune est défini comme celui dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans. Cette définition est quasi similaire dans tous les pays africains. En revanche, dans la plupart des États occidentaux, la population des jeunes est définie par le groupe d'âge des 15 et 24 ans. Pour l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'âge du jeune est compris entre 14 et 25 ans (définition scientifique) ; alors que pour la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports des États et Gouvernements ayant le français en partage (CONFEJES), la jeunesse est constituée par le groupe d'âges compris entre 15 et 30 ans.

<sup>3</sup>Camille Mathès, Jennifer Martin, Charlotte Mikheeff, 2009.

Dans le cadre de notre étude, nous adoptons la définition consensuelle du Sénégal.

### 1.2.2. Notion de violence

Dans le cadre cette étude, la définition adoptée renvoie à la conception des Droits humains selon laquelle la violence est :

Tout acte infligé volontairement à une personne contre son gré, basé sur son sexe, son âge, son statut social et toute autre spécificité liée à sa personne et qui produit un impact négatif sur la santé physique ou psychologique et le développement de l'identité de cette dernière.

C'est un acte qui enfreint à un certain nombre de droits humains universels protégés par les législations nationales et internationales.

La violence est l'utilisation volontaire de la force physique ou psychologique pour contraindre, dominer la personne, lui causer des dommages corporels ou la mort. Elle implique des coups et blessures et de la souffrance ; « c'est la force déréglée qui porte atteinte à l'intégrité physique ou psychique pour mettre en cause dans un but de domination ou de destruction l'humanité de l'individu » Blandine Kriegel.

Le terme de « violence » caractérise ce qui se manifeste avec une force intense, extrême, brutale ayant un impact physique ou psychique. Il concerne aussi bien les éléments que les êtres vivants. Cette conception est renforcée par Yves Michaud (2004) selon qui étymologiquement, la violence renvoie avant tout à une idée de force, visible et manifeste qui entraîne chaos et bouleversement. Aussi pour le dictionnaire Petit Robert, c'est une force brutale pour soumettre quelqu'un. Nous notons deux grandes approches de la notion de violences selon les sciences sociales et humaines. La première approche plus individualiste s'inscrit dans les théories psychanalystes sur l'existence d'une pulsion destructrice liée au désir mimétique (Girard René, 1972). Selon cette approche la violence s'inscrit dans l'existence d'un programme de comportements violents inscrit en l'homme selon un instinct agressif non ritualisé (Konrad Lorenz 2003). Dans ce cadre, la violence se confond avec plusieurs notions et concepts telle que l'agression. Si « Toutes les violences sont des agressions, mais toutes les agressions ne sont pas des violences » (Anderson & Bushman 2001) car « en tant que démarche persuasive ou défensive l'agression peut prendre une valeur adaptative et devenir indispensable à la survie de l'individu ou de l'espèce or l'acte de violence quant à lui ne peut être justifié » (Lisa Bellingshausen). Il traduit un abus

de force avec un caractère intense, brutal et aveugle sans relation à l'autre.

Selon la seconde approche tirée de l'anthropologie culturaliste, la violence est une affaire de société. Elle est un fait de culture et celui de la sociologie et de la psychologie sociale. Aussi selon Albert Bandura et Stanly Milgram, la violence ne vient pas de l'individu, mais des modèles de conduite qui sont dictés. Elle est perçue comme une certaine déviance à des lois, règles ou normes sociales. Elle est définie comme " un comportement jugé non conforme aux normes sociales d'un groupe, à un moment donné, et qui s'accompagne de sanctions". Dans l'évolution des modes de vie et des sociétés, ces formes de déviance sont de plus en plus récurrentes et parmi ces dernières, nous avons la délinquance qui est à l'origine de violence.

La délinquance renvoie à un ensemble de traits de comportements considérés comme antisociaux ; c'est une forme de l'inadaptation sociale et est défini strictement par rapport à la loi si bien que l'acte délictueux est celui qui entraîne une peine légale (Bouyablane 2006). Ainsi tout comportement considéré comme illégal par la loi, en marge des règles et valeurs sociales est considéré comme acte de délinquance notamment les crimes et délits entre autre.<sup>4</sup>

Il faut également reconnaître que les violences symboliques et psychologiques peuvent s'exprimer à la fois, de façon objective par des règles, des lois, des mécanismes de régulation sociale et de façon subjective, dans les esprits, sous forme de pensées, de schèmes de perception.

La classification de la violence est encore très vaste ; selon le type, le lieu, les acteurs et les victimes. Dans cette étude, les violences qui impliquent les jeunes en tant qu'auteurs ou victimes sont interrogées. Et sont reprises les violences verbales, les agressions matérielles sous le vocable d'atteintes aux biens, les violences sexuelles sont considérées comme une catégorie tenant compte de leur spécificité outre les violences physiques. Certaines formes de violences symboliques et psychologiques sont considérées comme d'autres mauvaises pratiques impliquant les jeunes au regard des règles, des schémas de perception en vigueur dans les communautés au Sénégal.

---

<sup>4</sup> [http : www.leconflit.com/article-approches-sociologues-de-la-delinquance-1-10656844.html](http://www.leconflit.com/article-approches-sociologues-de-la-delinquance-1-10656844.html) mise en ligne le 08/06/2012consulté le 12/08/2016

**Tableau 1. Typologie des formes de violence interrogée dans cette étude**

<b>Catégories</b>	<b>Types</b>
Violences physiques	Coups et blessures ; homicides ; violences légères (gifles, bousculades) ;
Violences verbales	Insultes ; Menaces ;
Violences sexuelles	Attouchements ; caresses et baisers imposés ; contraintes sexuelles ; Masturbations forcées ; viols
Atteinte aux biens	Cambriolages ; agressions ; vol à la tire ; vol à bord d'un scooter ; vol à main armée (armes blanches, armes à feu) ; car jacking ;
Autres mauvaises Pratiques	Usages et trafic d'alcool et de diluants ; Usages et trafic de drogue ; Travailleurs de sexe ; Grossesses précoces ; Cas divers (accusations, scènes de ménages des parents, frustrations au travail ; interpellation par un fou...)

### 1.2.3. Concept d'exclusion

Le terme exclusion renvoie d'emblée à un sentiment de frustration et d'isolement de la part de ceux qu'on appellerait les « exclus » que ce soit sur les plans économiques, socioculturels ou même sur le plan politique, la violence pourrait être une réponse aux frustrations causées par ces inégalités économiques, socioculturels ou politiques. En effet, être marginalisé ou exclu suppose une distanciation du social dans le sens d'une dégradation plus ou moins complète des conditions de vie. Cela dit, les processus aussi bien que les conditions de vie propres à des formes particulières de marginalité ou d'exclusion varient énormément d'un groupe à l'autre, d'un individu à l'autre, d'un âge à l'autre, et d'une société à l'autre (Laberge et Roy 1994). Lorsqu'on aborde la notion d'exclusion on se rend compte qu'il n'y a pas de consensus autour d'une définition fixe et acceptée par tous. Leur construction soulève des questions théoriques, politiques, épistémologiques et méthodologiques. Beaucoup d'auteurs la qualifie de mot-valise ou de terme fourre-tout tant elle est vague et floue dans sa désignation.

Les chercheurs ayant entrepris beaucoup de recherches sur l'exclusion se trouvent « dépassés » par ce terme qui a du mal à être endigué dans son paradigme et même dans les zones tampons de ce paradigme. Ce n'est pas pour autant qu'elle ne fait plus l'objet d'études, et, pour Paugam, « c'est aujourd'hui une catégorie d'actions publiques au statut hégémonique mais aussi une notion transversale dans les recherches en cours » (Paugam 1995). Il faut noter que les recherches sur l'exclusion ont été nombreuses

et dispersées, mais pourtant intéressantes car effectuées de manière spécifique et détachées des prénotions. L'ouvrage *l'exclusion, l'état des savoirs* réalisé sous la direction de Serge Paugam fait la synthèse des recherches en faisant appel aux meilleurs spécialistes pour construire des connaissances sur l'exclusion qui orienteront les intervenants dans cette thématique.

En 1993, Alain Forgeot définit le concept d'exclusion sociale de façon générale selon deux principes qui ne sont pas purement économiques ou rattachés exclusivement à la pauvreté. Le premier est une conception « institutionnaliste et juridique » « correspondant à la non-réalisation des droits sociaux de base garantis par la loi » (Alain Forgeot 1993, « La notion d'exclusion sociale » dans *Développement et Civilisations* - Centre international Lebreton-Irfed). Pour le deuxième principe, l'auteur reprend une définition de Castel : « c'est une incapacité d'expression de la situation vécue [...], c'est-à-dire une anomie sociale, engendrant une culture de l'exclusion [...], des modes de vie spécifiques dans des groupes sociaux considérés par la société comme déviants, voire dangereux » qui trouve la source de l'exclusion dans le contexte d'évolution technologique et sociale.

L'exclusion est avant tout perçue comme une « marque profonde de dysfonctionnement de la société, prenant une multiplicité de formes » et qui se caractérise par « un processus à la fois temporel (« qui est exclu aujourd'hui sera exclu demain »), spatial et social (« qui est exclu est entouré d'exclus ») ». « S'il existe un fort consensus autour de quelques dimensions dominantes de l'exclusion sociale telles que l'absence de ressources, l'exclusion du marché du travail, de l'éducation et la formation professionnelle, le logement, enfin la santé, ensuite, au-delà de ce cœur de l'exclusion, la variation des thèmes de l'exclusion est très grande : ville, parole, réseau social, violence, délinquance, ethnies, etc. C'est la raison pour laquelle il est préférable de parler et de réfléchir sur les exclusions sociales, au pluriel » (Forgeot 1993).

En parcourant les différentes définitions ou essais de clarification de la notion d'exclusion il en ressort que, lorsqu'on entreprend une étude sur l'exclusion, ce qu'il importe d'étudier ce n'est pas l'exclusion en tant que tel (définitions, caractéristiques), mais les formes spécifiques qu'ont pris les processus d'exclusion.

Plus qu'une simple description d'un état, la notion d'exclusion sociale tente aujourd'hui d'identifier les différents **processus** politiques, sociaux et économiques de faiblesse sociale qui génèrent une situation d'exclusion. La notion peut donc être considérée comme englobant une série d'exclusions qui peuvent être de nature économique (exclusion de l'emploi, des moyens de production, des terres...), politique (dénégation de la sécurité, de la représentativité,

de la citoyenneté, des droits), ou sociale (exclusion de l'enseignement, des services de santé, ou du logement). Bien que de telles formes d'exclusion soient avant tout une violation des droits fondamentaux de la personne, l'affaiblissement ou la rupture des liens sociaux qu'elles entraînent, ou ce qu'on pourrait appeler la « **désocialisation** » ou la « **désintégration sociale** » sur les plans familial, économique, symbolique, politique ou culturel pourraient être perçus comme un affaiblissement de la cohésion sociale et une contribution potentielle à l'instabilité sociale et la violence. (UNESCO, Atelier N° 2, Exclusion sociale et violence Éducation pour la cohésion sociale, Document d'aide au débat, p 3).

Tenant compte de ces aspects : familial, économique, symbolique, politique et culturel, l'étude de l'exclusion peut s'intéresser aux mécanismes ségrégatifs dans l'organisation socioculturelle, politico-institutionnelle et dans les opportunités économiques que subissent ou qu'ont les jeunes en ville. Considérant ces dimensions, l'exclusion est analysée au plan socioéconomique, politique, et culturel dans cette étude.

### 1.3. Cadre opératoire

Les différents concepts utilisés dans cette recherche ont été décomposés en dimensions et indicateurs pour l'étude des relations.

**Tableau 2. Opérationnalisation des concepts**

<i>Variables</i>	<i>Dimensions</i>	<i>Indicateurs</i>
<b>Jeune</b>		Âge
		Sexe
<b>*Exclusion</b>	Socioéconomique	Niveau d'instruction
		Vivre avec les parents
		Contribution aux dépenses quotidiennes
		Statut socioprofessionnel
		Statut matrimonial
		Niveau de formation
		Statut socioprofessionnel
		Promiscuité
	Politique	Emploi/Chômage/Métier
		Accès aux services sociaux de base (santé, eau, énergie, transport...)
		Niveau de prise en charge de leur préoccupation dans les politiques
		implication dans les processus de

	prise de décision de la gestion de la cité
Culturel	Perception de leur identité
	Perception de leurs arts et de leurs valeurs
	Reconnaissance de leurs arts et valeurs
<b>Violences</b>	Fréquences victimes, auteurs

---

## II. Méthodologie

Tenant compte de la diversité des paramètres en jeu et de la complexité de l'objet de recherche, une multitude de méthodes ont été utilisées.

### 2.1. La recherche documentaire

La recherche documentaire a concerné des ouvrages généraux, des articles et communications ainsi que des monographies et rapports sur la problématique mais également sur des données socioéconomiques des localités concernées et du Sénégal de façon générale afin de disposer des éléments d'appréciation du phénomène par rapport au reste du Sénégal.

### 2.2. Enquête ménage destinée aux jeunes

Elle a été conduite auprès des jeunes (filles et garçons : 15-35 ans) en vue de déterminer leur profil, connaître leurs conditions de vie et leur niveau d'implication dans la violence et cerner leur regard sur les situations d'insécurité dans leur quartier. Différents thèmes ont été abordés :

#### - Profil de l'enquêté

---

- Conditions sociales et économiques
- Intégration politique
- Expressions culturelles des jeunes
- Forme urbaine
- Mobilité urbaine
- Victime, auteur ou témoin de violence physique ces cinq dernières années
- Victime, auteur ou témoin de violence verbales ces cinq dernières années
- Victime, auteur ou témoin de violence sexuelles ces cinq dernières années

- Victime, auteur ou témoin d'atteintes aux biens ces cinq dernières années
  - Victime, auteur ou témoin d'autres mauvaises pratiques ces cinq dernières années
  - Résilience
  - Accessibilité des outils de télécommunication pour la gestion de la violence
  - Accessibilité des réseaux sociaux et professionnels pour la gestion de la violence
  - Conception d'application
- 

Une enquête systématique de tous les quartiers dans les deux communes a été effectuée sur la base d'un échantillon aléatoire. L'échantillon est composé de 928 jeunes dont 463 aux HLM et 465 à Médina Gounass. Pour prendre en compte les spécificités liées au sexe, 469 jeunes filles et 459 % de jeunes garçons ont été enquêtés.

La proportionnalité selon la taille des quartiers a été appliquée et un pas de sondage a été défini. Dans chaque quartier, on tire aléatoirement une concession entre la première (celle du délégué de quartier ou au centre) et le pas de sondage  $p$  du quartier. Dans chaque concession, un ménage est enquêté en tenant compte de l'approche d'échantillonnage basée sur le nombre de ménages.

La collecte des données s'est faite avec Kobocollect qui permet de géo-localiser les enquêtés, de recueillir et de contrôler la qualité des données instantanément au niveau d'une base centrale. Le traitement a été effectué sur SPSS à trois niveaux : Un traitement à plat qui reprend l'ensemble des paramètres du questionnaire, Un traitement bi-varié qui croise les variables socioéconomique, politique et culturel avec les variables sur la violence et enfin un traitement multivarié avec l'analyse de la régression logistique qui permet d'analyser les risques selon une modalité de référence pour chaque variable.

### ***2.3. Sondages délibératifs***

Les sondages délibératifs visent une participation éclairée des populations à la prise de décision. L'objectif est de permettre aux populations d'exprimer leur perception des phénomènes et des politiques et stratégies identifiées dans le cadre des enquêtes préliminaires ainsi que leurs inquiétudes.

Dans la logique de l'approche participative, les sondages délibératifs sont organisés sous le format de forum pour davantage recueillir l'avis des communautés sur les politiques et stratégies en cours ainsi que celles à promouvoir dans le futur. Ce sont des restitutions populaires faites par les chercheurs. Dans chaque commune, il a enregistré la participation de



jeunes filles et garçons résidant dans la commune ; les associations de femmes ; les associations de jeunes ; les délégués de quartiers ; les *bajenu Goxx* ; les imams et clergé ; les conseillers municipaux ; les ASC ; les acteurs sociaux (AEMO, Maison de justice, centre sauvegarde, centre ado, école de foot...).

Lors des sondages, les chercheurs ont procédé à la présentation des différents résultats portant sur l'exclusion et la violence chez les jeunes, les facteurs d'explication, les politiques officielles, les stratégies individuelles et communautaires et les recommandations. Chaque aspect présenté a fait l'objet de discussion par les populations.

La synthèse des travaux a permis de consolider l'analyse des données issues des enquêtes qui ne concernaient que les jeunes.

#### ***2.4 Étude de la perception des acteurs***

Afin de mieux apprécier le vécu des acteurs sur la problématique de la violence impliquant les jeunes une étude des perceptions a été réalisée avec les acteurs institutionnels et non institutionnels, c'est à cet effet que des enquêtes institutionnelles, des focus groups et des récits de vie ont été réalisés.

Les enquêtes institutionnelles bien qu'ayant pour objectif premier de connaître les politiques et les stratégies étaient l'occasion d'interroger différents acteurs sur la situation qui prévaut dans les deux communes et les facteurs explicatifs.

Les focus groups avaient pour cibles les jeunes des deux communes. Des groupes de discussions (filles et garçons) ont été ainsi organisées. Les récits de vie ont concerné des jeunes auteurs ou victimes de violences particulières pour discuter des motivations et des circonstances qui ont favorisé leur implication dans la violence.

Les données issues des différentes sources ont été traitées sur *dedoose* et les résultats valorisés dans l'analyse des données d'enquête concernant les jeunes.

#### ***2.5 Analyse des statistiques de la police***

Les mains courantes des polices de Guédiawaye et des HLM ont été sollicitées au niveau des autorités centrales en vue d'évaluer la diversité des types de violences, leur fréquence, leur récurrence, les conditions de déroulement des scènes de violence, selon l'espace et le temps. . L'analyse statistique permet ainsi de mieux d'éclairer l'état de la criminalité et de les spatialiser à l'échelle de chaque commune. Ces analyses permettent de mettre en lumière « le chiffre noir » de la police et d'analyser le gap qui peut exister entre l'insécurité « enregistrée », l'insécurité vécue (n'ayant pas fait l'objet de plaintes) et l'insécurité ressentie.

### **III. Présentation des deux communes**

L'étude de cas porte sur l'analyse d'un ensemble d'éléments comparatifs sur deux communes de l'agglomération dakaroise : (i) HLM, une commune planifiée constituée de quartiers lotis de la ville de Dakar et (ii) Médina Gounass une commune non lotie de la ville de Guédiawaye, non aménagée, formée de quartiers spontanés et précaires, dans la banlieue de Dakar.

#### ***3.1. Cadre spatial et urbain***

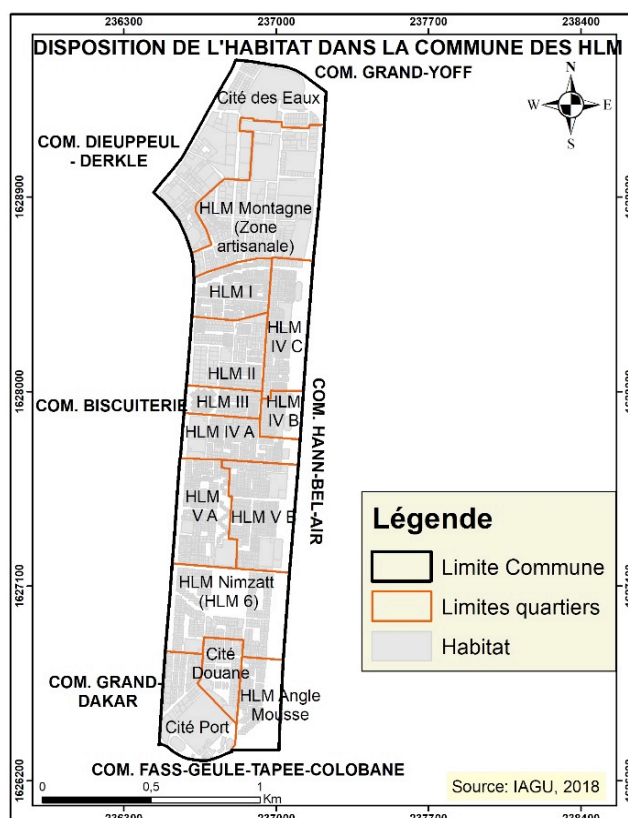
##### **3.1.1. Localisation et présentation**

La commune des HLM se trouve dans le département de Dakar. Elle est limitée au nord par les communes de Grand-Yoff et de Dieuppeul Derklé, au sud par la commune de Fass Gueule Tapée-Colobane, à l'est par la commune de Biscuiterie et à l'ouest par la commune de Hann Bel-air

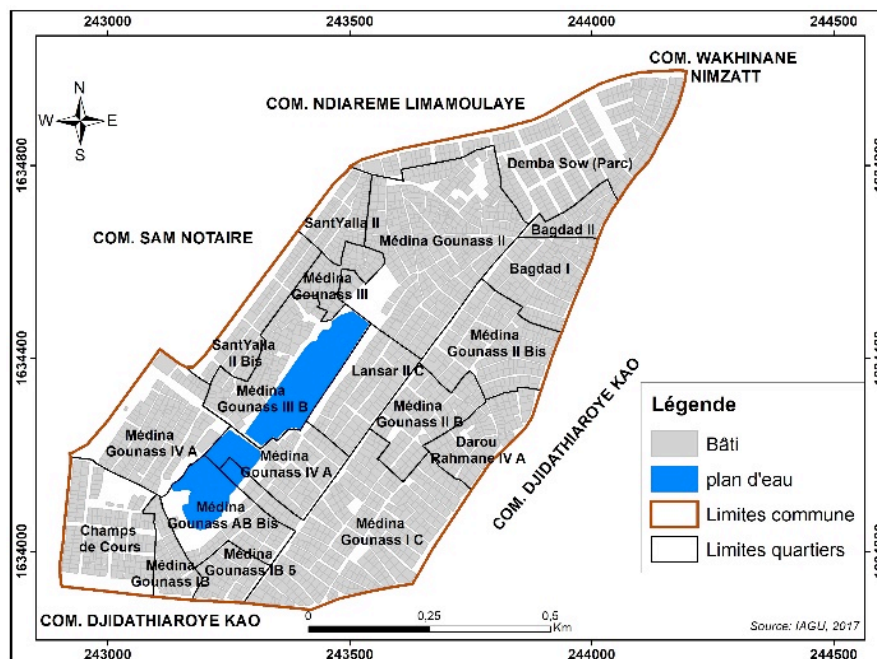
Elle a une superficie de 1,77km<sup>2</sup> et est formée de 14 quartiers.

Quant à la commune de Médina Gounass, elle est située dans la ville de Guédiawaye. Elle est limitée au nord par la commune de Wakhinane Nimzat et de Ndiarème Limamoulaye à l'est par la commune de Sam Notaire au sud et à l'ouest par la commune de Djida Thiaroye Kao. D'une superficie de 0,73km<sup>2</sup>, elle est formée par 19 quartiers.

### Figure 1. Localisation et présentation de la commune des HLM



**Figure 2. Localisation et présentation de la commune de Médina Gounas**



### 3.1.2. Situation sociodémographique

La population de la commune des HLM a été évaluée à 39 126 habitants lors du recensement général de la population réalisé en 2012 dont 52 % de femmes et 48 % d'hommes. À Médina Gounass, la population elle a été évaluée à 33 761 habitants avec 49 % de femmes et 51 % d'hommes. Les estimations de l'ANSD en 2015 ont porté la population de la commune des HLM à 44 016 habitants et celle de Médina Gounass à 37 982 habitants.

La structure par âge montre une importante frange des jeunes (15-35ans) dans les communes de Dakar, soit 39,7 % selon l'ANSD.

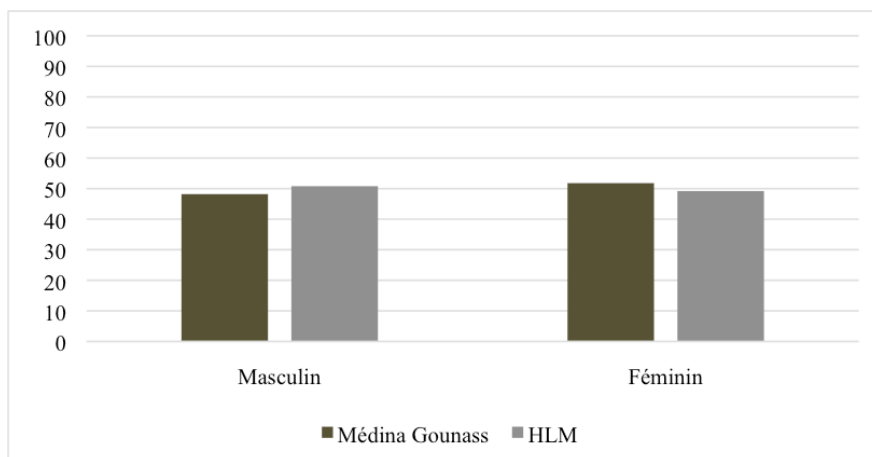
Les enquêtes réalisées dans le cadre de cette étude montrent que dans la commune des HLM 29,1 % des chefs de ménage travaillent dans le secteur informel, 26,7 % sont retraités et 25,4 % sont salariés. A Médina Gounass, les chefs de ménages travaillant dans le secteur informel sont beaucoup plus nombreux avec 46,2 %, les retraités représentent 16,8 % et les salariés 13,6 %.

### 3.2. Le profil des jeunes dans les deux communes

#### 3.2.1. Sexe

Sur la base des enquêtes aléatoires réalisées dans les deux communes, la répartition des jeunes par sexe confirme les tendances au Sénégal. En effet, les jeunes de sexe féminin représentent 50,5 % là où ceux de sexe masculin sont de l'ordre de 49,5 %. Toutefois la proportion de femmes s'avère plus importante à Médina Gounass avec 51,8 % là où elle est de 49,8 % aux HLM.

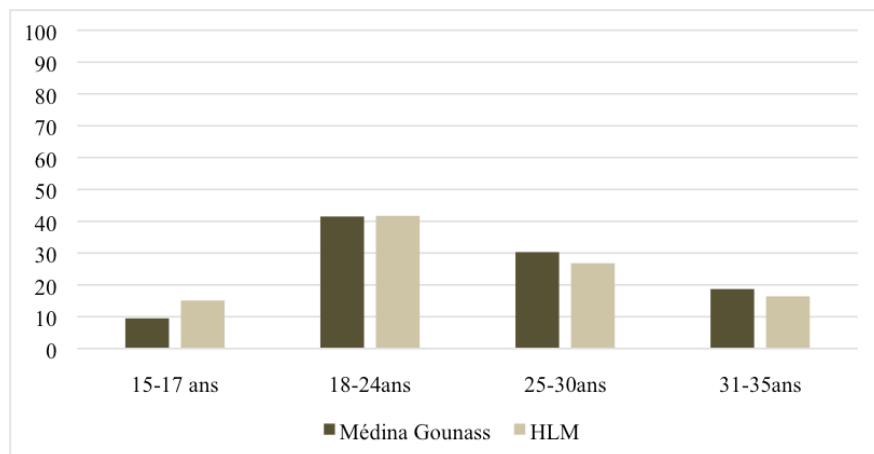
**Figure 3. Proportion de jeunes filles et de jeunes garçons dans les deux communes (données d'enquête 2018)**



### 3.2.2. Âge

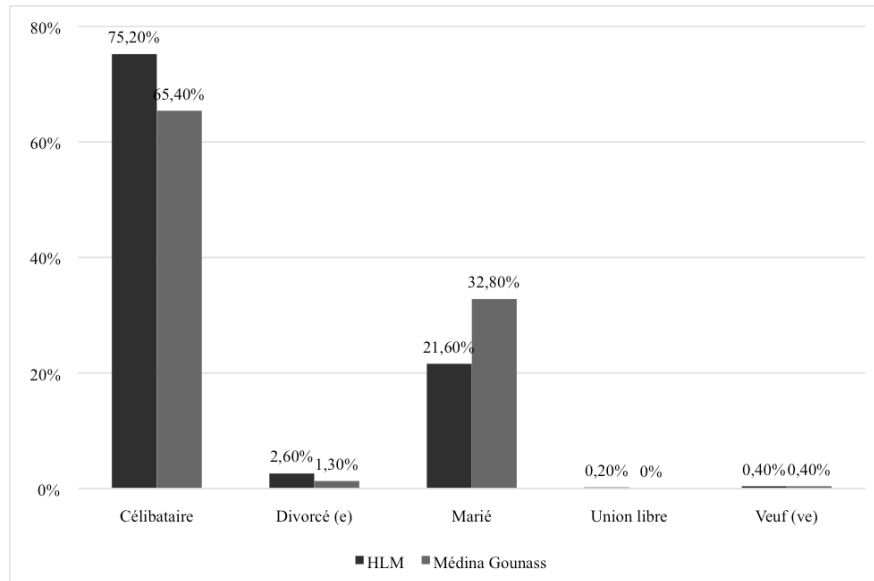
Les jeunes âgés entre 18 et 24 ans représentent dans les deux communes plus de 40 % des jeunes (HLM 41,7 % et Médina Gounass 41,5 %). Cette tranche est suivie par celle des jeunes ayant entre 25 et 30 ans, 30,3 % à Médina Gounass et 26,8 % aux HLM. Les jeunes ayant entre 31 et 35 ans représentent 16,4 % aux HLM et 18,7 % à Médina Gounass. Ceux qui sont encore mineurs (15 et 17 ans) sont plus faibles avec 9,5 % des jeunes à Médina Gounass et 15,1 % aux HLM (**Figure 4**). On remarque ainsi que l'âge des jeunes dans la commune de Médina Gounass est plus avancé que celui des jeunes de la commune des HLM.

**Figure 4. Structure de la population par âge dans les deux communes**



### 3.2.3. État civil (situation matrimoniale)

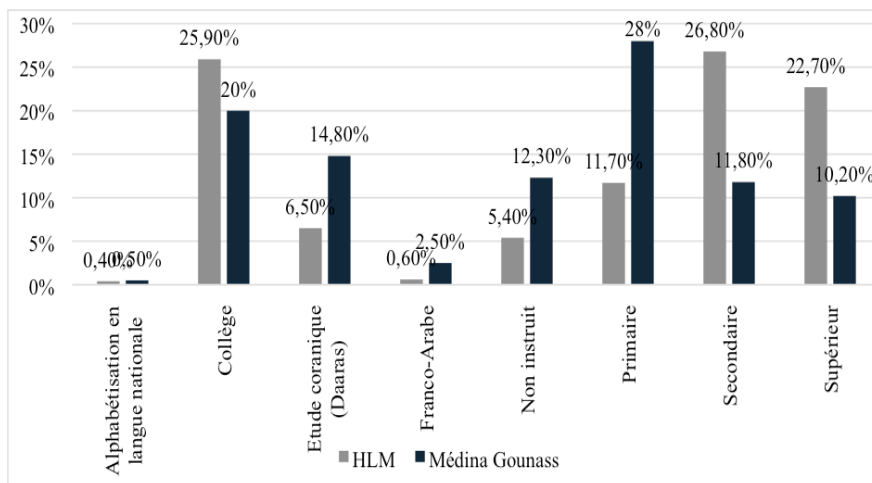
70,3 % des jeunes sont célibataires, 27,2 % en sont mariés et 1,9 % sont divorcés dans les deux communes. On retrouve plus de mariés à Médina Gounass avec 32,8 % des jeunes là où ils sont de l'ordre de 21,6 % aux HLM. Les célibataires et les divorcés sont respectivement de l'ordre de 65,4 % et 1,3 % à Médina Gounass et de 75,2 % et 2,6 % aux HLM.

**Figure 5. Situation matrimoniale des jeunes dans les deux communes**

### 3.2.4. Niveau d'instruction

Environ 23 % des jeunes ont un niveau d'étude moyen (collège). Ceux qui ont un niveau secondaire avoisinent ceux qui ont un niveau primaire, avec respectivement 19,5 % et 19,6 %. Les jeunes ayant bénéficié de formation de niveau supérieur sont de l'ordre de 16,6 %, ceux qui ont fait des études coraniques représentent 10,5 % et les non instruits 8,7 % là où l'alphabétisation en langue nationale ne concerne que 0,4 % des jeunes.

Toutefois, il faut noter des écarts entre HLM et Médina Gounass avec un niveau d'instruction plus avancé aux HLM. Les proportions sont respectivement pour les deux communes pour le supérieur de 22,7 % et 10,2 %, pour le secondaire de 26,8 % et 11,8 %, pour le collège de 25,9 % et 20 %, pour le primaire 11,7 % et 28 %, pour les non instruits de 5,4 % et 12,3 %, pour les études coraniques de 6,5 % et 14,8 % et pour l'alphabétisation en langue nationale de 0,4 % et de 0,5 %.

**Figure 6. Niveau d’instruction des jeunes dans les deux communes**

### 3.2.5. Formation et situation socioprofessionnelle

55,8 % des jeunes n'ont pas de métier mais ce pourcentage est beaucoup plus accentué à Médina Gounass avec 57,9 % là où il est de 53,8 % aux HLM. Ce ne sont que 35,6 % qui ont pu bénéficier de formations professionnelles. Cette proportion est de l'ordre de 61,3 % aux HLM donc plus faible qu'à Médina Gounass où elle n'est que de 64,4 %.

Cela a un impact sur la situation socioprofessionnelle des jeunes. 33,2 % des jeunes sont élèves ou étudiants, 20,8 % s'activent dans le secteur informel, 17 % sont au foyer, 8,2 sont chômeurs, 5,9 % en sont salariés et 5,5 % des entrepreneurs individuels.

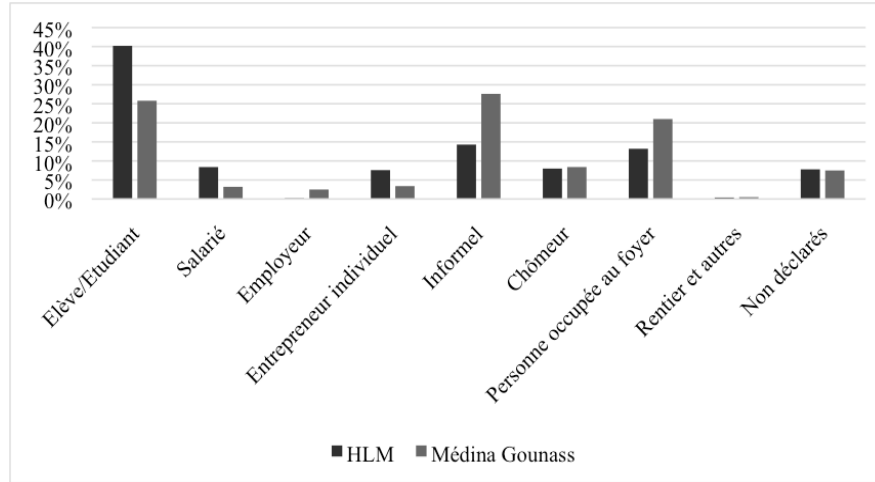
Au niveau des HLM, 40,2 % des jeunes sont des élèves ou étudiants, 14,3 % s'activent dans le secteur informel, 13,2 % sont au foyer, 8 % sont chômeurs, 8,4 % en sont salariés et 7,6 % des entrepreneurs individuels.

Pour Médina Gounass, 25,8 % des jeunes sont des élèves ou étudiants, 27,6 % s'activent dans le secteur informel, 21 % sont au foyer, 8,4 % sont chômeurs, 3,2 % en sont salariés et 3,4 % des entrepreneurs individuels.

Le nombre d'élèves ou d'étudiants est plus important aux HLM tout comme les entrepreneurs alors que le nombre de jeunes s'activant dans le secteur informel est plus important à Médina Gounass tout comme le nombre de jeunes au foyer.



**Figure 7. Situation socioprofessionnelle des jeunes dans les deux communes**



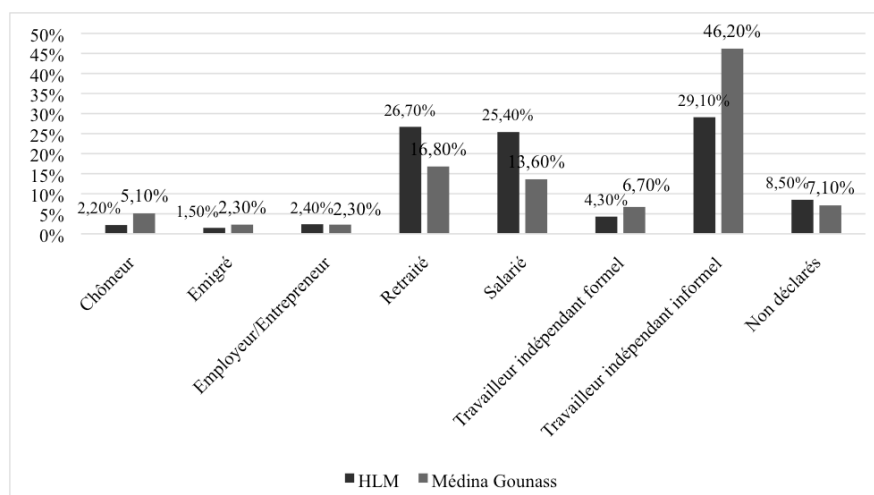
### 3.2.6. Condition de vie des jeunes

90,1 % des jeunes vivent avec leur famille. Cette proportion est de 87,7 % aux HLM et 94,3 % à Médina Gounass. Le nombre de jeunes vivant avec leur famille est plus important à Médina Gounass. 40,8 % des jeunes contribuent aux dépenses de leur ménage. Cette proportion est de 36,5 % aux HLM et 45,4 % à Médina Gounass donc un plus important à Médina Gounass. Cela pourrait s'expliquer par la situation socioprofessionnelle des chefs de ménages. En effet, 37,4 % des chefs de famille sont dans le secteur informel, 21,9 % en sont retraités, 19,6 % sont des salariés. On retrouve un peu moins de salarié à Médina Gounass.

Au niveau des HLM, nous avons à peu près cette même configuration. 29,1 % des chefs de ménage sont dans le secteur informel, 26,7 % sont retraités, 25,4 % sont salariés.

À Médina Gounass, les chefs de ménages travaillant dans le secteur informel sont beaucoup plus nombreux avec 46,2 %, les retraités représentent 16,8 % et les salariés 13,6 %.

**Figure 8. Situation socioprofessionnelle des chefs de ménages dans les deux communes**



#### IV. Inégalités et exclusion des jeunes dans les deux communes

##### 4.1. Au plan socioéconomique

Les jeunes dans la commune des HLM tout comme dans celle de Médina Gounass peuvent être considérés comme des jeunes exclus de certains avantages que devrait offrir la ville ou victimes des inégalités territoriales. En effet, outre une situation socioprofessionnelle marquée par le poids du chômage, de l'inactivité (46 % parmi eux, s'ils ne sont pas chômeurs s'activent dans le secteur informel ou au foyer : page 51), les jeunes pour l'essentiel ne bénéficient pas de formations professionnelles et évoluent dans des ménages où le chef de famille sensé assurer les dépenses de survie s'active également dans le secteur informel ou est retraité (55,8 % des chefs de ménages : page 52).

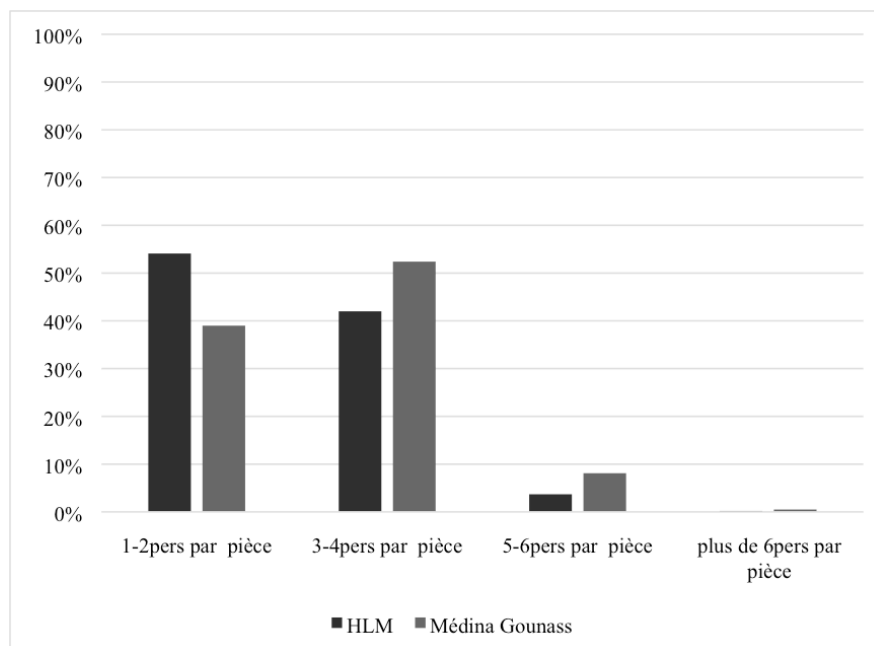
Mais à cela, il faudra ajouter une promiscuité dans leur foyer, un accès déficient à certains services sociaux de base. En effet au niveau national, le nombre moyen de personnes par pièce s'établit à 2,5 contre 2,7 en 2002. Près de trois ménages sur dix (29,3 %) vivent dans la promiscuité avec en moyenne 3 personnes ou plus par pièce. Cette promiscuité est plus élevée en milieu rural 30,9 % contre 27,8 % en milieu urbain. Or aux HLM, les jeunes vivant dans la promiscuité sont de 45,9 % et à Médina

Gounass ils sont de 61 % et parfois cette promiscuité est extrême avec 5 à 6 personnes par pièce (8,10 % à Médina Gounass et 3,7 % aux HLM).

### Encadré 2. La promiscuité relatée par les acteurs

« La violence chez les jeunes est aussi liée au niveau de développement. Les gens rencontrent des difficultés sociales. Dans la commune, on note très souvent la cohabitation de trois (3) générations dans une maison. Pour maison de quatre (4) personnes, on peut y trouver dix (10) à quinze (15) personnes. C'est un problème. Avant, les HLM faisaient partie des localités les plus huppées du Sénégal. La plupart des autorités qui venaient séjourner au Sénégal étaient amenées ici. Mais, malheureusement, avec le temps, HLM est devenue l'une des communes les plus peuplées du pays ».

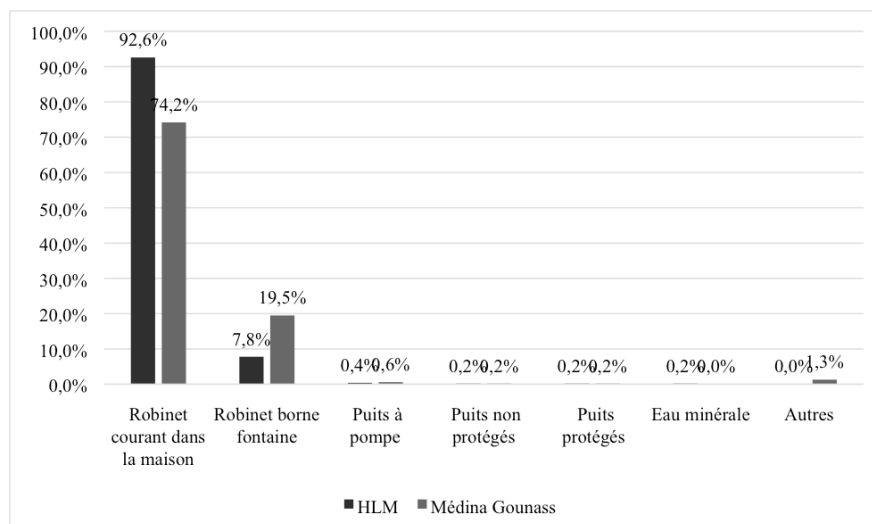
**Figure 9. Promiscuité au sein des ménages dans les deux communes**



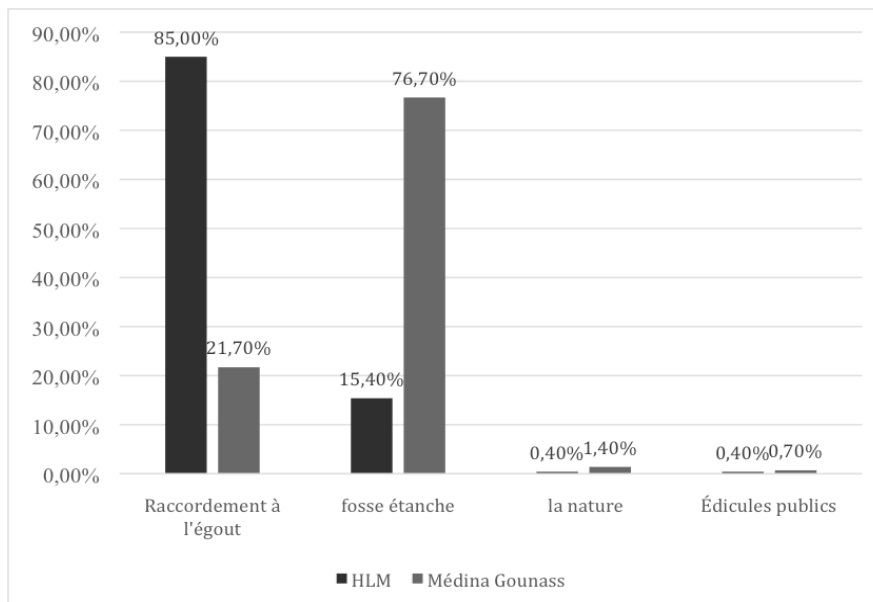
L'eau et l'assainissement, bien qu'étant des services universels, leur accès est considéré plus facile en ville qu'en banlieue, notamment à Médina Gounass. En effet, aux HLM 92,6 % des ménages disposent d'un

branchement SDE chez eux et 7,8 % des ménages utilisent les robinets publics (borne fontaine). À Médina Gounass même si la proportion de ménages ayant un branchement SDE est assez importante, elle est plus faible et représente 74,2 % et les ménages faisant recours aux bornes fontaines sont de 19,5 %.

**Figure 10. Services d'eau utilisés**

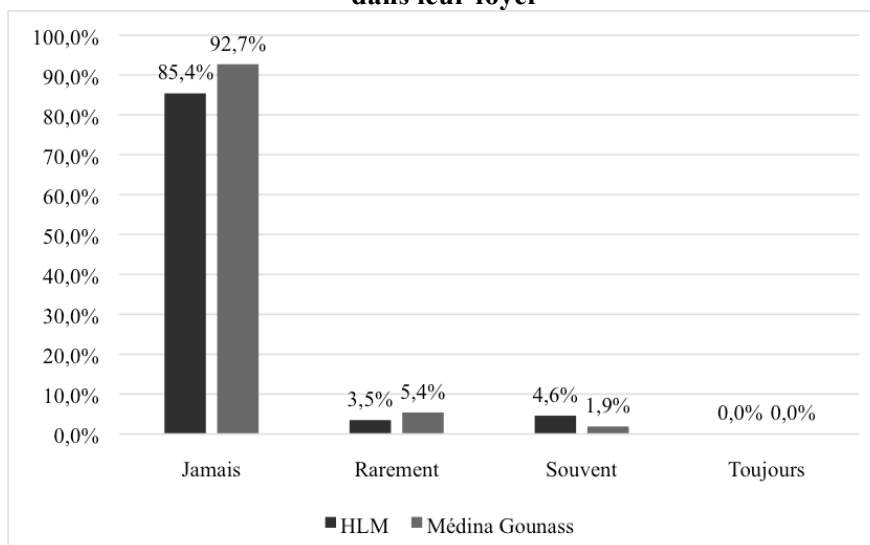


Le raccordement à l'égout est très faible à Médina Gounass avec seulement 21,7 % des ménages contrairement aux HLM où il est de 85 %. La majorité des ménages de Médina Gounass utilise les fosses étanches (76,7 % contre 15,4 % aux HLM). L'usage de la nature et des édifices publics comme services d'assainissement est par ailleurs plus important à Médina Gounass avec respectivement 1,4 % et 0,7 %. Aux HLM ce taux atteint tout juste 0,4 % pour les deux services.

**Figure 11. Services d'assainissement utilisés**

À cela également, il faudra ajouter des relations conflictuelles en sein des foyers qui peuvent entrainer une marginalisation des jeunes ou leur fugue. 3,4 % des jeunes se sont sentis souvent rejetés ou marginalisés dans leur foyer et 4,6 % rarement. Aux HLM ce sont 4,6 % qui sont souvent concernés et 3,5 % rarement concernés et à Médina Gounass ce sont 1,9 % qui sont souvent concernés et 5,4 % qui sont rarement concernés. Ainsi donc les situations sont assez similaires dans les deux communes en ce qui concerne les enfants rejetés ou marginalisés dans leur foyer.

**Figure 12. Les jeunes concernés par la marginalisation dans leur foyer**



Ce ressenti peut parfois conduire à des fugues ou des exclusions. 3,3 % des jeunes ont moins une fois été exclus ou ont fugué de leur maison. Aux HLM se sont 2,9 % des jeunes qui sont concernés et 3,7 % à Médina Gounass donc un peu plus par rapport aux HLM.

Ces cas concernent parfois des jeunes à très bas âge, en témoigne l'assertion d'une jeune fille rencontrée à la « maison rose » :

C'est à l'âge de 12 ans que j'ai commencé à fuguer parce qu'on m'avait dit de ne pas sortir et j'ai refusé. Alors, le petit frère de mon père m'a sévèrement punie pour ça. Il m'avait sévèrement battu. Ainsi, j'ai pensé que si je restais là bas, il allait me tuer parce qu'il avait osé me frapper avec un « nomba », un pilon, un morceau de bois, et me menaçait avec un couteau. J'ai pensé qu'il serait capable de me tuer. Le même jour, une voisine, une dame sarakholé leur avait dit d'arrêter de me frapper, de me fatiguer. Mon oncle lui répondit que j'étais de leur sang et qu'ils avaient le droit de me frapper. Et si on veut, on peut la battre jusqu'à ce qu'elle meure et on l'enterre ici même dans cette cour. Alors, pour la première fois, j'ai eu peur et j'ai ramassé mes affaires. J'ai attendu qu'ils s'endorment pour m'enfuir.

#### **4.2. Au plan politique**

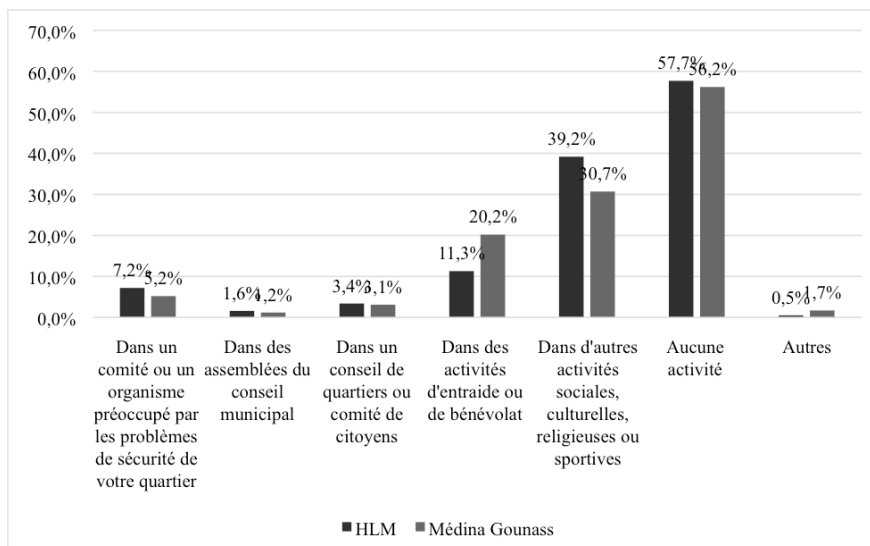
Représentant environ 40 % de leur commune, les jeunes sont plus que concernés par l'administration des affaires de leur cité. Toutefois, ils ne sont pas associés dans la gestion de leur localité. Plus de la moitié des

jeunes n'ont jamais pris part à des activités liées la gestion de leur quartier (56,9 %). La plupart des activités dans lesquelles les jeunes s'impliquent sont liées à celles sociales, culturelles, religieuses ou sportives (35,1 %), il y a également des activités d'entre-aide ou de bénévolat (15,6 %), les comités ou les organismes préoccupés par les problèmes de sécurité de leur quartier (6,3 %), les conseils de quartier ou comité de citoyens (3,2 %), les assemblées du conseil municipal (1,4 %) et les activités diverses (1 %).

Aux HLM ce sont 57,7 % de jeunes qui n'ont jamais pris part à des activités liées à la gestion de leur quartier ou commune ; les jeunes ayant pris part à de telles activités, se sont impliqués dans des activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives (39,2 %), il y a également des activités d'entre-aide ou de bénévolat (11,3 %), les comités ou les organismes préoccupés par les problèmes de sécurité de votre quartier (7,2 %), les conseil de quartier ou comité de citoyens (3,4 %), les assemblées du conseil municipal (1,6 %) et les activités diverses (0,5 %).

À Médina Gounass également, ce sont 56,2 % de jeunes qui n'ont jamais pris part à des activités liées à la gestion de leur quartier ou commune ; les jeunes ayant pris part à de telles activités, se sont impliqués dans des activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives (30,7 %), il y a également des activités d'entraide ou de bénévolat (20,2 %), les comités ou les organismes préoccupés par les problèmes de sécurité de votre quartier (3,1 %), les conseils de quartier ou comités de citoyens (3,1 %), les assemblées du conseil municipal (1,2 %) et les activités diverses (1,7 %). Pour les deux communes, les jeunes s'impliquent davantage dans les activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives avec une plus grande importance aux HLM, comme le montre la figure suivante.

**Figure 13. Intégration des jeunes dans les instances de gestion de leur commune**



Toutefois, 66 % des jeunes ayant pris part dans des activités dans leur quartier estiment que leurs propositions sont prises en charge dans la gestion de leur quartier. Ces derniers représentent 81,3 % aux HLM et 50,3 % à Médina Gounass. La proportion des jeunes trouvant que leurs propositions sont prises en compte est plus importante aux HLM qu'à Médina Gounass.

Pour les jeunes ayant pris part à des activités de gestion ou de prise de décision, leur niveau de participation est faible pour 31,6 % de ces derniers, moyen pour 43,9 % et élevé pour 24,5 % parmi eux. Pour ces derniers aux HLM, ceux jugeant leur participation faible sont de l'ordre de 22,63 %, moyenne 50,53 % et élevée 26,84 %. A Médina Gounass, ils sont de l'ordre respectif de 40,9 % ; 37,1 % et 22 %.

#### **4.3. Au plan culturel**

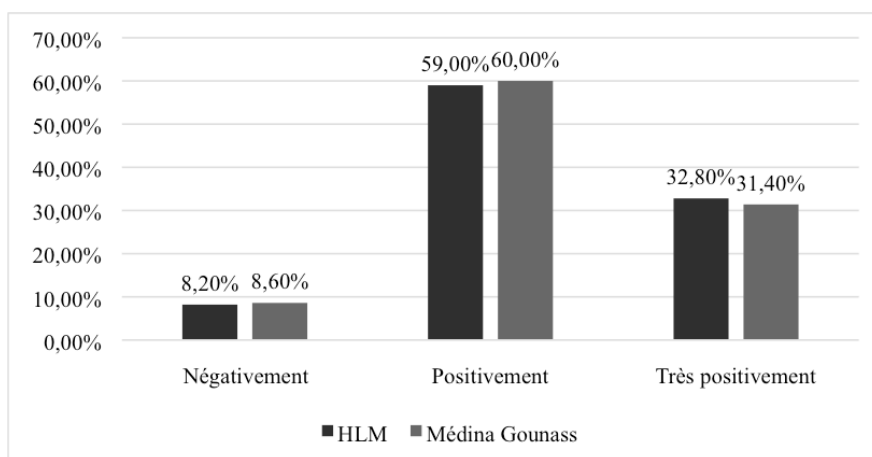
Les jeunes dans les villes ont tendance à développer une culture urbaine autour d'expressions artistiques et de signes identitaires qui ne sont pas toujours bien perçus ou acceptés dans certaines contrées mais qui sont valorisés dans d'autres.

11,7 % des jeunes ont développé des formes d'expressions artistiques avec 14,6 % aux HLM et 8,5 % à Médina Gounass. Les jeunes se prêtant à l'art sont un peu plus importants aux HLM.



Pour 59,4 % des jeunes artistes leur art est perçu positivement, 32,3 % trouvent que c'est très positivement perçu et 8,3 % trouvent que c'est négativement perçu. Nous avons à peu près la même situation dans les deux communes. Aux HLM, pour 59 % des jeunes artistes leur art est perçu positivement, 32,8 % trouvent que c'est très positivement perçu et 8,2 % trouvent que c'est négativement perçu. À Médina Gounass pour 60 % des jeunes artistes leur art est perçu positivement, 31,4 % trouvent que c'est très positivement perçu et 8,6 % trouvent que c'est négativement perçu.

**Figure 14. Perception des expressions artistiques développées par les jeunes**

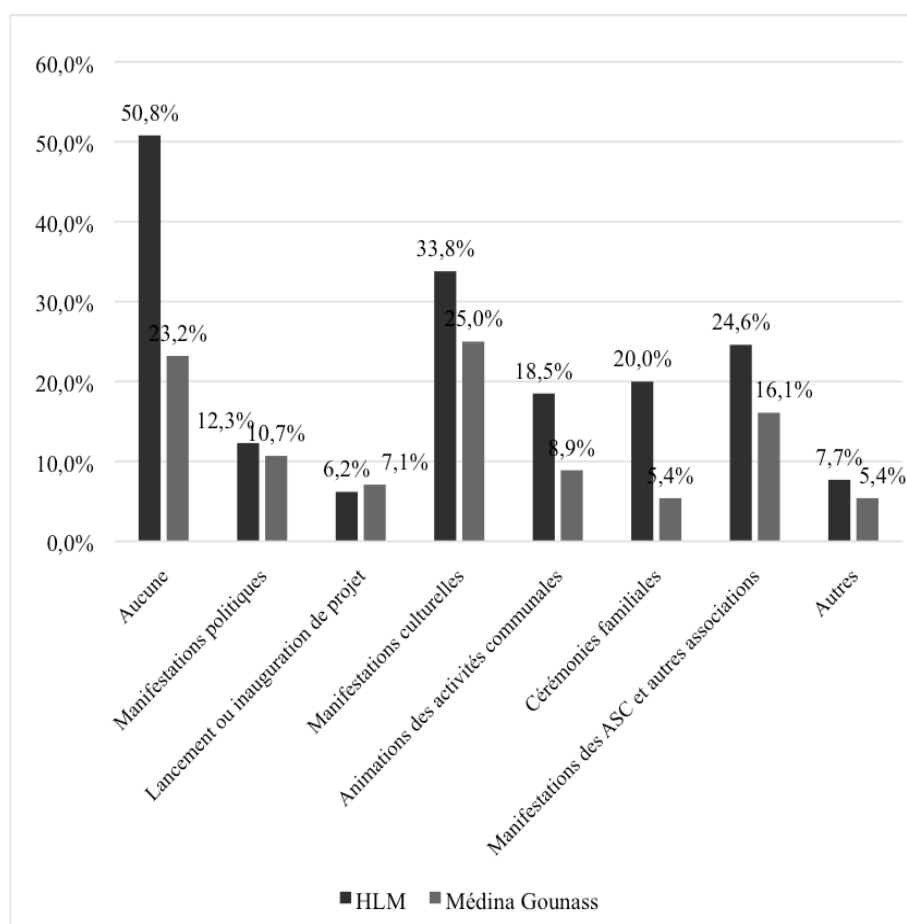


Cette perception positive est toutefois à relativiser. En effet, ce ne sont que 56,41 % des jeunes artistes qui ont organisé des manifestations culturelles et qui ont reçu de l'appui des participants. Cette proportion est un plus important à HLM avec 72,72 % contre 35,29 % à Médina Gounass.

Par ailleurs, aux HLM, 45,5 % des jeunes artistes n'ont jamais été sollicités pour des manifestations dans leur commune. Pour le reste, les sollicitations concernent à 33,8 % les manifestations culturelles, 24,6 % les manifestations des ASC et autres associations, 20 % les cérémonies familiales, 18,5 % l'animation des activités communales ; à 12,3 % les manifestations politiques, 6,2 % les lancements et inaugurations de projets et également 7,7 % des activités diverses. A Médina Gounass, ce sont 23,2 % des jeunes artistes qui n'ont jamais été sollicités pour des manifestations dans leur commune. Pour le reste, les sollicitations

concernent à 25 % les manifestations culturelles, 16,1 % les manifestations des ASC et autres associations, 8,9 % l'animation des activités communales ; à 10,7 % les manifestations politiques, 7,1 % les lancements et inauguration de projet, 5,4 % les cérémonies familiales et également 5,4 % des activités diverses.

**Figure 5. Niveau et cadre de sollicitations des jeunes dans les manifestations de leur commune**



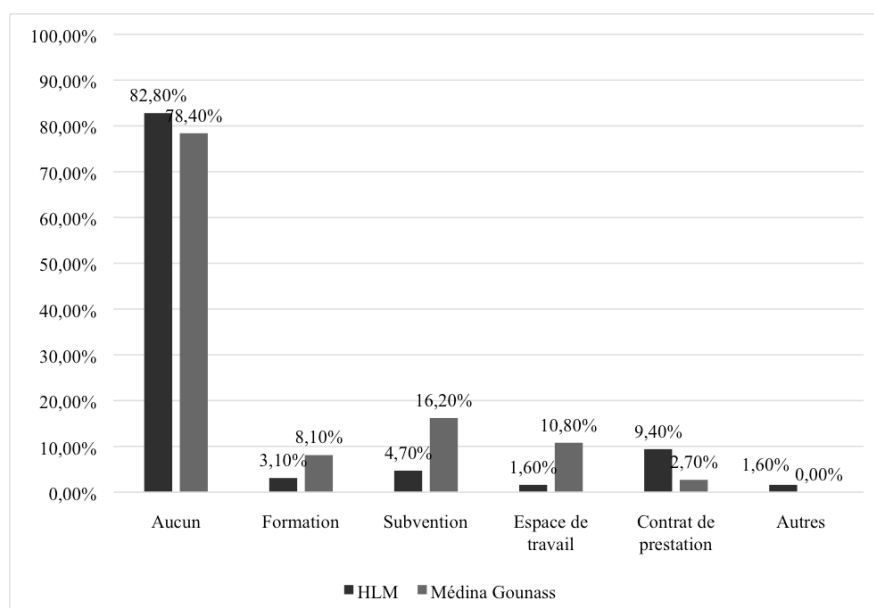
Aux HLM, 82,8 % des jeunes artistes n'ont jamais reçu de projet d'appui public ; ceux en ayant reçu en ont bénéficié dans le domaine de la formation (3,1 %), des subventions 4,7 %, d'espaces de travail 1,6 %, de contrat de prestation 9,4 % et divers (1,6 %).

À Médina Gounass, 78,4 % des jeunes artistes n'ont jamais reçu de projet d'appui public ; ceux en ayant reçu en ont bénéficié dans le

domaine de la formation 8,1 %, des subventions 16,2 %, d'espaces de travail 10,8 % et de contrat de prestation 2,7 %.

Bien que les jeunes artistes ayant bénéficié d'appui de projet public soit très faible dans les deux communes, il faut retenir qu'il est plus important à Médina Gounass par rapport au nombre respectif des jeunes artistes dans les deux communes.

**Figure 16. Les appuis reçus par les jeunes artistes dans les deux communes**



Ainsi donc, on peut dire que la culture urbaine promue par les jeunes est acceptée mais pas toujours reconnue et acceptée. Ceci se confirme d'autant plus que les jeunes ne participent pas aux activités organisées par leurs pairs dans le domaine culturel. Seul 17,1 % des jeunes ont eu à participer à des manifestations artistiques promues par les jeunes de leur quartier ; cette proportion est de 13,9 % aux HLM et de 15,9 % à Médina Gounass, donc plus importante dans cette commune.

## V. L'ampleur et la diversité des formes de violence dans lesquelles les jeunes sont impliqués

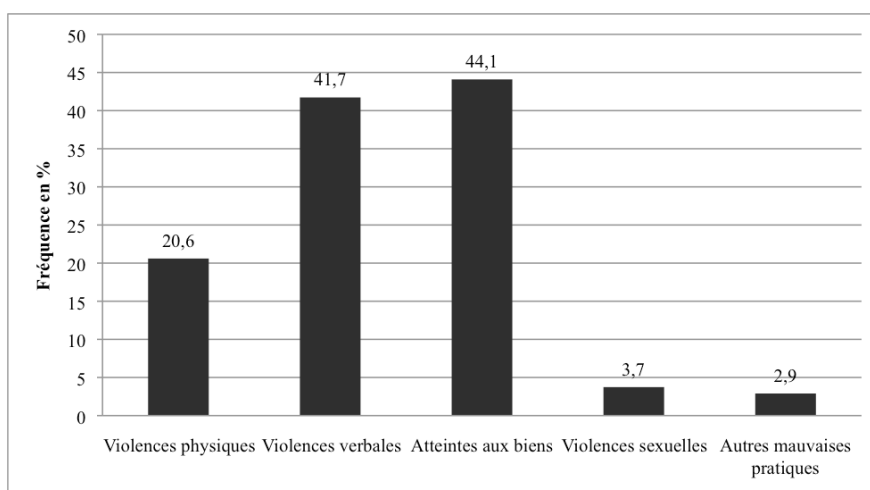
Les jeunes sont impliqués dans la violence dans les deux communes à deux titres : en tant que victimes mais également en tant qu'auteurs.

### 5.1. En tant que victimes

La prévalence de la violence au Sénégal est estimée par l'ASP (2018) à 33.7 % et à Dakar à 60.9 %. Ainsi les jeunes ne sont pas en marge de ces chiffres dans les deux communes. En effet, les violence dont les jeunes sont victimes, sont multiformes. Elles vont des violences physiques à plusieurs mauvaises pratiques en passant par les violences verbales, les atteintes aux biens et les violences sexuelles :

- 20,6 % des jeunes ont été au moins une fois victimes de violences physiques.
- 41,7 % des jeunes ont été au moins une fois victimes de violences verbales.
- 3,7 % des jeunes ont été au moins une fois victimes de violences sexuelles.
- 44,1 % des jeunes ont été au moins une fois victimes d'atteintes aux biens
- 2,9 % des jeunes ont été au moins une fois victimes d'autres mauvaises pratiques assimilables à la violence

**Figure 17. Proportion de jeunes victimes des différentes formes de violence**



Parmi les cas de violences physiques, 59,3 % en sont des coups et blessures et 46,7 % des violences légères (gifles et bousculades).

94,6 % des jeunes victimes de violences verbales le sont par des insultes, 30,3 % par des menaces.

Les cas de violences sexuelles concernent les attouchements à 12,5 %, les caresses et baisers imposés (65,6 %), les contraintes sexuelles 53,1 %, les masturbations forcées 6,3 % et les viols 6,3 %.

Les cas d'atteintes aux biens concernent les cambriolages dans 46,8 % des cas dont les jeunes sont victimes ; les agressions 19,9 % ; les vols à la tire 27,2 % ; les vols à bord d'un scooter 0,9 % ; les vols à main armée (arme blanche) 1,8 % ; le *car jacking* 13,2 %.

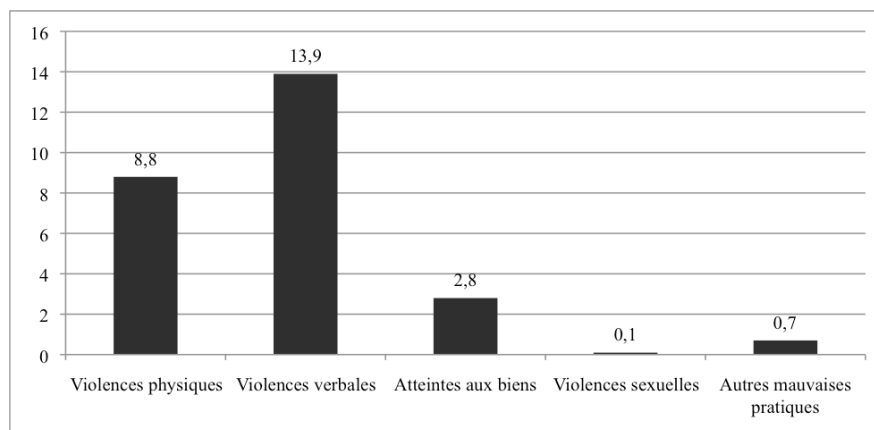
12 % des cas renvoient à l'usage et au trafic d'alcool ou de diluants, 44 % à l'usage et au trafic de drogue ; 4 % au travail du sexe ; 4 % aux grossesses précoces et 48 % à des cas divers.

### 5.2. En tant qu'auteur

Malgré qu'ils soient beaucoup plus victimes, les jeunes sont également impliqués dans la violence en tant qu'auteur. Au moins :

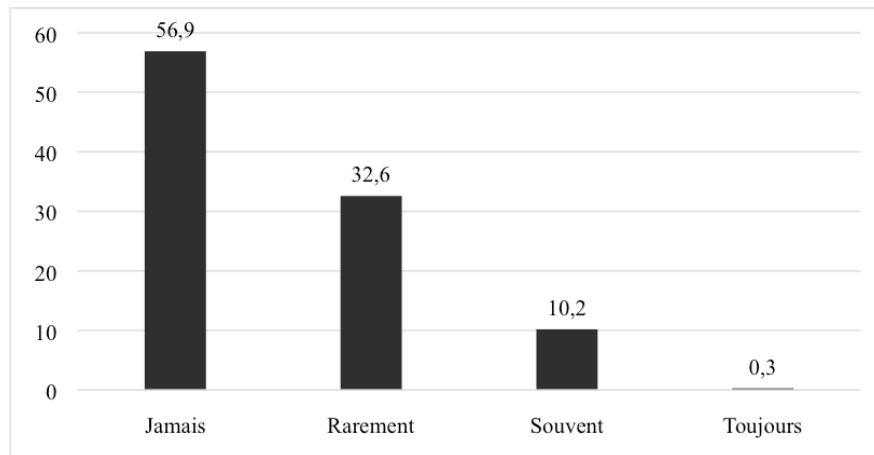
- 8,8 % des jeunes ont au moins une fois été auteurs de violences physiques.
- 13,9 % des jeunes ont été au moins une fois auteurs de violences verbales.
- 2,8 % des jeunes ont été au moins une fois auteurs d'atteintes aux biens
- 0,1 % des jeunes ont été au moins une fois auteurs de violences sexuelles
- 0,7 % des jeunes ont été au moins une fois auteurs d'autres mauvaises pratiques

**Figure 18. Proportions des jeunes impliqués dans la violence en tant qu'auteur**



Parallèlement à ces cas confirmés, il faut également souligner que près de 50 % des jeunes sont parfois impliqués dans les conflits de voisinage. Si 32,6 % des jeunes sont rarement impliqués, 10,2 % sont souvent impliqués et 0,3 % toujours impliqués.

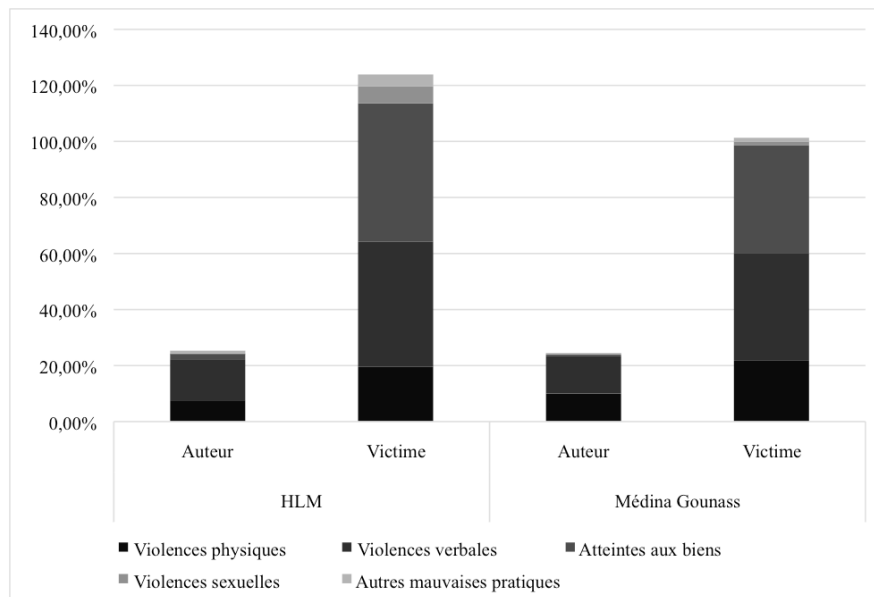
**Figure 19. Le niveau d'implication des jeunes dans les conflits de voisinage**



### ***5.3. Ampleur selon les communes***

Les éléments sur la violence agrégée dans les deux communes cachent des disparités sur l'ampleur du phénomène dans chaque commune. En effet, on remarque une plus grande importance implication des jeunes dans la violence dans la commune des HLM en tant qu'auteurs et en tant que victimes. Mis à part pour les violences physiques, les jeunes impliqués en tant qu'auteurs (10 % à Médina Gounass contre 7,6 % aux HLM) et victimes (21,7 % à Médina Gounass contre 19,5 % aux HLM) sont beaucoup plus nombreux dans la commune des HLM.

**Figure 20. Fréquence d'implication des jeunes dans la violence dans les deux communes**



#### 5.4. Implication et exposition des jeunes filles à la violence

La féminisation de la violence est de plus en plus avancée par les populations. L'absence de données diachroniques ne nous permet pas de confirmer ce phénomène. Toutefois on note une forte implication des jeunes filles dans la violence même si nous avons une dépendance très significative du genre par rapport aux jeunes auteurs de violences.

- les jeunes filles auteurs de violences physiques concernent 4,2 % là où les garçons sont à 13,3 %
- les jeunes filles auteurs de violences verbales concernent 10,8 % là où les garçons sont à 17 %
- les jeunes filles auteurs d'atteintes aux biens concernent 0,9 % là où les garçons sont à 2,7 %.

Sexe	Auteur violences physiques				Total	
	Oui		Non		Total	Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Masculin	59	13,3	383	86,7	442	100
Féminin	19	4,2	430	95,8	449	100
Total	78	8,8	813	91,2	891	100

$p=0,000$   $\chi^2 = 23,18$  Le test de dépendance chi deux est très significatif

<i>Sexe</i>	<i>Auteur violences verbales</i>				<i>Total</i>	
	<i>Oui</i>		<i>Non</i>		<i>Total</i>	
	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
Masculin	75	17,0	365	83,0	440	100
Féminin	48	10,8	397	89,2	445	100
Total	123	13,9	762	86,1	885	100

$p=0,007$   $\chi^2 = 7,24$

Le test de dépendance est très significatif

<i>Sexe</i>	<i>Auteur violences atteintes aux biens</i>				<i>Total</i>	
	<i>Oui</i>		<i>Non</i>		<i>Total</i>	
	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
Masculin	12	2,7	428	97,3	440	100
Féminin	4	0,9	442	99,1	446	100
Total	16	1,8	870	98,2	886	100

$p = 4,18$

$\chi^2 = 0,041$  Le test de dépendance est significatif

Elles sont également presque autant victimes que les hommes ; la dépendance au genre n'est significative que pour les violences physiques :

- les victimes de violences physiques chez les jeunes filles représentent 16,7 % là où les hommes sont à 24,5 %
- les victimes de violences verbales chez les jeunes filles représentent 40,3 % là où les hommes sont à 43,2 %
- les victimes d'atteintes aux biens chez les jeunes filles représentent 41,8 % là où les hommes sont à 46,5 %

<i>Sexe</i>	<i>Victime violences physiques</i>				<i>Total</i>	
	<i>Oui</i>		<i>Non</i>		<i>Total</i>	
	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
Masculin	109	24,5	336	75,5	445	100
Féminin	75	16,7	374	83,3	449	100
Total	184	20,6	710	79,4	894	100

$p=0,004$   $\chi^2 = 8,3$

Le test de dépendance est très significatif



<i>Sexe</i>	<i>Victime violences verbales</i>				<i>Total</i>	
	<i>Oui</i>		<i>Non</i>		<i>Total</i>	
	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
Masculin	191	43,2	251	56,8	442	100,0
Féminin	180	40,3	267	59,7	447	100,0
Total	371	41,7	518	58,3	889	100,0

Le test de dépendance est non significatif

<i>Sexe</i>	<i>Auteur violences atteintes aux biens</i>				<i>Total</i>	
	<i>Oui</i>		<i>Non</i>		<i>Total</i>	
	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
Masculin	203	46,5	234	53,5	437	100,0
Féminin	187	41,8	260	58,2	447	100,0
Total	390	44,1	494	55,9	884	100,0

Test de dépendance non significatif

## VI. Les déterminants de l'implication des jeunes dans la violence en tant qu'auteur de violence dans les deux communes

Les déterminants de l'implication des jeunes dans la violence sont imputés par les acteurs aux conditions de vie socioéconomiques des jeunes dans les deux communes. Les extraits des entretiens ci-dessous confirment cette perception.

« Non c'est... il y a trois facteurs majeurs. C'est le chômage précoce. Ils n'ont pas de métier, ils ne travaillent pas et ils n'ont aucun niveau scolaire. L'autre facteur c'est la pauvreté au niveau des familles. Le troisième facteur c'est la démission des parents. Tels sont les trois facteurs majeurs qui engendrent ce phénomène-là. »

HLM\_Directeur Case des tous petits

« La cause principale est le chômage. L'oisiveté peut orienter le jeune vers des chemins infructueux même à l'échelle de sa propre personne. »

HLM\_Imam grande mosquée HLM.

« Les causes sont pratiquement identiques. Mais, ce qui pousse les hommes à sombrer dans la violence, c'est le manque de moyens financiers. Vouloir satisfaire un besoin personnel pressant et ne pas pouvoir le faire. »

HLM\_Président association Domou HLM

« Je peux dire que c'est multifactoriel, il y'a plusieurs facteurs qui engendrent cette violence. Permettez-moi d'utiliser un adage wolof. Mon grand-père disait : « Gor dafay goor ci dara <sup>5</sup> ». Donc souvent ce sont des jeunes qui n'ont jamais travaillé. Donc l'absence totale de cadre d'exercice professionnel, c'est-à-dire y a aucune activité qu'on fait. L'oisiveté, pour regrouper tous ces mots-là, constitue une forme de violence, la drogue également. Quand on n'est pas lucide, surtout en moment de manque... on peut faire n'importe quoi pour se procurer de la drogue. Donc ça aussi c'est une forme d'incitation à la violence. En dehors de ça, nous pouvons évoquer la mauvaise fréquentation. On peut être bien-éduqué et tout mais quand on fréquente des gens qui sont dans l'insécurité totale, on peut suivre leur trajectoire.

HLM\_Directeur centre de santé

« Bon sur les jeunes, parce que quand on a eu à partager sur ce qui pousse les jeunes à s'adonner à la violence... c'est l'oisiveté, les échecs scolaires, il y a aussi l'absence de formation ou de connaissance, il y a aussi de manière générale la pauvreté qui gangrène notre communauté... »

Médina Gounas\_Président Association de Jeunes Volontaires  
pour le Développement Communautaire

« La pauvreté est le premier facteur. La promiscuité et le fait que les habitants aient laissé leur maison à cause des inondations favorisent la violence.

Le manque d'emploi, la pauvreté, la forme d'urbanisation et la promiscuité sont des facteurs qui favorisent les violences et qui poussent au banditisme et aux agressions. »

Médina Gounas\_Coordonnateur du comité communal  
du projet dialogue, justice et sécurité.

À travers les enquêtes avec les acteurs locaux, on remarque ainsi que ce sont la déperdition scolaire, le chômage et l'absence de métier, la pauvreté, la promiscuité, le faible niveau d'aménagement (pour Médina

---

<sup>5</sup> Un proverbe wolof qui signifie qu'un Homme digne doit avoir une activité génératrice de revenus

Gounass) et la démission des parents dans l'éducation des enfants qui sont le plus indexés comme facteurs d'implication des jeunes dans la violence.

Pour vérifier ces assertions faites par les acteurs, nous avons analysé la dépendance entre ces variables socioéconomiques et le fait de devenir auteur de différentes formes de violence à partir des données de l'enquête quantitative destinée aux jeunes.

Les tests de dépendance confirment les facteurs sociaux et le cadre de vie découlant de l'aménagement comme les facteurs directs en lien avec l'implication des jeunes dans la violence en tant qu'auteurs. En effet, aussi bien pour les violences verbales, physiques que les cas d'atteintes aux biens, nous avons remarqué des dépendances significatives à très significatives chez les jeunes auteurs avec le fait d'être marginalisé ou rejeté, la fréquentation de certains espaces publics, l'implication dans des conflits de voisinage, le développement de certaines formes d'expressions artistiques ou de signes identitaires, le fait d'être battu dans la famille ou d'avoir été impliqué dans une ou autre forme de violence (

**Tableau 3).** Il n'y a que pour les violences sexuelles que des dépendances n'ont pas pu être établies du fait de la faiblesse de la population concernée.

**Tableau 3. Tableau de dépendance entre jeunes auteurs de violence et paramètres socioéconomiques**

<b>Violences verbales</b>			
Paramètres déterminants	Modalités	%	Dépendance
Marginalisé ou rejeté	Au moins une fois	30,80 %	***
	Jamais	12,90 %	
Espaces publics	Aucun	11,00 %	***
	Salle de jeux	26,20 %	**
	Terrain de sport	18,00 %	***
	Autres	19,00 %	**
Conflit avec le voisinage	Fréquemment	23,40 %	***
	Rarement	14,20 %	
	Jamais	12,00 %	
Forme expression artistique	Oui	23,50 %	***
Signes identitaires développés	Port vestimentaire	26,90 %	***
	Aucun	11,70 %	***

**Violences physiques**

Paramètres déterminants	Modalités	%	Dépendance
Espaces publics	Aucun	6,2%	***
	Salle de jeux	19,0%	**
	Terrain de sport	13,9%	***
	Autres	14,9%	***
Conflit dans votre famille	Fréquemment	14,8%	***
	Rarement	12,5%	
	Jamais	6,0%	
Forme expression artistique	Oui	20,4%	***
	Non	7,3%	
Signes identitaires développés	Port vestimentaire	16,5%	***
	Coiffure	15,0%	**
Battu dans la famille	Aucun	6,9%	***
	Battu	25,9%	***
	Jamais	5,4%	
	Rarement	12,5%	
	Jamais	6,0%	

**Violences sexuelles**

Atteintes aux biens			
Paramètres déterminants	Modalités	%	Dépendance
Marginalisé ou rejeté	Au moins une fois	20,9%	***
	Jamais	8,2%	
Signes identitaires développés	Coiffure	5,1%	**
	Aucun	1,1%	***
Auteur violences physiques	Oui	7,70%	***
	Non	1,20%	

- Aucune dépendance trouvée.
- Faiblesse de la population

Les tests de dépendance étant un traitement de niveau 1, nous avons procédé à une analyse de régression logistique qui est une analyse multivariée. Elle permet d'analyser les variables selon une modalité de référence et de connaître les chances qu'un jeune devienne auteur (ou victime) de violence selon un paramètre toute variable étant par ailleurs égale tout en connaissant le seuil de risque de se tromper (pourcentage de signification : 1 % ; 5 % ; 10 %).

Les jeunes battus dans la famille sont plus susceptibles de devenir auteurs de violence physiques (3,8 fois) ainsi que les jeunes hommes (6,6 fois) par rapport aux jeunes femmes) avec un seuil de risque de se tromper de 1 % (significatif à 1 %).

Il ressort aussi que ceux qui ont été marginalisés dans la famille sont plus touchés (2,4 fois) que ceux qui ne l'ont jamais été et cela avec un seuil de risque de se tromper de 5 %. Il en est de même avec les jeunes qui fréquentent certains espaces publics (2,7 fois plus), les jeunes qui ont développé divers signes identitaires (2,7 fois plus) ainsi que les jeunes rentiers et autres (24,8 fois plus que les salariés).

Et au seuil de risque de se tromper dans 10 % des cas, les jeunes susceptibles de verser dans la violence physique sont ceux ayant abandonné l'école au niveau secondaire (2,7 fois plus que ceux de niveau supérieur) (Tableau 4)/

**Tableau 4. Facteurs associés aux auteurs de violences physiques selon l'analyse de la régression logistique**

<i>Variables explicatives</i>	<i>Modalités</i>	<i>Auteur de violences physiques</i>
Rejet marginalisation dans la famille	Au moins une fois Jamais (Réf)	2,4** 1
Espaces publics : Autres fréquentés	Oui Non (Réf)	2,7** 1
Battu dans la famille	Au moins une fois Jamais	3,8*** 1
Signes identitaires développés : Autres	Oui Non(Réf)	2,7** 1
Sexe	Masculin Féminin(Réf)	6,6*** 1
Niveau d'instruction	Alphabétisation en langue nationale Collège Étude coranique (Daaras) Franco-Arabe Non instruit Primaire Secondaire Supérieur(Réf)	0 1,3 1,5 0 1,3 1,9 2,7* 1

Situation socio-professionnelle	Autres	0,7
	Chômeur	0,2
	Élève/Étudiant	1,3
	Employeur	0
	Entrepreneur individuel	0,4
	Informel	1,2
	Personne occupée au foyer	3,3
	Rentier et autres	24,8**
	Salarié(Réf)	1

\*significatif à 10 % ; \*\*significatif à 5 % ; \*\*\*significatif à 1 %

Pour les violences verbales, ce sont les jeunes rejetés ou marginalisés qui sont plus auteurs (2,97 fois avec un seuil de risque de se tromper de 1 %). Les jeunes hommes sont aussi plus impliqués que les jeunes femmes (1,77 fois) et les jeunes âgés de moins de 18 ans le sont plus que ceux dont l'âge se situe entre 25 et 35 ans (2,36 fois) avec un risque de se tromper de 5 %.

**Tableau 5. Facteurs associés aux auteurs de violences verbales selon l'analyse de la régression logistique**

Variables explicatives	Modalités	Auteurs de violences verbales
Rejet marginalisation famille	Au moins une fois	2,97***
	Jamais	1
Espaces publics fréquentés : autres	Oui	1,86**
	Non(Réf)	1
Sexe	Masculin	1,77**
	Féminin(Réf)	1
Âge	Moins de 18 ans	2,36**
	18-24 ans	1,72**
	25-35 ans(Réf)	1

\*significatif à 10 % ; \*\*significatif à 5 % ; \*\*\*significatif à 1 %

Les jeunes sont auteurs d'atteintes aux biens quand ils font l'objet de rejet ou de marginalisation dans la famille. En effet, les jeunes

fréquemment marginalisés sont 22 fois plus susceptibles de devenir auteurs d'atteintes aux biens que ceux qui ne l'ont jamais été (niveau de risque de se tromper 1 %).

**Tableau 6. Facteurs associés aux auteurs d'atteintes aux biens selon l'analyse de la régression logistique**

<b>Variables explicatives</b>	<b>Modalités</b>	<b>Auteur d'atteintes aux biens</b>
Auteurs violences physiques	Oui	0,25*
	Non(Réf)	1
Rejet marginalisé dans la famille	Fréquemment	22,1***
	Rarement	10,34**
	Jamais	1

\*significatif à 10 % ; \*\*significatif à 5 % ; \*\*\*significatif à 1 %

Ainsi donc, les facteurs qui sont ressortis des tests de dépendance se confirment pour l'essentiel. Le rejet et la marginalisation apparaissent comme facteurs déterminants pour les différentes formes de violence. La fréquentation des espaces publics est également un déterminant chez les auteurs de violence verbale et de violence physique. Ceci pourrait confirmer les assertions sur les mauvaises fréquentations indexées par les acteurs. En effet, les espaces publics sont des lieux de rencontre des jeunes d'éducation différente, de comportements multiples.

« Comme on l'a dit c'est un peu difficile dans la mesure où il y'a de mauvaises fréquentations. Tu éduques bien ton enfant mais la rue le transforme tu te dis même que ce n'est pas ton enfant que tu as bien éduqué. C'est difficile aussi à cause de la drogue. L'environnement aussi n'est pas favorable. Il ne booste pas les jeunes à développer leur leadership et leur développement personnel ».

M. N.18 ans (HLM) élève en classe de première.

Toutefois, bien que l'implication des jeunes filles dans la violence est de plus en plus agitée, il faut noter que le risque d'être auteur de violences physiques et de violences verbales est beaucoup plus élevé chez les jeunes garçons.

Pour les violences verbales, l'âge paraît assez déterminant. Les jeunes en âge de maturité (25 à 35 ans) sont moins impliqués. Le risque de

pratiquer les violences verbales est plus élevé chez les jeunes de moins de 18 ans et dans une moindre mesure chez ceux âgés entre 18 et 24 ans.

Le facteur qui concourt le plus à l'implication des jeunes dans la violence physique est le fait d'être battu dans la famille. La marginalisation dans la famille, la fréquentation des espaces publics et le développement de signes identitaires sont aussi des facteurs importants. Le niveau d'instruction et la situation socioprofessionnelle sont des facteurs à considérer mais ne paraissent pas très significatifs. En effet, il n'y a que deux modalités qui paraissent déterminants, le fait d'être rentiers pour la situation socioprofessionnelle ou le niveau secondaire pour l'instruction.

Ainsi, nous pouvons retenir que les déterminants de l'implication des jeunes dans la violence sont davantage d'ordre social et culturel que d'ordre économique. Cette constatation est en cohérence avec les conclusions des sondages (forums) délibératifs avec les acteurs communautaires qui incriminent :

- La fuite de responsabilité des parents qui ont failli dans l'éducation, le suivi et la surveillance des enfants
- Les mauvaises pratiques dans les foyers concernant le langage des parents, les violences entre conjoints
- La perte des valeurs traditionnelles et religieuses par la jeunesse
- La responsabilité des autorités avec l'insuffisance des politiques étatiques destinées la jeunesse
- L'accès facile au débit de boissons alcoolisées et à la drogue
- La promiscuité dans les foyers
- les inégalités sociales à l'intérieur des maisons nées des inégalités économiques
- La détérioration de la qualité de vie dans les foyers et le laisser aller des parents en quête de gain facile
- L'absence de dialogue dans la famille et les communautés remplacé par les séances de télévision et la présence dans les réseaux sociaux
- Le désœuvrement des jeunes et l'absence de repères avec la perte des valeurs qui sont de plus en plus bafouées
- L'absence de recadrement dans la communauté
- Le fameux *soutoureu* qui devient un vice dans notre société avec l'absence de dénonciation et la couverture des forfaits des délinquants par leurs parents ou leurs voisins
- Les influences liées à l'usage excessif des TIC qui facilitent le contact des jeunes avec les mauvaises pratiques ou qui leur permettent de duper leurs parents
- L'absence d'éclairage
- La mauvaise gestion de l'espace public.

Il faut également souligner que les jeunes sont eux-mêmes conscients de cette situation au regard des entretiens et des focus groups réalisés avec eux :



« Cela veut dire que je faisais ce que je voulais, ce que je sentais. J'étais très libre quoi. Personne ne pouvait m'interdire de faire ce que je veux, ou de me dicter ce que je dois faire. Aussi je manquais de conseils parce que ma mère n'avait plus le temps de communiquer avec moi, de me dire ce qui est mauvais ou de me guider. J'avais tellement de liberté, je faisais les choses comme je les sentais.

Concernant la violence à laquelle vous faites allusion, je crois que, pour certains, d'une part c'est l'éducation qu'ils reçoivent de leurs parents, un parent ne doit toujours pas chercher à faire plaisir à son enfant, la fréquentation est aussi un facteur favorisant, une personne doit bien identifier sa fréquentation. »

Focus Group, Pensionnaires de la Maison Rose.

« En tout cas pour résoudre le problème, il faut faire le maximum. Même les parents n'ont plus le temps. Autrefois, les femmes étaient des ménagères, elles restaient à la maison et inculquaient des valeurs aux enfants. Pour dire que le changement, la modernité jouent sur le conflit des générations. Si on veut adopter la méthode occidentale aussi cela ne marchera pas ici. »

Focus Group, HLM\_Jeunes filles.

Toutefois, le facteur économique n'est pas à exclure des déterminants de la violence. En effet, les mutations sociales et culturelles sont à inscrire dans un contexte de crise économique et d'évolution des modes de vie qui ont conduit au développement de plusieurs vices et à la perte de certaines valeurs.

Selon nos observations, un ensemble de facteurs de pauvreté et de processus d'exclusion traduit la vie des jeunes dans ces zones visitées.

La violence chez les jeunes est aussi liée au niveau de développement. Les gens rencontrent des difficultés sociales. Dans la commune, on note très souvent la cohabitation de trois (3) générations dans une maison. Pour maison de quatre (4) personnes, on peut y trouver dix (10) à quinze (15) personnes. C'est un problème. Avant, les HLM faisaient partir des localités les plus huppées du Sénégal. La plupart des autorités qui venaient séjourner au Sénégal étaient amenées ici. Mais, malheureusement, avec le temps, HLM est devenue l'une des communes les plus peuplées du pays.

Cette précarité au niveau des ménages s'explique par le nombre de personnes jeunes sans emploi et par les événements majeurs comme le décès ou la retraite du chef de famille. 37,4 % des chefs de famille

travaillent dans le secteur informel, 21,9 % sont retraités et 19,6 % sont des salariés. On retrouve un peu moins de salariés à Médina Gounass

Face à la précarité, il y a des chefs de ménages qui ne disposent pas de ressources pour assurer l'alimentation des membres de leur famille. Par conséquent, certains jeunes empruntent des voies parfois non souhaitables pour répondre à leur besoin de subsistance. Les hommes sans emploi s'adonnent à la vente du chanvre indien pour pouvoir survivre et les jeunes filles choisissent la prostitution comme moyen de survie.

Concernant les formes de violence, je dirai qu'il y'a un peu de tout à Médina Gounass, j'ai vu l'inceste, viol, prostitution même cachée parce que les parents sont d'accord, la plupart des familles sont très pauvres et je sais qu'il y'avait une maison où les filles faisaient la prostitution pour apporter de l'argent mais les parents le savaient... Ici, on abandonne aussi les enfants, on les laisse dans la rue, c'est-à-dire les enfants sont laissés à eux-mêmes, ils ne mangent pas, j'accueille des enfants pendant des jours, ils sont maigres parce qu'ils ne mangent pas du tout, la mère va faire une cuillère de l'eau et elle va mettre une feuille de quelque chose qu'on devra faire manger aux enfants, ils n'ont rien, il y 'a vraiment un problème avec ces enfants, ils n'ont pas de papier donc ils ne peuvent pas aller à l'école, c'est pour ça que nous on les prend pour qu'ils aillent à l'école.

La directrice « Maison Rose »\_MG.

Nos résultats concernant le niveau d'instruction des jeunes montrent que les jeunes de ces deux communes sont faiblement scolarisés même si on note des écarts entre HLM et Médina Gounass avec un niveau d'instruction plus avancé aux HLM. Pour les jeunes interrogés, et beaucoup d'études l'ont démontré, la probabilité pour un jeune issu de ménage pauvre d'être scolarité ou formé est inférieur à celle d'un jeune issu de ménage non pauvre

Je vous dis que tout tourne autour du manque d'éducation, dès l'instant que tu es jeune, si tes parents n'ont plus la responsabilité de veiller à ton éducation scolaire, ni familiale, une fois devenu grand tu dois être préoccupé par autre chose que de circuler dans les rues pour commettre des agressions. Nous constatons que les actes de vol et d'agression sont les plus fréquents dans ce quartier, malgré nos efforts, il est impossible de les éradiquer dans la mesure où les jeunes qui le font n'ont pas reçu une éducation de base durant leur enfance. Quand une personne devient adulte, en voyant les biens de ses homologues alors qu'elle ne travaille pas pour s'en procurer, il n'aura rien d'autre que de dérober les biens d'autrui.

F.G\_MG\_Jeunes Garçons (Un jeune de 19 ans)

Cette citation, tirée des entretiens avec les jeunes, résume bien ce qui a été dit par l'ensemble des personnes ressources en ce qui concerne la scolarisation.

Ainsi donc, on peut dire que le contexte socio-économique se prête aux mutations socioculturelles qui favorisent l'implication des jeunes dans la violence en tant qu'auteurs.

Selon (Aduayi Diop, 2010), la perte de repères d'identification pour les jeunes aux prises avec les problèmes cruciaux de la société sénégalaise actuelle est une réalité. Depuis plus d'une vingtaine d'années, les structures parentales et familiales qui constituaient les fondements de la société sénégalaise ont été profondément ébranlées et modifiées par ces mutations. Dans ce vaste mouvement, se posent des problèmes d'identification, de repères civilisationnels. Cette situation permet, selon certains auteurs, de parler de la crise de l'institution familiale.

À travers cette transformation de la réalité familiale, le rôle des mères et des pères, des parents et de la communauté change, les repères et les références aussi. Le statut des uns et des autres se modifie et se redéfinit. Les mécanismes de transmission des connaissances à l'intérieur de la communauté se dégradent. Le plus souvent, les parents ont des difficultés à gérer les relations avec leurs enfants. Ils se culpabilisent et sont en désarroi face à leur incapacité grandissante. Ces changements ont des répercussions sur la situation de l'enfant et sur l'idée qu'on se fait de lui. Il s'y ajoute le fait que beaucoup de jeunes viennent de parents pauvres et vulnérables.

À cela s'ajoutent les conflits de génération : les représentations et les valeurs traditionnelles changent d'une génération à une autre et se perdent. Ils constituent un facteur de vulnérabilité et indirectement de violence.

Ce qui est plus récurrent aux HLM, c'est qu'il y'a un conflit de génération. Les parents ont atteint un certain âge par rapport à leurs enfants. Il y'a un grand écart par rapport à leur âge. Parfois tu vois un enfant qui passe 24h sur 24 sur les réseaux sociaux alors que ses parents ne connaissent même pas WhatsApp. Beaucoup de choses sont devenues accessibles dans les années 2000. Les parents n'ont aucun contrôle par rapport à cela. Aussi, pour le problème de la drogue, les parents ne se rendent même pas compte que leurs enfants sont entrain de se droguer parce qu'à leur âge, ils avaient autre chose en tête. En plus, nous sommes dans une société très hypocrite.

FG\_HLM\_Jeunes filles.

Les jeunes sont plus hypocrites, ils font ce qu'ils veulent en cachette. Il y'en a qui sont tellement bien quand tu les vois ici alors

qu'ils peuvent détruire le monde en un clin d'œil. Donc les parents ne peuvent pas avoir une main mise pour contrôler tous les actes de leurs enfants. Aussi, d'autres parents savent bien que leurs enfants se droguent, qu'ils sont très violents mais ils n'ont aucune solution à cela. Donc, c'est le conflit de génération qui réapparaît. Avant, quand ton père te disait d'arrêter de faire telle chose, tu abandonnais tout de suite parce que les gens étaient dignes mais maintenant les enfants n'ont plus aucun respect.

FG\_HLM\_Jeunes filles.

La famille sénégalaise est de plus en plus caractérisée par une grande instabilité, mise en évidence aussi bien par les enquêtes démographiques que dans les études sociologiques. Ce fait s'explique en grande partie par l'évolution et l'élargissement des migrations masculines et féminines en raison des conditions économiques difficiles. La migration a entraîné le plus souvent des séparations et augmenté le taux de divorce. Elle provoque ainsi une modification des rapports de sexe et développe de nouvelles formes de familles, notamment les familles monoparentales et disloquées, ayant pour chef des femmes qui prennent en charge leurs enfants, ainsi que les familles recomposées.

Ces divers modèles familiaux produisent de nouvelles relations entre parents et enfants, lesquels vivent dans des réseaux de parenté de plus en plus compliqués. En outre, l'émergence des mouvements féministes a contribué également aux changements sociaux qui ont pu se traduire par une plus grande autonomie et une augmentation du pouvoir pour les femmes.

Selon nos observations, nous nous acheminons vers une distanciation des liens sociaux de solidarité. En effet, les liens d'entraide même s'ils existent commencent à s'effriter et entraînent le processus de marginalisation ou d'exclusion des populations et surtout des jeunes. 3,4 % des jeunes dans les deux communes se sont sentis souvent rejetés ou marginalisés dans leur foyer et 4,6 % l'ont senti rarement.

J'avais un voisin qui, un jour, a eu un problème avec sa femme, le mari était parti voir sa fiancée jusqu'à minuit, lorsqu'il est revenu à la maison, il a commencé à se chamailler avec sa femme. Quelqu'un était venu m'alerter, vu que j'avais de bonnes relations avec le mari, je l'avais appelé dans ma chambre pour le conseiller afin qu'il revoie son comportement vis-à-vis de sa femme. Malgré tout ça, sa femme est venue le suivre discrètement dans ma chambre en disant que son mari était avec moi, elle a failli même divorcer à cause de ça alors que je voulais donner des leçons de moral à son mari pour qu'il soit en paix avec elle. Si je n'étais pas resté calme, cette situation pouvait créer des tensions entre nous, au-delà même entre nos familles.

Et pour la présidente de l'association :

Le rejet commence par leurs mères parce qu'un jeune qui ne travaille pas, qui dort jusqu'à des heures très tardives, qui vole tout dans la maison, qui se fâche tout le temps. Toute la famille fait en sorte de ne pas parler avec lui pour qu'il quitte rapidement la maison et laisse les gens en paix. Ce qui le pousse à la déperdition. Donc si l'État avait un projet de récupération des jeunes pour aider les jeunes qui sont dans la rue, les sortir de leur monde. En tout cas, ils ont des problèmes.

L'analyse discursive des entretiens montre également qu'il existe une relation étroite entre l'usage d'alcool et la récurrence des certains actes violents et/ou sexuels des jeunes.

L'usage de drogues est aussi problématique chez les jeunes dans la commune. Or, une fois sous l'emprise de la drogue, les jeunes perdent le contrôle d'eux même et s'adonnent, très souvent, à un langage regrettable.

## VII. Les facteurs d'exposition des jeunes victimes de violence dans les deux communes

L'analyse des déterminants de l'exposition des jeunes victimes de violence paraît plus complexe. En effet, on pourrait dire que l'exposition des jeunes est diffuse à la suite des tests de dépendance. Les corrélations sont positives pour le niveau d'instruction, la participation aux activités de prévention de lutte, l'implication aux activités de développement, les cas de rejet et de marginalisation, le développement de signes identitaires ou d'expressions artistiques, la fréquentation de certains espaces publics, l'usage ou le temps mis à l'arrêt.

---

### *Violences verbales*

---

Paramètres déterminants	Modalités	%	Dépendance
<i>Niveau d'instruction</i>	Franco-Arabe-Daaras-		
	alphabétisation	29,7 %	**
	Non instruit	36,0 %	
	Primaire	43,0 %	
	Collège	49,0 %	
	Secondaire	44,0 %	
	Supérieur	39,3 %	

<i>Participation dans des activités prévention lutte violence</i>	Oui	53,1 %	**
	Non	39,2 %	
<i>Implication activités de développement</i>			
Dans des assemblées du conseil municipal		51,9 %	***
Dans des activités d'entraide ou de bénévolat		55,6 %	***
Dans d'autres activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives		53,0 %	***
Aucune activité		34,2 %	***
<i>Moyens de transport habituels</i>	Taxi	48,8 %	**
	Bus	47,5 %	***
<i>Temps mis à l'arrêt</i>	1-15MN	35,7 %	***
	16-30MN	48,2 %	
	31-45MN	52,4 %	
	45MN-1H	71,4 %	
	+1H	58,3 %	
<i>Développement de formes d'expressions artistiques</i>	Oui	57,7 %	***
	Non	39,7 %	
<i>Signes identitaires développés</i>	Port vestimentaire	26,9 %	***
	Aucun	11,7 %	***

***Violences physiques***

Paramètres déterminants	Modalités	%	Dépendance
Rejet marginalisation dans la famille	Souvent	41,4 %	**
	Rarement	51,3 %	
	Jamais	18,5 %	
Participation dans des activités prévention lutte violence	Oui	25,8 %	***
	Non	19,4 %	
<i>Implication activités de développement</i>			
Dans un comité ou un organisme préoccupé par les problèmes de sécurité de votre quartier		31,5 %	**
		66,7 %	***
Dans des activités d'entraide ou de bénévolat		27,6 %	**
Dans d'autres activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives		25,7 %	***
Aucune activité		17,8 %	***
Espaces publics fréquentés dans le quartier			
	Aucun	17,5 %	**
	Terrain de sport	26,8 %	***

Développement de formes d'expressions artistiques			
	Oui	29,8 %	**
	Non	19,4 %	
Signes identitaires développés	Port vestimentaire	29,4 %	**
	Langage	40,5 %	***
	Aucun	18,2 %	***

---

### *Atteintes aux biens*

---

Paramètres déterminants	Modalités	%	Dépendance
Niveau d'instruction			
	Franco-Arabe-Daaras-alphabétisation	37,3 %	**
	Non instruit	34,2 %	
	Primaire	43,6 %	
	Collège	46,3 %	
	Secondaire	42,3 %	
	Supérieur	54,0 %	
Situation socio-professionnelle	Chômeur	49,3 %	**
	Elève/Étudiant	44,8 %	
	Entrepreneur individuel + employeur	52,5 %	
	Informel	41,9 %	
	Personne occupée au foyer	36,1 %	
	Salarié	60,4 %	
	Autres	38,4 %	
Implication activités de développement			
	Dans des assemblées du conseil municipal	83,3 %	**
	Dans des activités d'entraide ou de bénévolat	51,9 %	***
	Dans d'autres activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives	53,0 %	***
	Aucune activité	39,3 %	***
	Autres	87,5 %	**

### **Violences sexuelles**

Paramètres déterminants	Modalités	%	Dépend.
Rejet marginalisation dans la famille	Souvent	10,3 %	***
	Rarement	20,0 %	
Niveau de sécurité des espaces fréquentés	Jamais	2,8 %	
	Insécure	0,9 %	**

	Peu sécurisée	3,9 %	
	Très sécurisée	7,5 %	
Espaces publics fréquentés dans le quartier	Terrain de sport	5,9 %	**
	Parcs et jardins	15,9 %	***
	Salle de sport	9,7 %	***
Moyens de transport habituel	Bus	6,1 %	***
Développement de formes d'expressions artistiques	Oui	8,7 %	***
	Non	3,1 %	
Signes identitaires développés	Coiffure	2,6 %	**
	Langage	11,1 %	**
	Aucun	2,4 %	***
Victime de violences physiques	Oui	55,7 %	***
	Non	41,1 %	
Participation dans des activités de prévention et lutte violence	Oui	49,4 %	**
	Non	57,3 %	
Moyens de transport habituel	Car rapide/ Ndiaga Ndiaye	41,1 %	**
	Taxi	54,7 %	***
	Bus	83,3 %	***
	Scooter/ deux roues	67,2 %	***
Temps mis à l'arrêt	1-15MN	61,8 %	***
	16-30MN	44,3 %	
	31-45MN	50,0 %	
	45MN-1H +1H	66,7 %	
Développement de formes d'expressions artistiques	Oui	67,0 %	***
	Non	40,9 %	
Signes identitaires développés	Port vestimentaire	61,5 %	***
	Aucun	40,7 %	***
Victime de violences sexuelles	Oui	72,7 %	***
	Non	43,1 %	

Les résultats de l'analyse de régression logistique permettent toutefois de discriminer quelques facteurs saillants d'exposition. Pour les violences



physiques, les jeunes souvent rejetés ou marginalisés présentent un risque 3,4 fois plus élevé d'en être victimes que ceux qui n'en ont jamais fait l'objet. Toujours avec un seuil de risque d'erreur de 1 %, la participation dans des assemblées du conseil municipal ainsi que les jeunes âgés de 18 à 24 ans présentent respectivement 7,8 fois et 2 fois plus de risque d'être victime de violence physique que ceux qui n'y participent pas et les jeunes âgés de 25 à 35 ans. Aussi, les chômeurs et les élèves/étudiants sont respectivement 80 % et 75 % moins exposés aux violences physiques que les salariés.

Les jeunes filles constituent par ailleurs la couche la plus exposée aux violences physiques. En effet, les jeunes garçons sont 40 % moins exposés que les jeunes femmes (significatif à 5 %).

**Tableau 7. Facteurs associés aux victimes de violences physiques selon l'analyse de la régression logistique**

<i>Variables explicatives</i>	<i>Modalités</i>	<i>Victime de violences physiques</i>
Rejet marginalisation dans la famille	Souvent	3,4***
	Rarement	6,9***
	Jamais (Réf)	1
Implication dans des assemblées du conseil municipal	Oui	7,8***
	Non(Réf)	1
Signes identitaires développés : Langage	Oui	2,3*
	Non(Réf)	1
Sexe	Masculin	0,6**
	Féminin(Réf)	1
Age	Moins de 18 ans	2,1**
	18-24 ans	2***
	25-35ans(Réf)	1
	Autres	0,6
Situation socio-professionnelle	Chômeur	0,2***
	Elève/Etudiant	0,25***
	Employeur	0,2
	Entrepreneur	
	individuel	0,6*
	Informel	0,4*
	Personne occupée au foyer	0,5*
	Rentier et autres	2,2

Salarié(Réf) 1

\*significatif à 10 % ; \*\*significatif à 5 % ; \*\*\*significatif à 1 %

Pour les violences verbales, la seule corrélation établie porte sur la non implication dans aucune activité de développement. En effet, les jeunes impliqués dans les activités de développement ont 47 % de chance de ne pas être victimes de violence verbale que les autres jeunes qui ne sont impliqués dans aucune activité (Tableau 8).

**Tableau 8. Facteurs associés aux victimes de violences verbales selon l'analyse de la régression logistique**

<i>Variables explicatives</i>	<i>Modalités</i>	<i>Victime de violences verbales</i>
Implication dans aucune activité	Oui Non(Réf)	0,53*** 1

\*significatif à 10 % ; \*\*significatif à 5 % ; \*\*\*significatif à 1 %

Le risque d'être victime d'atteintes aux biens est plus important chez les jeunes développant des formes d'expressions artistiques (2,16 fois plus), les victimes de violences physiques (1,94 fois plus) et chez ceux qui utilisent des scooters comme moyen de transport (3,23 fois) (risque d'erreur 1 %).

**Tableau 9. Facteurs associés aux victimes de violences atteintes aux biens selon l'analyse de la régression logistique**

<b>Variables explicatives</b>	<b>Modalités</b>	<b>Victime d'atteintes aux biens</b>
Développement de formes	Oui	2,16***

d'expressions artistiques	Non(Réf)	1
Victime violences physiques	Oui	1.94***
	Non(Réf)	1
Implication	Oui	7,33*
dans des assemblées	Non(Réf)	1
du conseil municipal		
Autres activités	Oui	9,8**
	Non(Réf)	1
Moyen de transport	Oui	1,37*
habituel : Bus	Non(Réf)	1
Moyen de transport	Oui	3,23***
habituel : Scooter/	Non(Réf)	1
deux roues		
Espaces publics fréquentés :	Oui	1,86**
autres	Non(Réf)	1
Sexe	Masculin	0,63**
	Féminin (Réf)	1

\*significatif à 10 % ; \*\*significatif à 5 % ; \*\*\*significatif à 1 %

Pour un risque d'erreur de 5 %, nous remarquons que les femmes sont plus exposées à ces formes de violence, les hommes ayant 37 % plus de chance de ne pas être touchés. C'est aussi le cas des jeunes qui fréquentent certains espaces publics (1,86 fois plus) (voir le tableau 9)

Le caractère diffus des facteurs d'exposition des jeunes victimes de violence peut s'expliquer par le fait que la production des scènes de violence est plus liée à l'aménagement qu'aux paramètres socioéconomiques, culturels ou politiques. En effet, les marches exploratoires effectuées dans les deux communes montrent un défaut d'aménagement favorable à la commission d'actes délinquants sans être inquiétés au point que les jeunes sont mal à l'aise dans certains espaces de leur propre commune.

À Médina Gounass, un territoire non loti de la banlieue, les espaces sujets aux scènes de violence sont caractérisés par : leur isolement ; l'étroitesse et la sinuosité des rues ; les encombrements (déchets des constructions, installations d'eaux usées, enclos, étables...) ; l'absence d'éclairage ; les entrées ou sorties de quartier ; la présence dans l'espace public de lieux servant d'abris aux agresseurs (maisons abandonnées, chantiers de construction, bancs, coins, étables ou enclos).

Outre ces éléments, les facteurs d'insécurité avancés par les jeunes de Médina Gounass sont : l'appât du gain facile, la complicité des résidents ; la non dénonciation ; la mauvaise gestion de l'espace public ; l'absence d'espaces suffisants pour les jeunes ; la destruction des lampes par les

délinquants et la vulnérabilité physique des filles.

Aux HLM, une commune lotie et équipée de la ville de Dakar, les espaces sujets aux scènes de violence se distinguent par : la proximité de quartiers ou de lieux dangereux ; la proximité de lieux d'activités économiques (marchés) ; la présence de lieux servant d'abris aux agresseurs (fleuristes, mécaniciens...) ; les encombrements (embouteillages, désordre) ; l'existence de lieu de vente ou de consommation de drogue ; l'insalubrité ; la proximité de certains aménagements (corniche), les immeubles ; l'absence d'éclairage.

Les éléments qui mettent mal à l'aise les jeunes des HLM sont : l'envahissement des espaces publics par les étales, les magasins, les garages de mécaniciens, les taximen et les laveurs de voitures ; l'absence d'assainissement ; l'inexistence de routes bitumées ; l'inexistence d'espaces de détente et/ou de loisirs ; le trafic de drogue ; la forte mixité sociale avec la présence d'infrastructures tels que les marchés dans les espaces résidentiels ; les encombrements (matériaux de construction...) ; le manque d'espaces verts ; l'absence d'éclairage ; les immeubles et la corniche.

Ces éléments qui mettent mal à l'aise les jeunes dans leurs quartiers font qu'ils évitent certains lieux.

Outre ces éléments, les facteurs d'insécurité avancés par les jeunes sont : l'absence de patrouille des forces de l'ordre dans les zones mal éclairées ; la non-assistance à personnes en danger lors des agressions dans les rues ; l'étroitesse des rues et le manque d'éclairage.

## **Conclusion**

La situation des jeunes dans les communes des HLM et de Médina Gounass est à l'image de celle des autres jeunes du Sénégal avec un niveau d'instruction assez faible, une situation socioprofessionnelle instable, des conditions de vie parfois précaires liées à des revenus modestes dans leur famille, un accès insuffisant à des services sociaux de base, ce qui les expose à différentes formes d'exclusion et d'inégalités. C'est dans ce contexte qu'ils s'impliquent dans la violence en tant qu'auteurs mais également en tant que victimes. L'étude a montré que ce phénomène de violence chez les jeunes est directement imputable à leur situation dans la famille et à la qualité du cadre de vie urbain. Les jeunes auteurs sont marginalisés ou rejetés dans leur famille. Les victimes subissent aussi la marginalisation dans la famille et sont confrontées aux déficiences de l'aménagement, de l'équipement et de la gestion des territoires communaux.

La violence chez les jeunes est un phénomène plus complexe qui résulte de causalités multiples incluant des facteurs de vulnérabilité liés aux mutations sociales, culturelles et à l'évolution des modes de vie. La violence est ainsi vue comme le produit d'une interaction dynamique entre des conditions structurelles et des vulnérabilités individuelles et collectives. Elle serait principalement le produit d'une dislocation sociale et économique.

## Bibliographie

- Aduayi Diop Rosalie, 2010, *Survivre à la pauvreté et à l'exclusion. Le travail des adolescentes dans les marchés*, Paris / Dakar, Karthala – Crépos, 234 p.
- Akindès Francis, Yao-Kouamé Séverin, 2016
- d'Almeida-Topor Hélène, Catherine Coquery-Vidrovitch, Goerg Odile (dir.), 1992, *Les jeunes en Afrique*, t. 2, *La politique et la ville*, Paris, L'Harmattan, 526 p.
- Anderson C.A., Bushman B.J., 2001, "Effects of Violent Video Games on Aggressive Behavior, Aggressive Cognition, Aggressive Affect, Physiological Arousal, and Prosocial Behavior: A Meta-Analytic Review of the Scientific Literature," *Psychological Science*, 12(5), p. 353-359. <https://doi.org/10.1111/1467-9280.00366>
- ANSD 2014
- Bandura Albert
- Banque mondiale 2016
- Bellingshausen Lisa
- Body-Gendrot Sophie, 2006,
- Bouyablane, 2006
- Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard (L'espace du politique), 490 p.,
- Coquery-Vidrovitch Catherine, d'Almeida-Topor Hélène, Goerg Odile (dir.), 1992, *Les jeunes en Afrique*, t. 1, *Évolution et rôle, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 571 p.
- Cussen M. *et al.* 1999
- Diop Momar Coumba, Faye Ousseynou, 1997, « Dakar. Les jeunes, les autorités

- et les associations », in Georges Héroult et Pius Adesanmi (dir.), *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, Actes du symposium international d'Abidjan, 5-7 mai 1997, Ibadan, IFRA-Ibadan, p. 147-208.
- Diop Momar-Coumba, Ndiaye Abdourahmane, 1998, « Les études sur la pauvreté au Sénégal. Un état des lieux », *Africa, LIII*, 4, p. 459-478.
- Diop Nafissatou, 1989, La fécondité des adolescentes au Sénégal, Montréal, Université de Montréal, Thèse de doctorat en démographie, 260 p.
- Diop, 2016
- Diouf Mamadou, Collignon René, 2001, *Les jeunes, hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ?*, *Autrepart*, 18, 2012, 1, 180 p.
- Fall Abdou Salam, 2007, *Bricoler pour survivre. Perceptions de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar*, Paris, Karthala, 263 p.
- Fassin Didier, 1996, « Exclusion, Underclass, Marginalidad. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, 37, 1, p. 37-75.
- Forgeot Alain, 1993, « La notion d'exclusion sociale », *Développement et Civilisations* - Centre international Lebrete-Irfe
- Galland Olivier, 1991, *Sociologie de la jeunesse. L'entrée dans la vie adulte*, Paris, Armand Colin, 231 p.
- Galland, 1993
- Girard René, 1972, *La violence et le sacré*, Paris, Bernard Grasset, 451 p.
- Kaminar, 2016
- Katzman, 1981
- Kriegel Blandine
- Laberge et Roy, 1994
- Lachaud Jean-Pierre, 1995, « Le marché du travail et les situations d'exclusion sociale dans les capitales d'Afrique : quelques éléments d'analyse », *Revue Tiers Monde*, 36 (142), p. 279-302.
- Lenoir René, 1974, *Les exclus : un Français sur dix*, Paris, Seuil, 175 p.
- Locoh (citée par Coquery-Vidrovitch et al. 1992 : 67)
- Lorenz Konrad, 2003, *L'agression. Une histoire naturelle de mal*, Paris, Flammarion, 288 p.
- Ly 1996
- Massé Pierre
- Mathès Camille, Martin Jennifer, Mikheeff Charlotte, 2009, « Définition de jeunesse », (<http://savoireshcene.blogspot.sn/2009/02/definition-de-la-jeunesse.html>). Consulté le 19/05/2017.
- Michaud Yves, 2004, *La violence*, Paris, Presses Universitaires de France [coll. Que sais je ?], 128 p.
- Milgram Stanley
- Nations-Unies, 2008, *Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement en Afrique*.
- Nicole-Drancourt Chantal, Rouleau-Berger, Laurence, 1991, *Les jeunes et le travail, 1950-2000*, Paris, Presses Universitaires de France (Sociologies d'aujourd'hui), 280 p.
- Owusu, 2016
- Parazelli et al., 2003,
- Paugam Serge (dir.), 1996, *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte,

583 p.

Paugam 1995

Porto, 2001

René Jean-François, 1993, « La jeunesse en mutation : d'un temps social à un espace social précaire », *Sociologie et sociétés*, 25, 1, p. 153-171

République du Sénégal, Direction de la Prévision et de la statistique. 1988-1989. Les principaux résultats du recensement de la population et de l'habitat du Sénégal (RGPH 1988). Dakar.

République du Sénégal, Ministère de la Femme de l'Enfant et de la Famille, 1993, *Femmes sénégalaises à l'horizon 2015*.

République du Sénégal, 2002, *Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-I) 2003-2005*, 80 p.

République du Sénégal, 2006, *Document de Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSRP-II)*.

Rocher Guy, 1968, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H.

Sampson Robert J., Groves W. Byron, 1989, "Community Structure and Crime: Testing Social-disorganization Theory," *American Journal of Sociology* 94(4), p. 774-802.

Shaw Clifford Robe, McKay Henry Donald, 1942, *Juvenile Delinquency and Urban Areas: A Study of Rates of Delinquents in Relation to Differential Characteristics of Local Communities in American Cities*, Chicago, University of Chicago Press, 451 p.

Shaw Clifford, Zorbaugh Frederic, 1929, *Delinquency Areas*, Chicago, University of Chicago Press, 214 p.

Sène Mariama, 2008, *Vacances citoyennes et initiatives de développement communautaire : l'exemple des camps chantiers intégrés*, Monographie de certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'éducation populaire, de la jeunesse et du sport, Dakar, INSEPS-UCAD, 46 p. <http://www.beep.ird.fr/collect/inseps/index/assoc/MO08-08.dir/MO08-08.pdf>

UNESCO, Atelier n° 2, Exclusion sociale et violence Éducation pour la cohésion sociale, Document d'aide au débat.

## Webographie

<http://fr.unhabitat.org/urban-themes/securite/>

[http : www.leconflit.com/article-approches-sociologues-de-la-delinquance-1-10656844.html](http://www.leconflit.com/article-approches-sociologues-de-la-delinquance-1-10656844.html) mise en ligne le 08/06/2012consulté le 12/08/2016

## **Aménagement et violence à Dakar**

***Oumar Cissé, Djibril Diop & Fatimatou Sall***

La violence urbaine a atteint des niveaux sans précédent dans beaucoup de villes du Sud et elle est perçue comme une importante menace pour le développement au niveau local, national comme international. Même si la violence n'est pas seulement urbaine, ni exclusive aux Suds, l'environnement économique, social et politique de beaucoup de villes augmente le niveau, l'intensité et l'impact de la violence qui y prévaut. Les populations urbaines pauvres sont malheureusement les principales victimes de cette violence et sont aussi désignées comme ses auteurs (Winton 2004 : 165).

La violence est une caractéristique des sociétés, notamment urbaines, où elle se manifeste dans des lieux divers et sous des formes multiples. En milieu urbain, la morphologie d'un quartier, ses équipements, bref son cadre de vie est souvent pointé du doigt comme un facteur pouvant déterminer ou non la violence chez les jeunes.

Le cadre de vie est lié à la forme urbaine qui résulte du niveau d'aménagement. Les besoins des individus peuvent être analysés sous l'angle des fonctions de la ville qui doivent concourir à leur mieux-être.

Le défaut d'aménagement renvoie à l'absence de planification et de lotissement, donc au sous-équipement des quartiers. Il serait donc un facteur d'exposition à la violence urbaine. Ce postulat est lisible dans les thèses défendues par Pedrazzini (2005) qui mettent en relief l'importance de la configuration et de la transformation spatiale urbaine dans l'occurrence de la violence. Pour lui, si le rôle structurant de la violence dans l'urbanisation est indéniable, on doit aussi se poser d'autres questions cruciales concernant le développement urbain tel qu'il est vécu par les populations (Rasna 2005). Car, sous l'impulsion de l'urbanisation, le territoire se transforme en fonction du repérage des lieux de violence et des opérations menées pour faire de ces lieux d'insécurité des endroits sûrs. La sécurité du territoire permet alors de pallier les défaillances de la planification urbaine, avec l'appui d'un nombre grandissant d'acteurs sociaux et des forces de police. La ville africaine, en grandissant rapidement, échapperait aux lois de la planification régulée (Pedrazzini 2005).

En Afrique, les banlieues informelles qui résultent du défaut d'aménagement sont donc prédisposées à constituer des territoires violents.



Selon Onu-Habitat (2009),

les taudis constituent des zones urbaines particulièrement vulnérables au crime et à la violence. Du fait de la nature physique des bidonvilles, leurs habitants bénéficient d'une protection limitée. La pauvreté réduit leur résilience face à la perte ou aux dommages, et l'absence d'institutions et de fourniture de services leur laisse peu de moyens de résoudre leurs problèmes par le biais d'un jugement en bonne et due forme ».

La part de l'habitat informel dans la région de Dakar est estimée à 21,76 %, avec cependant des disparités par départements : 2,98 % dans le celui de Dakar et 42,42 % à Pikine. Ces quartiers précaires, non lotis, sont, généralement, difficiles d'accès et, pour certains, impropres à l'habitat, car inondables. L'habitat spontané accentue les problèmes de chômage, parce qu'il occupe des zones qui auraient pu être réservées à des activités économiques (ONU-Habitat 2004 ; Banque mondiale 2016 : 54).

La relation entre l'aménagement urbain et la violence semble établie, mais nous disposons de peu de cas de vérification empirique en Afrique de l'Ouest francophone, au Sénégal en particulier. C'est cette lacune que la présente contribution tente de combler.

## 1. Le concept

« Une société citadine s'inscrit dans un espace urbanisé, c'est-à-dire un espace doté d'infrastructures, d'équipements et d'espaces publics ou privés, de bâtiments abritant des logements ou des activités » (Vilmin 2015) <sup>1</sup>. L'arrangement de ces éléments dans l'espace renvoie à l'aménagement urbain que d'aucuns appellent urbanisation « en dur » qui détermine la forme urbaine. Il doit concourir, par ailleurs, à faire de cet espace, des lieux de facilitation des avancées sociales, économiques et environnementales <sup>2</sup>.

L'aménagement urbain, dans ce sens, renvoie à l'aménagement du territoire de façon générale. En effet, l'aménagement est défini comme une action ou un ensemble d'actions « volontaires, conscientes, programmées d'une collectivité sur son territoire, qui consistent à modifier, rectifier, corriger, adapter et transformer un espace donné en vue d'un objectif déterminé » <sup>3</sup>. Mais pour R. Brunet *et al.* (1995) l'aménagement du territoire renvoie autant à l'action qu'au résultat de cette action.

<sup>1</sup> Vilmin T., 2015, *L'aménagement urbain acteurs et système*.

<sup>2</sup> <https://fr.unhabitat.org/urban-themes/planification-et-amenagement-urbains/>

<sup>3</sup> Amor Belhedi, 2010, *L'aménagement du territoire. Principes & approches*, 127 p.

Selon Brunet, « aménager allie des actions de protection (empêcher, protéger) à des actions d'équipement (réaliser une infrastructure), des actions curatives (réparer) ou d'incitation (aider au montage de projet) »<sup>4</sup>. Pour arriver à de telles finalités, ces actions doivent revêtir plusieurs dimensions selon Belhedi (2010) : économique, sociale, spatiale et stratégique, mais aussi technique, formelle (architecture, composition urbaine), économique (emplois, flux financiers) et écologique (présence de la nature) (Vilmin (2015)).

Dans ces différentes acceptions, l'intentionnalité de transformation d'un espace apparaît pour des aspirations économiques, sociales, culturelles et politiques selon une organisation spatiale d'un territoire qui détermine la morphologie urbaine ; ainsi donc deux dimensions sont à considérer : la forme urbaine et la fonctionnalité urbaine

Les installations et infrastructures sont garantes des fonctions urbaines dont la disposition donne la forme urbaine et assure la fonctionnalité de la ville.

Les formes urbaines traduisent des représentations contrastées, marquées par l'interférence des modèles sociaux et architecturaux<sup>5</sup>. Toutefois, la définition de ce concept ne fait pas l'unanimité.

Levy (2005)<sup>6</sup> conclut à cinq approches et conceptions de la forme urbaine :

1 - L'approche de la forme urbaine comme *forme du paysage urbain*, c'est-à-dire l'espace urbain saisi dans sa tridimensionnalité et dans sa matérialité plastique (texture, couleur, matériaux, styles, volume, gabarits du bâti et des espaces publics). Ces questions ont été étudiées par G. Cullen (1961), E. Bacon (1965), C. Sitte (1889), K. Lynch (1960, avec des travaux pionniers sur ces questions. Dans cette approche, les significations du paysage urbain considérées sont de nature esthétique, stylistique, culturelle, historiquement périodisées...

2 - L'approche de la forme urbaine comme *forme sociale* (ou morphologie sociale), c'est-à-dire l'espace urbain étudié dans son occupation par les divers groupes sociaux, démographiques, ethniques, les types de famille, ou la distribution des activités et des fonctions dans la ville. On dispose ici des travaux d'É. Durkheim (1960), M. Halbwachs et de l'école de morphologie sociale française (1928), l'École de Chicago (Y. Grafmeyer ; I. Joseph, 1984), R. Ledrut (1968), M. Roncayolo (1996).

3 - L'approche de la forme urbaine comme *forme bioclimatique*, c'est-à-dire l'espace urbain envisagé dans sa dimension environnementale, com-

<sup>4</sup> Roger Brunet 1995 *L'aménagement du territoire en France*, ???,

<sup>5</sup> Dris Nassima 2005, « Formes urbaines, sens et représentations : l'interférence des modèles », *Espaces et sociétés*, 122, 2005-4, p. 87-98.

<sup>6</sup> Albert Levy 2005, « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et sociétés*, 122, 2005-3, p. 25-48.

me microclimat (urbain), tant dans ses variations géographiques par quartier, que dans sa diversité liée aux types de tissu (ouvert/fermé/semi-ouvert), selon l'orientation (héliothermique), selon le site (eau, relief, végétation). La répartition (inégaie) des pollutions et des nuisances dans l'aire urbaine, en rapport avec le microclimat (voir la répartition de la pollution par l'ozone) concerne également cette approche : on retrouve ces travaux dans la climatologie urbaine (Escourrou 1980, 1991), l'écologie urbaine, ou dans les nouvelles approches de l'espace sensible, des « ambiances urbaines », en rapport avec les différentes perceptions sensorielles de l'espace culturellement variables (Hall 1971). Un important débat sur les formes urbaines du futur et les transports urbains (forme compacte/forme étalée) a été initié à partir de ces questions, autour de l'enjeu du développement durable, ainsi que sur le problème énergétique et ses conséquences sur le climat.

4 - L'approche de la forme urbaine comme *forme des tissus urbains* (Panerai, Langé 2001), consiste en l'étude des interrelations entre les éléments composants : parcellaire/viaire/espace libre/espace bâti, constitutifs de tout tissu, en rapport avec le site, ou en focalisant l'analyse sur certains composants particulièrement privilégiés.

5 - L'approche de la forme urbaine comme *forme des tracés urbains* renvoie à la forme géométrique du plan de la ville (plan organique/plan géométrique ; plan orthogonal/plan radioconcentrique), analysée dans les travaux de Lavedan (1926, 1941, 1952).

Selon *Collectivités viables*<sup>7</sup>, la forme urbaine est le « produit de l'articulation des aménagements effectués à différentes échelles (agglomération, quartier, rue et bâtiment) en lien avec l'occupation humaine du territoire. Elle se reflète dans les modes de vie qu'elle génère et se trouve caractérisée par les éléments suivants :

- « le tissu urbain, qui englobe les voies, les îlots, les parcelles ;
- le cadre bâti, qui se définit grâce à l'implantation, au gabarit et à la volumétrie des bâtiments ;
- la densité et la compacité ;
- la façon dont sont distribués les équipements et les activités ;
- et enfin les autres réseaux qui s'ajoutent au réseau viaire ».

Mais on pourrait ajouter la présence et l'intégration des espaces verts ou des espaces naturels.

L'urbanisation, le processus d'aménagement en milieu urbain qui détermine ces caractéristiques n'est souvent pas intentionnel. Or nous avons vu que l'intentionnalité est le principe même de l'aménagement du territoire. La création de la ville ne se fait pas toujours selon une vision bien déterminée ou, souvent, ne donne pas les résultats escomptés. On a assisté en général, dans les pays en développement, à une urbanisation

<sup>7</sup> <http://collectivitesviables.org/sujets/forme-urbaine/>

spontanée sans planification d'ensemble avec des installations socioéconomiques à usage d'habitation, socioculturel ou d'activités économiques à partir d'initiatives individuelles que tentent difficilement de corriger les autorités.

Ces territoires se distinguent par la nébulosité dans leur forme, mais aussi le plus souvent par l'insuffisance d'équipements publics (voies, réseaux, infrastructures). Ces manques caractérisent le défaut d'aménagement qui demeure un obstacle à l'activité économique, à l'équilibre habitat-emploi et à l'accès aux services sociaux de base. Cette situation est plus préoccupante chez les couches vulnérables, notamment les jeunes filles et garçons.

Le défaut d'aménagement des quartiers constitue un problème aigu dans les villes des pays en développement qui sont déjà confrontées à une croissance fulgurante et marquées par la jeunesse de leur population.

## 2. Le cadre opératoire

Dans le cadre de cette étude, l'aménagement des quartiers est décomposé suivant les dimensions ci-après qui sont observées selon des indicateurs ainsi définis :

<i>Concept</i>	<i>Dimension</i>	<i>Indicateurs</i>
Aménagement des quartiers	Forme urbaine	Étroitesse des rues Espaces publics (existence, qualité, diversité, entretien/gestion, usage approprié, fréquentation) Trame urbaine
	Mobilier urbain	État et disposition de l'éclairage public, Feux de signalisation Diversité de l'offre
	Mobilité urbaine	Typologie Qualité (état parc automobile & routes) Accessibilité
	Infrastructures et équipements	Marchés Routes Industries Services Santé (plateau médical) Éducation
	Services sociaux de base	Formation Loisir Assainissement/AEP Énergie

L'évaluation de ces indicateurs pour chaque quartier permet ainsi d'obtenir le niveau d'aménagement.

Quant au concept de violence des quartiers, il est décomposé ainsi qu'il suit :

<i>Concept</i>	<i>Dimension</i>	<i>Variables</i>
Violence de quartier	Victime	Victime de violence physique
		Victime de violence verbale
		Victime d'atteinte aux biens
		Victime de violence sexuelle
	Témoign	Auteur de violence physique
		Auteur de violence verbale
		Auteur d'atteinte aux biens
		Auteur de violence sexuelle

### 3. Les méthodes

L'étude de cas porte sur l'analyse d'éléments comparatifs sur deux communes de l'agglomération dakaroise : (i) HLM, une commune planifiée constituée de quartiers lotis de la ville de Dakar et, (ii) Médina Gounass une commune non lotie de la ville de Guédiawaye, non aménagée, formée de quartiers spontanés et précaires.

Le choix de ces deux sites s'explique par le fait qu'ils avaient déjà fait l'objet d'enquêtes préliminaires sur la violence, réalisées par des membres de l'équipe de recherche qui y disposaient de relations de travail. Ces deux communes ont aussi dans le passé abrité des projets de l'IAGU, l'institution chargée de l'étude. Enfin, elles sont un exemple de territoire aménagé (HLM) et non aménagé (Médina Gounass), où ces dernières années des cas d'agressions physiques et d'autres délits parfois suivis de mort d'hommes ont été fréquemment rapportés par la presse. L'approche comparative adoptée devait permettre de mieux établir la relation entre le niveau d'aménagement des quartiers et le niveau de violence chez les jeunes dans l'agglomération dakaroise, car les caractéristiques des ces deux habitats semblent indiquées pour une telle étude. HLM est un habitat semi-résidentiel abritant une importante classe moyenne alors que Médina Gounass est un habitat précaire de populations tirant surtout leurs revenus du secteur informel, caractéristique de la banlieue sous-intégrée.

La présente étude sur la relation entre l'aménagement et la violence chez les jeunes a été réalisée à partir d'une série d'outils de collecte et de traitement de données incluant principalement l'enquête quartier, les marches exploratoires et les études de perception des acteurs.

### 3.1. Enquête quartier

Les enquêtes quartiers ont été effectuées dans tous les quartiers des deux communes pour avoir les informations sur la situation administrative, la trame urbaine, l'espace public, le mobilier urbain, les infrastructures et équipements, la mobilité urbaine et les services sociaux de base afin de déterminer le niveau d'aménagement des quartiers.

Pour collecter ces informations, différentes sources ont été identifiées et différents outils utilisés :

<i>Source de l'information</i>	<i>Outils de collecte de données</i>
Mairie	Focus groups avec les agents de la Mairie (les points focaux du projet et les secrétaires municipaux)
Délégué de quartier	Consultation de documents disponibles Entretien semi-structuré
Cartographie/ANSD	Consultation de documents disponibles Exploitation de base de données
Services techniques départementaux	Entretien semi-structuré Consultation de documents disponibles Entretien semi-structuré
Écoles/Instituts de formation	Consultation de documents disponibles Exploitation de base de données Entretien semi-structuré
Daaras/ Lieux de culte	Consultation de documents disponibles Exploitation de base de données Entretien semi-structuré
Poste de santé	Consultation de documents disponibles Entretien semi-structuré
Ateliers/ autres opérateurs économiques/ Espaces publics	Consultation de documents disponibles Exploitation de base de données
Terrain	Observations participantes

Le scoring a été utilisé comme base de traitement : des notes ont été établies pour les différentes variables et les notes ont été additionnées puis pondérées pour déterminer le niveau d'aménagement global du quartier et pour chaque dimension (trame urbaine, éclairage, espaces publics, mobilité, infrastructures et équipements, services sociaux). Les situations les plus favorables, du point de vue de l'aménagement, ont obtenu les notes les plus élevées. Par la suite, tous les 33 quartiers enquêtés (Médina Gounass en compte 19 et les HLM 14) ont été notés pour toutes les variables et dimensions. Au final, chaque quartier obtient une note totale qui, rap-

portée au total des points possibles, lui donne un niveau d'aménagement. Les résultats ont également fait l'objet de cartographie pour une analyse spatiale par commune des niveaux d'aménagement des différents quartiers. Les niveaux d'aménagement ainsi évalués ont été comparés avec la prévalence de la violence dans les différents quartiers afin de déterminer l'impact du niveau d'aménagement sur cette dernière.

Pour obtenir la prévalence de la violence par quartier, l'analyse des données recueillies de l'enquête quantitative qui a concerné 928 jeunes répartis dans les 33 quartiers des deux communes (463 jeunes dans les 14 quartiers des HLM et 465 jeunes dans les 19 quartiers de Médina Gounas) a été effectuée.

#### Effectif des jeunes enquêtés par quartier et par commune

Commune des HLM			Commune de Médina Gounas		
Quartier	Effectif	%	Quartier	Effectif	%
Cité des eaux	14	3,0	Bagdad 1	27	5,8
Cité Douane	16	3,4	Bagdad 2	13	2,8
Cité port	22	4,7	Champ de course	26	5,6
HLM 1	47	10,1	Darou Rahmane 4A	14	3,0
HLM 2	35	7,3	Demba Sow Parc	50	10,8
HLM 3	28	6,0	Lansar 2C	32	6,7
HLM 4A	29	6,3	Médina Gounas 1 A	17	3,7
HLM 4C	33	7,1	Médina Gounas 1B	10	2,2
HLM 4B	13	2,8	Médina Gounas 1B 5	10	2,2
HLM 5A	41	8,8	Médina Gounas 1 C	44	9,5
HLM 5B	54	11,6	Médina Gounas 2	63	13,4
HLM Angle mousse	18	3,9	Médina Gounas 2 bis	28	6,0
HLM Montagne	78	16,8	Médina Gounas 2 B	17	3,7
HLM Nimzatt	36	7,8	Médina Gounas 3	13	2,8
			Médina Gounas 3 B	26	5,6
			Médina Gounas 4 A	30	6,5
			Médina Gounas AB bis	13	2,8
			Santa Yalla 2	15	3,2
			Santa Yalla 2 bis	18	3,9
<i>Total</i>	463	100,0	<i>Total</i>	465	100,0

Les situations de violence considérées concernent les victimes et les témoins. Les auteurs de violence sont présumés accomplir leur forfait hors de leur environnement. Les données recueillies ont été agrégées par quartier et ont permis d'obtenir, pour chaque quartier, le pourcentage de jeunes

qui ont été, au moins une fois, victimes ou témoins de violence durant ces cinq dernières années. Il a ainsi été possible d'obtenir, pour chaque quartier, un niveau de prévalence de violence (victime ou témoin).

L'hypothèse que nous soutenons considère que le défaut ou l'insuffisance de l'aménagement des quartiers accroît les situations de violence. Pour la vérifier, il s'est agi donc de comparer les niveaux d'aménagement des quartiers avec la prévalence de la violence (victimes, témoins) observée. Pour ce faire, nous avons utilisé des tests de corrélation linéaire. Le respect de notre hypothèse suppose des corrélations négatives ; c'est-à-dire qu'un niveau d'aménagement plus élevé doit correspondre à un taux de prévalence de la violence plus faible et un niveau d'aménagement moins élevé avec un taux de prévalence de la violence plus élevé. Nous avons aussi utilisé l'analyse cartographique et l'analyse de régression logistique pour vérifier notre hypothèse.

### **3.2. Marches exploratoires**

En plus de l'enquête quartier, les marches exploratoires (ou diagnostic en marchant) ont aussi été utilisées. Elles constituent des observations dirigées avec les jeunes qui sont conclues par des focus groups. Elles visent à mettre en lumière le lien entre la configuration des espaces et l'insécurité (vécue ou ressentie). Au-delà des éléments qui sont ressortis des enquêtes quartier, elles permettent de renforcer et de trianguler les différentes informations relatives aux implications de l'aménagement sur les situations de violence.

Le diagnostic en marchant comporte des analyses thématiques sur la relation entre les jeunes et la sécurité, la dimension genre dans les situations d'insécurité, le rôle des acteurs communautaires de quartiers en matière de sécurité, la résolution des conflits et la prévention de la délinquance, etc. Les jeunes ont fait part de leur espace vécu, de leur perception de l'espace, et ont caractérisé leur territoire. Dans chaque commune, le quartier qui se distingue comme le moins violent et les deux plus violents ont été choisis comme terrain du diagnostic en marchant. L'analyse des données recueillies de l'enquête quantitative a permis de discriminer les quartiers des communes suivant ces deux critères : *quartiers violents et quartiers moins violents*. Partant de là, aux HLM les quartiers HLM-Montagne et HLM Nimzatt ont été reconnus comme des quartiers violents, alors que le quartier HLM 4A, a été identifié comme un quartier moins violent de la commune. À Médina Gounass, les marches ont eu lieu dans les deux quartiers les plus violents que sont Médina Gounass 3 et Médina Gounass 2B et dans le quartier le moins violent qu'est Médina Gounass 2Bis.

Pour chaque quartier, un itinéraire a été défini préalablement en tenant compte de la forme urbaine et de la diversité des lieux identifiés. Pour



effectuer les marches, des groupes de jeunes, composés uniquement de filles, de garçons et des groupes mixtes de garçons et de filles ont été constitués dans chaque commune. Dans chacun des quartiers, trois étapes ont été enregistrées : un briefing préalable avec les participants, la marche proprement dite et un focus group, comme groupe de discussion à l'issue de la marche sous la supervision des agents des commissariats de police.

Les marches se sont faites avec l'appui d'une grille d'observation et d'un guide de discussion.

### **3.2.1. Grille d'observation participante**

Les principaux thèmes de l'observation participante sont :

- Ressentiment et sensation vis-à-vis des espaces visités (sensation, ce qui rassure ou qui met mal à l'aise par rapport à l'espace visité)
- Perception des espaces visités comme lieux criminogènes (lieux de rassemblement de délinquants, forme urbaine, types de lieux sujets aux scènes de violence, état et usage des espaces publics, sécurité, etc)
- Perception des espaces visités comme lieux rassurants (existence et fonctionnement de l'éclairage, forme urbaine (sécurité, etc.)

### *4.2.2. Guide pour le focus group post marche*

Le focus group a mis l'accent sur les points retenus suite à la marche par rapport aux :

- Caractéristiques des espaces sujets aux scènes de violence
- Caractéristiques des espaces sécuritaires
- Perception des lieux publics visités
- Raisons d'évitement de certains lieux (le jour/la nuit)
- Causes d'insécurité dans les lieux identifiés (spécification pour les femmes)

Une analyse de contenu a été effectuée à partir des informations recueillies pour renforcer l'analyse de la relation entre l'aménagement et la violence.

## **3.3. Étude de la perception des acteurs**

Afin de mieux apprécier le vécu des acteurs sur la problématique de la violence impliquant les jeunes et ses facteurs explicatifs, une étude de la perception a été réalisée avec les acteurs institutionnels et non institution-

nels. C'est à cet effet que des enquêtes institutionnelles, des focus groups et des récits de vie ont été réalisés.

Les enquêtes institutionnelles, bien qu'ayant pour objectif premier de connaître les politiques et les stratégies, étaient l'occasion d'interroger différents acteurs : collectivités territoriales ; personnes ressources des deux communes ; institutions publiques ; représentants de la police et de la justice ; les organisations non gouvernementales sur la situation qui prévaut dans les deux communes et les facteurs explicatifs.

Les focus groups avaient pour cibles les jeunes des deux communes. Des groupes de discussions (filles et garçons) ont été ainsi organisés. Les récits de vie ont concerné des jeunes auteurs ou victimes de violences particulières pour discuter des motivations et des circonstances qui ont favorisé leur implication dans la violence.

Les données issues de ces différentes sources ont été traitées sur *De-doose* et certains résultats valorisés dans cette étude des relations entre l'aménagement et la violence. En effet, dans le cadre de ces enquêtes qualitatives, les perceptions des jeunes et des acteurs communautaires et institutionnels, sur le rôle des espaces et de l'environnement urbain dans la violence, ont été recueillies.

Enfin, les sondages délibératifs ont été organisés dans les deux communes où les différents résultats préliminaires des enquêtes sur l'exclusion et la violence chez les jeunes, les facteurs d'explication, les politiques officielles, les stratégies individuelles et communautaires ont été présentés aux communautés. Ils ont aussi permis de recueillir des analyses et des recommandations sur l'aménagement.

Les informations collectées à travers ces différents outils ont été exploitées et croisées et ont permis la production des résultats suivants.

## **4. Les résultats de l'étude**

### ***4.1. Évaluation du niveau d'aménagement des quartiers***

Dans le cadre de cette étude, l'aménagement est composé des facteurs que sont la trame urbaine, l'espace public, l'éclairage et la signalisation, la mobilité urbaine, les infrastructures et équipements ainsi que les services sociaux de base.

Le niveau d'aménagement du quartier est le quotient obtenu en divisant le score total du quartier pour les variables (i) trame urbaine, (ii) espace public (iii) éclairage et signalisation, (iv) mobilité urbaine, (v) infrastructures et équipements et (vi) services sociaux de base et par le score total possible pour ces variables.

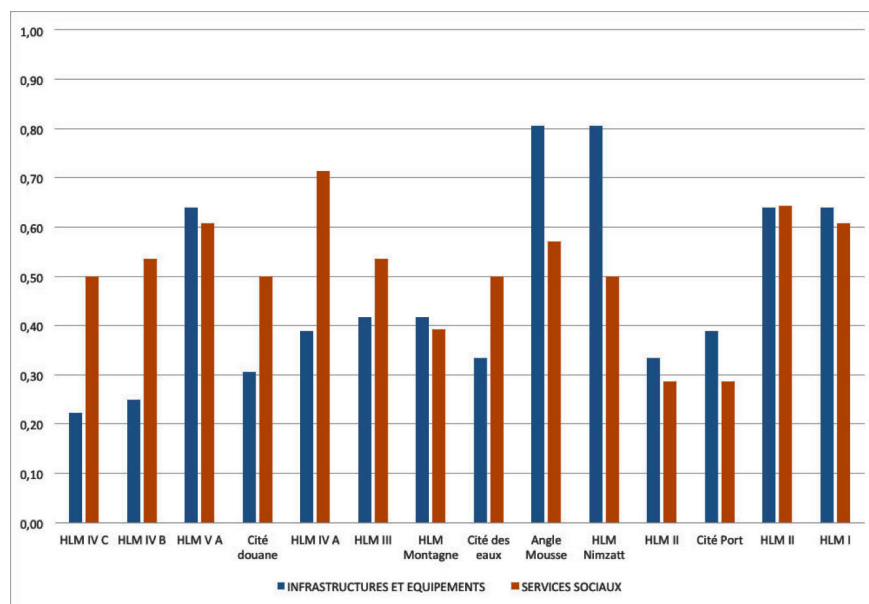
Aussi, pour chacune des variables qui composent l'aménagement, un niveau d'accès est calculé en divisant le score du quartier pour cette variable par le score maximum qui peut être obtenu pour cette variable.

#### 4.1.1. Infrastructures et équipements et services sociaux de base

Une analyse par quartier de la présence des infrastructures et équipements et de leur accessibilité montre des disparités spatiales.

Aux HLM, les quartiers HLM Angle Mousse et HLM Nimzatt se distinguent comme les deux quartiers les mieux équipés au plan des infrastructures avec un indice de 0,81 (niveau de 81 %). Cet indice dépasse 50 % dans les quartiers des HLM 2, HLM 1 et HLM 5A. L'analyse de l'accès aux services sociaux de base montre qu'il est plus élevé à HLM 4A (0,71). Toutefois, il demeure moins important pour les HLM1, HLM 2, HLM Nimzatt, HLM Angle Mousse, Cité des eaux, HLM3, Cité Douane, HLM5A, HLM4B et HLM4C qui n'atteignent pas 50 %.

**Graphique 1. Indice d'accès aux infrastructures / équipements et aux services sociaux de base des quartiers aux HLM**

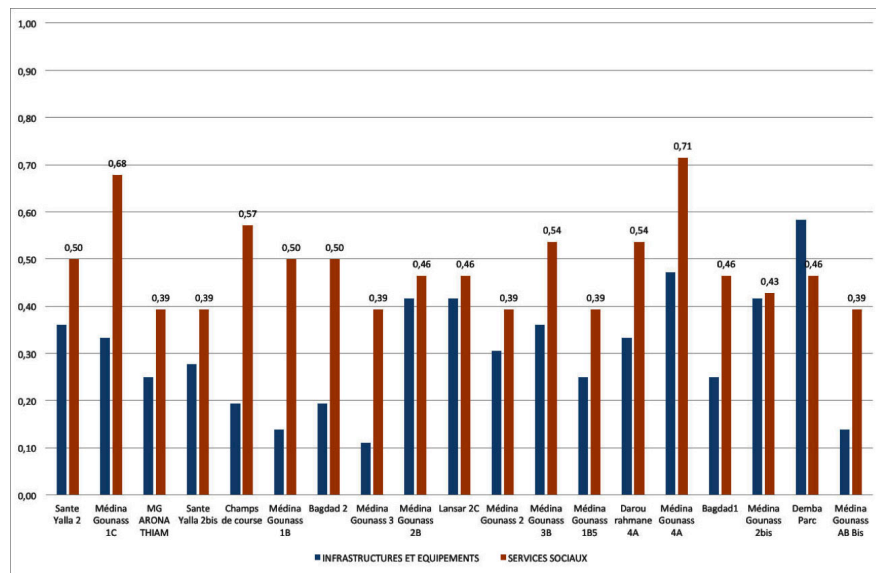


À Médina Gounass, les infrastructures les plus présentes se résument à des écoles privées, des écoles arabes, des pharmacies, deux postes de santé, une école élémentaire publique. À cela, il faut ajouter, comme équipements, les mosquées, les boulangeries, les services, institutions financières

et un marché. On note que Médina Gounass est beaucoup moins doté en équipements et infrastructures que les HLM.

L'analyse du plateau infrastructurel montre que ce n'est qu'à Demba Parc qu'on note un niveau moyen avec un indice de 0,58. Toutefois, s'agissant de l'accès aux services sociaux de base, les quartiers de Médina Gounass 4A et Médina Gounass 1C affichent des niveaux assez élevés avec, respectivement, 0,71 et 0,68. Les quartiers de Sante Yalla 2, Champs de courses, Médina Gounass 1B, Bagdad 2, Médina Gounass 3B, Darou Rahmane 4A ont des niveaux moyens (autour de 0,5).

**Graphique 2 : Indice d'accès aux infrastructures / équipements et aux services sociaux de base des quartiers à Médina Gounass**



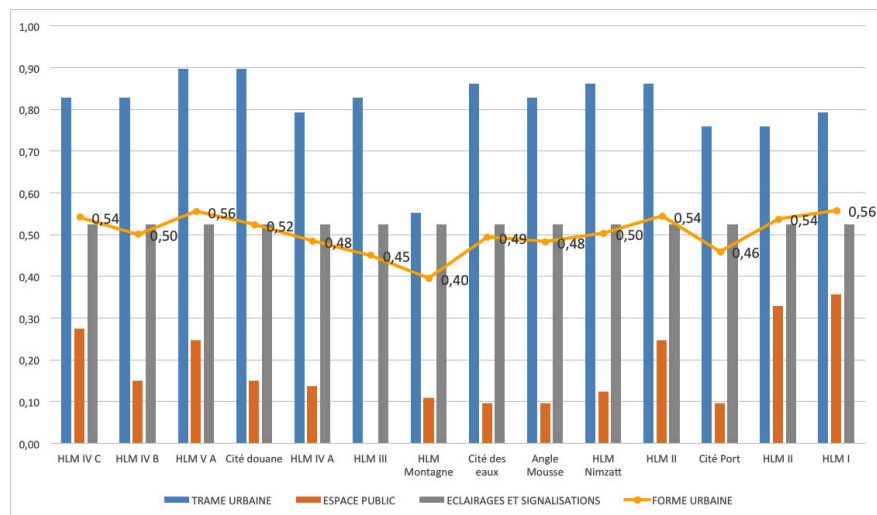
#### 4.1.2. Formes urbaines

L'analyse des formes urbaines a été centrée sur l'étude de la trame urbaine, des espaces publics et du mobilier urbain (éclairage et signalisations). Pour cette analyse, l'exercice est basé sur l'existant, son accessibilité pour les jeunes, son entretien et sa gestion.

Il en ressort un niveau d'aménagement moyen, pour les différents quartiers, qui varie entre 0,40 et 0,56 pour la commune des HLM. Cela résulte de l'existence d'un niveau d'espaces publics très faible (l'indice le plus élevé est de 0,36) dans les quartiers, voire leur inexistence dans certains comme HLM3, et d'un niveau moyen de présence et de fonctionnali-

té des éclairages et signalisations dans les quartiers (0,52). Toutefois, à part HLM Montagne où le niveau de la trame urbaine est moyen (0,55), les autres quartiers ont un niveau variant entre 0,76 et 0,90, qui peut être considéré comme bon à très bon (graphique 3).

**Graphique 3. Niveau d'aménagement en lien avec les paramètres de la forme urbaine aux HLM**



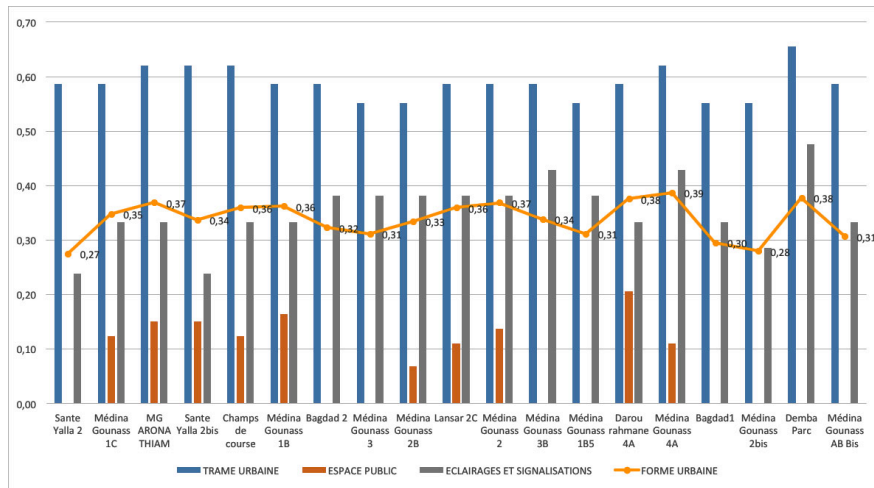
À Médina Gounass, le niveau d'aménagement de la forme urbaine est très faible ; selon les quartiers, les indices varient de 0,27 à 0,39. Cela se comprend aisément avec la quasi-inexistence d'espaces publics ; dans les quartiers où on les rencontre, les indices varient de 0,07 à 0,21 ; l'éclairage et les signalisations s'avèrent également insuffisants avec des indices entre 0,24 et 0,48.

La qualité de la trame urbaine s'avère plus importante, mais demeure également moyenne, avec des indices qui oscillent entre 0,55 et 0,66 (Graphique 4).

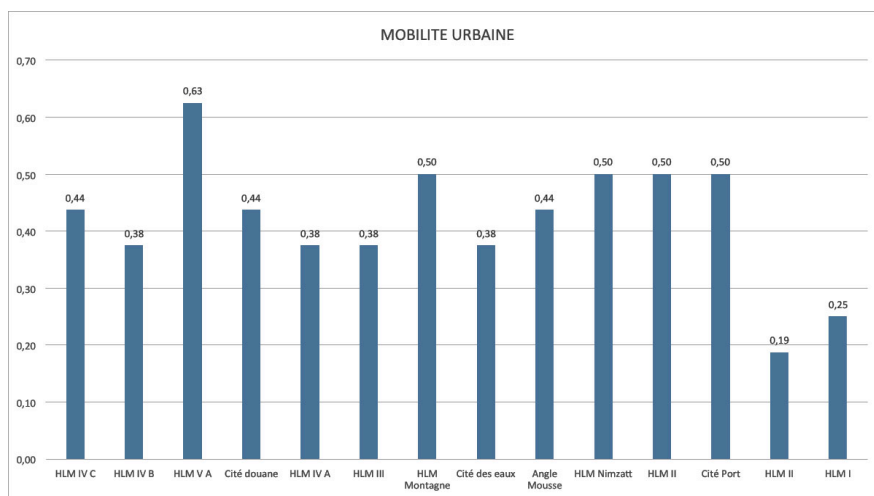
#### 4.1.3. Mobilité dans les deux communes

La mobilité est appréciée à travers la diversité des moyens de transport, leur régularité et la pluralité des points d'arrêt. Sa qualité s'avère très faible à HLM 2 et HLM 1, avec respectivement 0,19 et 0,25, mais elle est assez élevée à HLM 5A avec 0,63. Dans les autres quartiers, elle est insuffisante à moyenne, avec des indices variant entre 0,38 et 0,50 (graphique 5).

**Graphique 4. Niveau d'aménagement en lien avec les paramètres de la forme urbaine à Médina Gounass**



**Graphique 5. Mobilité urbaine aux HLM**

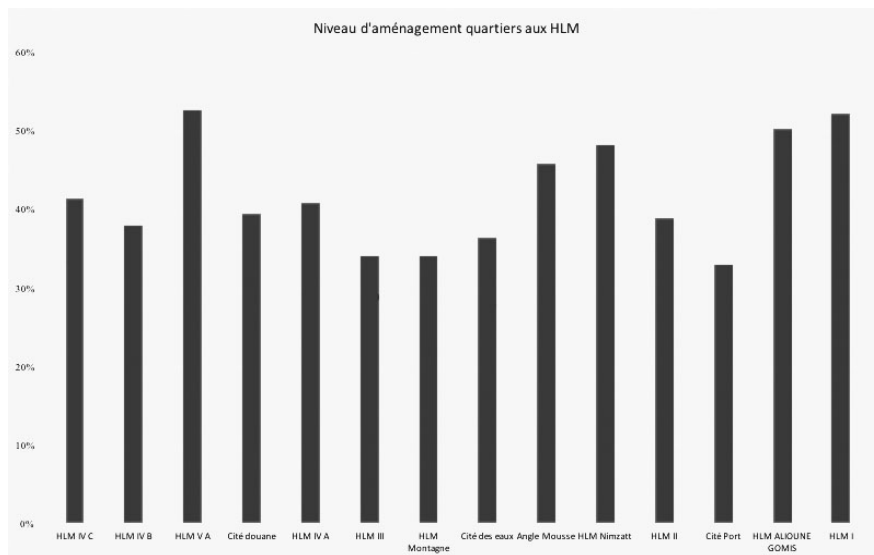


Quant à Médina Gounass, la qualité est uniforme, l'indice est à 0,44 dans les différents quartiers.

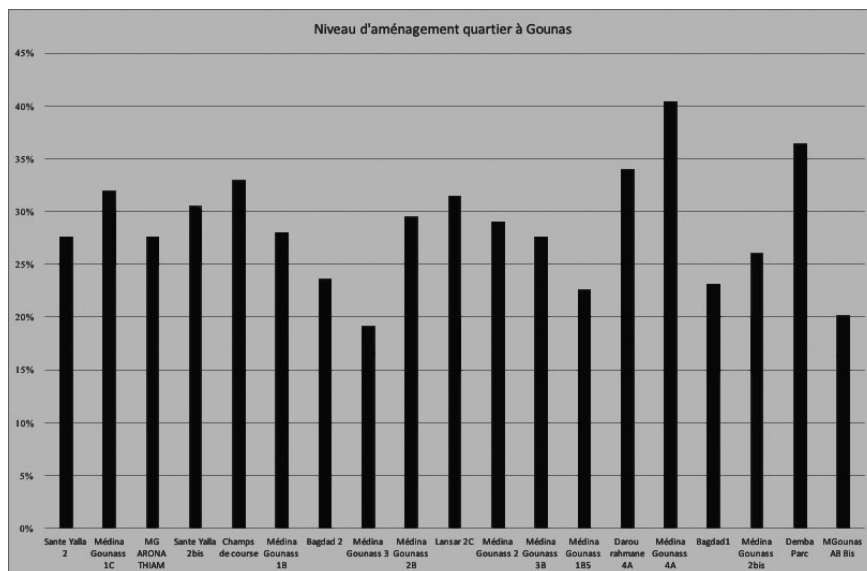
Le niveau d'aménagement global des quartiers est obtenu en prenant en considération toutes les variables que sont la forme urbaine (la trame urbaine, les espaces publics, le mobilier urbain), les infrastructures et équipements, la mobilité urbaine et les services sociaux de base.

Aux HLM, le niveau d'aménagement global des quartiers varie de 33 % (Cité Port) à 53 % (HLM 5A). Le niveau d'aménagement moyen de la commune est de 42 %.

**Graphique 6. Niveau d'aménagement des quartiers aux HLM**



**Graphique 7. Niveau d'aménagement quartiers aux HLM**



À Médina Gounass, le niveau d'aménagement des quartiers varie de 19 % (Médina Gounass 3) à 40 % (Médina Gounass 4A) ; la moyenne est de 29 %. Comme on pouvait s'y attendre, les quartiers des HLM, qui est une commune lotie, sont donc mieux aménagés que ceux de Médina Gounass, commune non lotie.

#### 4.2. Taux de prévalence de la violence dans les quartiers

Le taux de prévalence de la violence dans les quartiers correspond au pourcentage de jeunes parmi les enquêtés qui ont été, au moins une fois, victime ou témoin de violences physiques, verbales, sexuelles et atteintes aux biens, lors des cinq dernières années. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous qui comprend les 33 quartiers des deux communes.

QUARTIER	VICTIME VIOLENCE				TEMOIN VIOLENCE			
	Victime violences physiques	Victime violences verbales	Victime violences sexuelles	Victime violences atteintes biens	Témoin violences physiques	Témoin violences verbales	Témoin violences sexuelles	Témoin violences atteintes biens
Cité des eaux	28,6%	78,6%	14,3%	57,1%	50,0%	85,7%	21,4%	85,7%
Cité Douane	6,3%	43,8%	0,0%	31,3%	56,3%	37,5%	0,0%	18,8%
Cité Port	4,5%	18,2%	0,0%	25,0%	28,6%	40,9%	0,0%	9,1%
HLM 1	15,6%	62,2%	15,6%	68,9%	68,9%	55,6%	2,2%	28,9%
HLM 2	20,6%	14,7%	0,0%	35,3%	5,9%	5,9%	0,0%	14,7%
HLM 3	14,3%	21,4%	0,0%	10,7%	28,6%	28,6%	7,1%	10,7%
HLM 4 A	17,2%	37,9%	0,0%	10,3%	10,3%	27,6%	0,0%	0,0%
HLM 4 C	9,1%	33,3%	6,1%	45,5%	63,6%	66,7%	3,0%	42,4%
HLM 4B	7,7%	30,8%	0,0%	53,8%	61,5%	69,2%	15,4%	15,4%
HLM 5A	9,8%	61,0%	0,0%	29,3%	41,5%	65,0%	4,9%	24,4%
HLM 5B	20,4%	40,7%	5,6%	63,0%	51,9%	64,8%	7,4%	37,0%
HLM Angle mousse	27,8%	64,7%	17,6%	76,5%	41,2%	29,4%	17,6%	35,3%
HLM Montagne	30,8%	56,4%	2,6%	66,7%	59,0%	76,9%	5,1%	44,9%
HLM Nimzatt	36,1%	47,2%	25,0%	72,2%	47,2%	47,2%	22,2%	41,7%
Bagdad 1	7,4%	14,8%	0,0%	25,9%	33,3%	55,6%	7,4%	38,5%
Bagdad 2	23,1%	69,2%	0,0%	7,7%	100,0%	100,0%	0,0%	46,2%
Champs de course	13,0%	21,7%	0,0%	30,4%	56,5%	13,0%	8,7%	30,4%
Darou rahmane 4A	35,7%	57,1%	0,0%	50,0%	85,7%	92,9%	0,0%	15,4%
Demba Parc Sow	23,1%	28,9%	0,0%	31,6%	50,0%	42,1%	5,3%	21,1%
Lansar 2C	22,6%	60,0%	0,0%	54,8%	64,5%	63,3%	0,0%	23,3%
Médina Gounass 1A	35,3%	41,2%	0,0%	80,0%	29,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Médina Gounass 1B	10,0%	0,0%	0,0%	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%	20,0%
Médina Gounass 1B 5	30,0%	0,0%	0,0%	50,0%	10,0%	0,0%	0,0%	20,0%
Médina Gounass 1C	11,4%	2,3%	0,0%	13,6%	11,4%	20,5%	2,3%	9,1%
Médina Gounass 2	28,3%	63,6%	4,5%	51,2%	71,1%	65,9%	14,0%	34,1%
Médina Gounass 2 bis	3,7%	7,4%	0,0%	29,6%	22,2%	77,8%	7,4%	33,3%
Médina Gounass 2B	41,2%	82,4%	0,0%	62,5%	76,5%	75,0%	0,0%	40,0%
Médina Gounass 3	61,5%	61,5%	0,0%	30,8%	100,0%	100,0%	0,0%	46,2%
Médina Gounass 3B	23,1%	65,4%	0,0%	7,7%	100,0%	100,0%	3,8%	38,5%
Médina Gounass 4A	26,7%	66,7%	3,3%	40,0%	63,3%	66,7%	20,0%	33,3%
Médina Gounass AB Bis	15,4%	7,7%	0,0%	38,5%	38,5%	0,0%	0,0%	23,1%
Sante Yalla 2	20,0%	33,3%	0,0%	60,0%	26,7%	13,3%	0,0%	13,3%
Sante Yalla 2bis	11,1%	38,9%	11,1%	66,7%	35,3%	44,4%	5,6%	16,7%



Médina Gounass 3 et 2B sont les quartiers où la prévalence des victimes de violences physiques est la plus élevée, avec respectivement 61,5 % et 41,2 %. C'est aussi à Médina Gounas, notamment à Bagdad 2, Médina Gounass 3 et 3B où la prévalence des témoins de violences physiques est la plus élevée et atteint 100 %. Pour les victimes de violences verbales, la prévalence est plus élevée aux HLM : à la Cité des Eaux, aux HLM 5A et aux HLM Angle Mousse ; à Médina Gounass 2B, 3, 3B, 4A Bagdad 2, Lansar 2C pour la commune de Médina Gounass où elle dépasse 60 %. Elle atteint des maxima à la Cité des Eaux et à Médina Gounass 2B avec 78,6 % et 82, %. C'est seulement à la Cité des Eaux, aux HLM 1, aux HLM Angle Mousse et aux HLM Nimzatt (HLM) et à Santa Yalla 2 bis (Médina Gounas) où la prévalence des victimes de violences sexuelles est assez élevée et se situe entre 10 et 25 %. C'est donc aux HLM que cette forme de violence est la plus observée dans les quartiers.

#### 4.3. Liens entre le niveau d'aménagement et la prévalence de la violence des quartiers

Il s'agit de vérifier notre hypothèse qui soutient que le défaut/l'insuffisance d'aménagement contribue à faire augmenter la prévalence de la violence dans les quartiers. Pour ce faire, nous procédons par des tests de corrélation entre la variable niveau d'aménagement des quartiers et la variable taux de prévalence de la violence dans les quartiers. Le respect de notre hypothèse suppose des corrélations négatives ; c'est-à-dire qu'un niveau d'aménagement plus élevé doit correspondre à un taux de prévalence de la violence plus faible et un niveau d'aménagement moins élevé correspond à un taux de prévalence de la violence plus élevé.

##### a/ Test de corrélation linéaire

		Amenagement	Victime violences physiques	Victime violences verbales	Victime violences sexuelles	Victime violences atteintes biens	Témoin violences physiques	Témoin violences verbales	Témoin violences sexuelles	Témoin violences atteintes biens
Corrélation	Amenagement	1,000	-,184	,278	,532	,252	-,066	,048	,382	,022
	Victime violences physiques	-,184	1,000	,536	,166	,304	,436	,288	,064	,322
	Victime violences verbales	,278	,536	1,000	,342	,239	,700	,679	,285	,519
	Victime violences sexuelles	,532	,166	,342	1,000	,551	,044	,085	,638	,428
	Victime violences atteintes biens	,252	,304	,239	,551	1,000	,001	-,132	,265	,138
	Témoin violences physiques	-,066	,436	,700	,044	,001	1,000	,761	,059	,496
	Témoin violences verbales	,048	,288	,679	,085	-,132	,761	1,000	,215	,607
	Témoin violences sexuelles	,382	,064	,285	,638	,265	,059	,215	1,000	,492
	Témoin violences atteintes biens	,022	,322	,519	,428	,138	,496	,607	,492	1,000

Dans la matrice de corrélation (corrélation deux à deux entre les variables) ainsi calculée, seule la violence physique (victime et témoin) a une corrélation négative signifiant que l'augmentation du niveau d'aménagement correspond à une baisse du taux de prévalence de la violence et vice versa. La corrélation est cependant très faible (coefficient situé entre 0 et -0,5). Pour les autres formes de violence, la corrélation linéaire obtenue est positive, ce qui ne confirme pas notre hypothèse.

La faiblesse du coefficient de corrélation linéaire entre la variable du niveau d'aménagement des quartiers et celle relative au taux de prévalence de la violence physique impose donc de tester d'autres outils. À cet effet, nous avons utilisé l'analyse en composantes principales (ACP).

#### *b/ Analyse en composantes principales (ACP)*

L'ACP consiste à transformer des variables liées entre elles (dites « corrélées », en statistique) en nouvelles variables dé-corrélées les unes des autres. Ces nouvelles variables sont nommées « composantes principales » ou axes principaux. Elle permet au chercheur de réduire le nombre de variables et de rendre l'information moins redondante.

Considérons la matrice de corrélations ci-dessus qui a pour donnée toutes les corrélations deux à deux entre les variables.

D'après la matrice de corrélations, le taux prévalence des victimes ou témoins de violence est peu corrélé au niveau d'aménagement du quartier. Cependant, notre objectif étant de faire une analyse multivariée, nous ne pouvons pas nous contenter d'étudier les corrélations des variables, deux à deux.

#### *La procédure d'extraction des composantes*

L'analyse se fonde sur une table de corrélation entre toutes les variables, et ce, en considérant la variance de chaque variable comme étant égale à 1 de telle sorte que la variance totale à expliquer soit égale au nombre total de variables (9 dans notre cas).

Le principe d'extraction des composantes principales consiste initialement à les choisir de façon séquentielle en fonction de la variance qu'elle explique. Son pouvoir explicatif est, en partie, exprimé par sa valeur propre qui correspond à sa variance. Une valeur propre de 1 indique que le facteur n'explique pas davantage que la variance d'une variable.

Initialement, chaque variable a une variance égale à 1 et après extraction, il sera noté qu'aucune des variables ne fait partie des composantes principales. Les variances sont inférieures à 1. Cela est montré par le tableau suivant.

**Qualité de représentation**

	Initial	Extraction
Aménagement	1,000	,628
Victime violences physiques	1,000	,813
Victime violences verbales	1,000	,776
Victime violences sexuelles	1,000	,837
Victime violences atteintes biens	1,000	,810
Témoin violences physiques	1,000	,809
Témoin violences verbales	1,000	,877
Témoin violences sexuelles	1,000	,671
Témoin violences atteintes biens	1,000	,637

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Dans le tableau qui suit, les colonnes de valeurs propres initiales donnent, respectivement, la variance expliquée par chacune des neuf composantes principales (total), le pourcentage de la variance expliquée par la composante ( % de la variance) et le cumul des pourcentages ( % cumulés).

Au niveau des colonnes (Extraction somme des carrés des facteurs retenus, trois composantes sont retenues : **(i)** la composante 1 a une variance de 3,076 sur la totale qui est de 9 soit un pourcentage de variance ( % de la variance) de 34,178 % ; **(ii)** la deuxième composante retenue (composante 2) a une variance de 2,279 soit 25,326 % de la variance totale. Les deux composantes cumulent 59,5 % de la variance totale ; **(iii)** la troisième composante a une variance de 1,503 soit 16,698 % de la variance totale. Ces trois composantes expliquent près de 76,2 % de la variance totale.

Dans ce cas, la technique utilisée pour déterminer les composantes est qualifiée de rotation. La nouvelle solution n'est pas moins légitime que la solution initiale : elle repose simplement sur d'autres critères. Plutôt que de maximiser la variance expliquée par le premier facteur (composante), on maximise la variance spécifique à chaque facteur.

**Variance totale expliquée**

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction sommes des carrés des facteurs retenus			Somme des carrés des facteurs retenus pour la rotation		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	3,581	39,786	39,786	3,581	39,786	39,786	3,076	34,178	34,178
2	2,122	23,575	63,362	2,122	23,575	63,362	2,279	25,326	59,504
3	1,156	12,840	76,202	1,156	12,840	76,202	1,503	16,698	76,202
4	,827	9,191	85,393						
5	,438	4,863	90,255						
6	,305	3,394	93,649						
7	,231	2,561	96,210						
8	,174	1,932	98,142						
9	,167	1,858	100,000						

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

**Matrice des composantes après rotation**

	<i>Composante</i>		
	1	2	3
Témoin violences verbales	,922	,062	-,151
Témoin violences physiques	,885	-,124	,099
Victime violences verbales	,795	,225	,306
Témoin violences atteintes biens	,714	,338	,114
Victime violences sexuelles	,109	,817	,397
AMÉNAGEMENT	-,034	,788	-,074
Témoin violences sexuelles	,231	,783	,066
Victime violences atteintes biens	-,111	,382	,807
Victime violences physiques	,471	-,216	,738

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode de rotation : Varimax avec normalisation de Kaiser.

*L'interprétation des composantes*

Dès lors que les composantes constituent de nouvelles variables synthétiques, on peut examiner la relation entre les variables originales et les composantes. Plus la relation est forte, plus la variable est expliquée par le

facteur. Cette relation, qui peut s'exprimer par un chiffre variant de -1 à +1 s'appelle la « saturation » de la variable sur le facteur. Typiquement, une variable n'est associée à un facteur que si sa saturation dépasse 0,30 en valeur absolue. Pour interpréter un facteur, on recherche les items qui ont les saturations les plus élevées en valeur absolue.

Lorsqu'on peut « opposer » des items par le signe (l'un à une forte saturation positive et l'autre une forte saturation négative), cela facilite l'interprétation, car on peut plus facilement déterminer la dimension qui organise le facteur.

Quand on consulte le tableau de la matrice des composantes après rotation ci-dessus (c'est-à-dire les saturations correspondant à la solution « rotée »), on note que :

- Les variables témoin de violence verbale (0,922), témoin de violences physiques (0,885), témoin de violence atteintes biens (0,714) et victime violences verbales (0,795) caractérisent le plus la première composante ; elles ont de grandes saturations sur cette composante.
- Les variables victime de violences sexuelles (0,817), témoin de violences sexuelles (0,783) et aménagement (0,788) caractérisent la deuxième composante.
- Les variables victime atteinte biens (0,807) et victime violences physiques (0,738) caractérisent la troisième composante.

En résumé :

- La première composante peut être définie « témoin de violence ».
- La deuxième composante « aménagement et violences sexuelles » où l'influence de la violence sexuelle est à relativiser, car ayant un nombre faible de répondants et ainsi cette composante est plutôt l'aménagement.
- La troisième composante peut être définie « victime de violences ».

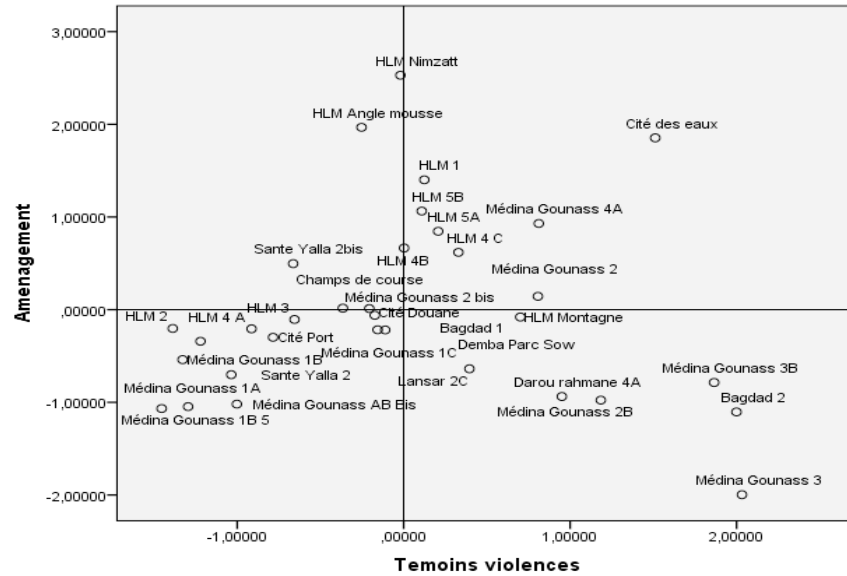
L'analyse des composantes principales sur nos variables quantitatives a permis d'avoir une représentation assez fidèle des nuages de quartier sur trois composantes résumant l'essentiel de l'information initiale.

Dans cette analyse en composantes principales, nous avons retenu les trois composantes principales avec une variance cumulée de 76,2 % de la variance totale. Enfin, nous procédons à une projection des quartiers sur les composantes 1 et 2, puis sur les composantes 2 et 3 et enfin sur les composantes 1 et 3. Ainsi, nous obtenons un graphique visualisant les quartiers dans le plan témoin violences, aménagement, puis le plan aménagement, victime violence et le plan témoin violence, victime violence.

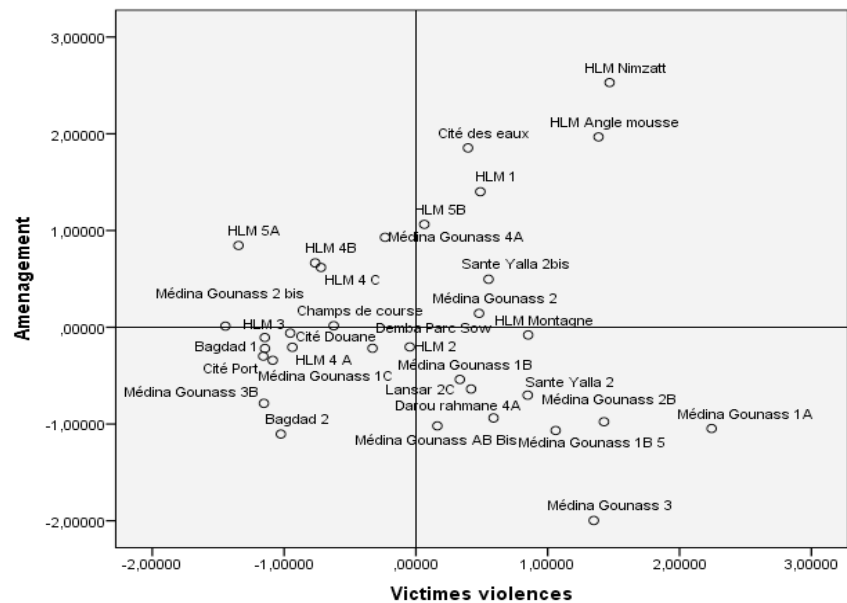
En dernière étape, nous représentons les nuages de quartiers par rapport aux deux composantes principales. Les graphiques ci-dessous en sont les résultats.

**Plan : Témoin violence, aménagement**

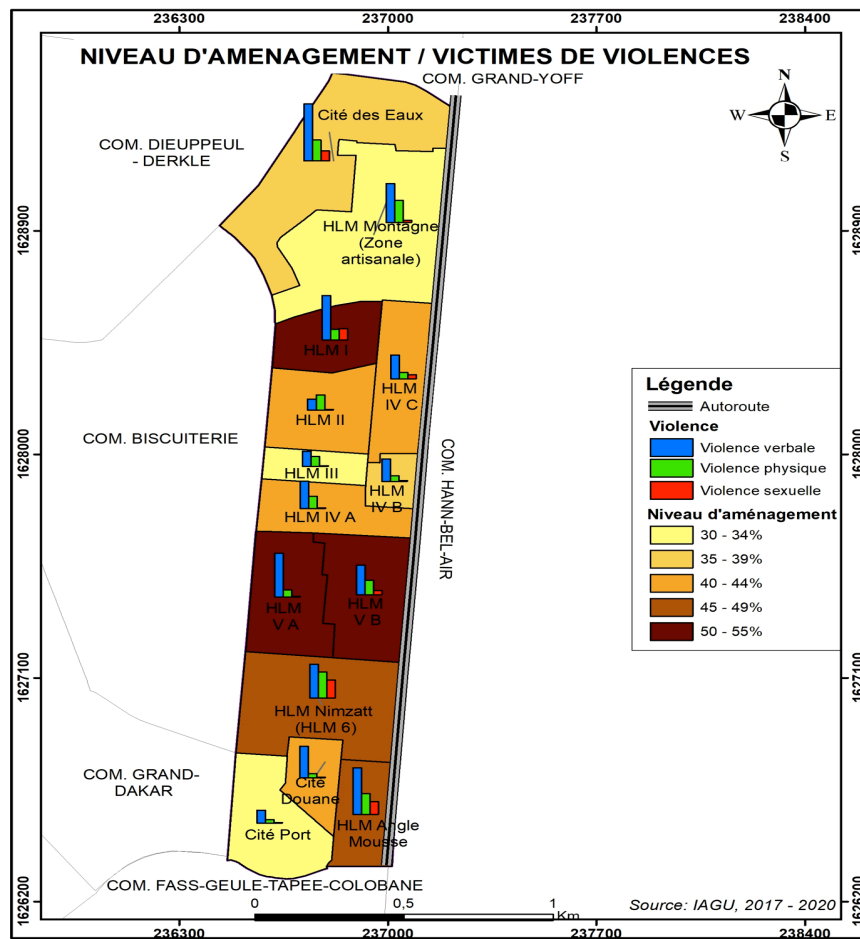
Ces deux composantes regroupent 59,5 % de l'information

**Plan : Aménagement, victime violences.**

Ces deux composantes regroupent 42 % de l'information

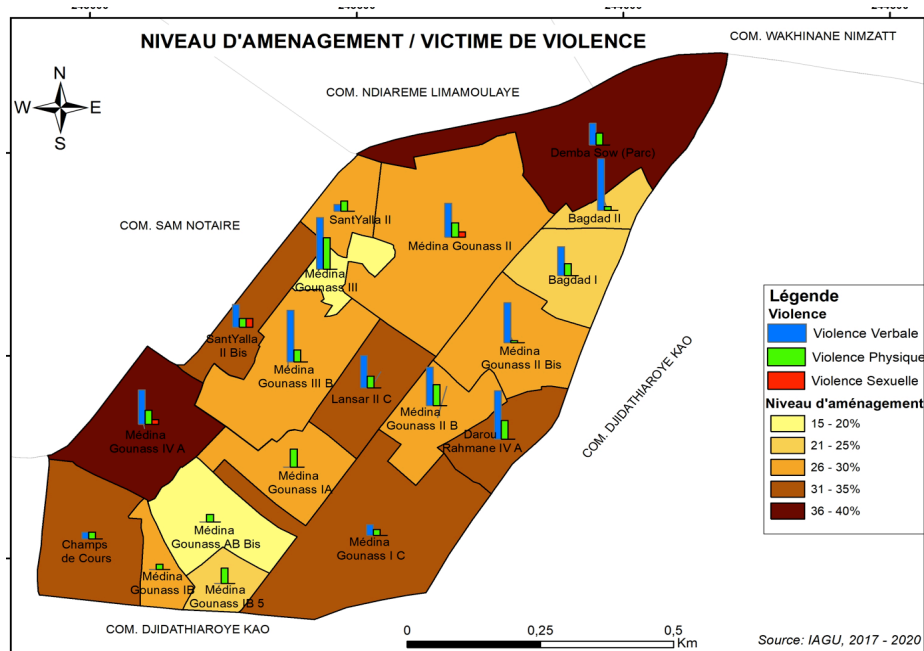






L'analyse de la carte représentant le taux de prévalence des violences et le niveau d'aménagement ne permet pas de conclure sur la relation entre ces deux variables. Dans le cas des HLM, des quartiers comme Cité Port et HLM III, bien que faisant partie des quartiers moins bien aménagés, ont des taux de prévalence de la violence faibles, comparés à HLM 5A et HLM 5B et HLM 1 qui sont mieux aménagés. C'est le même constat à Médina Gounass où le quartier Médina Gounass AB bis, l'un des moins bien aménagés, a aussi un taux de prévalence de la violence faible.





#### 4.5. Le diagnostic des quartiers les plus violents / les quartiers les moins violents

L'exploitation des résultats du diagnostic en marchant, effectué dans les deux communes, permet d'approfondir l'analyse entre le taux de prévalence de la violence physique et le niveau d'aménagement des quartiers.

### Marches exploratoires aux HLM

<b>Caractéristiques des espaces sujets à la violence</b>	<b>Caractéristiques des espaces avec de la sécurité</b>	<b>Éléments qui mettent mal à l'aise dans les lieux publics</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proximité d'une zone dangereuse</li> <li>• Manque d'éclairage</li> <li>• Espace public désordonné</li> <li>• Insalubrité</li> <li>• Encombrement, notamment carcasses de voitures</li> <li>• Prolifération des garages de mécaniciens</li> <li>• Des espaces publics mal organisés</li> <li>• Zone d'embouteillages</li> <li>• Sorties d'autoroutes</li> <li>• Espaces réputés points de trafic de drogue</li> <li>• Espaces où on se réunit pour fumer de la drogue</li> <li>• Abords de marchés</li> <li>• Rez-de-chaussée d'immeuble</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intérieur du quartier, où tout le monde se connaît</li> <li>• Zone éclairée du quartier</li> <li>• Zone aménagée du quartier</li> <li>• Espaces aménagés avec bancs publics où les jeunes se retrouvent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Envahissement de l'espace par les garages, laveurs de voitures</li> <li>• Problème d'assainissement</li> <li>• Absence de route</li> <li>• Absence d'espace vert, de loisirs et/ou de détente</li> <li>• Ruelles et lieux publics mal éclairés</li> <li>• Présence de trafiquants de drogues</li> <li>• Très grande mixité sociale</li> <li>• Routes détériorées</li> <li>• Extension sauvage de magasins et maisons sur les passages piétons</li> <li>• Déversement de matériaux de construction dans la rue</li> </ul>
<b>Éléments qui rassurent dans les lieux publics</b>	<b>Pourquoi évitez-vous certains lieux?</b>	<b>Causes de l'insécurité dans les lieux (spécifiques aux femmes)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intérieur du quartier</li> <li>• Éclairage public presque partout</li> <li>• Proximité de la police</li> <li>• Rues bien tracées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rues étroites</li> <li>• Rues mal éclairées</li> <li>• Voies dégradées</li> <li>• Insalubrité</li> <li>• Lieux réputés fréquentés par les bandits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de forces de l'ordre dans les lieux mal éclairés</li> <li>• Non-assistance à des personnes en danger en cas d'agressions</li> <li>• Étroitesse de rues</li> <li>• Manque d'éclairage</li> </ul>

### Marches exploratoires à Médina Gounass

<b>Caractéristiques des espaces sujets à la violence</b>	<b>Caractéristiques des espaces avec de la sécurité</b>	<b>Éléments qui mettent mal à l'aise dans les lieux publics</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zone isolée</li> <li>• Rue sinueuse et étroite</li> <li>• Encombrement</li> <li>• Manque d'éclairage</li> <li>• Espaces peu fréquentés</li> <li>• Présence de maisons abandonnées</li> <li>• Passages centraux du quartier</li> <li>• Existence de bancs, de coins, d'étables ou d'enclos dans les rues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de l'éclairage public</li> <li>• Présence de personnes</li> <li>• Rues larges avec de la visibilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'éclairage</li> <li>• Étroitesse des rues</li> <li>• Sinuosité des rues</li> <li>• Trous creusés et canaux d'évacuation des eaux usées</li> </ul>
<b>Éléments qui rassurent dans les lieux publics</b>	<b>Pourquoi évitez-vous certains lieux?</b>	<b>Causes de l'insécurité dans les lieux (spécifiques aux femmes)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éclairage public</li> <li>• Présence de veilleurs et de forces de police</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rues étroites et sinueuses</li> <li>• Rues mal éclairées</li> <li>• Lieux réputés fréquentés par les bandits</li> <li>• Encombrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vulnérabilité des femmes</li> <li>• Non-dénonciation des bandits</li> <li>• Complicité des résidents</li> <li>• Mauvaise gestion de l'espace public</li> <li>• Manque d'éclairage</li> <li>• Rues étroites, sinueuses</li> <li>• Encombrements / Manque d'espaces pour les jeunes</li> <li>• Destruction des ampoules par les délinquants</li> <li>• Absence des forces de police et de patrouilles régulières</li> <li>• Manque d'éducation des jeunes</li> </ul>

#### ***4.6. Perceptions des populations sur les liens entre l'aménagement et la violence***

Les populations qui ont participé aux focus groups soutiennent que le cadre social et les mauvaises fréquentations contribuent à l'exposition des jeunes à la violence dans ces deux communes.

À Médina Gounass, l'environnement social et physique favorise la violence. Cette dernière était plus exacerbée les années passées avec la récurrence des inondations qui ont favorisé la prolifération des maisons abandonnées. Cette dernière, couplée avec l'absence d'éclairage public dans les quartiers, s'est avérée favorable à la violence chez les jeunes. La promiscuité et la forme urbaine (étroitesse et sinuosité des rues, manque d'espaces publics par exemple) sont aussi pointés comme des facteurs liés à l'aménagement et contribuant à la violence. La croissance urbaine et le manque d'emploi poussent les jeunes au banditisme, aux viols, aux menaces et aux agressions toujours selon les acteurs qui ont pris part aux discussions de groupe et aux enquêtes institutionnelles.

En raison du manque d'espaces pour les jeunes, notamment les jeunes femmes, les populations évoluent souvent dans des rues engorgées où des activités multiples, voire incompatibles, génèrent des situations d'insécurité.

À Médina Gounass, la construction du bassin de rétention dans le cadre de la lutte contre les inondations crée aussi un endroit où les populations sont exposées aux agressions. La précarité de certains quartiers non structurés, le manque ou l'insuffisance d'entretien ou la saturation des infrastructures (écoles, structures sanitaires, structures d'encadrement et de formation, des espaces de jeu) sont perçus comme des déterminants de la violence.

L'extrait qui suit est une illustration de la perception de violence qui accompagne les quartiers informels sous-intégrés.

L'esprit gounassois que nous voulons mettre en valeur, ne nous permettra pas d'aller loin. Partout ailleurs, si vous prononcez le nom de Gounass, les gens vous disent que c'est la zone des prostitués, des agresseurs, des bandits, pourtant ça existe partout. C'est parce que nous avons montré ce visage, qu'on nous caractérise avec tous ces maux-là. Habiter à Gounass ne signifie pas qu'on n'est pas une personne bien éduquée, nous sommes fiers d'être gounassois. Mais le dit un proverbe wolof « Dans un même sac, une pomme de terre pourrie peut contaminer toutes les autres ». Les gounassois ne sont pas toujours responsables des agressions qui se produisent dans les quartiers de la commune, il arrive que des étrangers soient les auteurs des agressions et vols. Certes, il y a des jeunes qui s'adonnent à la vio-

lence dans la commune, ce sont eux qui donnent une mauvaise réputation à Gounass.

Focus Group des jeunes garçons à Médina Gounass

L'insécurité et la violence sont indissociables. Médina Gounass et HLM, les deux communes étudiées sont des sites où prévaut l'insécurité. Aux HLM, des populations interrogées déplorent l'inaction de la police et soutiennent que les plaintes déposées pour des cas de vols ou d'agressions sont parfois classées sans suite. Les verbatims, ci-dessous, illustrent bien cette situation :

Et pour les vendeurs de chanvre, quand on les prévient de la venue d'un policier, ils n'ont pas peur et ne s'enfuient même pas. Ils attendent l'arrivée des policiers, ils leur donnent une somme d'argent et les policiers les laissent tranquillement continuer leur commerce. C'est en fait ce qui se passe aux HLM où il y a trop de violence et les policiers ne nous aident même pas. Quand tu portes plainte contre quelqu'un et que tu leur dis que ce dernier habite les HLM, les policiers ne te répondent même plus.

Focus Group des jeunes filles aux HLM

Aux HLM, la proximité avec des communes où règne l'insécurité est aussi une contrainte. La « Cité imbécile » qui se trouve de l'autre côté de l'autoroute, la commune de Biscuiterie et celle de Colobane sont des exemples de quartiers chauds, frontaliers avec les HLM, qui ne sont pas du reste une référence en matière de violence chez les jeunes. Les jeunes des HLM incriminent aussi la pauvreté et les difficultés sociales dans l'occurrence de la violence.

Le marché des HLM est considéré par les jeunes comme un haut lieu de violence notamment à l'occasion des grandes fêtes. Durant ces périodes, beaucoup de cas d'agressions et de vols sont notés. C'est l'une des raisons qui expliquent que le poste de Police des HLM a été transformé en commissariat.

La violence dans les marchés implique souvent les marchands ambulants et les tabliers. Il n'est pas rare de trouver, au niveau d'un étal, plusieurs marchands ambulants qui opèrent devant des magasins régulièrement abonnés avec la commune. Cette situation crée des conflits entre les propriétaires des magasins et les ambulants et entre les ambulants eux-mêmes qui se disputent toute portion d'espace.

En tant que femme ambulante, tu occupes un espace et un homme vient te bousculer ou te frapper pour juste s'accaparer de cet espace alors qu'on est installé sur ce lieu depuis plusieurs années. On ne l'acceptera jamais malgré notre vulnérabilité, ce sont de difficultés qu'on vit régulièrement dans le marché. La violence existe bel et

bien parce que là où nous sommes on y est resté juste par manque de choix. On est obligé de gérer les difficultés comme tout chef de ménage qui vit avec ses enfants, mais si on répondait à la provocation on aurait à faire avec la police. On fait preuve de retenue et de responsabilité, car on a des enfants qui ont le même âge qu'eux.

Focus Group avec les commerçants du marché HLM.

Le défaut d'éclairage public et l'encombrement sont considérés comme des facteurs favorables à la violence aux HLM où les jeunes soutiennent que l'insécurité est diffuse sur tout le territoire communal. Aux HLM, la prévalence de la drogue chez les jeunes est un autre déterminant de la violence.

Les jeunes filles rapportent aussi de terribles cas de viols, même en milieu familial. C'est le cas de cette pensionnaire de la Maison Rose à Médina Gounass :

J'étais coincée à cause de ce que j'avais vécu. Maintenant je rends grâce à Dieu. Il y a aussi quelque chose que je ne voulais pas dire. C'est que mon grand-père, quand toute la famille était sortie, m'envoyait à la boutique pour lui acheter du jus, des cigarettes Excellence ou des bonbons. Quand je revenais, il me bernait avec ces bonbons pour ensuite abuser de moi alors que je n'étais qu'une gamine en ce temps-là... J'avais six ans ou sept ans. J'avais peur d'en parler parce qu'il m'avait menacée, en plus un enfant ne peut pas tout dire. Un jour, ma tante l'a surpris et l'a menacé. C'est ainsi qu'il avait arrêté cela. Mais depuis, je ne peux le raconter à tout le monde, car ça me fait honte. J'ai très mal quand j'y pense.

Sacha, Focus Group à la Maison Rose

Pour faire face aux situations de violence, le délégué de quartier est perçu comme un acteur important. Les populations déclarent avoir recours à lui. Aux HLM, la violence physique est aussi présente lors des matchs de football de *navétanes*. Quel que soit le score, des scènes de violence très graves sont notées et justifient l'intervention de la police. La présence des filles dans la chaîne de violence est aussi observée. Le fait qu'elles s'adonnent à la drogue les incite à la violence, selon les jeunes interrogés.

## 5. Analyse comparative des deux communes

Le niveau d'aménagement moyen de la commune est plus élevé aux HLM qu'à Médina Gounass, soit 42 % contre 29 %, selon l'enquête quartier qui a permis de calculer le niveau d'aménagement des quartiers et dont les résultats ont été présentés ci-dessus. Cette différence est corrobore-

rée par les données de l'enquête quantitative sur les jeunes qui montrent que la proportion de jeunes fréquentant des espaces bien aménagés est plus importante aux HLM qu'à Médina Gounass (35,4 % contre 8,4 %).

***Qualité de l'aménagement des espaces publics du quartier***

Quel aménagement	<b><i>Commune HLM</i></b>		<b><i>Commune Médina Gounas</i></b>	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
Bien aménagé	86	35,4	15	8,4
Moyennement	121	49,8	96	53,6
Pas du tout	36	14,8	68	38,0
Total	243	100,0	179	100,0

IAGU, 2018, Enquête quantitative violence chez les jeunes

De même, ceux qui fréquentent des espaces bien entretenus et des espaces très sécuritaires sont proportionnellement plus nombreux aux HLM qu'à Médina Gounass avec respectivement 34,7 % et 38,8 % contre 13,4 % et 19,9 %.

***Qualité de l'entretien des espaces publics***

<i>Entretien</i>	<b><i>Commune HLM</i></b>		<b><i>Commune Médina Gounas</i></b>	
	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Bien entretenus	84	34,7	24	13,4
Moyennement entretenus	119	49,1	101	56,4
Pas du tout entretenus	39	16,1	54	30,2
Total	242	100	179	100

IAGU, 2018, Enquête quantitative violence chez les jeunes

*Niveau de sécurité des espaces publics fréquentés*

<i>Sécurité</i>	<i>Commune HLM</i>		<i>Commune Médina Gounas</i>	
	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Pas de sécurité	40	14,9	75	32,5
Peu de sécurité	124	46,3	110	47,6
Très sécuritaire	104	38,8	46	19,9
Total	268	100	231	100

IAGU, 2018, Enquête quantitative violence chez les jeunes

Cela conforte l'hypothèse que les communes planifiées et loties sont mieux aménagées au sens de la régularité de la trame urbaine, de la qualité des espaces publics, de la présence du mobilier urbain, de la disponibilité des infrastructures et des équipements, de la mobilité urbaine et de l'accès aux services sociaux de base que les communes non loties.

S'agissant du taux de prévalence de la violence dans les deux communes, l'enquête quantitative auprès des jeunes a aussi montré que les violences physiques sont plus importantes à Médina Gounass qu'aux HLM. En effet, même si l'écart dans la proportion de jeunes victimes de violences physiques n'est pas trop important entre HLM et Médina Gounass (19,5 % contre 21,7 %), les jeunes qui sont victimes de violences physiques en dehors de leur commune représentent 46,1 % aux HLM contre 27,7 % à Médina Gounas.

*Lieu où les jeunes ont été victimes de violence physique*

<i>Lieu</i>	<i>Commune HLM</i>		<i>Commune Médina Gounas</i>	
	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Dans votre maison	15	16,9	16	17,0
Dans votre quartier	26	29,2	43	45,7
Dans votre commune	17	19,1	29	30,9
Hors de votre commune	41	46,1	26	27,7
Total	89		94	

IAGU, 2018, Enquête quantitative violence chez les jeunes



Aussi, les jeunes qui ont été au moins une fois témoins de violences physiques durant ces cinq dernières années sont proportionnellement moins nombreux aux HLM qu'à Médina Gounass (45,8 % contre 52,3 %).

*Avez-vous une fois été témoin de violences physiques ?*

	<i>Commune HLM</i>		<i>Commune Médina Gounas</i>	
	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>
Non	249	54,2	205	47,7
Oui	210	45,8	225	52,3
Total	459	100,0	430	100,0

Pour les autres formes de violence, Médina Gounass n'est pas plus affecté que les HLM. Le traitement des données de l'enquête/quartier avait aussi montré une corrélation positive entre le niveau d'aménagement et la prévalence de la violence (verbale, sexuelle et atteinte aux biens).

## Conclusion et recommandations

La comparaison entre le niveau d'aménagement des quartiers et celui de la violence ne permet pas de conclure sur les liens de corrélation entre ces deux variables en raison notamment du nombre limité de quartiers et de jeunes enquêtés dans certains quartiers qui rend les traitements statistiques (test de corrélation linéaire et analyse en composantes principales) peu opérationnels.

Cependant, la comparaison des situations de violence de la commune lotie des HLM avec celles de la commune non lotie de Médina Gounass montre que le défaut d'aménagement et d'équipement serait un déterminant de l'exposition des jeunes à la violence physique. Les marches exploratoires effectuées dans des quartiers violents et des quartiers non violents, ainsi que les enquêtes de perception auprès des jeunes et des acteurs locaux, confirment cette relation entre le niveau d'aménagement et la violence physique.

Ainsi, les recommandations formulées par les jeunes pour prendre en charge la violence dans les quartiers pointent davantage des facteurs d'aménagement que sont la restructuration de quartiers, l'amélioration de l'éclairage public, l'assainissement, la création d'espaces verts, le pavage des rues, l'éradication des dépôts de gravats, le désencombrement et la requalification des sites de maisons abandonnées.

L'insalubrité du cadre de vie est aussi considérée comme un déterminant de la violence. En effet, elle favorise la baisse de fréquentation des lieux insalubres, donc leur colonisation par les agresseurs et autres auteurs de violence. Le projet « Vivre avec l'eau », exécuté par le CRES dans les quartiers inondés de la banlieue de Dakar, en requalifiant des sites de dépôts sauvages d'ordures en espaces maraichers, a rouvert des rues sinistrées à la fréquentation du public. Les obstacles physiques présents dans l'espace public qui peuvent servir d'abri ou d'armes aux délinquants sont aussi à éradiquer. Quant à l'étroitesse des rues, une conséquence du défaut de lotissement, elle est fortement identifiée par les jeunes habitants des quartiers non lotis de la banlieue, comme Médina Gounass, comme un facteur d'insécurité.

## BIBLIOGRAPHIE

Auteurs / références cités dans le texte : références exactes à donner

Bacon E., 1965  
Cullen G., 1961  
Durkheim Émile, 1960  
Escourrou 1980, 1991  
Grafmeyer Y.  
Halbwachs Maurice, 1928  
Hall 1971  
Joseph I., 1984  
Lavedan (1926, 1941, 1952)  
Ledrut Raymond, 1968  
Lynch K., 1960  
ONU-Habitat, 2004  
Onu-Habitat, 2009  
Panerai, Langé 2001  
Rasna, 2005  
Roncayolo M., 1996  
Sitte C., 1889

## Bibliographie

- Banque mondiale, 2016, *Revue de l'urbanisation. Villes Émergentes pour un Sénégal Émergent*, Washington DC, World Bank.
- Belhedi Amor, 2010, *L'aménagement du territoire. Principes & approches*, Tunis, Université de Tunis, 127 p.
- Brunet Roger *et al.*, 1995, *L'aménagement du territoire en France*, Paris, Documentation française, p. ???.
- Dris Nassima, 2005, « Formes urbaines, sens et représentations : l'interférence des modèles », *Espaces et sociétés*, 122, 2005-4, p. 87-98.
- Levy Albert, 2005, « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et sociétés*, 122, 2005-3, p. 25-48.
- Pedrazzini Yves, 2005, *La violence des villes, Enjeux planète*, vol. 9, Éditions d'en bas
- ONU-Habitat, 2004
- Salahub Jennifer Erin, Gottsbacher Markus, de Boer John, Zaaroura Mayssam D., 2019, *Reducing Urban Violence in the Global South: Towards Safe and Inclusive Cities*, New York, Routledge & Ottawa, IDRC, Studies in Cities and Development, 272 p.
- Vilmin T., 2015, *L'aménagement urbain, acteurs et système*, Collection Eupalinos, série architecture et urbanisme, édition parenthèse, 142 p.
- Winton Alisa, 2004, "Urban Violence: A Guide to the Literature," *Environment & Urbanization*, 16, 2004-2, p. 165-184.

## Webographie

- <https://fr.unhabitat.org/urban-themes/planification-et-amenagement-urbains/>
- <http://collectivitesviables.org/sujets/forme-urbaine/>

## **Annexes**

### **Questionnaire quartier**

#### **Trame urbaine**

Le quartier est-il loti ?

Quelle est la nature des toits en général ?

Quelle est la nature des murs et du revêtement des bâtiments en général ?

Évaluez le nombre de constructions abandonnées dans le quartier ?

Évaluez le nombre de chantiers (construction en cours) dans le quartier ?

Quelle est la largeur des rues en général (en mètre) ?

Les rues sont-elles en pavé, latérite, terre, ciment ou bitume ?

#### **Espace public**

Le quartier dispose-t-il d'espaces publics ?

Si oui, lesquels ?

Si Foyer des jeunes/ centre social/ CDEPS, quelles sont les activités qui s'y déroulent ?

Si Foyer des jeunes/ centre social/ CDEPS, quels sont les équipements disponibles ?

Si Espaces aménagés pour les femmes, quels sont les équipements disponibles ?

Si Terrain et/ou salles de sport aménagé, quelles sont les activités qui s'y déroulent ?

Si Terrain et salles de sport aménagé, quels sont les équipements disponibles ?

Si Terrain vague, quelles sont les activités qui s'y déroulent ?

Si Jardin et/ou parc public, quels sont les équipements disponibles ?

Si Salle de jeux, quels sont les jeux proposés ?

Si Salle de jeux, quels sont les équipements disponibles ?

Qui assure la gestion des espaces publics ?

Comment est la qualité de l'entretien des espaces publics ?

#### **Éclairage public et signalisation**

Le quartier bénéficie-t-il d'éclairage public ?

Si oui, précisez le nombre de points lumineux ?

Combien de points lumineux sont fonctionnels ?

À quelle plage horaire, sont-ils allumés d'habitude ?

Quels sont les lieux concernés par l'éclairage public ?

Existe-t-il des feux de signalisation au niveau des ronds-points dans le quartier ?

Si Oui, combien sont fonctionnels ?

### **Infrastructures et équipements**

Combien d'industries/d'entreprises existent dans le quartier ?

Combien de services administratifs existent dans le quartier ?

Combien de marchés existent dans le quartier ?

Les marchés sont-ils régulièrement nettoyés ?

Les marchés bénéficient-ils d'un bon éclairage ?

Existe-t-il des heures d'ouverture ou de fermeture des marchés ou des équipements marchands ?

Les conflits liés à la présence de marché sont-ils fréquents dans le quartier ?

Quels sont les autres types d'installations économiques qu'on retrouve ?

Les conflits liés à la présence de marché sont-ils fréquents dans le quartier ?

### **Mobilité urbaine**

Quels sont les moyens de transport qui desservent le quartier ?

Combien d'arrêts existent pour les Tata ?

Combien d'arrêts bus existent pour les DDD ?

Combien de gares routières existent dans le quartier ?

### **Services sociaux de base**

Le quartier est-il desservi en eau potable par le réseau de la SDE ?

Le quartier est-il raccordé au réseau de la SENELEC ?

Quel est le système d'assainissement le plus utilisé dans le quartier ?

Quel est le mode de gestion des déchets dans le quartier ?

Quelles sont les structures de santé qui existent dans le quartier ?

Quels sont les établissements scolaires qui existent dans le quartier ? Si c'est un préscolaire, quel est son statut ?

Si c'est une école primaire, quel est son statut ?

Quels sont les *daaras* qui existent dans le quartier ?

Si *daara* classique, quelles sont les formules offertes aux parents ?

## Résilience des jeunes face à la violence

*Rosalie Aduayi Diop, Mayé Seck Sy  
& Joséphine Sarr*

L'accroissement du phénomène de la violence se traduit par son extension au niveau des villes et par l'augmentation du nombre de jeunes touchés. C'est ainsi que, depuis ces dernières années, la sécurité dans les villes est au centre de l'agenda international <sup>1</sup> des décideurs politiques. L'urbanisation galopante commence à avoir des impacts sur le quotidien des habitants, tant en termes d'accès aux services urbains que d'emploi, de logement, mais surtout de sécurité. Déjà, à la Conférence Habitat II, à Istanbul en 1996, l'accent avait été mis sur la nécessité de « mener des actions intégrées et participatives pour rendre les villes plus sûres, saines et justes ».

Désormais, le lien entre la violence, la sécurité dans les villes et la jeunesse fait partie intégrante du débat public. Bien entendu, la violence n'est pas toujours forcément urbaine, ni exclusivement l'apanage des pays pauvres. Sous toutes les latitudes, les grandes villes, quel que soit leur degré de développement, souffrent de diverses formes de violence et d'un sentiment de non-droit ressenti par la population dans certains de leurs secteurs. En outre, le développement des villes va de pair avec le processus d'individualisme or, le Sénégal a toujours été considéré comme pays de la *teranga* très sociable et communautaire. Qu'en est-il de cette solidarité ? Toutes ces questions revêtent une importance particulière pour des pays en pleine transition urbaine, comme le Sénégal.

Les causes de l'insécurité sont multiples et variées (Sow et Sow 2000 et Diop 2014). Avec la modernité et la mondialisation, on a assisté à un affaiblissement des valeurs de solidarité et des liens sociaux communautaires, déjà relativisés par les sociabilités individualistes en

---

<sup>1</sup> Notamment avec les programmes « *Safe and Inclusive Cities* », porté par le CRDI, ou encore « *Safercities* », piloté par ONU-Habitat. La question était au centre des débats lors de la 24<sup>e</sup> session du Conseil d'administration de l'Onu-Habitat, tenu du 15 au 19 avril 2013 à Nairobi, dont le thème principal était : « *Développement urbain durable : le rôle des villes dans la création de meilleures opportunités économiques pour tous, en particulier les jeunes et les femmes* ».

cours dans la ville. Cette dynamique est accentuée par l'héritage colonial, qui fait des « plans directeurs » des villes l'expression même de cette violence urbaine, selon Pedrazzini (2005). De même, à Dakar, la prolifération anarchique de nouveaux quartiers confronte les populations à des problèmes d'aménagement tels que la promiscuité, l'insalubrité, la mobilité difficile, mais aussi à des problèmes d'insécurité. Les populations se sentent de moins en moins en sécurité, mais la perception de l'insécurité est en hausse au sein de la population. Cependant, traduit-elle vraiment une augmentation de la criminalité?

Dans les communes des HLM et de Médina Gounass, la violence est devenue un phénomène social qui soulève beaucoup d'interrogations quant à la signification de cette réalité. Elle se transforme, se diversifie et s'accélère plus en plus à un rythme exponentiel. Toutes les catégories sociales sont touchées mais ce sont surtout celles des jeunes garçons / filles qui deviennent de plus en plus visibles dans les lieux publics et attirent l'attention sur des situations spécifiques. Les faits de violence sont de plus en plus récurrents, car les populations de ces localités se disent être beaucoup plus confrontées à des agressions, des cambriolages, des bagarres, des vols armés, des tapages, des violences verbales, de la prostitution et de la toxicomanie, et même des meurtres. Ces confrontations entre les jeunes garçons / filles violents, les voisins, les commerçants, surtout au marché HLM, et les forces de l'ordre, de même que les poursuites entreprises à leur égard. La recrudescence de ces formes de violence dans ces deux localités est favorisée par plusieurs facteurs à savoir l'oisiveté, les échecs scolaires, l'absence de formation ou de connaissance, le chômage, la démission des parents et de manière générale, la pauvreté et l'exclusion. Toutefois, ces caractéristiques peuvent être envisagées dans leur double signification. Devant des situations de précarité et de pauvreté qui perdurent, beaucoup finissent par considérer leur sort comme inéluctable et renoncent à rebondir, c'est-à-dire n'aspirent pas à une quelconque résilience. En revanche, l'insertion de certains jeunes garçons / filles dans l'économie populaire/informelle, dans les rues et les espaces publics des villes sénégalaises et aussi dans les réseaux, dénote une ferme volonté de survie dans un contexte de crise économique et de précarité. Cet aspect demande à être analysé comme un processus de résilience ou une résilience de fait. Par ailleurs, le changement social et plus singulièrement la dynamique des innovations dans les pratiques et les logiques de survie sociale des acteurs constituent un cadre théorique important à analyser. Ces logiques d'action de protection pourraient inclure les compétences, les facteurs de personnalité et les mécanismes de soutien ambiant qui contribuent à la résilience. La réalité de ces initiatives ou stratégies, individuelles comme collectives, en vue d'une réduction de la pauvreté, participe au processus de résilience dans contextes urbains.

## **I. Clarification conceptuelle de la notion de résilience**

### ***1.1. Clarification conceptuelle***

#### **1.1.1. Notion de résilience**

Le terme de résilience vient du latin *resilire/resilio* qui signifie « se redresser, prendre du recul ou rebondir ». Il s'agit de la capacité pour un individu à faire face à une situation et à rebondir après un choc ou une adversité. Selon Michel Manciaux, « la résilience est la capacité d'une personne ou d'un groupe à bien, se développer à continuer à se projeter dans l'avenir en dépit d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères » (Manciaux 2001). Unidimensionnel à ces débuts, le terme a d'abord été utilisé en physique des métaux pour exprimer la capacité de certains d'entre eux à retrouver leur état initial à la suite d'un choc ou d'une pression. Par la suite, le terme de résilience est devenu une notion multidimensionnelle, en construction et reconstruction. Il est aussi bien utilisé en écologie, en ingénierie, en communication, que dans la gestion des catastrophes et dans bien d'autres domaines et disciplines.

#### **1.1.2. Construction/reconstruction du concept de résilience selon les disciplines**

Selon beaucoup de chercheurs, la résilience est un construit multidimensionnel<sup>2</sup> et multiréférencié, dont les contours théoriques sont en pleine construction. Le construit de résilience, comme tout construit hypothétique, ne prend de sens que lorsqu'il est mis en contexte sur les terrains de la pratique. Dans leur recherche, Hawley & DeHaan (1996) et Wolff (1995) mettent l'accent sur la dimension adaptative et évolutive du processus de résilience, après avoir découvert, à la suite d'une revue exhaustive de la littérature, que trois grandes catégories de facteurs de protection contribuent à la résilience des individus : les facteurs individuels, les facteurs familiaux et les facteurs de soutien. Pour certains auteurs, la résilience repose essentiellement sur une expérience de conversion religieuse ou sur une activité artistique et pour d'autres, sur l'engagement au sein d'une association ou encore sur la lecture d'ouvrages philosophiques, par exemple (Lecomte 2006).

En informatique, cette qualité exprime la capacité d'un système à continuer de fonctionner malgré des défaillances. En écologie, ce serait la faculté d'un écosystème à surmonter une perturbation. En médecine ou en psychologie, il s'agit plutôt d'une résistance physiologique ou

---

<sup>2</sup> <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1065&sa=X&ved=2ahUKewiwyoy0x4HnAhVEIbcAHeOnA0QQFjAAegQIARAB>



psychologique, d'une auto-guérison, d'une récupération rapide ou d'une capacité à surmonter un stress important <sup>3</sup>. « La résilience, c'est l'aptitude des individus et des systèmes (les familles, les groupes et les collectivités) à vaincre l'adversité ou une situation de risque/crise. Cette aptitude évolue avec le temps ; elle est renforcée par les facteurs de protection chez l'individu ou dans le système et le milieu ; elle contribue d'après Garrabé (2007) au maintien d'une bonne santé ou à l'amélioration de celle-ci » <sup>4</sup> ;

En économie, il convient de distinguer deux acceptions de la résilience : i) la résilience économique des individus que l'on pourrait définir comme la faculté pour un acteur, de surmonter une défaillance grave à l'intérieur d'un système socioéconomique productif et de continuer à affronter avec succès les risques qui lui sont inhérents ; ii) la résilience économique des organisations (*resilient community*) se réfère à la capacité des organisations à retrouver un état d'équilibre (ancien ou nouveau) qui permet de maintenir ses principales fonctions d'activité après une période de crise, selon Michel Garrabé (2007 : 7).

Au sens large, d'après Masten, Best et Garmezy (1990), la résilience se définit comme « la capacité d'atteindre ou l'atteinte d'une adaptation fonctionnelle malgré des circonstances adverses ou menaçantes » (Masten *et al.* 2001). Autrement dit, la résilience est considérée en tant que capacité, pour un système donné, de surmonter les altérations provoquées par un ou des éléments perturbateurs pour retrouver son état initial ou un fonctionnement normal. Il se réfère habituellement aux trajectoires ou processus qui mènent à une adaptation ou un développement positif dans un contexte de pauvreté, d'exclusion, bref d'adversités diverses. La définition que nous proposons pour ce concept s'inscrit dans une perspective dynamique, qui suppose une adaptation positive dans le cadre d'une adversité significative et en particulier pour ce qui concerne les sciences humaines (psychologie, sociologie, etc.). S'inspirant de la perspective socio-anthropologique, nous retenons que les communautés disposent de ressources qui leur permettent de rebondir des troubles qui les affectent. Cette nouvelle façon de définir la résilience a émergé pour poser une alternative à la réflexion sur la vulnérabilité et la souffrance sociale (Panther-Brick 2014 : 439) Mais ce concept semble également mieux correspondre aux interactions complexes, dynamiques entre les facteurs de protection et les facteurs de risque présents chez l'individu, que le concept d'« invulnérabilité » qui nous paraît traduire un état inné et statique (Larose, Terrisse, Lenoir, Bédard 2004). Suivant nos constats,

---

<sup>3</sup> [www.agora.qc.ca/encyclopedie/index.nsf](http://www.agora.qc.ca/encyclopedie/index.nsf)

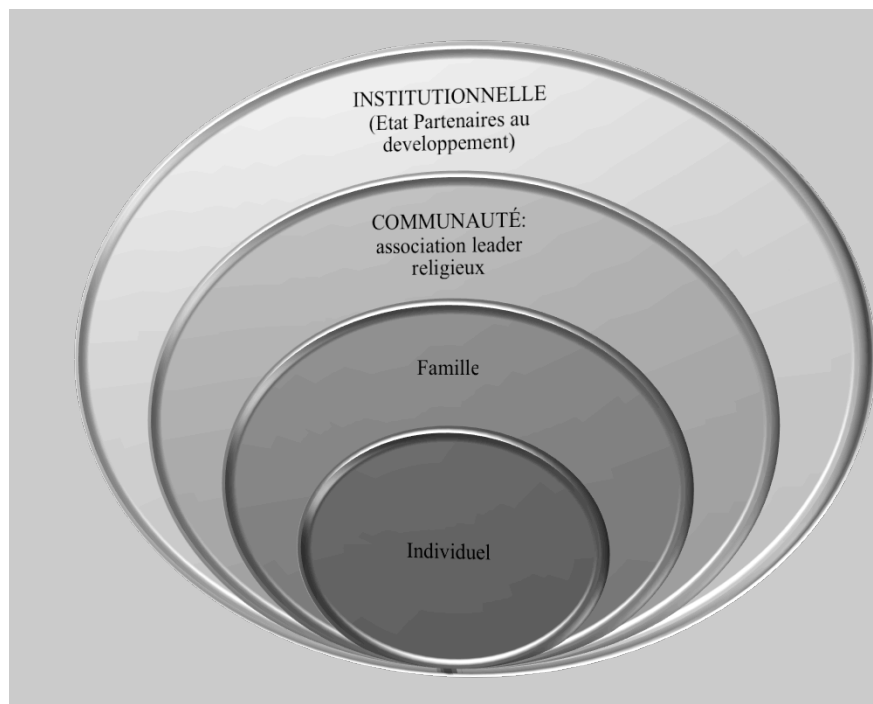
<sup>4</sup> *Résilience, Pertinence dans le contexte de la promotion de la santé*, Document de travail - Analyse détaillée présentée en 1995 à Santé Canada par Colin Mangham, Patrick McGrath, Graham Reid, Miriam Stewart, Atlantic Health Promotion Research Centre, Université Dalhousie.

tous les jeunes garçons/filles rencontrés aux HLM et à Médina Gounass ne sont pas des délinquants et ne sont pas versés dans la violence. Au contraire, certains ont développé toute une batterie de stratégies de résilience, à la fois personnelle et/ou impersonnelle, pour résister face à leur situation de vulnérabilité multiple : oisiveté, déscolarisation, chômage, pauvreté, exclusion.

### 1.1.3. Catégorisation du concept de résilience selon le modèle écologique

L'analyse des données permet de constater plusieurs facteurs de résilience dans les deux communes que nous avons présenté suivant le modèle écologique, qui est un schéma explicatif s'inspirant de la théorie de Bronfenbrenner qui selon Claire (2000) est une « centration sur les interrelations de facteurs personnels et complexes. Environnementaux ». En partant de ce modèle, nous avons essayé de montrer que la résilience chez les jeunes dans les deux communes dépend d'une relation significative et complexe de plusieurs facteurs.

**Figure 1. Schéma écologique récapitulatif des différentes formes de résilience**



Source : Enquêtes IAGU/CRDI 2017-2020

1. les facteurs individuels, qui sont nombreux : dans le cadre de cette recherche il s'agit de qualités personnelles, comme le don de soi, l'estime de soi, la confiance en soi, le courage et la ténacité, l'autonomie, la sociabilité, etc. ;
2. les facteurs familiaux : présence d'une famille, une bonne éducation de base ; les caractéristiques psychosociologiques attributionnelles des parents, leurs attitudes, les représentations, pratiques, valeurs, pratiques éducatives, sentiment de compétence, croyances des parents ;
3. les facteurs organisationnels, institutionnels, communautaires comme l'appartenance à une association ou à des réseaux tels des dahiras, des clubs navétane de football (capital social), des centres de formation, le centre Jacques Chirac, la Maison Rose (capital humain) ou des communautés publiques et privées permettant de maintenir des repères sociaux lors de la survenue d'une défaillance ;
4. les facteurs institutionnels : lois, règlements, dispositions en tous genres permettant aux acteurs d'utiliser des dispositifs de « redémarrage » (comme les dispositifs d'éducation et d'insertion, les centres de sauvegarde AEMO ; la police, etc.

Nous avons ensuite regroupé ces facteurs en deux catégories :

- i) la résilience personnelle ou individuelle ;
- ii) la résilience interpersonnelle ou organisationnelle. Celle-ci regroupe les sous-catégories suivantes : communautaire, familiale, et institutionnelle.

## **2. Choix méthodologique : l'approche qualitative compréhensive**

Pour rappel, l'étude porte sur l'analyse d'un ensemble d'éléments comparatifs sur deux communes de l'agglomération dakaroise : les HLM, une commune planifiée constituée de quartiers lotis et d'un espace marchand important ; Médina Gounass commune non lotie de la ville de Guédiawaye, non aménagée, formée de quartiers spontanés et précaires.(voir ci-dessus).

Notre questionnement vise dans un premier temps à analyser les facteurs de résilience des jeunes filles et garçons face à la pauvreté, l'exclusion et à la violence. Dans un second temps, nous cherchons à comprendre les attitudes et pratiques de ces jeunes face à la violence.

### ***2.1. Pluralité de méthodes pour appréhender la violence***

Tenant compte de la complexité de l'objet de recherche, une multitude de méthodes et de matériel de collecte ont été utilisées :

- revue de la littérature pour identifier les déterminants et les stratégies de résilience ayant permis d'appréhender la question ;
- enquête quantitative ménage sur tablette auprès de 850 jeunes (filles et garçons : 15-35 ans) en vue de :
  - déterminer leur profil ;
  - connaître leurs conditions de vie ;
  - connaître leur niveau d'implication dans la violence ;
  - cerner leur regard sur les situations d'insécurité dans leur quartier ;
  - analyser leur stratégies de résilience ;
- sondages délibératifs visant une participation éclairée des populations à la prise de décision. L'objectif est de leur permettre d'exprimer leur perception des phénomènes, des politiques et stratégies identifiées dans le cadre des enquêtes préliminaires, ainsi que leurs inquiétudes ;
- marches exploratoires et observation participante pour mieux décrire la réalité, l'environnement du terrain ;
- consultations des dossiers judiciaires.

Toutefois, comme nous l'avons souligné en introduction, à notre connaissance, aucune étude n'a été menée à ce jour sur les facteurs de résilience des jeunes en milieu urbain au Sénégal. C'est pour cette raison que nous nous sommes centrés sur l'approche qualitative compréhensive au sens de l'entendement de Glaser & Strauss (1967) afin d'appréhender comment les populations étudiées se représentent la violence et les stratégies de résilience développées.

## ***2.2. Entretiens avec les acteurs institutionnels et non institutionnels***

Afin de mieux apprécier le vécu des acteurs sur la question de la violence impliquant les jeunes garçons/filles en milieu urbain, une étude des perceptions a été réalisée avec les acteurs institutionnels et non institutionnels, mais aussi avec les populations et les jeunes eux-mêmes. La méthode d'échantillonnage est fondée sur les critères de choix raisonné et de saturation. Il s'agit de donner des explications sur les facteurs de résilience observés. Bien qu'ayant pour objectif premier la connaissance des politiques et des stratégies, les enquêtes institutionnelles étaient l'occasion d'interroger différents acteurs : collectivités territoriales, personnes ressources des deux communes, institutions publiques, représentants de la police et de la justice et les organisations non gouvernementales, sur la situation de violence qui prévaut dans les deux communes et les facteurs explicatifs. Environ 56 entretiens semi-structurés avec les personnes ressources et les acteurs institutionnels et six focus-group (d'une dizaine de participants en moyenne) avec les jeunes des quartiers sélectionnés au hasard ont été réalisés.

### ***2.3. Récits de vie ou production de sens avec les jeunes***

Des récits de vie (une dizaine dont quatre importants) par le biais d'entretiens semi-dirigés en profondeur ont concerné des jeunes auteurs ou victimes de violences particulières pour discuter des motivations et des circonstances qui ont favorisé leur implication dans cette violence, mais aussi leur résilience. Il s'agit de décrire les logiques d'action des acteurs impliqués dans les processus de construction de la violence ; de voir comment les parcours sociaux différenciés ont produit de la violence et/ou de la résilience. La production de ces informations a également permis d'identifier les principales représentations que se font ces jeunes en situation de violence. Certains d'entre eux ont profité de l'opportunité offerte à travers cette recherche pour donner leur point de vue sur des actes de violence commis, pour se justifier ou donner sens à leurs actions. Pour d'autres, cela a été une occasion de prêcher la bonne parole, de donner des leçons de morale et « amener les plus jeunes à ne pas commettre les mêmes erreurs », comme le disait l'un des enquêtés.

### ***2.4. Analyse des données***

Ces moments forts d'interaction ont été déterminants dans la production de connaissance locale sur les situations de violences dans ces zones. Les entretiens ont été transcrits et beaucoup d'informations sous format texte ont été ainsi obtenues. Les textes ont été encodés dans un logiciel de traitement de données qualitatives (Dedoose) à partir d'une liste de thématiques préalablement élaborées par les membres de l'équipe de recherche.

Ces thématiques ont été dégagées à partir des hypothèses de départ et ont servi à élaborer les différents questionnaires, guides d'entretiens et grilles d'observations.

## **3. Facteurs de résilience et attitudes face à la violence**

Dans ce chapitre, nous analysons le discours que les différents acteurs tiennent à propos de la violence et des acteurs de résilience, afin de comprendre la représentation qu'ils en font. D'abord, nous examinons les facteurs de résilience personnelle et impersonnelles, selon le modèle conceptuel. Ensuite, on verra les attitudes et comportements selon la perception et les caractéristiques que les jeunes leur attribuent.

### 3.1. Facteurs de résilience personnelle

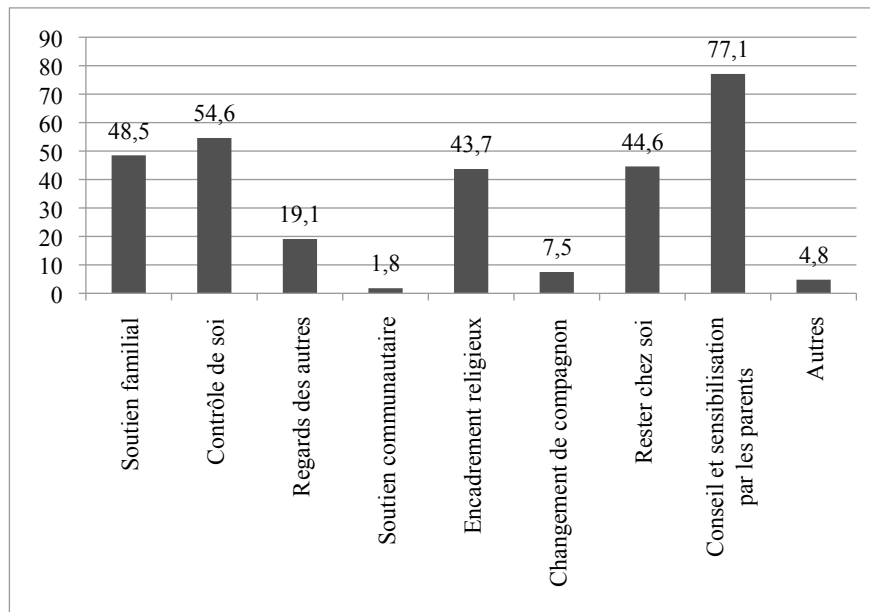
#### Encadré 2. Facteurs personnels de résilience

Les facteurs personnels ou individuels s'inscrivent dans les retranchements personnels de l'individu bien que confrontés à des conditions environnementales et socioéconomique, à première vue très défavorables : Les jeunes garçons/filles socialement bien adaptés ne basculent pas dans la violence.

##### 3.1.1. Culture du contrôle de soi

En analysant attentivement les discours sur les raisons personnelles de non-engagement face à la violence aux HLM comme à Médina Gounass, on constate que la terminologie utilisée par la quasi-totalité des personnes interviewées est celle qui associe la résilience à une certaine « culture de contrôle de soi » (*moi je reste chez moi, je ne sors pas et je n'ai pas de fréquentation, « amouma andandon », je choisis mes fréquentations, etc.*) Ce discours et ces verbatims sont corroborés par les enquêtes quantitatives (figure 2).

Selon les données quantitatives, les facteurs de résilience personnelle ou individuelle sont : le contrôle ou l'estime de soi 63,1 % grâce à leur self-control et 22,7 % à cause des regards des autres, 8,9 % à cause de changement de compagnon. Comparer à Medina Gounass au niveau de *l'individu*, 45,3 % grâce à leur self-control ; 15,1 % à cause des regards des autres ; 8,9 % à cause du changement de compagnon ou de fréquentation.

**Motifs avancés pour le non-engagement dans la violence (%)**

Source : Enquêtes IAGU/CRDI 2017-2020

Les résultats de l'étude montrent aussi que des caractéristiques sociodémographiques importantes comme le niveau d'éducation et de scolarisation, l'âge ou le fait d'avoir des enfants, la parentalité, ont contraints certains jeunes à se ressaisir « ...j'ai des enfants, je veux donner un bon exemple ou je ne veux pas que mes enfants deviennent comme moi ». Nous avons pu constater que certains jeunes cherchent à donner une image positive d'eux-mêmes. Ils pensent à leur avenir comme par exemple fonder un foyer, avoir des enfants, en plus d'être des références pour leurs frères et sœurs. Les propos suivants montrent que les jeunes développent une estime de soi pour ne pas se trouver dans le terrain de la violence :

Je pense que la faute n'incombe pas aux parents dans la mesure où chaque personne à un esprit qui lui sert à réfléchir... étant jeune pourquoi j'ai un tel comportement alors que l'autre a le contraire, à titre d'exemple, je poursuivi mes études et pourquoi les autres ne font de même. Chaque jeune a quelque part sa responsabilité, ceux qui s'adonnent à la violence sont plus intelligents que nous, je suis persuadé que chaque parent souhaiterait que son fils soit discipliné. Il faut reconnaître qu'une fois devenu adulte, chacun de nous

choisit sa propre voie, c'est vrai que les parents ont une responsabilité parce qu'ils sont incapables de contrôler tous leurs enfants en assurant leur éducation, il nous appartient maintenant à chacun d'être un bon exemple au sein de sa famille afin de servir de référence pour ses petits frères et sœurs.

Focus Group, Médina Gounass, JeunesGarçons

### 3.1.2. Regard de l'autre

La maîtrise des émotions et le contrôle des impulsions sont des facteurs caractérisant une personne résiliente. La capacité de contrôler ses propres émotions est centrale. De même pour ces jeunes, on note que « le regard de l'autre » (j'ai honte de faire certaines choses et que les gens me jugent négativement, je ne veux pas que mes parents soient jugés, Ah non que vont dire mes parents, mes voisins) oriente même leur contrôle de soi.

Ce genre de discours est redondant et témoigne des propos de certains auteurs comme Howard (1996), Knutson (1995) ou Kolbo (1996), qui soulignent que l'individu ne naît pas « résilient » dans l'absolu, il devient résilient à quelque chose. Il est indispensable que l'enfant soit exposé à un certain nombre de facteurs de risque, de conditions considérées comme « adverses » afin qu'il développe une capacité ou une aptitude à une adaptation adéquate. Les individus, face à des situations de grande adversité, mettent en place des comportements qui font appel à des modes de fonctionnement spécifiques en appui aux mécanismes d'élaboration de la pensée. Toujours dans le même ordre d'idées, Rousseau (2007) définit la personne résiliente est « un individu conscient des risques qu'il encourt et de ses possibilités d'agir sur ses potentialités dans le cadre de stratégies préventives et offensives ». Aussi pour conclure, nous admettons, avec Cyrulnik (1998) que l'individu résilient quel que soit son âge serait un sujet qui présente les caractéristiques suivantes : un quotient intellectuel élevé, le contrôle et l'estime de soi, la capacité d'être autonome et efficace dans ses rapports à l'environnement, le fait d'avoir le sentiment de sa propre valeur, la capacité d'anticiper et de planifier.

En d'autres termes, nous constatons que le jugement des parents, des amis et des proches et ou /voisins est important et fait plus autorité que la loi. Un autre aspect pour caractériser cette culture de contrôle de soi qui revient souvent dans le discours des jeunes est le sens de la *responsabilité* et de la *citoyenneté*. En effet, pour la plupart des jeunes interrogés, « se sentir responsable » a été décisif dans leur choix entre sombrer ou non dans la violence.



**Encadré 3. « Se sentir responsable »**

Je suis un responsable dans mon quartier et je ne peux pas me permettre certaines choses... Tu sais, quand on est responsable, on doit éviter certains comportements parce que tu deviens une référence.

**3.2. Facteurs de résilience impersonnelle**

L'analyse discursive approfondie des facteurs de résilience impersonnels comprend deux dimensions. La première met en relief l'importance de la famille qui reste toujours la cellule de base. La seconde, appelée résilience communautaire et/ou organisationnelle, met l'accent sur l'importance de la sociabilité ou du capital social. En d'autres termes, il s'agit de montrer comment les relations avec la famille au sens anthropologique, les amis, les partenaires et les pairs influencent le comportement pour faire rentrer les jeunes dans la violence ou les en faire ressortir ».

**3.2.1. Facteurs familiaux : la famille reste toujours le rempart**

La famille a toujours joué un rôle important dans l'encadrement et l'éducation des enfants et des jeunes. Elle incarnait l'espace de sociabilité et d'autorité. Or, les effets de la modernité et surtout de la mondialisation menacent le rôle fondamental qu'occupait la famille dans l'éducation, l'encadrement et la formation des enfants. Cette situation a aujourd'hui un fort impact sur les rapports sociaux au niveau des communautés, avec le développement de l'individualisme et l'effritement des valeurs sociales. La famille cesse d'être un lieu d'exercice de l'autorité, la solidarité a éclaté avec l'éparpillement et la nucléarisation des familles, le village ne constitue plus la communauté territoriale de base. Le quartier non plus. En revanche, les mécanismes traditionnels de la résilience économique, sociale et individuelle suivent un processus de destruction. Les conséquences sont drastiques pour toutes les catégories sociales, mais plus pour les jeunes qui n'obéissent plus ou ne font plus confiance à la légitimité des règles héritées de la vie sociale. Au nom de la liberté, beaucoup de jeunes s'opposent de plus en plus à la hiérarchie et aux traditions qu'ils jugent pesantes.

Malgré tout, les résultats de l'enquête montrent que les conseils des parents et le soutien familial constituent des facteurs déterminants qui aident beaucoup de jeunes à ne pas s'adonner à la violence. Environ 77,1 % des jeunes non engagés dans la violence trouvent que c'est grâce aux conseils et sensibilisation de leurs parents d'une part, et grâce au

soutien familial (48,5 %). Alors qu'aux HLM, 73,5 % ont évité la violence grâce aux conseils et sensibilisation de leurs parents, 53,4 % grâce au soutien familial, à Médina Gounass, 81,1 % des jeunes non engagés dans la violence estiment que c'est en raison des conseils et d'une sensibilisation de leurs parents et 43,2 % à cause du soutien familial. Si l'on se réfère à la théorie de l'attachement (Bowlby 1978), le développement ultérieur de l'individu et son épanouissement, l'acquisition d'une sécurité interne sont construites sur la base des interactions précoces de l'enfant avec l'environnement familial.

La majorité des enquêtés ont mentionné ce fait et accordent une réelle légitimité à la famille. L'importance de l'éducation des jeunes dans les familles est largement reconnue par les différents interlocuteurs comme une stratégie efficace de lutte contre les formes de violence juvénile. Les parents doivent éduquer et inculquer de bonnes manières à leurs enfants. Ils assurent une éducation de base d'abord et ensuite amènent leurs enfants à l'école ou au *daaras* pour la scolarisation, affirment certains interlocuteurs.

« Je ne cesserai de le dire, le premier facteur qui pousse les jeunes dans la violence est le défaut de l'éducation des parents, la famille est le premier cadre où on inculque une éducation aux enfants et leurs faire adopter une façon de vivre, tout père ou mère doit encadrer son enfant de sorte qu'il ne soit tenté de commettre certains mauvais actes, l'enfant aussi dès le bas âge reçoit des visiteurs, soit des amis du quartier, soit des camarades de classe, le parent doit s'interroger sur les comportements et attitudes influencés par ces fréquentations, ont-ils reçu une bonne éducation »

RV, Homme HLM

« Si une personne est bien éduquée par ses parents au sein de sa famille, il y a des types de comportements qu'il n'aura jamais une fois dans la rue »

Focus Group, Médina Gounass, Jeunes garçons

Autre constat également, la présence des parents biologiques ou d'un parent biologique (la mère ou le père) et leur identification contribuent positivement à la résilience, selon les récits. Toutefois, il ressort des discours que des jeunes ayant à un moment de leur vie basculé dans la violence ont mis du temps pour en ressortir, ils ont des difficultés à en ressortir et deviennent alors des récidivistes, mais ont fini par abandonner.

### 3.2.2. Solidarité communautaire

Avoir des relations sociales solides ou un bon réseau de sociabilité contribue beaucoup à amoindrir le risque de basculer dans la violence.

Nous avons constaté que l'appartenance à une association de développement communautaire ou de quartier constitue un moyen de résilience dans un environnement de violence et d'exclusion. Selon les données de l'enquête quantitative, 39,2 % des jeunes se sont impliqués dans des activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives de leur quartier ou commune. Environ 29,2 % sont membres d'une association, Aaux HLM, 25,4 % et à Médina Gounass, 33,2 %. Parmi les jeunes rencontrés, 43,1 % sont actifs dans les questions de développement, 34,4 % dans la religion, 24,8 % dans l'environnement, 23,7 % dans la protection sociale, 21 % dans l'éducation et la formation des jeunes, 17,9 % dans le sport, 9,5 % dans la santé, 8,8 % dans l'art et la culture et 4,6 % par rapport aux questions de genre, et 11,1 % dans des domaines divers. On note aussi une forte corrélation entre le sexe du jeune et son implication dans sa commune ou son quartier. Les garçons semblent plus impliqués que les filles, notamment dans les comités de sécurité, les activités sociales, culturelles, religieuses ou sportives (59,7 % pour les garçons contre 40,3 % pour les filles).

#### **Encadré 4. « L'importance de la famille »**

Les résultats montrent sans commune mesure que la famille reste toujours ce socle, ce rempart qui doit prodiguer à l'enfant les éléments nécessaires tels qu'une bonne éducation de base et un environnement propice à son développement.

Au Sénégal, la religion joue un rôle important dans l'éducation et la formation des jeunes. Environ 43,7 % des jeunes ne se sont pas engagés dans la violence grâce à l'encadrement des associations religieuses, principalement aux discours de prêcheurs. Notons que le discours religieux est beaucoup plus décisif et utile aux jeunes qui sont dans un processus de sortie de la violence. Beaucoup considèrent la religion comme l'un des moyens les plus efficaces pour « assainir » la jeunesse et lui inculquer des principes et valeurs leur permettant de ne pas s'adonner à la violence ou encore de s'en détourner. C'est ce que tente de faire comprendre ce jeune garçon de Médina Gounass, qui tient compte des écrits religieux dans ses actes :

Étant jeune je ne comprenais pas, mais une fois devenu adulte en réfléchissant et en entendant le discours des prêcheurs sur les prescriptions de Dieu, j'ai commencé à avoir des craintes pour avoir fait de mauvais actes. Si on prend les biens d'une personne, le jour du jugement dernier, on n'aura pas d'arguments devant Dieu,

tous vos bienfaits seront rétribués à vos victimes. C'est en ce moment qu'on comprendra qu'il n'est pas bon de faire de mauvaises choses, seuls les bons actes seront valeureux.

RV, Homme, 30 ans, Médina Gounass

En raison de leur influence profonde sur les adeptes, au niveau de la communauté et au niveau national, les religieux (prêcheurs et imams) jouent un rôle significatif dans la prévention, l'atténuation, et la résolution des conflits entre les personnes. En agissant ainsi, ils peuvent prévenir la violence sous toutes ses formes.

### **3.2.3. Résilience institutionnelle**

L'évolution et l'ampleur des phénomènes de violence chez les jeunes ont conduit le Sénégal à l'instar des autres pays à adopter des dispositifs institutionnels et légaux et à mettre en place des politiques et des actions nationales visant à une meilleure prise en charge des jeunes en situation de violence en milieu urbain. En sus de l'État, qui est le principal acteur, le Sénégal bénéficie du concours de plusieurs autres acteurs que sont les partenaires techniques et financiers, la société civile, les ONG nationales et internationales engagées dans la prévention, la prise en charge et l'accompagnement de toutes formes de violence pour toutes les catégories sociales, principalement les femmes et les jeunes.

#### **3.2.3.1. Dispositifs internationaux de lutte et partenaires au développement**

Les Nations Unies ont fixé en 1948 une norme commune pour tous à adopter par tous les pays : la Déclaration universelle des droits de l'homme. Aussi le Sénégal, à l'instar de la communauté internationale, s'est engagé, à travers différents traités et conventions internationales, grâce à un arsenal juridique national important, à assurer la sécurité de ses citoyens et à promouvoir la dignité humaine. Dans son article 3, la protection de la personne humaine est posée en ces termes. « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ». Poursuivant dans cette logique de protection de la personne humaine, l'article 5 déclare que « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Ce texte déclaratoire trouve sa force contraignante dans les deux pactes internationaux de 1966, relatifs, respectivement, aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels.

Sur le plan régional, la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) adoptée en 1979, et ratifiée par le Sénégal le 5 février 1985 ; le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, qui exhorte les gouvernements africains à lutter contre toute forme de

discrimination et de violence à l'encontre des femmes en Afrique est adopté le 11 juillet 2003 à Maputo. Le Sénégal, en s'inscrivant dans cette dynamique et pour être en phase avec ses engagements, stipule dans l'article 7 de sa constitution de 2001 que :

La personne humaine est sacrée. Elle est inviolable.

L'État a l'obligation de la respecter et de la protéger.

Tout individu a droit à la vie, à la liberté, à la sécurité, au libre développement de sa personnalité, à l'intégrité corporelle notamment à la protection contre toutes mutilations physiques.

Le peuple sénégalais reconnaît l'existence des droits de l'homme inviolables et inaliénables comme base de toute communauté humaine, de la paix et de la justice dans le monde.

Tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Les hommes et les femmes sont égaux en droit.

La loi constitutionnelle n°2008-38 ajoute les dispositions suivantes

La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et aux fonctions. Il n'y a au Sénégal ni sujet, ni privilège de lieu de naissance, de personne ou de famille.

Cette norme constitutionnelle montre la position du Sénégal sur le respect des droits humains et de la protection de la personne humaine, dans sa dignité, ainsi que dans son intégrité physique. Avant que la constitution du Sénégal votée en 2001 ne rappelle ces principes, le Sénégal s'était déjà engagé dans le renforcement du dispositif de récrimination contre les violences faites aux femmes, avec le code pénal, qui, grâce à la réforme de 1999 incrimine et sanctionne les violences conjugales. Le Sénégal apparaît ainsi comme l'un des pionniers dans l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire pour la défense des droits des jeunes et des filles en Afrique de l'Ouest, en acceptant le vote de la loi qui modifie le code pénal et légifère spécifiquement sur les violences faites aux groupes vulnérables en 1999.

En 2001, la nouvelle constitution a réaffirmé l'égalité entre homme et femme et l'adhésion du Sénégal aux traités internationaux qu'il a signés et ratifiés dans ce domaine. Sur le plan politique, un cadre stratégique (Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre, 2005-2015) a été élaboré. La loi n° 99-05 du 29 janvier 1999 porte sur un certain nombre de réformes, apportées au droit pénal et à la procédure pénale dans le souci, d'une part, de sauvegarder et de renforcer les droits de la défense et les principes de liberté, et d'autre part de renforcer les droits de la victime et de protéger les groupes vulnérables. Aussi, dans l'objectif de réprimer les violences faites aux femmes et aux enfants, les articles 4, 80, 238, 239, 240, 294, 297, 299, 320 et 379 du code pénal ont été révisés. Les coups et

blessures sont considérés avec des circonstances aggravantes lorsque la victime est une femme. L'article 299 bis réprime les mutations génitales féminines avec des peines allant de 6 mois à 5 ans de prison. L'article 319 modifié punit le harcèlement sexuel commis par une personne abusant de son autorité que lui donne ses fonctions. L'article 319 bis propose des peines d'emprisonnement de six mois à trois ans de prison ferme et d'une amende de 50 000 à 500 000 FCFA. Lorsque la victime de l'infraction est âgée de moins de 16 ans, la peine d'emprisonnement maximale sera prononcée. Les articles 320 bis et 320 ter répriment la pédophilie et l'organisation de réunions à connotation sexuelle impliquant un mineur. L'article 320 punit d'un emprisonnement de cinq à dix ans. L'article 297 se contente de réprimer les violences conjugales par une peine d'emprisonnement de 1 à 5 ans, assortie d'une amende de 50 000 à 500 000 F (*Journal officiel de la République du Sénégal*, 1999). À côté de ces mesures juridiques, le Sénégal a aussi ratifié, le 19 septembre 2003, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, le Protocole visant à prévenir, réprimer, et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ainsi que le Protocole additionnel contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signés à Palerme, en Italie, en décembre 2000.

Malgré cette législation, les mesures palliatives sont minimales comparées à l'ampleur du phénomène. Cette résistance est due à des facteurs culturels, des valeurs et des traditions qui biaisent le sens à donner aux violences faites aux femmes. À ce titre, une représentante d'une association de femmes aux HLM déclare :

Il n'y a pas de lacunes au niveau de la loi, peut-être c'est au niveau de l'application qu'il y a des problèmes. Sinon la loi elle est claire, elle est vraiment dissuasive et elle réprimande sévèrement certains cas de violences notamment les viols, les harcèlements et autres. Donc la loi est assez correcte mais son application ne se suit pas comme il se doit au niveau des lieux de travail.

Représentante d'une association de femmes aux HLM

Le Sénégal est appuyé dans sa lutte contre les violences par les partenaires techniques et financiers et par la communauté internationale qui assurent le suivi. Devenue de plus en plus préoccupante, la prévention contre la violence des jeunes est au cœur de l'agenda des décideurs politiques, des institutions des partenaires techniques et financiers. Il s'agit, entre autres, de l'Unicef, l'UNFPA, Save the Children, l'ONG Plan International, les villages SOS d'enfants, qui interviennent dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, des jeunes, des femmes bref des droits humains. L'appui de ses différentes institutions internationales a beaucoup contribué à l'application de certaines

conventions, même si par ailleurs il reste beaucoup à faire pour assurer l'effectivité de certaines lois.

### 3.2.3.2. Dispositifs nationaux

L'analyse du contexte et des résultats de l'étude ont montré que, eu égard à ses engagements sur le plan international, le Sénégal a mis en place des dispositions nationales à travers plusieurs ministères et directions, en particulier le ministère de la Justice, de la Promotion de la femme et du genre, de la Jeunesse, etc. De même, beaucoup de politiques et de stratégies ont été définies par l'État sénégalais en faveur de la jeunesse et des filles, en vue de réduire ces violences. On constate également plusieurs autres acteurs de la société civile et d'ONG intervenant dans la lutte contre les violences. On peut en citer quelques-uns comme :

- L'Action éducative en milieu ouvert (AÉMO) qui est une structure du ministère de la Justice, rattachée à la direction de l'éducation surveillée et de la protection sociale (DESPS). Créée en 1976, cette structure est installée auprès de chaque tribunal de grande instance et de quelques tribunaux d'instance. Elle a pour mission la protection des enfants en danger moral et des enfants en conflit avec la loi. L'AÉMO ne développe pas de façon systématique une politique concernant les jeunes filles, dans la mesure où les cibles qu'elle gère sont les mineurs. Toutefois, au niveau du centre polyvalent de Thiaroye, les filles sont prises en charge avec un dispositif spécifique, pour l'apprentissage de métiers comme la couture ou la coiffure.
- Le comité national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles (CLVF) : créée en 1996, suite à l'affaire de Fatou Dieng de Diourbel qui, pendant vingt ans, a été violentée par son mari, le CLVF est composé de dix-huit ONG de défense des droits humains et de promotion de la femme et de quelques individualités. L'objectif principal du CLVF est de « contribuer à l'éradication de toutes les formes de violences faites aux femmes et aux enfants ». Les objectifs spécifiques sont de « soutenir les femmes victimes de violences par des actions concertées ; de développer des actions nécessaires pour l'amélioration des dispositions législatives ; de faire appliquer les lois protégeant les groupes vulnérables contre les violences ; et de développer chez les populations le réflexe d'assistance à personne violentée ».
- La «Maison Rose» de Guédiawaye est localisée dans le quartier de Médina Gounass. Créée depuis novembre 2008 par l'association humanitaire de solidarité internationale «Unies Vers Elles Sénégal», elle accueille et accompagne des femmes qui sont en grande difficulté. C'est une institution de « résilience collective ». Étant un lieu de vie, même s'il est provisoire, pour des jeunes filles sorties de situations de violence, on

peut considérer que l'ensemble des pensionnaires forme une communauté résiliente. Elle offre aux jeunes filles marginalisées ou rejetées par leur famille un cadre d'accueil où elles peuvent vivre sans être jugées, maltraitées ou acculées. Elles vivent en communauté et participent à des ateliers de chant, danse, discussions, couture, etc., qui sont des moments d'expression, de bien-être et d'évasion pour elles. Ce sont des activités qui, en plus de leur permettre d'avoir une occupation, leur donne aussi la possibilité d'échanger, de s'ouvrir et de partager leur vécu. Ces ateliers sont des thérapies, puisque, lors d'un focus group avec ces jeunes filles, elles ont toutes apprécié unanimement ces activités et trouvent que ce sont « des moments qui leur permettent de s'évader et d'oublier leurs soucis ». Avec un personnel qualifié et une prise en charge adéquate, les jeunes filles se trouvent dans un environnement propice qui les prépare à la réinsertion familiale et sociale. C'est dans cette optique que la Maison Rose leur offre des formations afin qu'elles puissent avoir un métier et faciliter ainsi leur autonomie.

Ces institutions ont été d'un grand apport pour le Sénégal dans ses politiques et stratégies de réduction de la violence. Les méthodes d'action utilisées pour la plupart d'entre elles sont le counseling, la prévention, la médiation, la prise en charge médicale, judiciaire et psychologique des victimes de violences. Des campagnes de sensibilisation, de causerie, de panels de discussion, des conférences, des émissions radiotélévisées sont menées au niveau des familles, des centres sociaux d'écoute, dans les structures scolaires et éducatives. Un plaidoyer est mené pour l'application effective des lois en faveur des femmes et des enfants, auprès des acteurs concernés, notamment la police, la gendarmerie, le corps médical, le personnel judiciaire, les autorités religieuses et coutumières. Dans le cadre de cette recherche, l'apport de ces institutions contre les violences des jeunes peut être analysé à deux niveaux : la prise en charge psychologique des victimes et la prise en charge médicale et /ou judiciaire. Ces deux types de contribution résultent de la disponibilité et des aptitudes d'intervention des organisations.

Concernant la prise en charge psychologique, on observe dans le tableau 1 que dans 46,4 % des cas, les jeunes victimes d'une violence encaissent un choc psychologique à la suite d'un acte de violence physique ou verbale. Les filles sont les plus exposées avec 56,7 % de cas contre 39,4 % pour les garçons. Selon une recherche sur les violences basées sur le genre (VBG) (UNFPA/UNIFEM 2008), le Sénégal enregistre des taux de prévalence très élevés en matière de violences faites aux femmes. Les cas les plus rencontrés sont les suivants : la violence verbale, morale ou psychologique ; les coups et blessures ; les violences sexuelles ; les violences institutionnelles et la violence économique et sociale. En dépit de leur impact négatif sur le processus de développement et l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les



VBG semblent être des actes fréquents, voire tolérés, au Sénégal. Seulement, ces actes constituent une des principales menaces à la sécurité humaine, car ils reflètent et renforcent les inégalités de genre et compromettent la santé, la dignité, la sécurité et l'autonomie des femmes, des filles et des victimes.

**Tableau 1. Sexe/Manifestation de chocs psychologiques**

Sexe	Manifestions de choc Psychologique Ensemble				
	Oui		Non		
	Effectif	%	Effectif	%	
Garçons	43	39,4	66	60,6	109
Filles	42	56,7	32	43,2	74
Total	85	46,4	98	53,6	183

*Source* : Enquêtes IAGU/CRDI 2017-2020

Aux HLM, dans 24,5 % des cas de violence, la victime met des heures à se remettre, 42,9 % quelques jours 16,3 % quelques semaines, 10,2 % des mois et 6,1 % des années. À Médina Gounass également, dans 24,6 % des cas, cela peut prendre plusieurs heures pour se remettre d'un choc psychologique après avoir été victime d'un acte de violence, 33,3 %, quelques jours, 8,8 %, quelques semaines, 19,3 %, des mois et 14 %, des années. La prise en charge varie allant de l'accompagnement psychologique (7,1 %) à l'appui-conseil (96,4 %). Aux HLM, l'appui-conseil concerne l'ensemble des cas, alors qu'à Médina Gounass, en plus de l'appui-conseil (94,4 %), l'accompagnement psychologique intervient dans 11,1 % des cas. L'essentiel de cette prise en charge vient des parents des victimes dans 50 % des cas et d'amis dans 61,1 % des cas.

L'analyse des fichiers et de nos observations montre qu'au plan de la prise en charge judiciaire, les principales actions engagées par les jeunes après une agression ou une intimidation sont l'emprisonnement (42,7 %), les réprimandes (31,1 %), les amendes (14 %), le dédommagement (17,7 %), d'autres actions (24,4 %). Les premiers recours se font auprès de la police ou à la gendarmerie 44,7 % ; 33,7 % font appel à leur propre famille et 2 % seulement au délégué du quartier. Par contre, 14,6 % n'ont

recours à personne et le reste des victimes se plaignent soit au comité de vigilance du quartier ou au comité du quartier ou de la commune, au conseil de quartier ou au procureur.

**Tableau 2. Récapitulatif des forces et faiblesses des politiques et stratégies de prise en charge**

<i>Les forces</i>	<i>Les faiblesses</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en place de structures publiques et privées pour la prise en charge de certains cas (AÉMO, Centre Yakaar, Maison Rose, écoles Village SOS etc. ;</li> <li>• la création de cadres d'échanges et de dialogue entre les jeunes qui sont dans la violence et des personnes influentes comme les prêcheurs, les imams, etc. ;</li> <li>• les programmes de réinsertion dans le monde du travail, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'insuffisance des structures de prise en charge ;</li> <li>• une demande largement supérieure à l'offre ;</li> <li>• l'insuffisance des programmes de réinsertion ;</li> <li>• le manque de synergies entre les actions</li> <li>• les formes d'exclusion subies par ces jeunes au niveau de leur famille et des communautés, etc.</li> <li>• l'insuffisance des recherches sur la violence chez les jeunes</li> </ul>

Source : IAGU /CRDI 2018

L'analyse des mécanismes de résilience montre que beaucoup d'actes ont été posés dans le cadre de la lutte contre les violences. Beaucoup d'acteurs et d'institutions appuient également l'État dans ces actions. C'est vrai aussi, comme l'affirme Suniya S. Luthar (2013°), que les jeunes peuvent réussir malgré le risque et les adversités, grâce à divers atouts dont plusieurs sont extérieurs à leur personnalité, comme l'éducation des parents ou de la famille, l'éducation religieuse, la solidarité et la sociabilité communautaires et institutionnelles qui fonctionnent bien et qui ont des liens étroits et positifs, etc. En dépit de tous ces efforts, l'engagement de l'État reste encore peu visible. Il ne parvient pas encore à réduire ces violences. Malgré ces dispositifs institutionnels, juridiques, l'applicabilité et l'application effective de certains textes et lois, en particulier ceux concernant la violation des droits des jeunes et surtout des filles du point de vue des procédures posent toujours problème et restent largement déclaratoires (voir tableau 2). En outre, l'action des ONG et

autres acteurs de lutte contre les violences manque de coordination et de synergie, ce qui entraîne des dysfonctionnements compte tenu de leur capacité d'action.

### ***3.3. Attitudes et pratiques des jeunes face aux situations de violence***

Rappelons que la pauvreté, l'exclusion et la violence constituent un des problèmes sociaux les plus sensibles et difficilement acceptable pour les jeunes des HLM et de Médina Gounass. Beaucoup de jeunes rencontrés sont en processus de rupture sociale. Pour ne pas sombrer dans la violence, certains d'entre eux érigent des défenses multiples, complexes parfois marginalisées, mais constituant pour eux des formes de résilience. Aussi l'adoption des comportements comme le repli sur soi pour éviter de fréquenter certains jeunes du quartier en situation de violence ou le fait de les dénoncer constituent pour beaucoup des pratiques positives. D'autres jeunes, en revanche, développent des formes d'expressions spécifiques en terme de mode, de port vestimentaire, d'habillement, de coiffure et de langage pour s'identifier et forcer ainsi les « autres » à des replis mutuels dans leurs univers respectifs. Enfin, pour certains, la résilience se manifeste à travers des expressions culturelles comme l'art sous toutes ces formes des plus banales aux plus professionnelles : musique, peinture, théâtre, graffitis, etc.

Ces expressions identitaires servent aux groupes pour tisser des liens sociaux et se respecter mutuellement. Les différentes appréciations des jeunes au sujet de ces attitudes / comportements et des pratiques face aux situations de violence partent des expériences vécues et personnelles.

#### **3.3.1. Comportements face aux situations de violence**

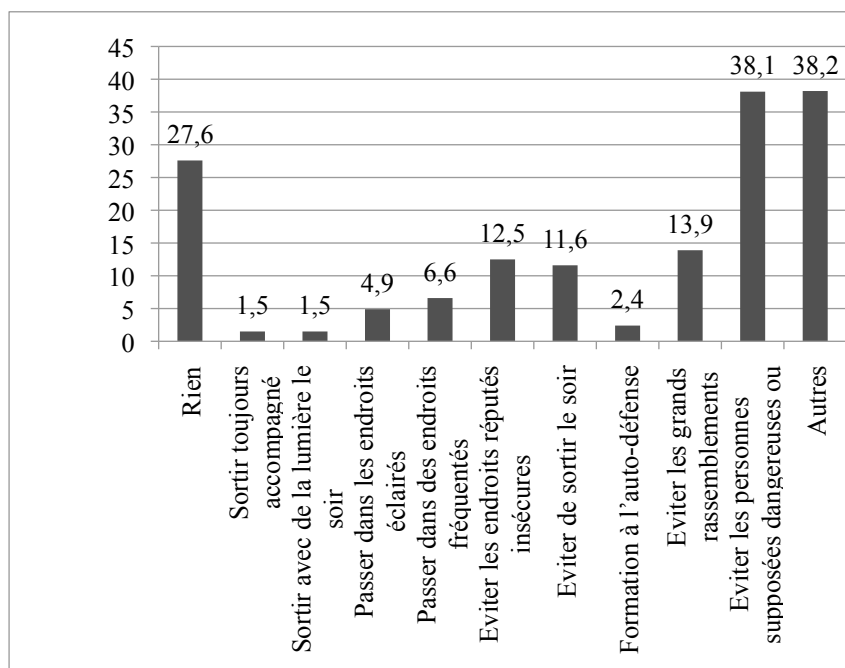
Ah non nous n'avons pas la culture de la méfiance ..., dans ces zones les gens se connaissent et constituent une même famille. Nos parents se connaissent et on se connaît tous dans ce quartier. Rares sont les maisons avec des systèmes d'alarme ou des gardiens. Quant aux chiens, écoutez ; nous sommes des musulmans et la religion n'autorise pas qu'on vive avec les chiens... En plus nos maisons ne s'y prêtent pas. Mais je pense qu'avec le développement de la violence et surtout des vols, il faut qu'on pense aux systèmes de gardiennage collectifs ou avoir des autorisations pour porter les armes...

Focus Group, Médina Gounass, Jeunes Garçons

Ce verbatim en dit long sur l'absence de culture d'utilisation de moyens de sécurité conventionnelle. En effet, d'après nos observations les

attitudes et /ou les comportements en situation de violence sont multiples. C'est vrai, 28,8 % des jeunes n'ont pas de moyens ou de mécanismes de sécurité conventionnelles, comme les ports d'armes, les vidéos de sécurité, les chiens comme gardiens, etc., contre les agressions, les vols ou cambriolages.

**Figure 5. Prévention des formes de violence (en %)**



Source : Enquêtes IAGU/CRDI 2017-2020

En revanche, l'appel au secours, la dénonciation (45,7 %), le fait d'éviter les situations d'infortune ou la stratégie « d'évitement » (j'évite d'entrer en contact avec des personnes inconnues dans des endroits insécures, j'évite de faire des sorties tard le soir ou d'aller dans de grands rassemblements) constituent pour beaucoup de jeunes interrogés des moyens de lutte contre la violence.

Ainsi, face aux situations de violence, 76,3 % des jeunes ayant développé des formes de prévention individuelles trouvent que celles-ci sont efficaces. Aux HLM, la proportion est de 82,5 % contre 69 % à Médina Gounass. Ainsi, on affirme davantage leur efficacité aux HLM qu'à Médina Gounass. Néanmoins, 27,6 % des jeunes ne font rien pour

prévenir la violence, alors que 1,5 % sortent toujours accompagnés, 1,5 % sortent le soir lorsqu'il y a de la lumière ; 4,9 % déclarent choisir de passer dans les endroits éclairés ; 6,6 % dans des endroits fréquentés ; 12,5 % évitent les endroits réputés insécures ; 11,6 % évitent de sortir le soir ; 2,4 % se sont formés à l'auto-défense ; 13,9 % évitent les grands rassemblements ; 38,1 % évitent les personnes supposées dangereuses ou dérangées et 38,2 % développent des stratégies diverses (figure 5).

Je n'ai pas hésité à appeler la police pour dénoncer les jeunes qui se regroupent dans le quartiers pour se droguer ou fumer le hasch »

Habitant des HLM, Focus Group

Et un autre renchérit : « on se connaît tous, parfois ce sont des copains, des parents, des frères ou des amis qui dérangent qui vont faire les larcins dans les maisons, qui sèment les troubles dans les quartiers mais c'est difficile de les dénoncer même si on connaît leur lieux de prédilection... j'ai une fois dénoncé mon propre oncle qui vendait du yamba aux jeunes du quartier, mais toute ma famille m'en voulait...

Habitant des HLM, Focus Group

En effet, pour certaines personnes interrogées, la posture de dénonciation n'est pas toujours facile à tenir dans nos sociétés du fait de nos valeurs de « *sutura* », de « *kersa* »<sup>5</sup> et de « *maslaa* ». Un autre fait signalé dans des réponses est cette culture de camouflage ou nihiliste de la part de certaines mères qui nient tout acte délictuel de la part de leur enfant. Beaucoup de mères n'acceptent pas le fait que leur fils soit considéré comme un délinquant ou fait partie des « bandes » du quartier. Cette attitude de protection extrême ou de camouflage est révélée par certains enquêtés qui utilisent « la stratégie de dénonciation », qu'illustre bien ce verbatim.

on voit dans ce quartier des mères de familles qui préfèrent acheter des substituants ou de la drogue à leurs enfants parce que sinon ils vont semer le trouble dans le quartier et tout le monde s'aura que leurs fils se droguent.

Focus Group, HLM, Jeunes filles

### 3.3.2. Expression identitaire comme mécanisme de résilience

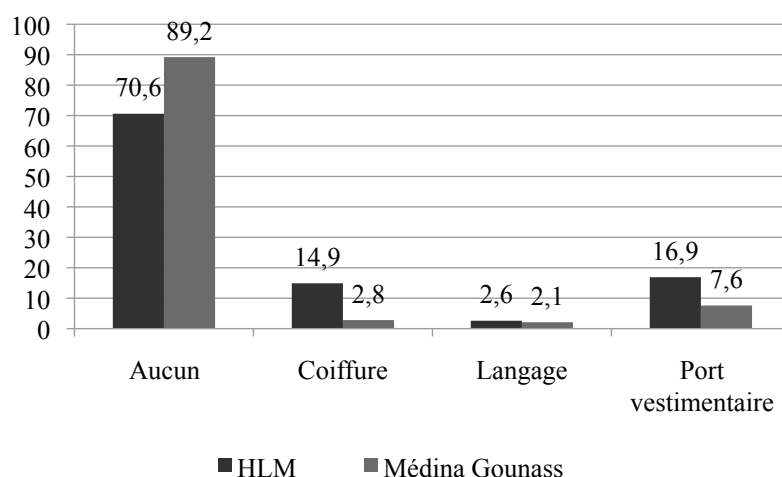
La résilience se manifeste par l'expression de signes identitaires extérieurs (mode de coiffure, port vestimentaire et langage) comme l'atteste les données du graphique suivant (figure 6). La relation entre le fait de manifester un signe identitaire particulier et être victime d'une

---

<sup>5</sup> Discretion et pudeur.

violence physique est très significatif. Les victimes développent des signes identitaires qui se répartissent comme suit : le langage dans 40,5 % des cas et le port vestimentaire (29,5 %), alors que la coiffure (23,8 %) est moins considérée comme un signe identitaire particulier, certainement compte tenu de sa signification pour le commun des Sénégalais.

**Figure 6. Signes identitaires particuliers développés par les jeunes**



Source : Enquêtes IAGU/CRDI 2017-2020

Ces signes identitaires, qui ne sont rien d'autres que des formes de comportement manifestes, permettent aux jeunes de marquer leur territoire ou clan d'appartenance ; pour d'autres, de mieux s'affirmer vis-à-vis des autres et cultiver la peur et le respect mutuel.

### 3.3.3. Expressions culturelles comme mécanismes de résilience

L'essentiel des jeunes qui ont développé des formes d'expression artistique s'activent dans des arts divers (57,7 %) ; 20,2 % dans le théâtre, 17,3 % dans le rap ; 14,4 % dans la peinture ; 7,7 % dans la poésie et 4,8 % font des graffitis. Aux HLM, l'essentiel des jeunes qui ont développé ces formes d'expression s'activent également dans des arts divers (59,7 %) : 20,9 % sont dans la peinture, 19,4 % dans le théâtre ; 11,9 % dans le rap ; 7,5 % dans la poésie et 4,5 % font des graffitis. À Médina Gounass également, l'essentiel des jeunes qui ont développé des formes d'expression artistique pratiquent des arts divers (54 %) : 27 % le rap ; 21,6 % le théâtre ; 8,11 % la poésie ; 5,4 % font des graffitis ; 2,7 %

de la peinture. Au vu de ces résultats, en banlieue, les jeunes artistes sont plus impliqués dans le rap et le théâtre, alors qu'aux HLM ce sont la peinture et le théâtre qui attirent le plus les jeunes.

Pour 59,4 % des jeunes artistes, leur art est perçu positivement : 32,3 % trouvent même que cette expression est très positivement perçue contre seulement 8,3 % qui jugent que leur art est considéré négativement. D'ailleurs c'est la raison pour laquelle, les jeunes artistes de ces deux communes ont organisé plus de manifestations culturelles. L'essentiel des participants lors des manifestations organisées par les jeunes artistes est constitué par les jeunes du quartier (71,8 %), les jeunes de la commune (59 %), des jeunes en dehors de la commune (41 %), les représentants des groupes de jeunes (41 %), mais il y a également les autorités municipales (28,2 %), les autorités religieuses (15,4 %), les représentantes des groupes de femmes (15,4 %), les autorités politiques (10,3 %), les autorités coutumières (7,7 %) et des participants divers (10,3 %).

Certes différentes formes artistiques, plus particulièrement le rap et les graffitis (ou *tags*) font désormais partie de l'univers urbain sénégalais. Il est vrai que les graffitis ne sont pas trop développés ou connus au Sénégal, mais ils représentent des styles de signes, de signatures, des labels posés par un groupe pour montrer son passage. Les groupes se reconnaissent, se parlent. Apparemment considérés comme beaux et décoratifs par beaucoup de personnes qui ne s'y connaissent pas, par contre, les policiers et les décideurs à qui ces expressions sont en général destinées considèrent qu'elles constituent des actes de déviance, de vandalisme, de délinquance, etc. Cela est également valable pour certaines formes de musique rap. Le contenu et le style posent problème au niveau de la société sénégalaise qui l'apprécie différemment. Toutefois, nous avons observé lors de nos passages sur le terrain que les mairies et les collectivités locales font souvent appel aux musiciens dans les deux communes, ce qui peut contribuer à réaffirmer les liens entre les autorités et les jeunes qui vont se sentir intégrés, valorisés. Il reste bien entendu que ces formes d'ouverture offrent aux jeunes un espace de dialogue, d'interaction, de réflexion sur leurs problèmes et leur avenir.

Les actions de prévention interviennent très tôt, dès la petite enfance et chez les jeunes. Des clubs de quartier ont été mis en place pour les enfants. Ce sont des cadres de participation où les enfants sont sensibilisés sur leurs droits et leurs devoirs, des espaces de sensibilisation et de formation sur leur rôle de citoyen. Il y a aussi le Parlement des enfants et le club des mères. De nombreuses associations sont nées, des clubs d'enfants notamment, des associations de préservation de l'environnement ou de musique. Des organisations comme Plan international aident et accompagnent les jeunes dans l'écriture de leur projet, la formulation de leurs plaidoyers, etc. Pendant un temps, la cible principale dans la commune était le groupe des jeunes charretiers, accusés de se livrer à des

actes de banditisme (drogues, vente illégale de sable marin, etc.). La plupart de ces jeunes, forts physiquement, se sont orientés vers la lutte. Avec les tournois organisés au niveau local, certains ont pu se professionnaliser et devenir des lutteurs célèbres (Elton, Sa Cadior, etc.). Une devise de l'association (Alerte, Veille, Accompagnement) travaille sur ces trois axes. Certes, la situation de la commune a évolué : longtemps sur la liste rouge du ministère de l'Intérieur en matière de drogues, l'image de la commune s'est beaucoup améliorée. Les points de trafic y sont moins nombreux. La proximité des locaux de la police était pour certains acteurs un facteur facilitant. Dorénavant ces structures se sont dotées d'un personnel spécialisé pour assurer la sécurité de l'infrastructure et du personnel. Toutefois, la police n'est pas toujours proche ni connue de la collectivité, en particulier des jeunes. La culture de rue des jeunes (marginale ou non) n'est pas toujours comprise par les autorités policières. Celles-ci gagneraient à être plus flexibles, moins contraignante, pour permettre aux jeunes de s'exprimer et de jouer pleinement leur rôle de citoyen. Ces expressions culturelles offrent aux autorités collectives, à la mairie par exemple, l'occasion de dialoguer avec les jeunes sur leurs problèmes, sur leur avenir et celui de leur quartier.

## Conclusion

La violence est un « phénomène social total » (Mauss), complexe et difficile à appréhender. Elle est l'expression de plusieurs facteurs interreliés. Les jeunes aux HLM et à Médina Gounass sont sujets à plusieurs types de violences dont les plus manifestes sont le chômage, l'environnement inadéquat, la précarité des familles, les pratiques traditionnelles néfastes, etc. En dépit de cette situation, les jeunes se révèlent davantage résilients pour éviter les pratiques déviantes. Ils ont développé des stratégies d'adaptation et de survie leur permettant d'une part de ne pas basculer, mais de s'en sortir. D'autre part, certains qui sont tombés dans le piège de la violence ont développé suffisamment de ressources pour s'en sortir.

Partant de la théorie écologique, plusieurs formes de résilience sont observées :

- la résilience individuelle mettant l'accent sur le développement psychologique du don de soi pour résister,
- la résilience familiale qui malgré ces mutations constitue toujours un levier important pour les jeunes en terme d'éducation de base et de protection,
- la résilience organisationnelle ou institutionnelle qui insiste sur la dynamique communautaire de sociabilité et d'entraide



La résilience est ainsi vue comme le produit d'une interaction dynamique entre des mécanismes sociaux individuels et institutionnels qui reposent sur une vision interrelationnelle entre l'individu et sa communauté.

Évidemment, sur le plan institutionnel, l'État a fait beaucoup d'efforts avec la mise en place de plusieurs dispositifs internationaux, régionaux et nationaux. Beaucoup de conventions ont été signées, des lois ont été adoptées avec l'objectif de lutter contre les violences, d'instaurer l'État de droit et de garantir le respect des droits humains. Seulement, nous avons constaté au cours de nos observations empiriques, que les actions de l'État et de nombreux textes juridiques sont méconnus par les populations. En outre, les difficultés pour assurer l'applicabilité de certaines lois et de divers décrets constituent des handicaps majeurs pour améliorer le statut des jeunes.

Il est important de mettre en place des politiques de résilience fortes et de travailler à une mise en cohérence des interventions des acteurs sur le terrain. À cet effet, un bureau de développement local a été mis en place dans ce sens, permettant de travailler sur la même cible, c'est-à-dire les jeunes garçons /filles. Il y a un effort qui est fait au niveau local pour mettre en relation les initiatives locales et les programmes portés par l'État. On note souvent un manque d'espaces permettant d'accueillir les jeunes. Par ailleurs, les difficultés de collaboration avec les autorités locales sont un frein alors que la qualité du cadre de vie fait aussi souvent défaut.

Les jeunes ont sans doute besoin d'espaces, mais doivent également trouver des occupations. La disponibilité de locaux pour les jeunes et les filles est souvent reconnue comme un vrai besoin, tout comme le besoin d'espaces de production. Le cadre de vie et l'environnement sont des facteurs importants de développement de la violence, ce qui souligne le besoin d'aménagement. Des efforts sont faits en matière d'éclairage public et certaines actions touchent tous les jeunes. Cependant, pour ceux qui sont dans une trajectoire déviante, il y a une nécessité d'approches et d'interventions spécifiques. La mise en place du projet « Dialogue, justice et sécurité » dans le département de Médina Gounass a permis de mobiliser les acteurs de cette circonscription face aux problématiques de sécurité. À travers ce projet, des actions allant dans le sens de la réinsertion des jeunes ont été initiées, des cadres de concertation créés, des cellules de veilles et d'alertes mises en place. Ces initiatives méritent d'être suivies et évaluées attentivement pour savoir comment elles peuvent apporter un appui aux stratégies de résilience pour les jeunes de Dakar confrontés à la violence.

## Suggestions

- rendre gratuite les études et les fournitures scolaires ;
- renforcer la formation professionnelle des jeunes filles et des garçons ;
- renforcer la sécurité dans les quartiers ;
- renforcer l'éducation de base et religieuse avec une sensibilisation des jeunes filles sur leur mission éducative ;
- renforcer la famille et faire la promotion des valeurs traditionnelles et religieuses dans les cellules familiales et communautaires ;
- veiller à l'enseignement religieux (*daaras*, catéchisme) comme préalable à une scolarisation moderne pour l'appropriation des valeurs ;
- mettre en place des cadres de concertation locale entre acteurs éducatifs, sociaux, religieux, communautaires, économiques et politiques ;
- impliquer fortement les mouvements associatifs, les cadres religieux et les acteurs communautaires dans la lutte et la prévention de la violence ;
- développer des politiques de lutte et de prévention en milieu scolaire et sportif.

## Références bibliographiques

Bowlby 1978

Brender N., 2012, *Étude du dilemme urbain : urbanisation, pauvreté et violence*. Document de synthèse. Ottawa, CRDI, 20 p.

Claire, 2000

Cusson M. et al, 2017, *Mille homicides en Afrique de l'Ouest*, Presses de l'Université de Montréal.

Cyrulnik 1998

Diop D., 2014, « Développement urbain et insécurité à Dakar : état des lieux et perspectives », CERIUM, Université de Montréal, 22 p.

Diop M., 2000, *La violence urbaine vue des quartiers de Dakar : recherche populaire et autoévaluation dans trois quartiers de la capitale sénégalaise*. Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 74 p.

Diop Rosalie Aduayi, 2010, *Survivre à la pauvreté et à l'exclusion : Le travail des adolescentes dans les marchés de Dakar*, Paris, Karthala & Dakar, AfriMAP et Crepos, 234 p.

Garrabé (2007

Glaser et Strauss 1967

- Granier J.-P., 2007, « Une violence éminemment contemporaine. L'espace public urbain comme scène « post-historique », in *Espaces et sociétés*, 2007/1 n° 128-129, p. 55-69.
- Hawley et DeHaan 1996
- Howard, 1996
- Knutson, 1995
- Kolbo, 1996
- Larose F., Terrisse B., Lenoir Y. Bédard J., 2004, *Approches écosystémiques et fondements de l'intervention éducative précoce en milieux socio-économiques faibles. Les conditions de la résilience scolaire*. Brock Éducation. A Journal of educational Research and Practice 13(2), pp.56-80.
- Lecomte J., 2006, « La résilience après maltraitance, fruit d'une interaction entre l'individu et son environnement social », *Cahiers de psychologie politique* (revue électronique) n°8.
- Manciaux 2001
- Mangham Colin, McGrath Patrick, Reid Graham, Stewart Miriam, 1995, *Résilience, Pertinence dans le contexte de la promotion de la santé*, Document de travail. Analyse détaillée présentée à Santé Canada, Atlantic Health Promotion Research Centre, Université Dalhousie.
- Massiah G., 2005, « La transformation urbaine entre mondialisation néolibérale et alter mondialisme », IPAM-AITEC, [www.reseau-ipam.org](http://www.reseau-ipam.org).
- Masten A. S., Best K. M., Garmezy N., 1990, "Resilience and Development : Contributions from the Study of Children Who Overcome Adversity," *Development and Psychopathology*, 2, p. 425-444.
- Panther-Brick, 2014
- Pedrazzini Y., 2005, *La violence des villes*. Paris, Éditions Alliance, 252 p.
- Rousseau S., 2007, « Vulnérabilité et résilience, analyse des entrées et sorties de la pauvreté : le cas de Manjakandriana à Madagascar », *Mondes en développement* 140, p. 25-44.
- Sow S., Sow O., 2000, « Problématique de la sécurité urbaine en milieu périurbain défavorisé et émergence des mouvements populaires de sécurité : Le comité populaire de sécurité de Grand Yoff à Dakar (Sénégal) ».
- Suniya S. Luthar (2013°)
- UNFPA/UNIFEM, 2008, recherche sur les violences basées sur le Genre (VBG)
- Thiam A., 2012, « Meurtres, lynchages, agressions, viols... - Sénégal - Du pays de la *Teranga*, au pays de la terreur », *Sud Quotidien*, 24 août.
- Wolff S., 1995, "The Concept of Resilience. Australia and New Zealand," *Journal of Psychiatry*, 29, 4, p. 565-574.

**Webographie**

<http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1065&sa=X&ved=2ahUKEwiwyoy0x4HnAhVEIbcAHeOnA0QQFjAAegQIARAB>

[http://www.michel-garrabe.com/cours/m1\\_ch11.pdf](http://www.michel-garrabe.com/cours/m1_ch11.pdf)

<https://docplayer.fr/32006273-La-resilience-facteurs-de-risque-et-facteurs-de-protection.html>

[https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers18-01/010071735](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-01/010071735)

[https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers18](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18)

<https://medium.com/r/%C3%A9pare-moi/r/%C3%A9silience-36411601771e>

[https://www.persee.fr/doc/agora\\_1268-5666\\_2001\\_num\\_25\\_1\\_2413](https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2001_num_25_1_2413)



## **Dimension sexo-spécifique de la violence chez les jeunes**

***Rosalie Aduayi Diop & Mame Binta Ba***

La violence constitue un problème social complexe en raison de son ampleur et de son universalité, mais aussi des formes particulières qu'elle peut avoir dans chaque société. Ces dernières années, les recherches et les études ont montré un intérêt croissant pour les questions des abus, de mauvais traitements et de négligence à l'endroit des jeunes<sup>1</sup> partout dans le monde. Le problème demeure toutefois toujours mal connu et mal apprécié.

On estime qu'en 2000, 199 000 jeunes ont été tués dans le monde, ce qui équivaut à la mort chaque jour de 565 jeunes de 10 à 29 ans pour cause de violence interpersonnelle. Les taux d'homicide chez les jeunes varient selon les régions ou les pays, ils sont beaucoup moins élevés chez les filles que chez les garçons (OMS 2002)<sup>2</sup>.

Ces données statistiques peuvent témoigner de la plupart des difficultés que posent les études sur les questions de violence dans la société. D'une part, on constate beaucoup de difficultés pour bien cerner et circonscrire le problème et, ce, encore une fois, à cause des barrières liées à la complexité des définitions retenues pour le concept de jeunes et de violence. D'autre part, les rares études effectuées jusqu'à présent mettent surtout l'accent sur la délinquance juvénile, ses conséquences, et ne permettent pas de se prononcer sur les vraies causes de l'implication des jeunes et son impact réel.

Comme dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, au Sénégal, le problème de la violence chez les jeunes (garçons et filles) apparaît

---

<sup>1</sup> La population ici regroupée sous le concept de « jeunes », n'est pas homogène. Il s'agit d'une catégorie d'âge de 15-35 ans, composée de garçons et de filles, issus des communes des HLM et de Médina Gounass.

<sup>2</sup> Rapport mondial sur la violence et la santé de 2002. En ligne : [https://www.who.int/violence\\_injury\\_prevention/violence/world\\_report/en/full\\_fr.pdf](https://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_fr.pdf).

comme un véritable problème de société, d'une grande dimension. Il est difficile également d'établir l'ampleur et l'incidence de la violence, d'autant plus qu'il n'existe pas de données fiables pour corroborer les informations sur les cas de crimes et de violence relayés par les médias. Bien que de nombreuses études aient été entreprises sur les enfants et les jeunes dans/de la rue, bref en situation de rue au Sénégal, le thème de la violence des jeunes et surtout des jeunes filles n'a pas encore fait l'objet d'un traitement singulier.

La violence connaît une croissance et une prévalence élevée dans la population des jeunes, avec une spécificité chez les jeunes filles. En 2018, la prévalence au Sénégal était estimée à 33,7 %, en 2018 par l'Agence d'assistance à la sécurité de proximité (ASP) contre 60,9 % à Dakar. Selon l'étude dirigée par O.N. Faye (2013), les violences sexuelles sont estimées à 58 % des cas de violences enregistrés. En 2010, 24 % des filles victimes de violences l'ont été en milieu scolaire : viol, harcèlement sexuel, humiliation, insultes. En 2008/2009, à Sédhiou, 52 collégiennes ont été engrossées. En 2010, Amnesty International a recensé 143 grossesses, 56 mariages précoces et cinq cas de viols.

Comme chez les femmes, la violence chez les filles se distingue de toutes les autres formes de violence connues dans la société sénégalaise. Elle est vécue de manière différenciée selon l'environnement, les croyances socioculturelles, le niveau de scolarisation, le niveau de prise en charge juridique. Elle s'observe plus dans la sphère privée que publique à cause du caractère intime des relations qui existent en général entre l'agresseur et la victime. Dans la sphère privée, toutes les catégories sociales peuvent être concernées : violence entre fratrie, violence conjugale, violence des jeunes envers leur parents, etc. Ces différentes formes de violence ne font pas l'objet d'études.

En dehors des formes de violence classiques, les jeunes filles sont soumises à des normes sociales et subissent des pratiques traditionnelles néfastes, parmi lesquelles figurent les mariages et les grossesses précoces, les mutilations génitales sexuelles, la maltraitance, etc. En plus, des rares recherches sur les violences basées sur le genre (VBG)<sup>3</sup>, l'étude des violences chez les jeunes filles constitue une haute priorité. D'abord, comme les données factuelles manquent sur les diverses formes de violence faites aux jeunes filles, leur ampleur et les différentes stratégies de résilience que ces filles développent sont peu connues. Ensuite, la plupart des études sur le phénomène n'évoquent pas la participation des filles en tant

---

<sup>3</sup> On peut citer le travail dirigé par Odile Ndoumbé Faye en 2013, « Pour une élimination et une prévention de toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest » et du professeur Fatou Diop, « Étude sur les violences faites aux femmes et aux filles » (UNESCO/BREDA, 2012).

qu'actrices (auteurs ou témoins), mais seulement leur implication en tant que victime. Or, les observations empiriques montrent de plus en plus de jeunes filles auteurs ou complices de violence. Cette dimension sexospécifique de la violence n'est pas très documentée dans la littérature. Enfin, cette situation suscite une profusion de débats, de discours, de recommandations et interpelle aussi bien la communauté scientifique que les décideurs politiques et les acteurs de la société civile. Aujourd'hui, les autorités étatiques sénégalaises, avec l'appui des partenaires financiers et techniques et des ONG locales, développent des programmes et politiques d'intervention destinés à prévenir la violence chez les jeunes. Par conséquent, il est indéniable que la compréhension du phénomène et l'existence de données évidentes permettront de mieux circonscrire la question de la violence chez les jeunes et d'y apporter des solutions adéquates.

## **1. Dimension sexospécifique de la violence des jeunes en milieu urbain : enjeux conceptuel et théorique**

### ***1.1. Genre concept analytique pertinent***

Apparu vers les années 1990, le concept de genre provient de l'anglais *Gender* et se réfère aux rapports sociaux de sexe, aux responsabilités, aux rôles, aux différenciations sociales entre les hommes et les femmes et aux relations hiérarchiques entre eux. En ce sens, le genre renvoie à la construction sociale des différences liées au sexe, à l'âge et à toute autre catégorie spécifique s'appliquant à un individu ou à un groupe d'individus (jeunes, personnes âgées, personnes en situation d'handicap). Le genre relève de conventions sociales qui attribuent des rôles, des statuts différents aux femmes et aux hommes. En ce sens, il définit des rapports de pouvoir (Weber 2013) et de domination-hiérarchisée (Weber et Bourdieu). Les activités des hommes ou celles des femmes ainsi que leurs comportements, leur habillement, leur manière de faire et d'être, sont codifiés à travers un processus de socialisation dans chaque société.

Au Sénégal, à l'instar des pays africains, le genre constitue un enjeu et un défi important de diagnostic, d'analyse et de planification des transformations majeures des normes, des représentations ou des valeurs sociales, des rôles sexués. Ayesha M. Imam, Amina Mama et Fatou Sow (2004) dans leur ouvrage collectif *Sexe, genre et société/ Engender les sciences sociales en Afrique*, témoignent de la pertinence d'intégrer l'approche des rapports sociaux de sexe dans les sciences sociales en Afrique et considèrent que toute science sociale qui ne reconnaît ces rapports comme catégories d'analyse est une science appauvrie et dénaturée et ne peut pas expliquer les réalités sociales.

Genre et violence ou la dimension sexospécifique de la violence chez



les jeunes en milieu urbain sénégalais peut apparaître important pour la compréhension des causes des inégalités de genre dans la société. En effet, si l'on veut analyser et comprendre comment la violence au Sénégal, en milieu urbain spécifiquement, est conditionnée par le genre, il est important, voire indispensable, de savoir comment les différents rôles de production et de reproduction sont joués par les filles et les garçons et comment les rapports de genre s'expriment à travers les institutions sociales comme la famille, l'école et les espaces publics. C'est ainsi que, pour analyser la dimension théorique des rapports sociaux de genre et/ou sexospécifique de la violence, il importe de préciser s'il est pertinent de s'inspirer de la théorie de Bourdieu (1998) <sup>4</sup> sur la domination masculine et les inégalités de genre, en évoquant l'approche fondée sur les droits, l'équité et la justice sociale.

Bourdieu tente, dans son ouvrage intitulé *La domination masculine*, d'expliquer les soubassements de la permanence de la domination des hommes sur les femmes dans les sociétés. Pour cet auteur, la domination masculine, et mieux la permanence de cette domination, s'entend par un habitus qui confère aux femmes et aux hommes un rôle prédéterminé, en d'autres termes une culture différenciatrice entre les sexes qui est imposée par la société, notamment à travers la famille et l'école.

Cette approche consiste en particulier à montrer que, non seulement les événements historiques montrent des invariants dans l'existence de la domination masculine et des hiérarchies, mais surtout que les mécanismes et les institutions, comme la famille, contribuent à sa reproduction (Bourdieu 1998 : 115-116), dans le cadre de son organisation sociale. La pertinence de la théorie de Bourdieu pour cette recherche, vient de ce qu'elle met en exergue les fondements historiques et sociologiques de la domination de l'homme sur la femme. Il existe un lien fort entre ses théories et la sociologie sénégalaise de l'organisation sociale. Selon la théorie de Bourdieu, les dominants composés de groupes sociaux, d'ethnies, de sexes imposent leurs valeurs aux dominés qui, en les intériorisant, deviennent les artisans de leur propre domination.

Selon les travaux d'Abdoulaye Bara Diop (1983) la société sénégalaise est marquée par une forte organisation hiérarchique. La hiérarchisation s'y transmet de génération en génération, avec son système de valeurs et de traditions, notamment à travers la famille. Dans celle-ci, on note une sexualisation des rôles et des statuts qui répartissent le pouvoir de façon très inégale. Le système patriarcal qui est dominant confère à l'homme le droit d'incarner entièrement l'autorité familiale, d'assurer le contrôle et la

---

<sup>4</sup> Une des idées majeures de Bourdieu est la théorie générale de la domination., qui est indissociable de celle des pratiques sociales, dans la mesure où la pouvoir s'inscrit dans ces pratiques. Voir Bourdieu et Passeron, 1970.

gestion des biens familiaux, de prendre les décisions majeures et de subvenir aux besoins du ménage.

Quant à la femme, elle assure des rôles certes essentiels (communautaire et de reproduction), mais secondaires. Elle appuie le chef de ménage dans l'accomplissement de ses devoirs en assurant toutes les tâches domestiques (cuisine, ménage, entretien de la maison, etc.) et s'occupe de l'éducation des enfants. C'est parce que, conformément à la conception de Bourdieu, les structures sociales de domination y sont intériorisées par le biais de la socialisation chez les dominés, sous forme de « schèmes de perception et de dispositions qui rendent sensible à certaines manifestations symboliques du pouvoir » (Bourdieu 2002 : 62).

Aujourd'hui cependant, l'organisation sociale se trouve bouleversée par plusieurs facteurs parmi lesquels : la nuptialité qui n'est plus aussi précoce pour les jeunes filles en raison d'une scolarisation plus poussée, un fort désir d'autonomisation des jeunes femmes, leur participation significative à la production et à la gestion des ressources économiques du foyer, mais aussi une reconnaissance sociale par les hommes de ces changements intervenus dans le rôle des femmes.

Ainsi, beaucoup de stéréotypes sur la division sexuelle du travail entre hommes et femmes sont aujourd'hui remis en cause aussi bien du côté des femmes que des hommes qui apprécient les retombées positives de ces mutations sociales. Malgré tous ces progrès, la participation des femmes à la vie socioéconomique se heurte encore à des limites. La répartition des tâches est intégrée dans les façons de faire et d'être des Sénégalais et Sénégalaises et contribue à « l'opacité de la domination, à l'inconscience du dominé de sa propre position ». Par conséquent, solidement intériorisée par les femmes, elle perdure malgré l'évolution et l'abolition de certaines contraintes formelles, telles que l'accès au droit à l'équité ou à la justice.

Nous ne mettons pas seulement l'accent dans notre analyse sur la domination masculine pour rendre compte des expériences et situations des jeunes femmes, mais, nous allons plutôt

examiner le rôle de certaines composantes identitaires ainsi que les effets subséquents occasionnés par les positions sociales, telles que le statut socioéconomique, puis, explorer l'influence que cette configuration singulière et complexe exerce sur l'identité personnelle et sociale des femmes (Crenshaw 1995).

L'analyse de la situation actuelle des femmes et des filles montre que leur rôle et leur statut ont peu évolué, surtout en ce qui concerne les relations de genre. Il reste à promouvoir une approche de lutte pour que le droit de la femme et des jeunes filles soit promu et à se battre pour une amélioration et une protection des droits des femmes. Or, le Sénégal à l'instar des autres pays, fait de l'approche "genre droits équité et justice" un cheval de bataille. Le Sénégal dispose de structures, de normes et rè-

gles, de lois, de conventions pour veiller à la sécurité des biens et des personnes. Concernant les jeunes filles, cela se traduit par la lutte contre le mariage précoce, les mutilations génitales, pour une législation plus équitable, etc.

### ***1.2. Concept polysémique de violence***

La violence est l'utilisation volontaire de la force physique ou psychologique pour contraindre, dominer la personne, lui causer des dommages corporels ou la mort. Elle implique des coups et blessures et de la souffrance. Ce qui fait affirmer à la philosophe Blandine Kriegel que la violence est « la force dérégulée qui porte atteinte à l'intégrité physique ou psychique pour mettre en cause dans un but de domination ou de destruction l'humanité de l'individu ». La violence est ainsi souvent opposée à un usage contrôlé, légitime et mesuré de la force (2002).

S'inscrivant dans cette logique, Yves Michaud soutient que : « la violence n'est pas toujours aussi évidente. Elle peut être insidieuse comme le suggère la notion de « harcèlement moral » ou celle de « violence psychologique ». Il faut aussi tenir compte des « états de violence » où interviennent de multiples acteurs et une organisation administrative de la violence (la machine judiciaire ou policière, le monde concentrationnaire, l'« organisation »). De même, il faut distinguer les modes de production en fonction de la nature des instruments utilisés » (Michaud 2012 : 2). Mais, en élargissant le champ de la notion de violence, Michaud pense qu'on perd de l'objectivité au moment où on croit la gagner, d'où l'importance de circonscrire la violence en fonction de son domaine d'étude.

D'une manière semblable, l'OMS définit la violence comme une « utilisation intentionnelle de la force physique, de menaces à l'encontre des autres ou de soi-même, contre un groupe ou une communauté, qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou un décès ». Cette définition résume les formes de violence et leurs conséquences clairement identifiés sur : les individus, les communautés locales et les nations. Cependant, dans le recours à la violence, on note la combinaison de plusieurs facteurs, souvent difficiles à démêler.

Ces différentes définitions témoignent de la complexité à saisir ce concept du fait de son hétérogénéité. En effet, il y a plusieurs types de violences regroupés selon les recherches en sciences sociales et humaines suivant deux théories principalement. La première, d'ordre comportemental, relève de la psychologie et/ ou de la psychanalyse ; selon ses tenants (Lorenz 2003 ; Girard 1972), il existe une programmation de comportements violents, agressifs ou destructeurs inscrite en l'homme. La seconde relève des sciences de la société : l'anthropologie culturaliste, la psychologie sociale, la sociologie ou les sciences juridiques, etc. Selon ces théo-

ries, il y a un lien fort entre la violence et la société. C'est pourquoi d'après Yves Michaud, citant les thèses de Bandura et Milgram<sup>5</sup>, la violence ne vient pas de l'individu. Ce sont les modèles de conduite d'une société qui l'influencent. Sociologiquement, la violence est régie par des liens de domination (dominants/dominés) concept souvent utilisé par (Bourdieu) pour désigner la violence symbolique. Selon la conception de Bourdieu, la violence symbolique désigne :

« tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force ».

### ***1.3. Violence basée sur le genre (VBG) et violence sexospécifique***

De manière générale, une violence basée sur le genre est définie comme tout acte infligé volontairement à une personne contre son gré, basé sur son sexe, son âge, son statut social et toute autre spécificité liée à sa personne et qui produit un impact négatif sur la santé physique ou psychologique et le développement de l'identité de cette dernière. Il s'agit d'un acte qui porte atteinte à un certain nombre de droits humains universels protégés par les législations nationales et internationales.

Les femmes, en particulier les plus jeunes vivant dans les grandes villes, sont fréquemment confrontées aux violences dans les espaces publics. Celles-ci ont trait le plus souvent à leur sexualité, et des faits apparemment anodins, comme la drague importune, sont fortement corrélés à des faits plus graves de violence et de harcèlement sexuels. Dans la perspective de cette étude, l'accent est mis sur la violence sexospécifique dans les communes des HLM et de Médina Gounass.

La dimension sexospécifique de la violence trouve son fondement dans la « violence contre les femmes », « violence à l'égard des femmes », « violences envers les femmes » ; « violences faites aux femmes ».

L'expression « violences faites aux femmes et aux filles » a été utilisée pour la première fois lors de la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes, qui a vu l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le 18 décembre 1979. Ce texte international précise, en son article 1<sup>er</sup> :

« l'expression discrimination à l'égard des femmes vise toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des

---

<sup>5</sup> Yves Michaud, *La violence*, 2004.

droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine ».

Partout dans le monde, les filles ont vécu des situations de violence, causes et conséquences de la discrimination, de l'exclusion et de la marginalisation. C'est principalement le cas en Afrique, où les *habitus* traditionnalistes, fortement marqués par des rapports inégaux de genre, persistent.

Dans sa déclaration de 1980 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes adoptée en 1993, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies définit en son article 1<sup>er</sup> la violence à l'égard des femmes comme « tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée ».

Cette définition a trouvé un écho favorable au Sénégal qui, à l'instar des autres pays, a initié des actions pour la promotion et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles, qui ont conduit récemment (en décembre 2019) à l'adoption de la loi criminalisant le viol qui jusque-là, était considérée comme un délit. Nonobstant, l'analyse de la situation actuelle des jeunes filles au Sénégal à l'instar de celle des femmes, montre que les violences à l'égard des femmes persistent avec ampleur et se diversifient dans beaucoup de zones urbaines et péri-urbaines, y inclus nos zones d'étude. Le constat en a été fait lors des enquêtes de l'analyse situationnelle dans les communes concernées par l'étude. Dès lors, pour étudier celles basées sur le genre et spécialement la sexospécificité de la violence, il convient de s'intéresser également aux cadres sociaux d'expérience (Goffman 1991) et aux différentes sphères de la vie : politique, économique, sociale, religieuse, professionnelle, éducative, etc. Autrement dit il faut prendre en compte les dimensions culturaliste et sociologique de la violence. Ces deux dimensions sont parfaitement liées et définissent la subjectivation de la violence sexospécifique.

Même si des dispositifs ont été adoptés par l'État, en collaboration avec les partenaires au développement, les marques et les expressions de différenciation, de stigmatisation et d'exclusion envers les jeunes filles constituent un continuum des rapports inégaux de genre. Or, concernant cette catégorie spécifique, les sources écrites sont rares. Voilà pourquoi elle est toujours incluse dans les politiques générales dans le groupe de femmes /adultes, même si la problématique des jeunes filles est différente de celle des femmes adultes.

## II. Stratégie méthodologique

### *2.1. Violence : la diversité des approches*

L'étude a été menée dans deux communes de la région de Dakar, celles de Médina Gounass et des HLM (voir les cartes de situation dans le premier chapitre de ce livre). Les caractéristiques sociodémographiques de ces deux habitats semblent parfaitement indiquées pour une telle étude : HLM, avec un habitat semi-résidentiel et une importante classe moyenne, Médina Gounass, avec une forte proportion de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté et dans des habitats précaires. L'analyse s'appuie, d'abord, sur une recherche documentaire à propos des violences en général, mais plus particulièrement sur celles basées sur le genre au Sénégal. On retient surtout que les recherches traitant de la thématique de la violence des jeunes et plus particulièrement de la dimension sexospécifique ne sont pas nombreuses. La plupart des études entreprises ont mis l'accent sur la délinquance juvénile ou sur les enfants en situation de rue.

### *2.2. Approche qualitative compréhensive*

L'approche qualitative compréhensive a été privilégiée. L'objectif de mieux comprendre afin de décrire le phénomène de la violence et ce que vivent les jeunes. En d'autres termes, l'approche est de permettre aux jeunes en tant qu'acteurs sociaux de donner sens à leur activité, leurs comportements, etc. Ici les jeunes sont placés au cœur de l'analyse. En attribuant une place centrale aux acteurs sociaux, la démarche qualitative s'avère aujourd'hui la manière de construction de la réalité sociale permettant de mieux examiner la violence chez les jeunes et les mode de sa prise en charge, en fonction de leur représentation de leur expérience et leur vécu. C'est donc à partir des idéaux-types que les jeunes se représentent leur milieu, leur contexte socio-économique politique.

### **Population d'étude et échantillonnage**

La source des données est diversifiée : plusieurs matériaux ont été explorés pour la complétude des données : enquête quantitative de victimisation sur la base d'un échantillonnage aléatoire <sup>6</sup> ; enquête institution-

---

<sup>6</sup> Pour ce qui est de la méthode quantitative, un échantillonnage de 850 jeunes filles et garçons provenant des deux communes et présentant des caractéristiques différenciées certes, mais vivant dans un contexte de pauvreté et de d'exclusion presque similaire.

nelle <sup>7</sup> destinée aux acteurs institutionnels ; marche exploratoire avec des groupes homogènes sur la base d'une grille d'observation préétablie ; données statistiques de la police et de la justice sur la base de fiches d'inventaires.

Pour préparer ce chapitre, nous avons d'abord fait un croisement et une triangulation des données issues des matériaux précités. Ensuite, sur la base de critères de choix raisonné et de disponibilité, nous avons privilégié un échantillonnage par cas multiples ou échantillonnage par homogénéisation. Nous nous sommes inspirés de la théorie de la diversification interne (Pires 1997) <sup>8</sup> des jeunes interrogées qui sont en situation de violence. Pour des questions de représentativité, nous avons effectué quatre focus groups de 8 à 15 jeunes par groupe (deux avec des jeunes filles, un avec des jeunes garçons et un mixte avec des garçons et filles âgés de 15 à 35 ans) et nous avons recueilli cinq récits de vie auprès de personnes ayant vécu des expériences de violence au niveau des HLM.

À Médina Gounass, nous avons reproduit le même schéma, mais en nous concentrant sur les jeunes filles pensionnaires de la *Maison rose* <sup>9</sup> pour y recueillir les récits de vie ; en fonction de l'intensité du type de violence, de la diversité des cas des groupes sociolinguistiques et socio-culturels et surtout du fait que les victimes ne sont que des jeunes filles ayant vécu une ou plusieurs expériences de violence malgré leur jeune âge. Au total, nous avons effectué huit focus groups et réuni plus d'une dizaine de récits de vies. Malgré la diversification des cas, nous avons dû arrêter les entretiens compte tenu du principe de saturation, car nous n'avons plus noté de nouvelles informations particulières.

### Entretiens et technique de collecte

L'approche qualitative a été réalisée à travers des entrevues semi-directives individuelles, sous forme de récits de vie et de focus groups. L'entretien constitue, pour reprendre les termes de Poulart (1997 :175) :

---

<sup>7</sup> Concernant l'enquête institutionnelle, 56 entretiens individuels ont été organisés avec des acteurs institutionnels, des ONG, des organismes onusiens qui sont la plus part des partenaires techniques de l'État sénégalais

<sup>8</sup> Selon la théorie d'échantillonnage par homogénéisation ce n'est pas le principe de la diversification externe qui s'applique, mais plutôt celui de la diversification interne

<sup>9</sup> La vocation de l'ONG Univers'elle dont le siège est la Maison Rose est de développer des stratégies de prévention pour lutter contre les violences faites aux femmes, aux filles et aux enfants. La maison accueille des filles qui sont en état de grossesse ou qui ont subi des viols, des abus et des agressions sexuelles. Elle offre aussi un appui aux communautés pour une meilleure prise en charge des situations de violence.

l'un des meilleurs moyens pour saisir le sens que les acteurs donnent à leurs conduites (les comportements ne parlant pas d'eux-mêmes), la façon dont ils se représentent le monde et la façon dont ils vivent leurs situations, les acteurs étant vus comme les mieux placés pour en parler.

Cette technique de collecte permet ainsi d'avoir des informations et d'atteindre les perceptions, le sens, les vécus des acteurs, les déterminants et les conséquences du phénomène de violence.

D'autres entretiens informels sous forme de conversations ont complété les données, notamment avec des renseignements recueillis auprès de personnes ressources rencontrées sur le terrain, qui ont porté un réel intérêt à l'étude.

Dans cette partie, les outils qualitatifs utilisés sont le récit de vie et le focus group.

### **Récits de vie**

Les récits de vie se font à travers des entretiens semi-directifs avec un guide d'entretien. L'écoute et la neutralité sont privilégiées. Pour les récits de vie, les répondants ont été retenus sur la base de leur parcours en rapport avec la violence. Ils ont été identifiés lors des focus group après avoir énoncé brièvement leurs parcours qui semblaient riches en événements permettant de mieux comprendre la thématique. Une fois identifiés, ils ont accepté un entretien privé approfondi. L'exploitation des récits de vie transcrits au préalable a permis une compréhension approfondie des causes de l'exposition des jeunes filles à la violence et, plus globalement, des facteurs de vulnérabilité, grâce à une revue complète des trajectoires détaillées et une analyse des perceptions des acteurs sur les événements vécus.

### **Focus group**

Dans chaque commune, les focus ont été réalisés avec : un groupe de jeunes hommes, un groupe de jeunes femmes et un groupe caractéristique. En ce qui concerne ce dernier groupe, celui de Médina Gounass était constitué par les jeunes filles pensionnaires de la Maison Rose ; aux HLM, le troisième focus a été réalisé avec les commerçants du marché. Les entretiens ont été semi-structurés, chaque participant étant libre de donner son opinion sur la thématique. Cette méthode a permis non seulement de corroborer les renseignements collectés lors de l'enquête quantitative, mais aussi d'obtenir des informations approfondies. Les jeunes qui ont participé au focus group ont été choisis par les points focaux présents dans chaque commune.



Afin d'obtenir une bonne représentativité, ces derniers ont été choisis soit des jeunes de la commune, actifs dans la vie associative, soit des élèves, des étudiants, des chômeurs ou des analphabètes. En ce qui concerne les deux derniers groupes :

- A Médina Gounass, les jeunes filles de la Maison Rose ont été choisies puisqu'elles ont subi des violences physiques, sexuelles et/ou psychologiques et ont des parcours assez « riches » en événements en rapport avec notre thématique. Rappelons que la Maison Rose est une institution accueillant des filles qui sont en état de grossesse ou ont subi des viols, des abus et des agressions sexuelles. Elle offre aussi un appui aux communautés pour une meilleure prise en charge des situations de violence.
- Aux HLM, le troisième focus group a été réalisé avec les commerçants du marché. En effet, le marché est situé au cœur de la commune, mais avec des extensions jusqu'habitations environnantes, ce qui crée ainsi beaucoup de tensions avec les riverains. À cela, s'ajoutent les violences au sein même du marché et celles dont les commerçants sont témoins. Ce marché est l'un des plus grands du pays, qui connaît donc une affluence réelle pendant toute l'année, mais plus importante lors des périodes de fête.

### **Entretiens et technique de collecte**

Le corpus est formé d'entretiens en langues locales menés sur la base de conversation. Le travail d'analyse consiste d'abord à traduire en français tous les entretiens avant de procéder à la transcription intégrale du discours des interviewés. Aussi, de nombreuses informations ont été élaguées afin de ne retenir que l'essentiel des réponses qui serviront à la triangulation des informations. Le logiciel Dedoose a été utilisé pour l'analyse thématique du matériel d'entretien. Cela a permis, en partant de la grille d'entretien, de dégager les différentes catégories émergentes du discours et de les regrouper sous forme de sous-thèmes.

## **III. Présentation et analyse des résultats sur la violence sexospécifique : vécu et représentation**

L'analyse portera sur les caractéristiques des jeunes filles, c'est-à-dire leurs profils, leurs perceptions, ainsi que les déterminants et les conséquences de la violence.

### ***3.1. Caractérisation des jeunes en situation de violence***

Les informations obtenues avec les questionnaires de l'enquête quantitative renseignent largement sur les caractéristiques en termes d'âge, de

sexe, de niveau d'instruction, de situation matrimoniale, de situation socio-économique des ménages, etc. Qualitativement le profil sociodémographique des interviewés confirme ces résultats : il s'agit de jeunes hommes et jeunes filles, âgés entre 15 et 33 ans, célibataires en majorité provenant presque tous de milieux défavorisés, dont le niveau d'instruction varie de la première année du primaire à la troisième année du secondaire. Rares sont ceux qui sont parvenus au niveau supérieur et au moment de l'étude aucun n'avait encore de travail rémunéré. Concernant les faits vécus par la plupart d'entre eux, ils sont tous connus ou ont été vécus comme des situations de violence, qu'il s'agisse des auteurs, des victimes ou des témoins. Le croisement des caractéristiques sociodémographiques avec le sexe démontre que la violence est expérimentée de manière différente selon le sexe. En outre, qualitativement, on remarque dans les deux communes un rajeunissement et un processus de féminisation de la violence, qui se traduit par une implication active et/ou passive des jeunes filles en tant qu'auteurs ou victimes de violence.

### **Violence verbale comme compensation de la "faiblesse physique"**

La féminisation de la violence est de plus en plus évoquée par les populations, mais l'absence de données diachroniques sur ce sujet limite le débat. Toutefois, il est possible de constater la forte implication des jeunes filles dans la violence. En effet, l'analyse quantitative montre une dépendance très significative du genre par rapport aux jeunes auteurs de violences physiques, de violences verbales et d'atteintes aux biens. L'implication des jeunes filles en tant qu'auteurs de violence concerne majoritairement les violences verbales, un peu moins les violences physiques (4,2 %), que chez les garçons (13,3 %) et très rarement les atteintes aux biens. Les violences physiques ont cependant plus comme auteurs les jeunes filles (17 %) que les garçons (10,8 %). En effet, tout au long des entretiens individuels et de groupe, les jeunes garçons, mais aussi les jeunes filles reconnaissent que le genre féminin peut tenir un langage blessant en cas de conflits. Peut-on considérer cette violence verbale, comme une compensation de la « faiblesse physique » face aux jeunes filles impliquées dans « la production de pornographie et pour cybercriminalité, avec racolage de clients sur Internet ? ».

### **Atteintes aux biens ou le "vol au féminin"**

L'absence de données statistique ne permet pas des conclusions hâtives, mais des séries de vols réalisés par les femmes et relatés dans les faits divers ont été observés sur le terrain. D'ailleurs la proportion de jeunes filles auteurs d'atteintes aux biens est de 0,9 %, alors que celle des garçons représente 2,7 %.

D'après les observations empiriques et les constats lors des dernières

années, le « vol au féminin » semble sans doute l'une des formes de violence qui revient de plus en plus dans le discours des populations. Ce phénomène survient surtout durant les périodes de fêtes. Beaucoup de femmes sont ainsi auteures ou complices de vols lors d'événements festifs. Les endroits les plus touchés sont les marchés publics qui constituent aujourd'hui des endroits à risques pour la population, mais particulièrement pour les commençants :

les femmes excellent dans cette activités, nous relatent les commerçants du marché des HLM ... il ne se passe pas un jour sans qu'on ne rattrape main dans le sac des femmes qui volent et le plus impressionnant, ce sont des jeunes filles entre 25 et 30 ans qui font ces forfaits

Focus group , marché HLM

Lorsqu'on examine les articles volés, il s'agit en majorité de matériel tel que des effets de toilette, des tissus ou vêtements, des sacs. Ce phénomène, qui commence à attirer de plus en plus les regards, mérite attention, parmi les faits divers, et demande des investigations plus poussées si l'on sait qu'il y a quelques années, cela ne faisait pas partie des problématiques évoquées concernant la présence des jeunes filles dans la rue.

### **Agression sexuelle et / ou viol**

Les jeunes filles sont, presque autant que les hommes, victimes de violence physique. D'après les résultats quantitatifs, la dépendance n'est que significative pour les victimes de violences physiques : les jeunes filles représentent 16,7 % là où les hommes sont à 24,5 %. Cependant, les agressions sexuelles et les viols répétitifs sont des formes de violence sexuelle que l'on retrouve fréquemment dans les discours de la majorité des jeunes filles rencontrées et spécifiquement à la Maison Rose. Contrairement au cas des vols, les viols que relatent les jeunes filles se produisent dans la sphère privée ou domestique. Voici le récit d'une jeune fille :

j'ai été violée et enceinte par un ami de mon beau-père, mais ma mère ne m'a jamais cru. Au contraire elle ne cessait de m'insulter, de me traiter de garce et avec la grossesse, elle me faisait travailler durement : je pense que ma mère ne m'a jamais aimé.

Le cas de Chacha, une jeune fille ayant subi plusieurs violences pendant l'enfance dont un viol, en témoigne également. Avec une grossesse non désirée, contractée plus tard, sa famille lui a tourné le dos malgré sa situation difficile.

« Mais là-bas les conditions étaient tellement difficiles. Mon grand-père supportait beaucoup de choses à cause de moi. Mes oncles di-

saient qu'ils n'allaient plus donner la dépense quotidienne tant que je serais là-bas. Seul grand-père me supportait dans cette maison. Il arrivait qu'on ne lui donne pas à manger à cause de moi. Tous disaient que j'avais sali le nom de la famille ; ils disaient que je ne méritais pas de manger, ni de vivre dans leur maison. Ils ont voulu me mettre à la porte mais mon grand-père a dit niet. Cependant, je voyais comment ils le traitaient à cause de lui. J'ai été obligée de quitter la maison. J'ai passé une journée entière à marcher sans savoir où j'allais»

RV, Médina Gounass, Chacha, Maison Rose

### **Violences psychologiques**

À l'unanimité, les filles interrogées confient avoir subi des violences verbales et psychologiques. Les jeunes filles victimes de violences verbales représentent 40,3 % et les hommes 43,2 %. Ces deux types de violence, plus fréquents dans les milieux étudiés, se caractérisent par leur invisibilité physique et sournoise, car elles ne laissent pas de marques visibles chez les personnes qui les subissent. Cependant, « les marques psychologiques laissent des blessures profondes, ineffaçables », témoigne un responsable de l'intervention de la Maison Rose.

Il ressort que la violence verbale se manifeste, par des hurlements ou des cris, des propos insultants, dégradants, sarcastiques ou méprisants, des menaces. Elle engendre un sentiment d'insécurité, d'inconfort, de peur entraînant des détresses mentales et psychologiques.

Quant à la violence psychologique, elle consiste à dévaloriser les jeunes filles par des attitudes et des comportements de mépris, de maltraitance, d'humiliation, d'intimidations, de dénigrement ou de rabaissement. Elle peut aussi prendre la forme de privation de liberté, ou de contrôle sévère exercé sur l'autre personne. Ce type de violence entraîne une mésestime de soi, une perte de confiance en soi, une dépendance psychologique et émotionnelle, pour les filles. Elle est souvent infligée par les plus proches qui ne réalisent pas toujours l'impact que ce comportement peut avoir dans la vie d'une personne. C'est le cas de cette jeune fille qui malgré son jeune âge lors des faits, a intériorisé les mots et comportements à caractère blessant de son beau-père.

« Mon beau-père m'a toujours considérée comme une "bonne à rien", qui ne va jamais réussir ni trouver un bon mari ... que je fréquente les garçons et que si je ne faisais pas attention, je finirai comme ma mère, c'est-à-dire être mère célibataire... et le plus difficile c'est que ma mère ne me croyait pas quand je lui rapportais les propos de mon beau-père... il ne m'aimait pas et me l'a toujours fait savoir... il me demandait toujours pourquoi je ne rentrais pas chez mon vrai père.

D'après les entretiens, la plupart des filles qui subissent ou ont subi des violences verbales ou psychologiques ont une propension à s'isoler, devenant ainsi plus vulnérables aux autres formes de violences. Par ailleurs, pour certaines filles, il existe un lien entre les violences verbales et psychologiques dont elles sont victimes et l'exclusion ou la discrimination de la part de leurs familles. Cela laisse croire que les conditions de vie dans certains ménages (promiscuité, divorce et remariage des parents, famille recomposée, confiance, etc.) rendaient beaucoup de jeunes filles très vulnérables, fragiles au viol. Alors qu'elles devraient bénéficier de soutien et d'assistance à cause des violences subies, elles sont au contraire rejetées ou marginalisées par leurs proches parents.

### ***3.2. Déterminants de la violence chez les jeunes filles : une vulnérabilité au pluriel***

Quels sont les déterminants de la violence sexospécifique ?

Les résultats de la recherche empirique ont révélé une diversité de facteurs complexes et interdépendants qui favorisent l'implication des jeunes filles dans la violence.

#### **Déterminants familiaux : la reproduction sociale de la violence**

Les déterminants familiaux sont relatifs à l'instabilité familiale qui engendre disputes, bagarres, insultes entre époux ou membres de la famille. En effet, il ressort des entretiens individuels et des focus group que, dans les deux communes, cette instabilité familiale entraîne des pratiques de divortialité /mariage /remariages, de famille recomposée et de formes de négligences sociales importantes.

Pour résoudre le problème, il faut faire le maximum. Même les parents n'ont plus le temps. Autrefois, les femmes étaient des ménagères, elles restaient à la maison et inculquaient des valeurs aux enfants. Pour dire que le changement, la modernité jouent sur le conflit des générations. Si on veut adopter la méthode occidentale aussi cela ne marchera pas ici...

Les parents sont préoccupés par les dépenses et l'éducation est laissée en rade. Les enseignants ne font que frapper les enfants, ils n'éduquent plus. Et les parents ont hâte de se débarrasser des enfants.

Focus Group, HLM, Jeunes filles

Je ne vais jamais pardonner des gens qui violent ou qui traitent mal les femmes. Mon papa le faisait avec ma maman et je ne pouvais pas accepter ça. Un jour, quand il a fait ça à maman, j'ai voulu le

tuer. J'étais prête pour le tuer et partir en prison après. Parce que ce n'est pas bon ce qu'il fait. Traiter les femmes comme ça, ça fait trop mal.

Sarra, 19 ans, Maison Rose, Focus Group

Le divorce des parents est un facteur d'instabilité pour certaines répondantes. Les jeunes filles sont confiées à d'autres membres de la famille, le plus souvent les grands-parents, les oncles ou les tantes, etc., qui sont supposés les éduquer comme leurs propres enfants. Cette pratique de confiage faisait partie des mécanismes de régulation sociale et familiale. Cependant, elle ne tient pas compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, mais d'un consensus afin que les deux parents (la mère surtout qui, souvent, ne peut pas entretenir seule ses enfants) puissent refaire leurs vies avec d'autres conjoints. Avec la modernité, le confiage comme forme de régulation est perverti. Les mécanismes cette de perversion sont le matériel, l'argent et d'autres considérations qui n'ont rien à avoir avec les valeurs sociales cardinales, d'après nos observations.

L'éducation de l'enfant se retrouve ainsi entre les mains de deux personnes, mais de plusieurs « tuteurs » qui s'arrogent le droit d'intervenir dans sa vie en raison de leurs liens avec les parents. Chacha et Ndèye, issues de parents divorcés, ont toutes les deux vécu cette expérience, et c'est dans ces familles d'accueil qu'elles ont subi des actes de violence (viols, coups et blessures, éducation coercitive) qui ont influé significativement sur leurs comportements face à la violence. Les identités qu'elles se sont forgées et à travers lesquelles elles se décrivent le mieux trouvent leur genèse dans ces actes subis durant leur enfance.

Les résultats de l'enquête quantitative montrent une relation de dépendance entre le fait d'avoir été rejeté ou marginalisé dans sa famille et celui d'être auteur ou victime de violences physiques. La marginalisation au sein de la famille a pu influencer sur l'identité du jeune et davantage de la jeune fille, et par là sur son attitude face à la violence. Ainsi, en s'interrogeant sur les situations vécues dans l'enfance et leur incidence sur les violences subies par les femmes à l'âge adulte, Jaspard, Maryse *et al* affirment que :

Il y a bien, dans certaines proportions, une répétition ou reproduction des situations de violences vécues pendant l'enfance. Cette répétition est d'autant plus forte que la maltraitance s'inscrit dans la durée et qu'elle est perpétrée par des proches ; le préjudice est encore aggravé dans le cas de blessures indicibles parce que ressenties comme honteuses telles les violences sexuelles, notamment dans les situations d'inceste et de pédophilie.

De plus, cette « reproduction » se révèle très contrastée selon le sexe :

Globalement, les petites filles victimes deviennent des femmes victimes, tandis que les petits garçons victimes deviennent des agresseurs. Fondamentalement, plus qu'une simple répétition d'un scénario où « Papa frappe et Maman crie », cette reproduction sexuée de la violence repose davantage sur les positions sociales assignées aux hommes et aux femmes et aux systèmes de valeurs et de représentations qui traversent la société. (Jaspard, Maryse *et al.* 2003).

Cette dernière phrase convoque la théorie sur les rapports sociaux de genre, qui peut donc faire l'objet d'une adaptation dans notre société pour comprendre la situation. La famille est le facteur le plus important avec une diversité d'acteurs pour chacune des jeunes filles. On constate que ces parents ne sont pas tous des auteurs de violences sur leurs filles, mais ont contribué, volontairement ou non, à créer un environnement familial d'insécurité pour elles, cet qui peut être constaté dans ces extraits d'un focus group :

Concernant la violence à laquelle vous faites allusion, je crois que, pour certains, d'une part, c'est l'éducation qu'ils reçoivent de leurs parents, un parent ne doit toujours pas chercher à faire plaisir à son enfant, la fréquentation est aussi un facteur favorisant, une personne doit bien identifier sa fréquentation. Je prends mon exemple, j'ai fait toute ma jeunesse mais je n'ai jamais voulu fréquenter quelqu'un qui s'adonne à la violence, je n'ai jamais été aussi auteur de violence, j'ai fréquenté le milieu juste par curiosité et audace mais je n'ai jamais agressé ni volé, mais j'étais qu'à même un fumeur et je buvais également de l'alcool avec de la diplomatie.

RV, Homme, HLM

Je ne cesserai de le dire, le premier facteur qui pousse les jeunes dans la violence est l'éducation des parents, la famille est le premier cadre où on inculque une éducation aux enfants, pour leur faire adopter une façon de vivre, tout père ou mère doit encadrer son enfant de sorte qu'il ne soit tenté de commettre certains mauvais actes, l'enfant aussi dès le bas âge reçoit des visiteurs, soit des amis du quartier, soit des camarades de classe, le parent doit s'interroger sur les comportements et attitudes de ces fréquentations, ont-ils reçu une bonne éducation ?

RV, Homme, HLM

Les résultats de l'enquête ont montré la démission des parents qui se traduit par une négligence et une fuite des responsabilités sur les jeunes filles. Elle constitue la première explication de la violence sur ces jeunes filles.

### ***3.3. Déterminants socioéconomiques de la violence***

Les facteurs socioéconomiques font intervenir ici les éléments d'accès à des services sociaux tels que l'éducation, la formation, l'emploi, la prise en charge juridique, sanitaire.

#### **Défaut d'instruction et de formation**

Pour la majorité des répondantes, dans les deux communes et davantage à Médina Gounass, le niveau d'instruction ne dépasse pas le collège ou même le primaire. Leurs scolarités ont été perturbées par l'instabilité familiale et les nombreux déplacements dans des familles « d'accueil ». N'ayant pas de tuteurs fixes pouvant veiller sur leur éducation, elles se trouvent dans l'incapacité d'assurer toutes seules leur scolarité. Il faut aussi souligner le manque d'alternatives auquel elles font face une fois sorties de l'école. Elles n'ont pas les ressources économiques et relationnelles nécessaires leur permettant de se trouver une formation professionnelle afin de s'insérer dans le marché du travail, trouver un emploi et subvenir à leurs besoins de façon autonome. Dans ce cas, certaines jeunes filles en situation de vulnérabilité, à l'image de Chacha, s'adonnent à des activités à risques pour leur âge, à savoir la prostitution, le vol, ou parfois même la mendicité.

Une fois qu'elles ne trouvent plus d'alternatives au niveau familial et social, et que leurs conditions de vie deviennent très dures, elles sont référées à la Maison Rose par un proche ou une structure ne pouvant pas les prendre en charge. À partir de là, commence un chemin plus ou moins long vers la résilience en fonction de la capacité des jeunes filles à dépasser les événements vécus. Les conditions socioéconomiques défavorables rendent vulnérables ces jeunes filles face à la violence, car elles les placent dans un contexte de précarité aussi bien économique que social. Les données concernant le niveau d'instruction et la situation professionnelle donnent une idée sur les conditions socioéconomiques des jeunes dans les deux communes et leur lien avec le sexe.

Le niveau d'instruction dans ce cas est indépendant du sexe. Les jeunes filles et jeunes garçons ont autant de chances d'être scolarisés ou non, et il n'y a donc pas de discrimination globalement, ce qui peut être interprété comme une résultante des progrès en matière de scolarisation des filles.

Cependant, pour le niveau primaire, 20,8 % de filles contre 18,3 % des garçons sont scolarisés, alors que pour le supérieur, le pourcentage a augmenté chez les jeunes garçons (19,9 %) alors que les jeunes filles ont un taux qui a baissé pour atteindre 13,4 %. Malgré des progrès réalisés en matière de scolarisation des filles, le maintien de celles-ci à l'école reste toujours un problème d'actualité, ce qui constitue une manifestation



d'inégalités de genre. C'est également valable pour certains garçons qui estiment que les déterminants des violences sont l'absence d'éducation, de formation et d'emploi. Par conséquent, beaucoup de garçons sont ainsi devenus voleurs, agresseurs vendeurs de chanvre indien, etc.

Je vois que tout tourne autour du manque d'éducation, dès l'instant que tu es jeune, si tes parents n'ont plus la responsabilité de veiller à ton éducation scolaire, ni familiale, une fois devenu grand tu n'as d'autres choix que d'élire domicile dans les rues pour commettre des agressions. Nous constatons que les actes de vol et d'agression sont les plus fréquents dans ce quartier, malgré nos efforts, il est impossible de les éradiquer dans la mesure où les jeunes qui le font n'ont pas reçu une éducation de base durant leur enfance. Quand une personne devient adulte, en voyant les biens de ses homologues alors qu'elle ne travaille pas pour s'en procurer, il n'aura rien d'autre que de dérober les biens d'autrui.

Mansour 19 ans, Focus Group, HLM

Concernant la scolarité et la formation, la discrimination se manifeste par le choix d'amener le garçon à l'école plutôt que la fille. Beaucoup de filles se voient privées du droit à la scolarité, surtout lorsque les parents doivent faire face à des difficultés liées à la raréfaction des ressources financières. Elles sont ainsi contraintes de travailler pour payer la scolarité de leur frère, à défaut de rester à la maison et de s'occuper des tâches domestiques. Par ailleurs, certaines filles qui arrivent, rarement, à poursuivre leurs études subissent une violence scolaire. Cette situation les contraint à abandonner leur scolarité malgré les dispositions des États africains à respecter les engagements pris lors du forum mondial de l'Unesco en 2000 à Dakar, à savoir « réaliser la parité et l'égalité entre les sexes dans l'éducation ».

### **Absence ou précarité des activités socioprofessionnelles**

Il existe donc une forte corrélation entre le sexe et la situation socio-professionnelle. On observe un lien direct entre la situation socioprofessionnelle et le sexe dans les deux communes. Le chômage touche 8,2 % des jeunes. Cependant, les garçons sont les plus touchés (64,8 %) contre 35,2 % pour les filles. Seules 5,8 % des filles sont salariées contre 62,2 % des garçons. Par ailleurs, on note également l'importance des filles œuvrant dans l'informel (33,7 %) contre 66,3 % chez les garçons, ou comme personnes occupées à la maison (16,9 %), alors que ce taux n'est que de 3,2 % pour les garçons. Le faible pourcentage de jeunes filles salariées et celui élevé de jeunes filles qui restent au foyer renseignent sur la difficulté rencontrées par les jeunes filles pour s'insérer dans le milieu professionnel.

L'autonomisation sociale des jeunes filles, qui dépend fortement de celle économique, est encore plus difficile.

Les principaux facteurs qui expliquent ces situations de violence sont la pauvreté et le manque de moyens matériels car cela conduit à toutes sortes de comportements et d'attitudes, le manque d'emplois, la fainéantise de certains jeunes qui cherchent de l'argent facile, le fait de ne pas travailler, exposent la personne à des tentations, n'importe qui peut vous faire des propositions indécentes pour vous attirer à avoir de l'argent facilement !

Focus Group, Médina Gounass, Jeunes Filles

La pauvreté est la volonté divine mais il faut être optimiste, si vos parents n'ont pas assez de moyens, s'ils sont en location et chaque enfant n'aura pas l'opportunité d'avoir une chambre individuelle, ils seront obligés de vivre des fois dans une même chambre en promiscuité, ce qui peut favoriser une situation de violence. Actuellement, la conjoncture a fait que si vous êtes mariés avec un homme et que vous avez des enfants, même s'il a envie de tout faire, cela devient impossible, chaque femme doit trouver des moyens d'avoir une activité professionnelle afin de soutenir son mari dans la prise en charge des besoins familiaux.

Focus Group, Médina Gounass, Jeunes Filles

Les actes de domination économique constituent une forme de violence du fait du contrôle des dépenses et des revenus. La violence économique porte atteinte à l'autonomie personnelle, financière, des jeunes filles et peut affecter gravement leur santé psychologique, psychique ou mentale. Cette forme de violence constitue le lit de presque toutes les autres violences. Elle touche davantage les jeunes filles que les garçons et les rend plus vulnérables. Elle se manifeste à travers la pauvreté aussi bien sociale que matérielle. Il existe une relation de dépendance entre le faible niveau de vie des jeunes filles enquêtées et la violence. À Médina Gounass où il y a certaines familles avec des revenus minimes, le faible niveau de vie économique est évoqué comme étant un facteur d'instabilité familiale.

Médina Gounass évoque pour moi la pauvreté des femmes seules avec des enfants. Les maris sont partis, donc, elles doivent gérer cinq ou six enfants seules et souvent qui ne sont même pas déclarés et donc, on ne peut pas les mettre à l'école ; dans ce contexte, on se demande comment élever son enfant et l'instruire aussi ? Si les enfants sont dans la rue, il y a un bassin de rétention dangereux, qui est maintenant un peu réaménagé, mais au début quand je suis arrivée, c'était hyper-dangereux, il y avait beaucoup d'enfants qui se

noyaient. On a l'impression que c'est vraiment un quartier qui a beaucoup de choses à développer, beaucoup de choses à humaniser je dirai parce qu'il n'y a pas de travail, les femmes sont seules et vivent des situations très dures...

Entretien individuel, Directrice Maison Rose, Médina Gounass

### **3.4. Conséquences de la violence sexospécifique**

Les conséquences sont vécues de manière différenciée entre les préjudices faits aux jeunes filles et ceux faits aux jeunes garçons. Selon les discours des interviewées les conséquences sont multiples et diversifiées. Mais une analyse approfondie de ces conséquences permet de les regrouper en deux points : sanitaire et socioéconomique.

#### **Conséquences sanitaires**

Le lien est établi entre les conditions de vie précaires ou une pauvreté matérielle et les problèmes d'accès aux services de santé. Les premières représentations qui découlent des conséquences de la violence sont d'ordre physique. Toutefois, celles-ci prennent différentes formes et donnent lieu à des dommages variés. Pour les jeunes hommes interrogés, les conséquences subies par la violence sont plus d'ordre physique, comme des séquelles avec des lésions traumatiques sur le corps « tu as remarqué les balafres... sur les bras et il y en a d'autres sur mon corps je me battais avec un copain et il m'a donné des coups avec des tessons de bouteille de bière » nous relatait un des anciens délinquants repentis rencontré aux HLM. Pour certains jeunes, la violence est matérialisée par des blessures physiques tels que des membres ou côtes fracturés, des dents cassées, etc.

Par ailleurs, pour les jeunes filles, les conséquences vécues après des actes de violences subies, qui sont évoquées dans leur discours, sont liées à des troubles multifformes et traumatisants. Ils sont d'ordre psychosomatiques, psychiques et émotionnels (sentiment de peur, colère, états d'anxiété, de honte, auto-dévalorisation, sentiments de souillures d'impropres, haine), digestif (lombalgies chroniques, palpitation, fourmillement dans les mains, soumission).

C'était très difficile ..., avant de venir à la Maison Rose, je ne connaissais pas le pardon, je ne pardonnais pas. Maintenant, la Maison Rose m'a appris le pardon et beaucoup d'autres choses. Au début, je restais tranquillement dans mon coin pour pleurer, mais grâce aux ateliers, j'ai arrêté de pleurer. Aujourd'hui, quand je vais sortir, quand on me dit quelque chose (*elle hésite*)

Ciré, 13 ans, Maison rose

D'autres formes de troubles psychologiques évoqués dans les récits

des jeunes filles sont des troubles cognitifs tels que des difficultés d'attention, de concentration, des pertes de mémoires.

De nombreuses conséquences consistent en des troubles de comportements, physiologiques et gynécologiques, liés à une sexualité désordonnée, voire à la prostitution. Nous avons rencontré beaucoup des jeunes filles qui ont contracté des grossesses et des maladies sexuellement transmissibles ou MST. Ce qui ressort de leur récit, c'est qu'elles ont toutes été violées puis rejetées par leur famille. Beaucoup d'abus de substances psychoactives (consommation chronique de drogue, tabac, alcool, médicament), sont observés, surtout chez les jeunes hommes.

L'analyse approfondie de tous les récits démontre que les violences vécues par les jeunes laissent rarement des cicatrices ou des séquelles visibles sur le corps, mais par ailleurs, montre ont eu des effets d'une certaine gravité sur la santé des victimes. Pour de nombreux chercheurs en sciences sociales, particulièrement les spécialistes du genre, les violences sexuelles (agression, prostitution ou exploitation sexuelle, viol etc.), expliquent en bonne partie le fort impact des rapports de pouvoir ou de la domination masculine dans le domaine de la sexualité. Ces violences mettent l'accent sur l'inégalité de positions et de force dans les négociations sexuelles. La déclaration sur l'élimination de la violence faites aux femmes a reconnu dès 1993 que « cette violence est la manifestation de rapports de force historiquement inégaux qui ont abouti à la domination des hommes sur les femmes ».

Les inégalités de genre affectent l'ensemble du domaine de la santé et surtout la santé reproductive des jeunes filles. Cela demande donc de définir le rapport entre la santé reproductive des jeunes filles, le droit et la violence. La situation se traduit d'abord par la persistance de certaines pratiques néfastes (excision ou mutilation génitale, mariage forcé et grossesse précoce, abus sexuels). En outre, ces sévices subis par les jeunes filles manifestent une grande vulnérabilité, liée au risque de développer des maladies IST ou le VIH /Sida, et traduisent un problème d'accès à la prise en charge ou au traitement de la maladie. La violence dirigée contre les jeunes filles par rapport aux garçons explique le mieux la relation entre le droit et la santé, spécifiquement la santé reproductive des jeunes filles, ainsi que les conséquences poignantes de la position inférieure que celles-ci occupent.

### **Conséquences socioéconomiques**

La violence subie par les jeunes a des conséquences économiques importantes pour beaucoup de jeunes, et principalement les jeunes filles. Elles sont souvent la cause de l'incapacité de travailler, ce qui aggrave le cas des jeunes en dépendance sociale économique. La plupart des séquelles physiques et même psychologiques constituent pour les jeunes filles

des facteurs de blocage : avec une incapacité de travailler ou de développer des activités génératrices de revenus, on constate une incapacité de continuer des études.

Ces conséquences ont un impact notable sur la famille et la société en général. La vulnérabilité des jeunes filles augmente de façon considérable avec la pauvreté. Beaucoup de filles sont contraintes à la prostitution pour faire vivre leurs familles (Aduayi Diop 2010). Par ailleurs, de nombreuses jeunes filles enceintes suite à des viols ou des abus sexuels et soumises à la maltraitance sont dépouillées de leur statut social. Certaines sont rejetées, stigmatisées, marginalisées ou exclues par leur famille ou leur communauté, ce qui accentue leur vulnérabilité. Suite au viol ou à l'abus sexuel, de nombreuses jeunes filles sont obligées de subir des grossesses non désirées, ou de choisir l'interruption volontaire de grossesses, l'infanticide, la déclaration tardive de la grossesse et du nouveau-né, le déni de grossesse.

Au début, je n'aimais pas mon fils aîné. Je le lavais, l'habillais et tout, mais je ne m'approchais pas trop de lui parce que c'est le fruit d'un viol répété que j'ai subi. Après c'est ma tante qui m'a ramené à la raison. Elle me disait que ce n'était pas de sa faute. Mais maintenant, j'ai appris à l'aimer et je l'aime tellement que je ne veux pas que n'importe qui le touche. Il a quatre ans maintenant. Mon deuxième enfant a un an et un mois.

FD, 21 ans

Les femmes victimes d'abus sexuels subissent une double peine en cas de grossesse. Rejetées, elles peuvent être portées à se suicider ou à commettre des infanticides. Faute de soutien public et d'abris pour protéger et aider les femmes vulnérables, notamment les filles-mères et les victimes de violence domestique, de nombreuses femmes ne peuvent s'enfuir, ni soustraire leurs enfants aux abus perpétrés par des membres de leur famille. Cette situation les rend plus vulnérables que les garçons, car elles n'ont plus de protection sanitaire, économique et sociale.

## **Suggestions**

Au regard des résultats de notre étude, plusieurs propositions peuvent être faites :

- donner une formation professionnelle aux jeunes filles et garçons afin de les aider à s'insérer socialement ;
- renforcer la famille et faire la promotion des valeurs traditionnelles et religieuses dans les cellules familiales et communautaires ;
- veiller à l'éducation religieuse (école coranique, catéchisme), avant la

scolarisation moderne, pour l'appropriation des valeurs avant toute autre influence ;

- mettre en place un cadre de concertation local regroupant les acteurs éducatifs, sociaux, religieux, communautaires, économiques et les élus ;
- impliquer fortement les mouvements associatifs, les cadres religieux et les acteurs communautaires dans la lutte et la prévention de la violence ;
- créer des conditions adéquates pour la prise en charge des jeunes filles victimes de violence ;
- renforcer le dispositif institutionnel et partenarial de lutte contre la violence faite aux jeunes filles ;
- vulgariser davantage les dispositions juridiques existantes pour protéger contre les violences faites aux jeunes filles.

## Conclusion

La violence d'une manière générale, et celle sexospécifique en particulier, découle des inégalités de genre et de pouvoir, causes et conséquences de l'organisation sociale qui a comme soubassement la domination masculine. Les jeunes, filles et garçons, sont victimes et auteurs de violence de manières différenciées. La violence, qu'elle soit manifeste ou latente, constitue l'instrument estimé par l'individu pour asseoir son pouvoir de domination et de contrôle. Dans certaines structures sociales, la violence relève du fait social (manière de faire spécifique à une société). Comme telle, elle favorise et maintient la domination masculine qui constitue le socle même de la société patriarcale ou de l'organisation patrilineaire. Cette « supériorité de pouvoir » apparente de l'homme sur la femme contraint celle-ci à la soumission, à la dépendance et à la non-revendications des droits.

Chez les jeunes filles, la violence est entretenue par une culture du silence favorisée par un environnement socioculturel défavorable, une pauvreté multiforme, un délitement de valeurs cardinales garantes de la stabilité de la famille et de la société. Ces déterminants sont entrelacés avec des liens de dépendance significative.

Pour ce qui concerne les garçons, la violence faite aux jeunes filles est la forme de maltraitance sexospécifique la plus usuelle et la plus pernicieuse. Elle est habituellement le fait de membres de la famille, d'amis ou de personnes connues par la famille. Voilà pourquoi la littérature spécialisée évoque la violence familiale ou domestique. Ces formes de violence débouchent sur des agressions sexuelles, des abus et des viols, avec comme conséquences des grossesses précoces non désirées, des infanticides ou abandons d'enfants, une exposition aux maladies comme les IST ou le sida.

On observe un entrelacement des différents types de violence. La violence verbale et psychologique suit souvent la violence physique et la plupart des filles sont très fréquemment maltraitées. Elles acceptent cette situation de peur de représailles ou du rejet social (stigmates, mépris, discrimination, etc.). La vulnérabilité des jeunes filles face à la violence est accentuée par leur dépendance économique envers les hommes, par un manque de rigueur dans l'application de la loi ou par l'absence de mécanismes coercitifs en vue de combattre certaines formes de violence. De même, les conséquences sont lourdes sur tous les plans – social, humain, économique – non seulement pour les jeunes filles qui la subissent, mais également pour l'ensemble des communautés. Aussi bien les jeunes garçons que les filles qui sont aux prises avec la violence, en tant qu'auteurs, victimes ou témoins, ont besoin d'une prise en charge, d'un traitement adéquat afin de briser le cycle vicieux de cette violence.

### Références bibliographiques

- Aron Raymond, 1973, *Histoire et dialectique de la violence*, Paris, Gallimard.
- Bandura Albert, 1973, *Aggression: A Social Learning Analysis*, New York, Prentice-Hall Inc.
- Bourdieu Pierre, 1998, *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil.
- Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, 1970, *La reproduction*, Paris, Minuit.
- Comité de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants CLVF, 2010, *La parole aux faits, concertation nationale*, janvier.
- Crenshaw Kimberlé, Gotanda Neil, Peller Garry, Thomas Kendall, 1995, *Critical Race Theory: The Key Writings that Formed the Movement*, New York, The New Press, 494 p.
- Diop Abdoulaye Bara, 1983, *La société wolof. Transitions et changements. Les systèmes d'inégalité et de domination*, Paris, Karthala, 360 p.
- Diop Djibril, 2014, « Développement urbain et insécurité à Dakar : état des lieux et perspectives », CERIU, Université de Montréal, 22 p.
- Diop Fatou, 2012, *Étude sur les violences faites aux femmes et aux filles*, UNESCO/BREDA, Onufemmes.
- Diop Moussa, 2000, *La violence urbaine vue des quartiers de Dakar : recherche populaire et autoévaluation dans trois quartiers de la capitale sénégalaise*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 74 p.
- Diop Rosalie Aduayi, 2010, *Survivre à la pauvreté et à l'exclusion : le travail des adolescentes dans les marchés de Dakar*, Paris – Dakar, Karthala, AfriMAP et CREPOS, 234 p.
- Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples au Sénégal (EDS-MICS) (2010) exécutée d'octobre 2010 à avril 2011 par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

- Faye Odile Ndoumbe (dir.), 2013, Pour une élimination et une prévention de toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest *Rapport d'une étude menée dans 10 pays*, Dakar, Onufemmes / AFARD, 69 p.
- Girard René, 1972, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset.
- Goffman Erwing, 1991, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 574 p.
- Imam Ayesha M., Mama Amina, Sow Fatou, 2004, *Sexe, genre et société/ Engendrer les sciences sociales en Afrique*, Paris - Dakar, Karthala – Codesria, 464 p.
- Jaspard Maryse *et al.*, 2003, *Les violences envers les femmes en France : une enquête nationale*, Paris, La documentation Française.
- Kriegel Blandine (dir.), 2002, *La violence à la télévision*. Rapport de Mme Kriegel à M. Jean-Jacques Aillagon ministre de la culture et de la communication, Paris, : Ministère de la Culture et de la Communication. Mission d'Évaluation, d'Analyse et de Propositions relatives aux Représentations violentes à la Télévision
- Larose François, Terrisse Bernard, Lenoir Yves, Bédard Johanne, 2004, "Approches écosystémiques et fondements de l'intervention éducative précoce en milieux socio-économiques faibles. Les conditions de la résilience scolaire." *Brock Education. A Journal of Educational Research and Practice* 13, 2, p. 56-80.
- Maburruki Mukabuseni Mbuyi-Chantal, 2010, Le sort de la jeune fille africaine, Kindle Edition, <https://www.amazon.com/Sort-Jeune-Fille-Africaine-French-ebook/dp/B00FU9RF3G>.
- Malherbe Jean-François, 2003, *Violence et démocratie*, Sherbrooke, CGC,
- Masten Ann S., Best Karin M., Garmezy Norman, 1990, "Resilience and Development : Contributions from the Study of Children Who Overcome Adversity," *Development and Psychopathology*, 2, p. 425-444.
- Michaud Yves, 2004, *La violence*, Paris, Presses Universitaires de France, collection « Que sais-je » [2012, 7<sup>e</sup> édition].
- Milgram Stanley, 1963, « Behavioral Study of Obedience », *Journal of Abnormal and Social Psychology* 67, p. 371-378.
- Niang Cheikh Ibrahima, 2012, La situation des violences faites aux femmes : le mode de réponse et soutien aux survivantes dans les régions de Dakar, Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Louga, St-Louis et Thiès.
- OMS 2002 Rapport mondial sur la violence et la santé de 2002. En ligne : [https://www.who.int/violence\\_injury\\_prevention/violence/world\\_report/en/full\\_fr.pdf](https://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_fr.pdf).
- ONU, 1993, Déclaration sur l'élimination de la violence faites aux femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies
- ONUFEMMES - CRIGED, 2012, Pratique transfrontalière de l'excision : état des lieux et évaluation des actions dans les zones frontalières du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Niger, mars



- Pedrazzini Yves, 2005, *La violence des villes*, Paris, Éditions Alliance, 252 p.
- Pires Alvaro P., 1997, « De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales », in Jean POUPART *et al*, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, p. 3-54.
- Poulart Jean, 1997, « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologique » in J. Poulart, J.-P. Deslauriers, L. Groulx, R. Mayer, A. Pires (éd.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal /Gaëtan Morin, p. 173-209.
- Rapport de la Mission d'évaluation, d'analyse et de propositions relative aux représentations violentes à la télévision 2002). Ministère de la Culture et de la Communication, France
- Sow S., Sow O., 2000, « Problématique de la sécurité urbaine en milieu périurbain défavorisé et émergence des mouvements populaires de sécurité : le Comité populaire de sécurité de Grand Yoff à Dakar (Sénégal) ».
- Thiam A., 2012, « Meurtres, lynchages, agressions, viols... - Sénégal - Du pays de la *Teranga*, au pays de la terreur », *Sud Quotidien*, 24 août.
- United Nations Development Fund for Women, 2012, Situation des violences basées sur le genre au Sénégal, décembre
- Weber Max, 2003, *Économie et société*, Paris, Plon, collection Agora.
- Weber Max, 2013, *La domination*, Paris, La Découverte, coll. « Politique & sociétés », 2013, édition critique française établie par Yves Sintomer, traduction française par Isabelle Kalinowski

## Webographie

- <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1065&sa=X&ved=2ahUKEwiwyoy0x4HnAhVEIbcAHeOnA0QQFjAAegQIARAB>
- [http://www.michel-garrabe.com/cours/ml\\_ch11.pdf](http://www.michel-garrabe.com/cours/ml_ch11.pdf)
- <https://docplayer.fr/32006273-La-resilience-facteurs-de-risque-et-facteurs-de-protection.html>
- [https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers18-01/010071735](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-01/010071735).
- [https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers18](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18)
- <https://medium.com/r/%C3%A9pare-moi/r/%C3%A9silience-36411601771e>
- [https://www.persee.fr/doc/agora\\_1268-5666\\_2001\\_num\\_25\\_1\\_2413](https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2001_num_25_1_2413)
- [https://www.who.int/violence\\_injury\\_prevention/violence/world\\_report/en/full\\_report.pdf](https://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_report.pdf) Rapport mondial sur la violence et la santé de 2002. En ligne :

# **Exclusion et violence : politiques et gouvernance de la sécurité urbaine**

***Djibril Diop, Mayé Seck Sy & Joséphine Sarr***

*« L'enfant ne connaît pas Dieu, il ne connaît que le châtiment », avons-nous l'habitude de dire au Sénégal. Ainsi, dans nos sociétés, la violence envers les enfants est, quelque part, légitimée. Ce qui fait qu'il est souvent très difficile de faire comprendre que l'on peut anticiper sur la violence sans avoir recours à un châtiment ou à une forme de maltraitance ou de négligence.*

## **I. Contexte national**

Sur une population estimée à 15 726 037 habitants, plus de 55 % ont moins de 18 ans avec 7 896 040 femmes et 7 829 997 hommes (ANSD 2018). La structure démographique de la population sénégalaise est donc très fortement marquée par le poids de la jeunesse. Avec un taux de natalité de 39,1 ‰, une espérance de vie à la naissance de 61,7 ans pour un accroissement moyen annuel de 2,5 %, sur la base d'un indice de fécondité de 5,3 enfants par femme avec plus de 65 % de la population ayant moins de 35 ans, donc en plein âge de procréer. Cette courbe démographique a toutes les chances de se maintenir dans les 35 prochaines années selon l'ANDS (2017).

La main-d'œuvre jeune, âgée de 15 à 34 ans, va donc continuer de croître suivant les projections démographiques. D'un effectif de 4 620 844 en 2013, elle atteindra 8 527 948 en 2035 et va tripler en 2050 pour atteindre 13 549 769, soit presque l'équivalent de la population actuelle du pays (ANSD 2018). En effet, selon les données de l'Enquête démographique de santé (EDS II), 19 % des enfants de moins de 18 ans seraient en situation de travail au Sénégal, dont plus de 38 % dans des travaux domestiques (petites filles essentiellement) et 11 % engagés dans des activités économiques ou génératrices de revenus. Cette situation renseigne sur l'importance de l'action de protection et de promotion de l'enfance et de la jeunesse. Or, s'agissant de l'enregistrement des enfants à la naissance,

le taux reste encore faible. Estimé à 75 % pour les enfants de moins de cinq ans, ce taux est légèrement plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain (66 % contre 89 %, selon l'EDS MICS6 de 2010-2011). De même, la pratique de l'excision, bien qu'interdite par les lois du pays, reste encore bien ancrée au Sénégal. Elle concerne 26 % des femmes âgées de 15 à 49 ans.

À ces pratiques, s'ajoutent d'autres situations telles que les violences domestiques, les sévices infligés aux enfants dans le milieu familial, et les violences sexuelles et cela dans tous les milieux. 26,5 % des femmes rapportent avoir été victimes d'attouchements sexuels avant l'âge de 13 ans, les cas d'inceste occupant une place importante<sup>1</sup>. En ce qui concerne les différentes formes de violences – verbale, morale ou psychologique, les coups et blessures, ou encore les violences sexuelles<sup>2</sup> –, malgré l'existence d'une multitude d'acteurs et d'organismes intervenant, d'une manière générale, les informations chiffrées restent rares.

Le gouvernement du Sénégal, en conformité avec les dispositions internationales en matière de protection de l'enfance, s'est engagé à protéger les enfants contre l'exploitation et la violence. Or, de nombreux enfants et jeunes sont encore exposés à un risque dans leur famille. Les enfants et les jeunes qui grandissent dans des foyers où les parents/adultes sont violents, auteurs de délits, toxicomanes, mènent une vie chaotique et présentent un risque accru d'être à nouveau victimes et de tomber dans des activités délictueuses plus tard dans la vie<sup>3</sup>.

Néanmoins, la politique de protection de l'enfant au Sénégal se caractérise par l'existence d'un nombre important d'institutions, de structures publiques et privées, de cadres de concertation et d'une diversité d'intervenants, même s'il n'existe aucun mécanisme de coordination fonctionnelle pour harmoniser les actions engagées par les uns et les autres, souvent sur un même terrain. Également, il n'existe pas de stratégies communes définissant des thèmes prioritaires dans ce domaine<sup>4</sup>. Or, la

---

<sup>1</sup> République du Sénégal, 2013. *Stratégie nationale de protection de l'enfant*.

<sup>2</sup> République du Sénégal, 2013. *Stratégie nationale de protection de l'enfant*.

<sup>3</sup> EFUS, 2007. *Guide sur les audits locaux de sécurité. Synthèse de la pratique internationale*, 148 p.

<sup>4</sup> Les conclusions relèvent de la cartographie et de l'analyse du système de protection des enfants au Sénégal. 1. De nombreuses initiatives et actions en faveur de la protection de l'enfant sont en place, mais se trouvent fragmentées entre acteurs et institutions ; 2. Les acteurs du gouvernement et de la société civile agissent en l'absence d'une politique et d'un cadre national fédérateur, capable de réglementer les actions pour la promotion des services ; 3. Le manque de coordination entre les acteurs étatiques, la société civile et les bailleurs de fonds empêche l'utilisation optimale des ressources humaines et financières déjà insuffisantes ; 4. La présence sur le territoire des acteurs concernés n'est pas uniforme et

protection effective, efficace et durable des enfants contre les dangers de la maltraitance, la négligence, l'exploitation et la violence qu'ils encourrent, exige une mutualisation des ressources, des expériences et un partage d'expériences à toutes les échelles. Ce constat, parmi tant d'autres, a motivé l'adoption de la Stratégie nationale de protection de l'enfant (SNPE) « en vue de l'établissement d'un système intégré de protection »<sup>5</sup>, alors qu'on dénombre une dizaine d'autres stratégies initiées par les autorités en vue d'une meilleure protection des enfants au Sénégal. Entre autres, on a :

- la cartographie et analyse des systèmes de protection de l'enfant au Sénégal ;
- le projet de retrait des enfants de la rue ;
- la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) ;
- la Stratégie nationale de la protection de l'enfant (SNPE) (prévention, prise en charge, promotion) ;
- la Stratégie nationale de lutte contre la drogue ;
- la Stratégie nationale de protection sociale ;
- la Stratégie nationale en santé des adolescents (es) jeunes au Sénégal ;
- la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre 2016 -2026 (SNEEG) ;
- le Plan Sénégal Émergent – Plan d'actions prioritaires 2019-2023 (PAP2-PSE).

Par ailleurs, en préambule à la constitution, le Sénégal affirme son adhésion aux instruments juridiques internationaux, notamment à la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE)<sup>6</sup>. Ainsi, l'article 98 de la constitution stipule que les « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois... ». Elle garantit à tous les citoyens, y compris les enfants, certaines libertés fondamentales, dont les libertés civiles et politiques, la liberté d'opinion, la liberté de la presse, la liberté d'association, la liberté de réunion, la liberté de déplacement, la liberté de manifestation, les libertés culturelles, les libertés religieuses, les libertés philosophiques, les libertés syndicales, la liberté d'entreprendre, le droit à l'éducation, le droit de savoir lire et écrire, le droit de propriété, le droit au travail, le droit à la santé, le droit à un environnement sain et le droit à l'information pluriel-

---

limite la couverture et la qualité des services de protection de l'enfance et 5. Les financements du secteur de protection de l'enfant sont totalement inadéquats aux besoins réels du contexte du pays, ce qui empêche une réponse effective.

<sup>5</sup> République du Sénégal, 2013. *Stratégie nationale de protection de l'enfant*, p. 9-11.

<sup>6</sup> République du Sénégal (2011). *Cartographie et analyse des systèmes de protection de l'enfance*, Sénégal. Rapport final.

le <sup>7</sup>. Outre la CDE, le Sénégal adhère à la majorité des instruments internationaux se rapportant à la protection de l'enfance et dispose de plusieurs lois et politiques nationales prévoyant un cadre juridique et politique pour la protection de l'enfance, rappelé dans l'encadré suivant <sup>8</sup>.

**Lois nationales relatives à la protection de l'enfance au Sénégal :**

Code de la famille - Enregistrement à la naissance  
 Code de la famille - Bien-être de l'enfant et de la famille  
 Code de la famille - Garde à vue des enfants  
 Code de la famille - Violence domestique  
 Code de la famille - Droits d'héritage  
 Code de la famille - Adoption  
 Code de la famille - Travail des enfants  
 Code de la famille - Sévices sexuels  
 Code du travail ;  
 Code de procédure pénale (art. 565-607) - Enfants victimes/Témoins dans les poursuites judiciaires  
 Code de procédure pénale (art. 565-607) - Abus physique / châtiment corporel  
 Code pénal, art. 319-20 - Prostitution des enfants  
 Code pénal, art. 393 - Pornographie des enfants  
 Loi n° 02-2005 visant à combattre la traite des êtres humains et à protéger les victimes  
 Loi sur l'excision de 1999  
 Loi n° 75-70 relative à l'éducation des enfants  
 Arrêté n° 3748 relatif au travail des enfants  
 Arrêté n° 3749 fixant et interdisant les Pires formes de travail des enfants ;  
 Arrêté n° 3750 fixant la nature des travaux dangereux interdits aux enfants ;  
 Arrêté ministériel n° 5770 en date du 7 avril 2017 portant création, composition et fonctionnement du Comité national de Pilotage du « Projet d'Appui à l'éradication de la mendicité et de la maltraitance des enfants au Sénégal »  
 Arrêté n°3751 fixant les catégories d'entreprises et travaux interdits aux enfants  
 Enfants affectés par le VIH/SIDA - Programme national de lutte contre le

<sup>7</sup> Article 8 de la constitution du Sénégal.

<sup>8</sup> République du Sénégal (2012). *Rapport : enquête mondiale sur le suivi de l'étude de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants. Réponse de l'État du Sénégal*. 21 p.

## VIH/Sida

Enfants réfugiés et migrants - Protection des enfants en situation d'urgence  
 Enfants en conflit avec la loi - code pénal (art. 52 et 53)  
 Plan national d'action de lutte contre la traite 2008-2013.

Dans le cadre du Plan Sénégal Émergent, PAP2-PSE (2019-2023) vise la réduction du travail des enfants, la baisse de la proportion de femmes âgées de 20-24 ans mariées avant l'âge de 18 ans de 26,6 % (en 2019) à 22,2 % (en 2023), mais également de porter le nombre d'enfants en danger pris en charge de 10 437 (en 2019) à 11 667 (en 2023). Il s'agira aussi de procéder au renforcement du cadre juridique et l'amélioration de la capacité des services à prévenir les risques et de prendre en charge les cas nécessitant une protection (mutilations génitales, éducation sexuelle, mariages précoces, etc.).

Globalement dans la politique nationale, à travers l'objectif stratégique 9 du PAP2-PSE (2019-2023), il s'agit de promouvoir la protection sociale pour améliorer les conditions de vie des populations et de lutter contre la pauvreté, cette protection étant source de cohésion sociale en conformité avec la Stratégie nationale de protection sociale (SNPS), en vue d'accompagner les populations vulnérables face aux risques sociaux.

## II. Des outils pour affirmer la volonté politique

### II. 1. La stratégie nationale de protection de l'enfant

Malgré la volonté politique affirmée par l'État et l'importance des moyens engagés, les résultats sont encore loin d'atteindre les objectifs fixés en matière de protection de l'enfance au Sénégal (SNPE). L'analyse du contexte révèle un déficit, une inefficacité et une efficacité persistante de certaines problématiques sociales, source de violation des droits de l'enfant comme l'exploitation économique des enfants par la mendicité et la non-prise en charge de certaines formes de violences dont ils sont victimes.

En vue d'instaurer un environnement propice à la croissance et au développement optimal des enfants, le gouvernement sénégalais a mis en œuvre un plan d'actions à travers la SNPE qui s'inscrit dans la dynamique d'une prise en charge de l'ensemble des recommandations tant au plan national, international que régional en la matière<sup>9</sup>. À travers cette straté-

<sup>9</sup> République du Sénégal (2013). *Stratégie nationale de protection de l'enfant (SNPE)*, 60 p.

gie, il s'agit de favoriser un consensus fort entre acteurs aussi bien autour des principes que sur les valeurs, la vision et les obligations, les objectifs et les axes d'orientation et d'intervention. Elle repose sur les engagements et les obligations de l'État vis-à-vis de la protection des droits et du bien-être de l'enfant tels que stipulés par la Convention internationale des droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) et les recommandations du 5<sup>ème</sup> Forum panafricain sur les enfants (Addis-Abeba, janvier 2008). Pour sa mise en œuvre, a été institué un Comité intersectoriel présidé par le Premier ministre. Compte tenu du caractère transversal de la protection de l'enfant, ce comité est constitué de représentants l'ensemble des départements sectoriels, des partenaires techniques et financiers (PTF) et des ONGs.

Par ailleurs, au sein de ministère de l'Intérieur, la brigade des mineurs propose depuis 1994 des services de protection juridique et de protection sociale aux enfants en conflit avec la loi et aux enfants en danger. Elle peut prendre aussi des mesures spécifiques, telles que la médiation et la sensibilisation, pour éviter des mesures répressives. Pour un enfant en conflit avec la loi, pendant que l'enquête est menée, il reste en famille ou, s'il n'a pas de famille, il est confié à des associations ou structures comme le Centre Ginddi, Samu Social, l'Empire des Enfants ou encore le Village SOS, en attendant qu'une ordonnance de garde provisoire (OGP) soit prononcée par le juge. Les agents de la brigade spéciale de protection des mineurs ont le droit de pénétrer de jour comme de nuit en tous lieux où des mineurs peuvent être en danger et les retirer le cas échéant. Dans ce cas, ils peuvent les conduire devant le procureur de la République ou le président du tribunal pour enfants situé dans la région pertinente. Cependant, cette brigade est limitée par sa couverture territoriale et ses ressources. Elle est logée au commissariat central de Dakar et arrive difficilement à répondre à toutes les demandes en provenance des autres régions du pays<sup>10</sup>. Le ministère de la Famille, des groupements féminins et de la protection de l'enfance (MFGPE) intervient aussi dans plusieurs domaines dans la protection de l'enfance.

Dans la définition des enfants ayant droit aux services d'aide sociale en faveur du bien-être de l'enfant, des mesures d'assistance éducative peuvent être imposées lorsque que la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation d'un mineur sont compromises (l'enfant en danger). Les droits parentaux peuvent être limités ou révoqués si l'action des parents compromet gravement l'enfant par de mauvais traitements, des exemples pernicieux d'inconduite notoire, par défaut de soins ou manquements en matière de direction, de santé, de sécurité ou de moralité des enfants remis à

---

<sup>10</sup> République du Sénégal (2011). Cartographie et analyse des systèmes de protection de l'enfance. Sénégal. Rapport final, janvier 2011.

sa garde. Les mesures d'assistance éducative incluent le placement d'un enfant : auprès de son père et sa mère, ou d'un tuteur ; d'un autre parent ou d'une personne digne de confiance ; d'un établissement d'enseignement, d'éducation spécialisée ou de rééducation ; d'un établissement sanitaire ; d'un service administratif spécialisé. Il est possible en cas de placement en milieu ouvert, de charger tout service d'observation, d'éducation ou de rééducation de suivre le mineur et sa famille. Il existe d'autres types de garde alternative reconnus légalement, comme la garde parentale, la garde d'une personne digne de confiance, la garde institutionnelle ou l'adoption.

## ***II. 2. La Cellule d'appui à la protection de l'enfance***

La Cellule d'appui à la protection de l'enfance (CAPE) est créée en 2008 pour renforcer le cadre institutionnel de protection des enfants au Sénégal <sup>11</sup>. Elle est logée au niveau de la présidence de la République et chargée de promouvoir des réponses cohérentes et coordonnées en conformité avec les politiques nationales en matière de protection de l'enfance. Concrètement, la CAPE a pour mission de renforcer le plaidoyer et la mobilisation sociale sur les questions de protection de l'enfance, de renforcer les synergies et complémentarités entre les différents intervenants, et de développer un système national de collecte et de diffusion de données. Elle développe également des missions spécifiques, notamment au sujet du retrait et de la réinsertion des enfants de la rue. Dans la conduite de ses missions, la CAPE s'appuie sur deux piliers : une unité de coordination et un organe d'orientation et de programmation stratégique. L'unité de coordination est composée d'experts dans la protection de l'enfance, en matière de planification, en suivi-évaluation, en communication et en droit. Quant à l'organe d'orientation et de programmation, il réunit des représentants des institutions publiques, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement. Il est présidé par le président de la République.

## ***II. 3. Le Centre Ginddi***

Le Centre Ginddi, situé à Dakar, est l'unique service étatique d'intervention en matière de protection de l'enfance. Ce Centre dispose d'une ligne d'assistance à disposition des enfants, des parents ou de tout citoyen (800 008 888). Il s'agit d'un outil technique d'informations et de communication à distance qui permet à toute personne de signaler gratui-

---

<sup>11</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*, p. 64.



tement les actes de maltraitance et toutes les formes de sévices et d'exploitation infligés aux enfants, d'orienter les enfants victimes vers des structures de prise en charge plus adaptées à leur besoin, de dénoncer les faits et les actes de violences à l'encontre des enfants. Le Centre *Ginddi* comporte deux secteurs : un pour les garçons et un pour les filles. Le secteur dénommé « *Diwan goor gni* » accueille pour un séjour provisoire de jeunes garçons en rupture familiale en leur offrant une assistance médico-sociale, un cadre sécurisant et d'orientation en vue d'une bonne réintégration de l'enfant dans sa famille et dans la société. Tandis que l'espace « *Makanu djiguène gni* », il est réservé aux jeunes filles victimes de violences (viols, sévices sexuels, etc.) et permet également de lutter contre la stigmatisation des victimes. Par ailleurs, le Centre *Ginddi* comporte aussi une cellule d'accompagnement et d'appui psychologique animée par des assistants sociaux appuyés par des psychologues. Ces derniers apportent un accompagnement aux victimes dans leur réintégration pour un nouveau départ dans la vie. Il représente aussi une cellule d'écoute et de protection, chargée du retrait, de l'enregistrement et de la réinsertion sociale des enfants errants ou égarés.

#### **II. 4. La Direction de l'action sociale**

La Direction de l'action sociale (DAS)<sup>12</sup> est créée par le décret n° 75-548 du 22 mai 1975. Elle travaille avec plusieurs structures comme les Centres d'hébergement (pouponnières), les Sœurs Franciscaines (Médina), Vivre ensemble (Mbour), Goutte de lait (Saint-Louis), Village SOS, dans l'assistance aux enfants abandonnés<sup>13</sup>. De même, les Centres de promotion et de réinsertion sociale (CPRS), qui sont des démembrements du ministère de la Santé et de l'Action sociale, assurent un appui pour la réintégration sociale grâce à un appui financier ou en nature. L'appui des CPRS est initié par une demande envoyée au ministère. En réponse, le CPRS mène une enquête et envoie le rapport avec la demande au ministère. Une fois par an, la DAS opère une sélection, dossier par dossier, et une liste des bénéficiaires est envoyée au ministère pour approbation. Le CPRS est chargé d'assurer un suivi. Le Samu Social entreprend les démarches nécessaires auprès du tribunal pour obtenir une ordonnance de garde provisoire d'un enfant en danger ou vivant dans la rue afin d'assurer sa prise en charge. Il travaille en étroite collaboration avec cette institution et doit tous les deux mois rendre compte de la situation des enfants en suivant les informations relatives à l'enfant. Ce travail assuré par les édu-

<sup>12</sup> Maintenant dénommé Direction générale de l'action sociale (DGAS), c'est un démembrement du ministère de la Santé et de l'Action sociale.

<sup>13</sup> République du Sénégal, (2011), *op. cit.*, p. 94.

cateurs sociaux s'occupe de la défense et de la protection des enfants, car le Samu Social ne dispose pas d'avocat.

## ***II. 5. Le groupe des partenaires pour la protection de l'enfance***

Le Groupe des partenaires pour la protection de l'enfance (GPPE) est un cadre de concertation et de réflexion visant à contribuer au renforcement des interventions en faveur de la protection des enfants au Sénégal. Il a été mis en place en juin 2010 et regroupe toutes les institutions de l'État, le secteur privé, la société civile, des partenaires techniques et financiers et des enfants par le biais de son parlement. La CAPE est à la base de la création du GPPE conformément à ses missions et elle en assure le secrétariat. Le GPPE est chargé de favoriser la concertation, la coordination, et les échanges d'informations entre les partenaires, mais aussi de les conseiller sur les priorités programmatiques.

## ***II. 6. Le partenariat pour le retrait et la réinsertion des enfants des rues***

Le Partenariat pour le retrait et la réinsertion des enfants des rues (PARRER) est créé par la loi n° 2005-06 portant sur la maltraitance et la mendicité des enfants. Il a été initié par la Banque mondiale en 2007 à la suite d'une étude de l'UNICEF. Placé sous l'égide du Conseil présidentiel, il est représenté par le MFGFPE, le ministère de la Justice, l'Assemblée nationale, la Présidence, l'APIX (Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement des Grands Travaux), le secteur privé et des partenaires au développement et la société civile. Œuvrant pour l'éradication du phénomène des enfants de la rue, le PARRER est chargé de soutenir, de promouvoir et d'encourager toutes actions de prévention, pour le retrait et la réinsertion des enfants de la rue. À cette fin, il a mis en place deux programmes de prévention de la mendicité des enfants au Sénégal avec pour objectif de « dissuader les parents de confier leurs enfants aux maîtres coraniques »<sup>14</sup>. Il s'agit aussi de faire connaître et appliquer les lois relatives à la lutte contre la mendicité des enfants. Trois commissions techniques sont mises en place pour rendre effectif ce programme : commission chargée des actions-pilote, commission chargée de la communication, commission chargée du plaidoyer et de la mobilisation des ressources.

## ***II. 7. Les organisations nationales et internationales d'appui***

---

<sup>14</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit*, p. 68.

Outre les structures publiques, il existe une multitude d'organisations internationales et d'ONGs œuvrant pour la protection de l'enfance au Sénégal <sup>15</sup>. Il s'agit, entre autres, de l'UNICEF, du FNUAP, du BIT et de l'OIM comme segments des Nations Unies, Save the Children Suède, Tostan, Plan International et Terre des Hommes, ChildFund, Handicap International, InterMondes, Plan International et World Vision comme ONG internationales, du Samu Social, Enda Tiers Monde, ACRA, APROFES, ASVM, Avenir de l'Enfant, CEGID, Eden, La Lumière, MALAO, comme ONG nationales et des organisations d'aide juridique comme l'Association des Femmes Juristes, le RADI et la RADDHO <sup>16</sup>.

### III. Les politiques initiées en faveur des jeunes

#### *III. 1. Dans le domaine de l'éducation et de la formation*

Si au Sénégal, le poids de l'éducation dans les dépenses publiques est en adéquation avec les pratiques internationales, cependant les performances du système éducatif restent peu satisfaisantes, tant en termes de scolarisation universelle, de décrochage ou de niveau des acquis des élèves, d'où l'engagement de l'État à travers des investissements conséquents pour s'orienter vers le développement d'un système éducatif plus performant. Au regard de la structure et de l'évolution démographique du pays, les besoins en matière d'éducation et de formation des jeunes se présentent comme une priorité absolue en matière de politiques publiques. Pour cela, le ratio dépenses publiques d'éducation / espérance de vie scolaire devrait être porté de 1,24 en 2015 à 1,94 en 2023, le taux d'exécution budgétaire de 99,20 % en 2016 à 100 % en 2023 (PAP2-PSE 2019-2023).

Ainsi, à travers l'objectif stratégique 2 du PAP2-PSE (2019-2023) intitulé « promouvoir une offre éducative de qualité en adéquation avec les besoins socio-économiques, environnementaux et culturels », l'accumulation du capital humain, l'éducation est soulignée comme une des conditions indispensables pour accroître la productivité et assurer la transformation structurelle de l'économie sénégalaise. À ce titre, le gouvernement, sur la base d'un renforcement du pilotage des politiques sectorielles dans le domaine éducatif, compte développer une offre éducative de qualité en phase avec les besoins socioéconomiques et culturels en

<sup>15</sup> Une quarantaine d'organisations nationales et internationales ont été répertoriées.

<sup>16</sup> République du Sénégal (2011). *op. cit.*, p. 94.

prenant en compte l'apport fondamental de la créativité par la pratique des arts et l'accès à la culture dans le développement et l'épanouissement de l'enfant.

C'est ainsi que l'État du Sénégal s'est engagé à combattre, sous toutes ses formes, l'analphabétisme. Ainsi, il s'agira de porter le taux d'alphabétisation des adultes <sup>17</sup> de 48,5 % (en 2016) à 54,7 % (en 2023), de même que les effectifs enrôlés dans les Centres d'alphabétisation fonctionnelle de 31 400 (en 2017) à 56 679 (en 2023). Pour réaliser ces objectifs, une attention particulière sera portée sur la cartographie prospective des jeunes et des adultes analphabètes et sur le renforcement de la capacité d'accueil pour une couverture équitable des besoins d'éducationnels et de formation. Il s'agira aussi de généraliser l'accès de tous à un enseignement de qualité. Cette ambition est au cœur de l'agenda 2030 (objectif 4 des ODD). Il s'agira ainsi de porter le taux brut de scolarisation au primaire de 87,3 % (en 2017) à 96,3 % (en 2023), celui du moyen de 51,2 % (en 2017) à 58,8 % (en 2023), l'indice de parité genre au primaire de 1,16 (en 2017) à 1 (en 2023), le pourcentage des élèves de la sixième année atteignant un niveau de compétence minimum en lecture et mathématiques de 61 % et 59 % respectivement en 2014 à 65 % et 61 % en 2023.

### ***III. 2. Dans le domaine de l'emploi et l'insertion professionnelle***

La croissance démographique rapide du pays qui dépasse de loin la croissance économique depuis nombreuses années et le ratio de dépendance élevé qui en a résulté, posent d'importants défis pour un développement socio-économique équilibré et durable au Sénégal. Ainsi, selon l'enquête nationale sur l'emploi au Sénégal au deuxième trimestre de 2017, une répartition de la population des chômeurs par tranche d'âge montre que le chômage affecte plus les populations jeunes (ANSD 2018) ; plus de 6 chômeurs sur 10 (63,0 %) sont dans la tranche d'âge des 15 à 34 ans. Le taux le plus élevé est observé chez les jeunes âgés de 20 à 24 ans et de 25 à 29 ans, soit respectivement 18,8 % et 16,3 %. Le phénomène du chômage touche moins les jeunes adultes, 35-64 ans, avec une moyenne de 10,2 % de chômeurs. Dans le PAP2-PSE (2019-2023), il est prévu de porter le taux d'occupation des jeunes et des femmes respectivement à 25,4 % et 35 % en 2023. En effet, l'accroissement rapide de la population de jeunes appelle à la mobilisation d'importantes ressources pour faire face à cette situation. Car la masse demandeuse d'emploi pourrait représenter comme une bombe sociale, puisque le manque d'emploi peut

---

<sup>17</sup> Personnes âgées de 15 ans et plus.

conduire à une instabilité sociale difficile à gérer.

Ayant pris conscience de ce défi, les autorités sénégalaises ont engagé une politique de « jeunisme » depuis plusieurs années déjà en vue de prendre à bras le corps la question de l'emploi des jeunes à travers diverses initiatives. En effet, chaque année, près de 200 000 nouveaux demandeurs d'emploi arrivent sur le marché du travail, alors que l'offre ne dépasse guère 30 000, soit juste 15 % de la demande. Parmi les demandeurs, 31 % sont diplômés de l'enseignement supérieur, alors que 46 % n'ont suivi aucune formation n'ont aucune qualification. Il faut aussi ajouter que 24 % d'entre eux ont un niveau d'instruction ne dépassant pas le cycle élémentaire. Par conséquent, on assiste au développement rapide du secteur informel, caractérisé par une forte présence des jeunes (49 %). Par ailleurs, les résultats de l'ESPS 2011 de l'ANSD sur le chômage avaient révélé que parmi les jeunes âgés de 15 et 35 ans qui représentent 62,4 % de la population active, 12 % sont en situation de chômage.

Ainsi, sous le magistère du président Abdoulaye Wade (2000-2012), plusieurs structures avaient été créées pour donner une suite aux demandeurs d'emploi toujours plus importants, tels le Fonds national de promotion de la jeunesse (FNPJ), l'Agence nationale de l'emploi des jeunes (ANEJ), l'Agence de l'emploi des jeunes (AJEP) et l'Agence nationale pour les marchands ambulants (ANAMA), l'Office pour l'emploi des jeunes de la banlieue (OFEJBAN). À la fin du deuxième mandat du président Wade, on dénombrait dans le pays une pléthore d'agences et de structures qui avaient toutes comme champ d'action la question de l'emploi des jeunes, mais n'ont montré que des résultats mitigés. Cette même volonté politique a été notée dès l'arrivée au pouvoir du président Macky Sall en 2012. Elle sera concrétisée par la création de l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANPEJ) par le décret n° 2014 26 du 9 janvier 2014, jugée nécessaire pour mieux prendre en charge la question de l'emploi des jeunes. En effet, l'ANPEJ est née suite à l'évaluation des impacts des politiques antérieures. Ainsi, il a été retenu de créer une agence faitière pour améliorer la question de la gouvernance de l'emploi des jeunes et pour mieux faire face aux demandes<sup>18</sup>.

Toutefois, malgré ces efforts, il restait encore beaucoup de contraintes pour répondre adéquatement à la forte demande d'emploi des jeunes. La faiblesse des initiatives engagées sont souvent attribués à l'absence d'un cadre de concertation harmonisé entre les différents acteurs (administration, secteur privé, société civile, etc.), d'un système d'information unifié sur le marché du travail, la pluralité des acteurs institutionnels en charge de la question, le faiblesse de l'offre d'emplois aux jeunes et

---

<sup>18</sup> Rokhaya Ndiaye, directrice du CDEPS de Guédiawaye, entretien du 6 mars 2018.

l'insuffisance de mesures incitatives favorables à la promotion de l'emploi, entre autres<sup>19</sup>.

Pour autant, les jeunes offrent au Sénégal une belle opportunité pour renforcer la croissance et faire décroître rapidement la pauvreté dans le pays. En effet, ce contexte démographique constitue un atout pour la vitalité de l'économie, car elle est susceptible de favoriser une hausse de l'offre de travail, l'innovation et la créativité dont les jeunes peuvent faire preuve. Autrement dit, la jeunesse de la population sénégalaise représente un atout majeur en termes de bonus (dividendes démographiques) pour soutenir une croissance inclusive et assurer le développement équilibré du pays si des actions pertinentes sont engagées pour mieux l'encadrer. En effet, le sous-secteur de l'emploi constitue un facteur essentiel de croissance économique pour atteindre les objectifs du PSE. C'est pour cela que l'État du Sénégal a fait de la problématique de l'emploi l'une de ses priorités, en tenant aussi compte tenu de la persistance du niveau élevé du chômage et du sous-emploi, en particulier chez les jeunes et des menaces que cela fait peser sur la communauté nationale.

À ce titre, il s'agit, pour l'État de développer l'enseignement technique et la formation professionnelle et de renforcer l'offre de réelles opportunités d'insertion aux jeunes dans le marché du travail. Ainsi, ce sous-secteur est au cœur de la réforme du système éducatif, comme l'atteste l'engagement de l'État d'orienter 30 % des sortants du cycle fondamental vers la formation technique et professionnelle<sup>20</sup>. Pour la matérialisation de cette ambition, il est prévu de porter le pourcentage des sortants du cycle fondamental inscrit dans la formation professionnelle et technique (FPT) de 8 % en 2017 à 11,8 % en 2023 (PAP2-PSE, 2019-2023). Il s'agit aussi d'adapter l'offre de formation aux besoins socio-économiques, environnementaux et culturels. En effet, l'alignement des offres de formation aux besoins socioéconomiques et culturels reste un enjeu de taille pour le Sénégal. En adéquation avec le schéma de transformation structurelle de l'économie promu par le PSE, l'ambition du gouvernement sénégalais est de relever sensiblement le taux d'insertion de ceux qui sortent des institutions de formation.

Toutefois, la création massive d'emplois pour résorber le stock de demandeurs d'emplois requiert une bonne organisation et une gestion efficace du marché du travail. Il s'agit ainsi de renforcer les stratégies de création d'emplois décents et l'amélioration de l'autonomie économique des femmes à travers l'accès durable aux services financiers et non finan-

<sup>19</sup> Rokhaya Ndiaye, entretien précité.

<sup>20</sup> Le budget du ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat a été fixé à 58 804 628 279 FFCA, soit en augmentation de 24 milliards par rapport à 2019 (+41 %).

ciers. Pour ce faire, il est prévu de mettre l'accent sur le renforcement des investissements dans les autres piliers (éducation, santé, emploi, etc.), mais aussi sur une accélération du rythme de la transition démographique à travers la maîtrise de la fécondité <sup>21</sup>.

C'est dans ce contexte, pour être plus efficace contre le chômage des jeunes, que l'État a mis en place la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide (DER). Lancée, le 7 mars 2018, celle-ci a pour mission de promouvoir, d'encourager et d'accompagner l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Elle accorde des financements directs et rapides aux jeunes entrepreneurs, assure la garantie auprès des institutions financières et bancaires, fait la promotion d'investissements innovants et assure un accompagnement financier de projets catalyseurs pour servir de levier auprès des partenaires du Sénégal. Quatre modèles de financement sont prévus :

- un modèle d'autonomisation économique et d'appui à l'entrepreneuriat : il s'agit d'un financement adéquat pour les populations avec des projets économiques simples et des appuis octroyés à titre individuel ou collectif ;
- un modèle de financement classé par métier : c'est un appui à l'initiative économique nationale où le financement est destiné à la création, à l'extension et à l'animation de pôles regroupant des corps de métier ou d'activités pouvant être structurés en chaîne de valeur ;
- un modèle de financement incubateur : ce sont des jeunes ou des structures qui sont regroupés autour de plusieurs programmes ;
- un modèle de financement en entreprise qui vient en appui aux meilleurs projets qui seront validés par des partenaires.

La DER vise ainsi l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. Au total, 10 milliards de FCFA ont été décaissés lors de la première phase de financements, sur un budget initial de 30 milliards de FCFA <sup>22</sup>. Sur 300 000 demandes reçues dans cette phase, la DER en a financé 189 000, dans plusieurs domaines. Le montant du financement varie selon les projets présentés entre 500 000 à un million FCFA pour les PME. Pour des projets plus structurants, les financements peuvent monter jusqu'à 200 ou 300 millions de FCFA.

### ***III. 3. Les politiques spécifiques aux jeunes filles***

Dans la foulée de la redéfinition de l'objectif central de l'aide publique au développement dans les années 1990, les inégalités de genre ont été retenues comme étant une préoccupation majeure dans la lutte contre

<sup>21</sup> Le nombre d'enfants par femme au Sénégal est de 4,77 (2016) contre 4,91 en Côte d'Ivoire.

<sup>22</sup> Récemment Abou Dabi a promis de déboursier 20 millions de dollars, soit 12 milliards de FCFA pour appuyer la DER dans sa seconde phase.



la pauvreté. Deux courants de pensée sur le genre et le développement se sont alors imposés, bien que leur élaboration remonte aux années 1970 (Roy 2001). Un de ces mouvements qui appelait à “l’intégration des femmes au développement” (IFD) découle des travaux de l’économiste Ester Boserup, notamment de son ouvrage *Women’s Role in Economic Development* (1970). Bien que « la formule IFD ne s’attaquait pas aux causes fondamentales de la discrimination qui empêchent les femmes de participer pleinement aux sociétés dont elles font partie »<sup>23</sup>, ce mouvement prônait toutefois une inclusion de la participation des femmes aux processus de développement. Le second courant, dénommé “genre et développement” (GED), dont les fondements théoriques sont issus du féminisme socialiste, a vu le jour dans les années 1980. Par rapport au premier, ce courant a « ... marqué un revirement d’attitude à l’égard d’un développement équitable et durable »<sup>24</sup>. Il soutient la reconnaissance des femmes comme partie intégrante de toute stratégie de développement. Au plan international, le GED a eu ses premiers échos lors des conférences sur la population et le développement au Caire, en 1994, et celle sur les femmes à Beijing, en 1995. L’égalité entre les femmes et les hommes est une question de droits de l’homme et une condition de justice sociale. Elle est aussi un préalable indispensable et fondamental de l’égalité, du développement et de la paix ; une condition pour un développement durable<sup>25</sup>.

Au plan national, l’État sénégalais a, depuis sa création en 1960, « [...] inscrit la promotion féminine parmi ses priorités et mis en place un certain nombre de mécanismes institutionnels visant à améliorer le statut social et les conditions de vie des femmes »<sup>26</sup>. En effet, le pays a fait d’importants progrès en matière d’égalité des sexes, notamment avec la mise sur pied du secrétariat d’État à la condition féminine dès 1978 et la création du ministère de la Famille et de la Petite Enfance (MFPE)<sup>27</sup> en 2001, chargé, entre autres, de la promotion féminine.

À la suite de la conférence de Beijing, l’action s’est traduite au Sénégal par l’élaboration de la Stratégie nationale pour l’égalité et l’équité de genre (SNEEG) en 2005, dont le but principal est de rendre effectives l’égalité et l’équité de genre au Sénégal. Pour ce faire, deux objectifs principaux sont visés : « (1) l’instauration d’un environnement institution-

<sup>23</sup> *Genre et développement*. Coll. Série de manuels de formation CEDPA. Washington : *The Centre for Development and Population Activities*, 1997, p. vi, cité par S. Roy, 2011, p. 18.

<sup>24</sup> *Ibid.*, cité par S. Roy, 2011, p. 18.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Profil urbain national du Sénégal*, p. 18.

<sup>27</sup> Il est aujourd’hui devenu le ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale (MFDSSN).



nel, socioculturel, juridique et économique favorable à sa réalisation et (2) l'intégration effective du genre dans les interventions de développement dans tous les secteurs »<sup>28</sup>. Par ailleurs, le document stipule que la société civile devrait être l'un des acteurs majeurs de sa mise en œuvre et en assurer le suivi. Toutefois, des contraintes empêchent l'opérationnalisation de la SNEE<sup>29</sup>.

Néanmoins, à travers la SNEEG, le Sénégal tente de faire bonne figure en matière d'intégration des questions de genre, tant au plan national qu'international. Par exemple, dans la constitution révisée de 2001, l'article 7 proclame que « tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Les hommes et les femmes sont égaux en droit »<sup>30</sup>. Le code de la famille a été également mis à jour, notamment les dispositions relatives au mariage afin de respecter l'égalité entre les hommes et les femmes, le consentement des époux et l'âge minimum (articles 108 et 111)<sup>31</sup>. Un décalage persiste entre les textes et leur application réelle, comme en témoigne le maintien de la pratique des mariages précoces et de l'excision dans certains milieux, ainsi que la question des talibés<sup>32</sup>. De plus, si des améliorations ont été apportées dans la nouvelle constitution, d'autres contraintes maintiennent encore le statu quo, notamment les inégalités entre homme et femme (Roy 2011).

Ainsi, bien que l'État ait entrepris certaines actions pour réduire les inégalités de genre, ces dernières persistent. Selon l'ONU, « le bilan de plus de quatre décennies de promotion féminine ne permet pas d'affirmer que les politiques et actions entreprises aient eu une influence significative sur les facteurs qui déterminent le statut social et les conditions de vie des femmes sénégalaises »<sup>33</sup>. Il y a encore des obstacles à la réussite de cet objectif, liés notamment au fait que les inégalités de genre ne sont pas prises en compte au sujet des enfants, alors que c'est dès l'enfance que sont attribués les rôles sexo-spécifiques et que ces inégalités de genre se mettent en place. L'autre problème est que les questions relatives au genre sont souvent traitées en marge des grandes stratégies (réduction de la pau-

<sup>28</sup> République du Sénégal, SNEEG, p. 61.

<sup>29</sup> On propose de mettre sur pied un Comité national d'orientation pour l'équité et l'égalité de genre, un Comité de coordination et de pilotage pour l'équité et l'égalité de genre, un Comité technique de concertation, un organe de coordination technique et un organe de contrôle.

<sup>30</sup> République du Sénégal. *Constitution de la République du Sénégal*. Dakar, révision du 22 janvier 2001, article 7, p. 5.

<sup>31</sup> République du Sénégal. *Code de la famille sénégalais*. Dakar, révision du 22 janvier 2001, p. 21-22.

<sup>32</sup> Blackden, p. 10, cité par S. Roy, 2011, p. 20.

<sup>33</sup> *Profil urbain national du Sénégal*, p. 19.

vreté, éducation, emploi, etc.), alors qu'elles devraient systématiquement y être intégrées<sup>34</sup>.

La loi n° 2010-11 du 28 mai 2010 instituant la parité absolue Homme-Femme est présentée comme une solution à cette contrainte. Selon son exposé des motifs, il est dit que malgré d'évidents progrès législatifs, marqués notamment par la constitution du 22 janvier 2001 dont l'article 7, alinéa 5, dispose que « la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et aux fonctions » ; les femmes restent encore minoritaires parmi les élus et leur participation à la prise de décision politique est loin de correspondre à leur contribution effective à la société et à la vie politique, alors qu'elles représentent près de 52 % de la population du pays<sup>35</sup>. Ainsi, il est apparu nécessaire de prendre des mesures concrètes à même de corriger cette sous-représentation en assurant l'égalité absolue entre les hommes et les femmes dans toutes les institutions totalement ou partiellement électives.

Dans ce prolongement, la prise en compte des questions de genre fait partie des options stratégiques du PSE. Il s'agit d'autonomiser la femme à travers le renforcement des capacités entrepreneuriales pour une croissance inclusive et promouvoir l'équité et l'égalité de genre. Ainsi, le taux d'occupation des femmes devra atteindre 35 % en 2023 contre 32,8 % en 2016. À travers l'objectif stratégique 3 PAP2-PSE, 2019-2023, trois objectifs sont visés : l'autonomisation de la femme et de la fille est améliorée en faisant en sorte que l'indice de la « Participation des femmes à la vie économique »<sup>36</sup> passe de 43,3 % à 61,9 % ; la représentation des femmes dans la gouvernance politique et administrative est renforcée<sup>37</sup> et la protection de l'intégrité physique et morale des femmes par l'amélioration de la législation contre les violences faites aux femmes (VBG)<sup>38</sup>. Pour inverser cette tendance, est préconisée la promotion des

<sup>34</sup> Suivant la Convention des Nations Unies du 18 décembre 1979 et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme du 11 juillet 2003 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

<sup>35</sup> Cette loi a quand même permis de faire bouger les lignes. De 22 % pour la législature de 2007-2012, l'effectif des femmes députées est passé à 43,3 % sur les 150 députés pour 2012-2017.

<sup>36</sup> Public Investment Management Assessment.

<sup>37</sup> *Ibrahim Index of African Governance* (IIAG). Il est prévu de faire évoluer l'IIAG de 41,81 % en 2017 à 50 % en 2023 et la « Représentation des femmes dans la vie politique » de 60,9 % à 71,7 % sur la même période.

<sup>38</sup> Sur les 6 289 cas de violences faites aux femmes enregistrés en 2018, 1321 concernent des cas de viol. Selon les statistiques de la cellule de traitement des affaires criminelles du ministère de la Justice, entre 2017 et 2018, 706 femmes et filles ont été victimes de viol conduisant à la mort. Le 31 décembre 2019 la loi modifiant celle du 21 juillet 1965, portant sur le code pénal, relative notamment

comportements et des pratiques favorables à l'équité et à l'égalité pour faire passer la proportion de femmes victimes de VBG et bénéficiaires d'assistance juridique et judiciaire de 61 % en 2017 à 100 % en 2023, et de faire baisser durant la même période le taux des jeunes filles de 0-14 ans victimes de mutilations génitales de 14 % à 2 %.

## **IV. Stratégies et politiques des acteurs officiels**

### ***IV. 1. Stratégies et des politiques face à l'insécurité urbaine***

La sécurité est une notion englobante qui fait référence à plusieurs « sécurités » : la sécurité publique, la sécurité civile, la sécurité de proximité, la sécurité privée, la sécurité sanitaire, la sécurité sociale, la sécurité technologique, la cybersécurité, la sécurité environnementale, etc. Il y a ainsi autant de catégories de sécurité qu'il y a de typologie de risques et de moyens de les contrer ou de les gérer. Il s'y ajoute que chaque type de sécurité se caractérise par une dimension objective (état de sécurité) et une dimension subjective (sentiment de sécurité). Toutefois, la sécurité n'est pas qu'un état ou un sentiment, c'est aussi une action relevant de la responsabilité de l'État qui produit des règles et agit au quotidien via des institutions, des mécanismes et des acteurs à travers le concept de violence légitime, développé par Max Weber. Les politiques publiques de sécurité sont ainsi « l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires prises pour gérer le champ de la sécurité ainsi que des actions et programmes publics mis en œuvre par les élus locaux et nationaux, les administrations seules ou en partenariat avec d'autres partenaires associatifs ou marchands. Elles s'adressent avant tout aux auteurs de violences, mais aussi aux victimes et à l'opinion publique » (Roché 1998).

Depuis l'indépendance du pays, l'État du Sénégal s'est employé à mettre en place diverses stratégies de lutte pour tenter d'endiguer les différentes formes et situations d'insécurité qui, au fil des années, ont connu plusieurs mutations. Dans l'accomplissement de cette mission régalienne, il s'appuie sur les autorités administratives et judiciaires, mais également sur les forces de défense et de sécurité (FDS). Pour ce qui est du maintien de l'ordre et de la sécurité urbaine, la police nationale constitue la première force publique chargée de la sécurité des personnes et des biens. Elle opère concurremment avec la gendarmerie nationale qui est une force de

---

aux chapitres visant à durcir la répression du viol et de la pédophilie avec des peines pouvant aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité, a été adoptée par l'Assemblée nationale.

police à statut militaire dans les espaces rurales et péri-urbaines. La police dépend du ministère de l'Intérieur alors que la gendarmerie relève du ministère des Forces armées avec un commandement autonome.

Les mutations de la délinquance enregistrées ces dernières années ont logiquement élevé le niveau d'attente des populations de plus en plus en proie à un sentiment d'insécurité, en dépit des statistiques officielles qui renseignent sur une baisse des faits criminels. Les nouvelles formes de délinquance, très largement liées aux bouleversements sociaux, politiques, culturels et économiques, ont conduit à l'État à changer d'approche et à mettre en œuvre une nouvelle politique de sécurité davantage axée sur la proximité et la prévention de la délinquance.

En effet, face aux évolutions récentes de la situation sécuritaire, tant au niveau national qu'au niveau international, l'État s'est adapté au contexte en réajustant sa stratégie à travers des politiques publiques de sécurité centrées principalement sur l'institution policière, entendue dans son sens large – police et gendarmerie – en passant à la gouvernance sécuritaire de proximité, consacrant, aux côtés des FDS, l'intervention d'autres acteurs aux domaines d'action limités et encadrés, intervenant essentiellement dans le volet prévention. Cela a donné naissance à l'Agence d'assistance à la sécurité de proximité (ASP), dont la création par le décret n° 2013-1063 du 5 août 2013 participe justement de la volonté de l'État de donner corps à la nouvelle vision sécuritaire qui accorde désormais une place importante à la contractualisation entre les collectivités locales, les forces de sécurité et les autorités administratives. Cette agence a comme mission d'être non seulement un pôle de formation civique et de création d'emplois, mais aussi de suivre une stratégie visant à mieux impliquer les populations dans la prévention de la violence.

Cette réorientation stratégique explique le nouveau paradigme de la gouvernance sécuritaire de proximité que l'on pourrait définir comme une gestion sécuritaire inclusive à travers un partenariat dynamique et actif entre les différents acteurs concernés par le phénomène de la délinquance. Cette démarche sécuritaire novatrice devrait s'adosser sur des contrats locaux de sécurité (CLS) et des comités départementaux de prévention et de lutte contre la délinquance (CDPLD) en tant que cadres privilégiés de concertation, de proposition et d'échange entre partenaires impliqués dans la prévention de la délinquance<sup>39</sup>. Dans le prolongement, était prévue la mise en place de la loi d'orientation sur la sécurité intérieure (LOSI) qui devrait définir les contours cette gouvernance sécuritaire de proximité<sup>40</sup>.

<sup>39</sup> Décret n° 2013-1063 du 5 août 2013, créant et organisant les règles de fonctionnement de l'ASP.

<sup>40</sup> Un atelier de réflexion sur la LOSI présidé par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Abdoulaye Daouda Diallo avait été tenu à Dakar en avril 2015.

Enfin, toujours dans le souci de mieux répondre aux aspirations des citoyens, l'État a permis la mise en place de sociétés privées de gardiennage afin de renforcer la protection des personnes et des biens de particuliers. Les activités de ces sociétés sont encadrées par la loi n° 78-40 du 6 juillet 1978 et son décret d'application n° 79-113 du 1<sup>er</sup> février 1979 abrogé et remplacé par le décret n° 2003-447 du 18 juin 2003 fixant les conditions d'exercice des activités de surveillance, de gardiennage et d'escorte de fonds. Pour bénéficier d'une telle autorisation, le demandeur doit adresser une demande au ministre de l'Intérieur et remplir un cahier de charges. Aujourd'hui, les 500 agences de sociétés privées font partie du paysage sécuritaire au Sénégal. L'augmentation rapide de leur nombre (+ 13 % par an) traduit l'essor du secteur, qui est à relier à l'explosion du besoin de sécurité face à la montée du sentiment d'insécurité, mais aussi l'irruption de la question sécuritaire comme secteur marchand (Diop 2014).

#### ***IV. 2. Les forces de police face aux situations d'insécurité***

##### **IV. 2. 1. Stratégies d'intervention des forces de police**

Au cœur des multiples interventions pour assurer la protection des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national, les forces de défense et de sécurité <sup>41</sup> sont les premiers leviers de mise en œuvre des politiques publiques de sécurité. Conçues comme un corps paramilitaire, ces forces proposent des interventions qui sont articulées essentiellement autour d'activités relevant de leurs prérogatives en matière de police administrative et de police judiciaire.

Dans le cadre de ses activités en matière de police administrative, la police assure une mission de surveillance générale. Cette activité permet aux forces de police de déceler les indices d'infractions par une observation attentive des lieux et des personnes, de dissuader les délinquants potentiels, de contrôler le respect des lois et règlements et de faciliter un dialogue avec la population ainsi que la recherche de l'information. Concrètement, il s'agit d'effectuer des patrouilles sur tout ou partie d'une circonscription (territoire) de manière à la fois de voir et d'être vu. Également, les forces de police peuvent entreprendre, conjointement avec d'autres composantes des FDS, des opérations de sécurisation. Face aux besoins de plus en plus présents des populations devant la recrudescence de diverses formes de violences et des incivilités, l'État a redéfini les modes d'intervention de la police par l'instauration de la police de proximité en installant des postes de quartier, notamment dans les secteurs criminogènes, Wakhatinan Nimzatt, HLM, Grand-Dakar... Par ailleurs, à travers

---

<sup>41</sup> Armée, police nationale, gendarmerie nationale, douanes...

l'axe 3 du Plan Sénégal Émergent (PSE) intitulé « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité » l'État réaffirme son engagement à renforcer la police de proximité avec un maillage territorial national plus serré par la construction et la réhabilitation de commissariats, d'hôtels et de postes de police. Quant à la police judiciaire, elle est répressive. Elle vise à constater les infractions, rassembler les preuves et rechercher les coupables éventuels qui seront mis par la suite à la disposition de la justice. Ces différentes fonctions sont exercées par les commissariats de sécurité publique implantés dans les circonscriptions administratives régionales, départementales et locales, constituant des relais de la direction de la sécurité publique située au niveau central.

À la suite d'une série de meurtres et d'agressions à Dakar et dans sa banlieue au cours des dernières années, la police et la gendarmerie nationale mènent régulièrement des opérations de sécurisation dans l'agglomération (Diop 2014), particulièrement dans plusieurs secteurs de la métropole réputés criminogènes. Elles entreprennent également à de nombreuses reprises des opérations de « rafles » de jour pour traquer les agresseurs qui transforment la capitale sénégalaise en un foyer de non-droit : ainsi les opérations « Sukali koléré » (renforcer la confiance en wolof), « Karangué » et « Fagaru ». C'est dans ce cadre aussi qu'elles ont mis à la disposition de la population un numéro vert et un système de messagerie par Sms pour être joignables en temps réel. Parallèlement, les autorités policières ont mis en place un plan de communication pour rassurer les populations tout en demandant une « collaboration franche dans la traque des agresseurs en dénonçant les délinquants des quartiers, connus des voisins et d'éviter les conflits en voulant se faire justice elles-mêmes, en bastonnant voleurs et autres malfaiteurs appréhendés »<sup>42</sup>. Ces opérations sont engagées de plus en plus à travers une mutualisation des forces de polices et de gendarmerie, l'objectif visé étant de « permettre à la police de rester debout »<sup>43</sup> d'être plus efficace face à la délinquance.

Par ailleurs, selon les autorités policières, la majorité des meurtres constatés ces dernières années sont liés, en général, à la consommation de drogues, alors que Dakar devient de plus en plus un important lieu de consommation (Diop 2014). Pour faire face à cette violence urbaine grandissante, les autorités sénégalaises ont engagé une politique de modernisation des moyens d'action des forces de sécurité afin de leur permettre de mieux endiguer la délinquance, notamment par la mobilité et la communication indispensables dans toute politique de sécurisation, mais aussi par la réhabilitation de bâtiments et la construction de nouveaux commissa-

<sup>42</sup> Le commissaire Alioune Ndiaye, porte-parole de la police, invité du « Grand Oral » du mardi 28 août 2012 sur la radio *Rewmi Fm*.

<sup>43</sup> Selon le commissaire Alioune Ndiaye, porte-parole de la police.

riats et postes de police de proximité<sup>44</sup>. Parallèlement, le pays s'est mis au diapason sur le plan législatif dans la lutte contre les nouveaux défis en matière de sécurité, en adoptant la loi n° 2008-611 du 25 janvier 2008 portant répression de la cybercriminalité et des infractions liées aux technologies de l'information et des télécommunications comme la pornographie infantile et l'atteinte aux données personnelles. De même un système de caméras de surveillance a été installé<sup>45</sup>.

Néanmoins, malgré des efforts en équipement et en renforcement d'effectifs, avec le recrutement d'auxiliaires de police et de gendarmerie, le Sénégal restait encore en deçà des normes en matière de sécurité urbaine. La police qui représente la première force de sécurité en milieu urbain est encore loin de la norme internationale qui est d'un policier pour 1 000 habitants en temps de paix et un policier pour 500 habitants en temps de troubles. De même, les forces de police restent toujours confrontées à un manque criant de matériel d'intervention (armes, véhicules...) et vivent, très souvent, dans des conditions déplorables à l'intérieur des commissariats et des autres postes de police. Toutes choses qui ne leur permettent pas d'être efficaces face aux situations d'insécurité dans les quartiers. En effet, au cours de l'enquête, beaucoup d'interlocuteurs ont mis l'accent sur la faiblesse des moyens logistiques, humains de la police : « on contribue à l'achat de gasoil pour permettre à la police de faire régulièrement des patrouilles »... « C'est la police qui sollicite la mairie pour le carburant où parfois c'est la mairie qui l'inscrit dans le budget au niveau des dépenses liées au cabinet du maire... ».

#### **IV. 2. 2. Résultats du dépouillement des statistiques policières**

Au Sénégal, on dispose de peu de chiffres sur la délinquance réelle. Par ailleurs, le déficit en statistiques policières et judiciaires ne permet pas de saisir correctement les dimensions des situations sécuritaires dans le pays. Ainsi, si la perception de l'insécurité est en hausse au sein de la population, la criminalité baisse-t-elle vraiment ? Selon les autorités policières, la criminalité au Sénégal est dans les limites du « contenable ». Certes, en comparant les chiffres d'année en année, on constate une baisse de la criminalité (Diop 2014). Toutefois, on observe l'accroissement d'un sentiment d'insécurité, qu'il ne faut toutefois pas noyer dans l'insécurité réelle. En effet, pour les autorités policières, « le Sénégal reste un pays

<sup>44</sup> Pour venir à bout de cette insécurité grandissante, le ministre de l'Intérieur, Cheikh Tidiane Sy, avait préconisé en 2008, la mise en place de polices de proximité dans les quartiers périphériques considérés comme des zones sensibles en matière d'insécurité.

<sup>45</sup> Sur les 500 caméras prévues, près de 297 sont déjà opérationnelles.



sécurisé, malgré l'absence de moyens»<sup>46</sup>. En outre, la recrudescence de la violence à Dakar n'est pas liée à un problème d'insécurité, mais plutôt aux rapports heurtés entre les individus<sup>47</sup>. Ainsi, « ce n'est pas un problème qu'on peut régler en un tour de main. Car il évolue selon les situations économiques ou politiques ».

Par ailleurs, selon les statistiques policières, on note de plus en plus un rajeunissement et une féminisation de la délinquance. En effet, si 9 délinquants sur 10 sont des hommes, en revanche dans la tranche d'âge des 15 à 19 ans, les jeunes femmes sont plus nombreuses (11,1 %) que les jeunes garçons (7,9 %), à commettre des délits (Diop 2014). La problématique sécuritaire n'est pas un phénomène stable.

Pour ce qui est des résultats sortis de la présente étude au niveau des deux communes cibles, Médina Gounass et HLM, elles abritent chacune un commissariat de police relevant respectivement du procureur de la République et du procureur de Dakar. Nous avons pu exploiter les mains courantes dans lesquelles sont consignées les plaintes enregistrées durant les cinq dernières années (2013-2017) dans ces deux commissariats<sup>48</sup>. Il s'agissait par-là de mieux saisir les interactions entre la police et les populations, ainsi que les types d'infractions notées et surtout les acteurs (victimes et auteurs) dans ces communes.

Au niveau de la police centrale de Guédiawaye, pour l'année 2015, la majorité des faits enregistrés dans la main courante ont été consignés entre juillet et octobre. En effet, ces quatre mois de l'année recouvrent 77,15 % des 2 613 plaintes enregistrées. Ainsi, la période estivale semble être la plus criminogène dans le secteur. Sur les 542 faits enregistrés et caractérisés, la détention et la consommation de drogue sont plutôt marginales, contrairement aux idées reçues. Elles ne représentent que 51 cas (1,95 %). En revanche, les enfants égarés (175 cas), les vols (147 cas) et les coups et blessures volontaires (CBV) (136 cas) concentrent respectivement 6,70 %, 5,63 % et 5,2 % des faits constatés. Les autres formes de violence, comme les violences verbales (9 cas), les viols (7 cas), les violences domestiques (7 cas), les agressions (7 cas) ont été marginales, soit respectivement 0,34 % et 0,27. Pour ce qui concerne l'auteur, dans 52,73 % des cas enregistrés, c'est un homme qui est visé par la plainte et dans 10,79 % c'est une femme. Pour ce qui est de la victime, il s'agit d'un homme dans

<sup>46</sup> Le commandant Daouda Diop, *op. cit.*

<sup>47</sup> Le commissaire Alioune Ndiaye, porte-parole de la Police nationale, lors d'un point de presse, le 18 mai 2011 à Dakar.

<sup>48</sup> Signalons que des problèmes d'archivage ne nous ont pas permis de disposer de tous les registres de la série visée. Si nous avons pu disposer de l'essentiel des registres de la police des HLM, tel n'a pas été le cas pour Guédiawaye où deux années étaient manquantes (2013 et 2014).



63,29 % des cas et d'une femme dans 32,03 % des cas.

Pour l'année 2016, 250 cas ont été recensés dans la main courante, dont 185 caractérisés (34 %), soit 85 cas de vol simple ou aggravé (34 %). Viennent ensuite la détention et la consommation de drogue avec 28 cas (11,2 %) suivis de l'ivresse publique manifeste (IPM) avec 26 cas (10,4 %). Au cours de la même année neuf cas de viol et de tentative de viol ont été signalés à la police, soit 3,6 % des plaintes. Les autres formes de violence sont marginales. Il s'agit de violences verbales (11 cas), soit 4,4 %, de violences involontaires (6 cas), soit 2,4 %, d'homicide (un cas), de violence conjugale (un cas). À l'image de l'année précédente, de nombreux cas d'enfants égarés (18) ont été notés, soit 7,2 % des signalements à la police. Comme auteur des faits, c'est un homme dans 52,47 % des cas et une femme dans 4,18 % des cas. Le reste des plaintes ne donne aucune indication, ni sur sexe de l'auteur, ni celui de la victime.

Pour l'année 2017, 520 cas ont été enregistrés, dont 436 cas caractérisés. Il s'agit de 153 cas de vols simple et aggravés (29,42 %), 136 cas d'IPM (26,15 %), 59 cas de détention et de consommation de chanvre indien (11,35 %), 24 cas de viol (4,4 %), 20 cas de détention et d'usage de produits cellulosiques (3,85 %), 16 cas de CBV (3,08 %), 13 cas de violences verbales (2,5 %) et sept cas de violence sur ascendant. Dans cette année 2017, cinq cas de meurtres et trois cas de kidnapping ont été également enregistrés à Guédiawaye. Pour ce qui est de l'auteur des faits, dans 60,19 % des cas c'est un homme, et les hommes sont aussi victimes dans 28,27 % des cas.

Au commissariat de police des HLM, au titre de l'année 2013, sur les 4 179 cas recensés dans la main courante, le vol reste le type d'infraction le plus répandu (3,78 %) suivi des IPM (0,287 %), les violences et voies de fait avec 0,12 % et seulement 0,07 % des cas pour détention et usage de chanvre indien. Par ailleurs, deux cas de viol ont été signalés. Pour ce qui est des auteurs d'infractions, sur les 4 179 plaintes, les hommes sont responsables dans 60 % des cas et les femmes dans 16 %. Dans les 24 % autres, aucun auteur n'a été signalé dans les registres de la police. Pour les victimes, 63 % sont des hommes contre 36 % de femmes et dans 1 %, la victime est inconnue.

Pour l'année 2014, 2 889 cas ont été enregistrés au niveau de la police des HLM. Les infractions caractérisés sont entre autres : 34 cas de vol (1,17 %), deux cas de CBV (0,069 %), seulement un cas de viol, un cas de violence physique et un cas d'injures publiques. Sur ces faits enregistrés, l'auteur est un homme dans 69 % des cas contre 16 % de femmes, et 15 % où l'auteur n'a pas été notifié dans la main courante de la police. Pour ce qui est des victimes, les hommes sont responsables dans 61 % des cas, les femmes dans 35 % des cas, alors que dans 4 % des cas la victime n'a pas été mentionnée dans le registre.

Au cours de l'année 2015, 2 480 plaintes ont été déposées au niveau

de la police des HLM, mais seulement 174 ont été caractérisées. Sur les types d'infractions identifiés, le vol est le plus récurrent, soit 129 cas (5,2 %), puis le vol et la détention de chanvre indien (11 cas). Ils sont suivis par les IPM (25 cas), la détention et la consommation de chanvre indien (huit cas), les CBV (cinq cas), les injures et les menaces (deux cas), la fugue (deux cas), un cas de découverte d'un fœtus de 5 mois et un cas d'enfant égaré ont été aussi enregistrés dans la main courante en 2015. Sur les 2 480 cas notifiés à la police, les hommes représentent 58 % des auteurs et les femmes 15 %. Dans 27 % des cas, l'auteur n'a pas été mentionné. Pour la victime, dans 64 % des cas, c'est un homme contre 34 % une femme et dans 2 % des cas elle n'a pas été notée.

Pour l'année 2016, 724 cas ont été enregistrés au niveau de la police des HLM, dont seulement 49 ont été caractérisés, avec 23 cas de vol (3,17 %), dix de cambriolage (1,38 %), quatre de violence et voies de fait, trois d'abus de confiance, deux de vol avec violence, deux de destruction de bien d'autrui, deux de disparition, un de tentative de vol. Ainsi, comme on peut le constater, les cas de vol sont de loin les plus importants. À eux seuls, ils représentent 36 cas sur les 49 signalés. Cela est certainement en relation avec la proximité du marché. Sur les 724 plaintes enregistrées, l'homme est visé dans 53,90 % des cas contre 15,10 % de femmes, et dans 31,20 % des cas l'auteur est inconnu.

En 2017, 1 806 plaintes ont été enregistré au niveau de la police des HLM, mais seules 70 ont été caractérisées, parmi lesquels, 32 cas de vol (1,77 %), 25 d'IPM (1,38 %), quatre de violence et voies de fait, quatre de tentative de vol, deux d'usage de chanvre indien, deux de menace de mort, deux de violence physique. Pour les auteurs, les statistiques montrent que 58 % des faits ont été commis par des hommes et 12,60 % par des femmes, et enfin dans 29 % des cas, l'auteur est inconnu.

Sur l'ensemble des données collectées auprès des services de police dans les deux communes étudiées, le comportement déviant le plus récurrent semble être les atteintes aux biens et plus précisément les vols simples et aggravés. Ce constat qui se dessine dans les statistiques policières (11,38 % des cas enregistrés à Guédiawaye et 3,66 % aux HLM) confirme la tendance observée au niveau de l'enquête quantitative. Celle-ci détermine l'atteinte aux biens comme la première violence, avec un taux de 44,1 % des violences notées, suivis des violences verbales avec 41,7 %. Les violences sexuelles sont très marginales dans les deux communes, même si elles suscitent beaucoup d'émotion dans l'opinion. La même tendance se retrouve dans les statistiques produites au niveau national par la police nationale dans ses rapports d'activités des cinq dernières années dans lesquels les vols à main armée, les cambriolages arrivent en tête du classement des infractions signalées. Enfin, les statistiques couvrant les communes cibles démontrent que les acteurs de la violence sont très majoritairement des hommes.

Ce que l'on peut noter ici à propos de l'analyse des statistiques policières, c'est que les faits signalés au niveau de la police ne sont pas systématiquement caractérisés et que les informations sont incomplètes à propos du sexe de l'auteur et de la victime, ainsi que de l'heure et du lieu exact où l'acte a été commis. Le fait que des informations font défaut et que la partie la plus importante des faits de délinquance poursuivis devant les tribunaux concerne une délinquance de flagrant délit laisse entrevoir qu'une partie très significative de la délinquance commise n'arrive pas au niveau de la police, ni de l'appareil judiciaire, autrement dit « le chiffre noir »<sup>49</sup>.

#### ***IV. 3. La justice face à la situation sécuritaire des jeunes***

La constitution du Sénégal stipule que le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Le pouvoir judiciaire est exercé par le Conseil constitutionnel, le Conseil d'État, la Cour de cassation, la Cour des comptes et les cours et tribunaux. Les magistrats sont nommés par le président sur proposition du ministre de la Justice. Depuis le milieu des années 1990, le gouvernement a initié plusieurs réformes pour appuyer la modernisation de la justice, dont celle pour mineurs. Ainsi, il est prévu de créer des tribunaux régionaux pour enfants afin de couvrir tout le territoire sénégalais en élargissant les services relatifs aux enfants<sup>50</sup>.

Le ministère de la Justice joue un rôle primordial dans la justice pour enfants et dans la protection de l'enfance au Sénégal, notamment à travers la Direction de l'éducation surveillée et de la protection sociale (DESPS). Celle-ci est chargée entre autres, de la prévention, de l'assistance, de la protection de l'enfance, de la médiation familiale, de la formation professionnelle et de la réinsertion socioprofessionnelle des enfants en conflit avec la loi ou en danger, âgés de moins de 18 ans, et de jeunes majeurs âgés de 18 à 21 ans. Elle a aussi en charge le renforcement des capacités des intervenants dans la prise en charge des enfants et des capacités d'accueil pour une bonne prise en charge dans leurs familles d'origine<sup>51</sup>. En outre la DESPS concourt à l'élaboration des projets de texte dans les domaines de la prévention et du traitement de la délinquance juvénile et de la protection sociale. Elle assure aussi un contrôle de l'action des établissements privés qui agissent dans les domaines relevant de sa compé-

---

<sup>49</sup> Daniel Sansfaçon, 2004, cité par Diop, 2013.

<sup>50</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*

<sup>51</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*, p. 48.

tence<sup>52</sup>. Le ministère de la Justice joue aussi un rôle important dans la protection de l'enfance à travers les services de l'Action éducative en milieu ouvert (AÉMO), les Centres d'adaptation sociale (CAS), les Centres de sauvegarde, les Centres polyvalents et les maisons de la justice<sup>53</sup>.

Par ailleurs, il existe onze tribunaux régionaux pour enfants au Sénégal, mais tous ne sont pas fonctionnels. Ils sont dirigés par un président, assisté d'un substitut du procureur de la République. Le président ne traite pas uniquement des affaires impliquant des enfants. Cependant, c'est à lui qu'il revient de prendre les mesures d'assistance éducative à apporter à un enfant emprisonné même si c'est le substitut du procureur qui reçoit le procès-verbal du commissariat de police et décide de la suite à donner à l'affaire. Ce dernier peut ouvrir une information judiciaire, classer le dossier sans suite, ou renvoyer l'affaire pour médiation. Le juge d'instruction intervient lorsqu'une information judiciaire est ouverte pour mener les enquêtes/recherches de preuves. Par ailleurs, les cours d'Appel disposent d'une chambre des mineurs et d'un délégué chargé des affaires concernant des mineurs, mais pas d'un juge pour enfants. Ils suivent les mêmes procédures que pour les adultes. Enfin, il n'existe pas de cour d'assises pour enfants chargée de juger les cas de crime imputés à un mineur.

Le Sénégal compte au total 37 établissements pénitentiaires liés au ministère de la Justice. Tous peuvent détenir des mineurs, mais hommes, femmes et mineurs sont détenus dans des quartiers séparés. Chaque établissement pénitentiaire dispose d'un juge d'application des peines qui suit les affaires impliquant des enfants et des adultes. Une seule prison pour mineurs existe au Sénégal (pour garçons uniquement), le « Fort B », pouvant accueillir 50 à 70 enfants âgés de 13 à 18 ans. Un éducateur spécialisé y accompagne les enfants dans l'élaboration de projets socio-éducatifs. Les filles et les autres garçons sont détenus dans des maisons d'arrêt et de correction (lieux où seraient incarcérés les adultes en détention provisoire ou des condamnés à des peines de moins de deux ans), et non pas dans les camps pénaux (réservés aux criminels détenus plus de deux ans)<sup>54</sup>. Il n'y a pas d'éducateur spécialisé dans les maisons d'arrêt et de correction, mais des projets éducatifs et des activités ne sont organisés pour les enfants que par les agents des établissements pénitentiaires eux-mêmes sans aucune compétence réelle dans ce domaine.

La loi sur la traite des êtres humains apporte également du soutien et

<sup>52</sup> Le décret n° 77-659 du 20 juillet 1977 et le décret n° 2007-554 du 30 avril 2007, art. 16.

<sup>53</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*

<sup>54</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*

de la protection aux enfants victimes de traite<sup>55</sup>. Elle stipule que, pour l'exercice de l'action civile, le ministère public peut requérir la mise sous tutelle ou l'administration légale des victimes mineures n'ayant pas de représentant légal connu ou ne présentant pas de garanties de sauvegarde des droits et du bien-être de l'enfant. La protection de l'enfance est également traitée en vertu de lois et politiques conçues pour traiter des questions spécifiques de protection de l'enfance, comme le code pénal et la loi sur l'excision, et récemment la criminalisation du viol et la pédophilie.

Malgré les différentes structures, et l'existence de textes administratifs et pénitentiaires pour gérer les personnes en conflit avec la loi, cependant ces derniers ne font le plus souvent pas de distinction entre un enfant et un adulte. Si le principal objectif des lois est d'interdire et de sanctionner certains actes préjudiciables infligés aux enfants, elles ne traitent pas de la fourniture de services de prévention et d'intervention en faveur des enfants et de leurs familles. De même, si le ministère de la Justice dispose d'un Centre de formation judiciaire (CFJ) chargé de la formation initiale de deux ans de tous les intervenants dans le système judiciaire, toutefois, les présidents des tribunaux pour enfants ne suivent pas de formation spécifique pour la justice des mineurs, même si, dans le cadre des formations continues, des sessions de renforcement de capacités sont proposées, notamment à travers le projet de renforcement de la protection juridique des mineurs (RPJM).

#### **IV. 3. 1. Les maisons de la justice**

La « maison de la justice », institution nouvelle au Sénégal qui veut reprendre les principes et modes de régulations traditionnels pour la résolution des conflits familiaux et des litiges privés. Elles ont été instituées en mai 2014 à travers un partenariat entre l'ONUDC<sup>56</sup> et le ministère de l'Intérieur et trois communes de la région de Dakar (HLM, Sicap-Mbao-Diameguène et Rufisque) dans le cadre du projet « Prévention du crime dans la région de Dakar ». Ce projet comportait en outre la création de forces de police de proximité. Les maisons de la justice se présentent comme des mécanismes alternatifs aux poursuites judiciaires, de résolution des conflits familiaux et des litiges privés en adoptant les principes et les modes de régulations traditionnels, tout en offrant aux populations la possibilité d'accès à la justice, ainsi qu'à l'information et au droit. À ce titre, elles se présentent comme des structures de médiation pour une réponse rapide aux problèmes posés. Quant aux forces de police de proximi-

---

<sup>55</sup> Loi n°2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes.

<sup>56</sup> Office des Nations Unies contre la drogue et les crimes.

té, il leur a été assigné un rôle à la fois de dissuasion et d'assistance civile. La principale mission de la maison de la justice est d'organiser ou et de faciliter un traitement efficace des litiges de la vie quotidienne et de certaines infractions pénales mineures. En clair, il s'agit d'un programme de prévention de la délinquance, de régulation des conflits et de maintien de la paix sociale. Composée d'un médiateur et d'un coordonnateur en charge de l'organisation et de la supervision des différentes activités, la maison de la justice est une structure du ministère de la Justice, en partenariat avec la mairie de ville. Ces espaces de « justice de proximité » sont aussi un cadre d'information pour les populations sur leurs droits et devoirs, mais aussi un cadre d'échanges et de dialogue qui favorise un climat social apaisé.

La médiation utilisée comme mode de résolution des conflits se présente ainsi comme une voie alternative aux poursuites judiciaires et permet de trouver une réponse rapide au problème posé. Mandaté par le procureur de la République, le médiateur peut aussi être saisi sans aucune formalité par toute personne physique ou morale impliquée dans un conflit. Si dans ces premières années d'existence, les dossiers viennent surtout du bureau du procureur, car les populations tardaient de s'approprier du concept, mais de plus en plus on note une forte sollicitation des maisons de justice, comme en témoigne la hausse du nombre de dossiers traités. Par exemple, la maison de justice de la commune d'arrondissement des HLM (Dakar) a examiné plus de 528 dossiers soumis à son arbitrage, depuis sa mise en service en 2004, avec un taux de réussite de plus de 90 %, selon son coordinateur Ousmane Barry. Certains dossiers ont été soumis par les populations elles-mêmes, d'autres par une saisine directe du parquet, du poste de police et de la gendarmerie. Aux HLM, la maison de justice collabore avec les associations comme la COCAD et DECLIC et les ASC.

« La maison de justice c'est que, différemment de ce qui se règle dans les tribunaux, on arrive rapidement à la paix, au consensus social. Je crois qu'y a beaucoup de cas qui ont été réglés ici et qui ont fait beaucoup de bonheur dans ce pays. Tu ne paies rien, ça va vite et ça désengorge les juridictions tel que voulu par l'État. Au tribunal tu paies un avocat, et beaucoup de services, alors qu'ici c'est totalement gratuit. Au tribunal c'est la bagarre et ici c'est le consensus. Ici on ne juge pas »... « Il n'y a pas de solutions imposées, c'est la médiation et le consensus qui priment. Un travail de fond est fait en amont par la maison de justice pour éviter qu'un certain nombre de cas n'atterrisse au niveau du tribunal », selon Madame Ba.

Dans la conduite de leurs missions, les maisons de justice sont confrontées souvent à des difficultés de fonctionnement : « Nous sommes gérés

doublement, par les mairies et par l'État. Moi je suis médiateur, c'est l'État qui me paie. Le coordinateur est payé par l'État. Lui, il règle les questions administratives et moi les questions juridiques. Il y a le personnel d'appoint qui est payé par les communes. Je ne peux pas aller plus loin que ça, mais j'espère que j'ai répondu à vos questions. Au manque de moyens d'accompagnement s'ajoute à l'absence de synergie d'actions avec les acteurs ». Et la précarité des emplois, notamment du personnel d'appoint, est toutefois un frein au bon fonctionnement des maisons de justice. Par ailleurs, elles n'ont pas de politiques spécifiques aux filles même si elles collaborent avec des structures appuyant les jeunes filles.

#### **IV. 3. 2. L'Action éducative en milieu ouvert**

L'Action éducative en milieu ouvert (AÉMO) est une structure du ministère de la Justice rattaché à la direction de l'éducation surveillée et de la protection sociale. Créée en 1976, elle a pour missions la protection des enfants en danger moral et des enfants en conflit avec la loi. Donc sa mission première, c'est la prévention, d'où la mise en place d'un plan d'action qui s'articule autour des séances de sensibilisation. En plus de la prévention et la prise en charge après une enquête sociale pour comprendre la situation familiale, afin de mettre en place un projet éducatif ou de le placer dans une structure d'accueil adaptée pour promouvoir un meilleur épanouissement de l'enfant en difficulté. Dans ce cas, il s'agit de l'extirper du monde « pathogène » dans lequel il est, et le confier à un Centre de redressement, un Centre de rétention sociale, un Centre polyvalent. Par ailleurs, l'AÉMO assure la médiation judiciaire, l'accompagnement, la recherche d'adresses pour les mineurs en conflits avec la loi, et agit comme centre d'accueil, de réinsertion et d'orientation pour jeunes délinquants.

Les AÉMO sont des équipes multifonctionnelles composées d'éducateurs, de travailleurs sociaux et d'autres spécialistes qui suivent des jeunes âgés de moins de 25 ans dans un milieu ouvert<sup>57</sup>. Elles sont installées auprès de chaque tribunal régional et de quelques tribunaux départementaux. Elles assurent à l'égard des enfants en conflit avec la loi et des enfants en danger : l'accueil, l'observation et la rééducation en milieu ouvert, la médiation, la prévention. Les bureaux régionaux s'occupent principalement de la coordination des audiences, mais aussi des enquêtes, de la médiation familiale (apaiser les conflits), des enquêtes en vue d'une adoption ou pour de gardes d'enfants. Les AÉMO assurent l'élaboration, l'exécution et le suivi d'un projet éducatif spécifique à chaque enfant tout au long du processus, ainsi qu'une assistance juridique. Les éducateurs

---

<sup>57</sup> République du Sénégal, (2011) *op. cit.*, p. 95.

sociaux des AÉMO s'occupent du suivi des audiences du tribunal pour enfants, y accompagnent les enfants en cas d'audience et y protègent leur intérêt. Dans le suivi des enfants en conflit avec la loi, les mesures non privatives de liberté sont toujours privilégiées chaque fois que cela est possible.

Les enfants mis en prison sont surtout des récidivistes. La prison Fort B permet à l'AÉMO de travailler avec les enfants en attendant qu'on trouve une autre option ou qu'ils soient placés en internat. Le juge peut demander à l'AÉMO de dialoguer avec l'enfant et d'explorer la possibilité de le laisser en liberté surveillée. Ils assurent les visites en milieu carcéral afin de connaître toutes les affaires impliquant des mineurs. Cela permet la fourniture d'une éducation et d'un suivi en famille après la décision du juge, mais cela n'est pas systématique. Les deux centres d'adaptation sociale réhabilitent des mineurs en utilisant des techniques psycho-éducatives. Ils assurent une formation professionnelle, par exemple en formation agricole dans le Centre de Nianing, des activités coopératives de production et des activités socio-éducatives.

Dans le cadre du Plan d'action 2018 de l'AÉMO de Grand-Dakar installée au niveau des HLM, l'accent est mis sur la prévention et la sensibilisation des populations contre certains fléaux tels que les violences sexuelles, physiques, mais aussi sur les autres missions et services offertes par l'AÉMO qui restent jusque-là méconnus du grand public<sup>58</sup>. Lorsqu'il s'agit d'un mineur, qu'il soit auteur ou victime, la prise charge est automatique. Pour mener à bien ses missions, l'AÉMO collabore avec des structures comme l'Association des juristes du Sénégal, le CEGID, l'Action sociale, le Développement communautaire, certaines ONG comme Vivre Ensemble, le Village Pilote, Empire des enfants, SOS Village d'Enfants et le Centre de premier accueil (CPA) à Liberté 6, entre autres. L'AÉMO de Grand-Dakar collabore aussi avec des associations locales comme la COCAD et Déclic au niveau des HLM. Elle développe également un système de contact direct avec les populations à travers la sensibilisation, notamment par l'intermédiaire des *Badienou gokh*, des délégués de quartier, des leaders communautaires et associatifs comme les ASC qui sont des porteurs de voix et qui peuvent lui servir de relais. Dans le secteur de Grand-Dakar, elle collabore avec l'association *And Jappalé*.

Parmi les axes d'intervention de l'AÉMO, il y a la protection des enfants, des actions de promotion des droits humains et la prévention par le sport. Pour ce qui est de la prise en charge, en rapport avec les partenaires locaux, elle prend en charge l'aspect médical ou d'autres domaines. Elle joue aussi le rôle de référé, en collaboration avec le Comité communal de protection de l'enfant (CCPE) des HLM. Malheureusement, même si

<sup>58</sup> Madame Ndoye Ndèye Astou Fall, chef de service, l'AÉMO de Grand-Dakar.



ces mécanismes existent, ils ne fonctionnent pas toujours. Ce qui fait que les communautés qui ignorent leur existence saisissent directement l'AÉMO ou les structures sanitaires<sup>59</sup>. Si ses activités ont en général pour cible les jeunes sans distinction, cependant dans leurs interventions les activités touchent plus les femmes. À travers l'écoute attentive des problèmes, ils essaient de trouver une solution en regroupant les parties en conflit. Le décret qui a créé les AÉMO ne prévoit pas le suivi des affaires, ce qui constitue une autre faiblesse dans leurs actions. Celles-ci s'arrêtent au règlement à l'amiable du différend.

Par exemple, l'AÉMO de Grand-Dakar, qui couvre 14 communes du département de Dakar, ne dispose que de trois agents pour son fonctionnement, dont chacun a, à sa charge, plus de 74 dossiers, alors la norme internationale voudrait qu'il ait un éducateur pour sept mineurs<sup>60</sup>. Dans cette structure, 220 cas sont suivis et un compte rendu est fait aux juges responsables de chaque dossier. Il y aussi les déplacements, car 90 % du travail de l'AÉMO se fait sur le terrain, avec les enquêtes de garde, les enquêtes d'adoption, les cas de viol, etc. Parfois, des urgences obligent de rester longtemps sur le terrain ce qui ne permet pas un suivi administratif des dossiers. Ainsi, l'important volume de travail du personnel restreint ses capacités. À tout cela s'ajoutent la faiblesse des moyens et l'absence de synergie d'actions avec les autres acteurs sur le terrain, qui limitent l'impact réel de leurs interventions.

Les AÉMO ne développent pas de façon systématique des politiques spécifiques aux jeunes filles, dans la mesure où les cibles qu'elle gère sont les garçons mineurs, bien qu'on constate que la délinquance et la violence sont en train de se féminiser<sup>61</sup>. Néanmoins, au niveau du Centre polyvalent de Thiaroye, les filles sont prises en charge avec un dispositif spécifique, par exemple l'apprentissage de métiers tels que la couture, la coiffure, etc. Le dispositif, c'est l'ensemble des règles qui dirige un service.

Les AÉMO, les Centres de sauvegarde et les Centres polyvalents offrent des opportunités de formation professionnelle aux enfants en danger et assure une médiation familiale, un accompagnement et des conseils pour le retour de l'enfant dans sa famille d'origine. Outre les enfants en conflit avec la loi, les Centres de sauvegarde et les Centres polyvalents reçoivent aussi des enfants des villages environnants recherchant une formation professionnelle et présentant d'autres vulnérabilités. Ces services assurent l'élaboration et l'exécution d'un projet éducatif spécifique à chaque enfant dans une perspective de projection et de réinsertion sociale des enfants. En effet, ces services contribuent à remettre les enfants dans leur

---

<sup>59</sup> Khady Seck Diop, *op. cit.*

<sup>60</sup> Madame Ndoye Ndèye Astou Fall, *op. cit.*

<sup>61</sup> Madame Ndoye Ndèye Astou Fall, *op. cit.*

milieu pour qu'ils bénéficient d'une éducation afin d'assurer leur réinsertion sociale en leur proposant des programmes de placement scolaire et d'apprentissage.

#### **IV. 3. 3. Autres structures du ministère de la Justice**

Les Centres d'adaptation sociale (CAS) sont des internats où sont accueillis les mineurs placés par décision judiciaire après un séjour carcéral ou dans le cas d'une prise en charge. Ils assurent ainsi la rééducation des mineurs par la mise en œuvre de techniques psycho-éducatives appropriées. Ils sont au nombre de deux : celui de Sébikotane dans la région de Dakar et celui de Nianing dans le département de Mbour.

De même, les Centres de sauvegarde accueillent des mineurs dans le cadre de la prévention large ou sur décision judiciaire des mineurs en conflit avec la loi ou en danger moral. Les enfants placés dans ces structures y sont en demi-pension. Ils sont au nombre de quatre, localisés à Cambérène, Pikine, Thiès et à Kandé. Ils proposent des services de rééducation et de réhabilitation par l'action psychopédagogique, la formation professionnelle et l'enseignement général. Ils assurent une prévention de la délinquance juvénile par des actions sociales éducatives et culturelles et la réinsertion professionnelle des jeunes formés.

Les Centres polyvalents privilégient les méthodes psycho-éducatives pour la rééducation des jeunes et proposent des formations professionnelles, un enseignement général, un foyer socio-éducatif et une coopérative de production. Chaque Centre dispose au moins d'une section d'enseignement général, d'une section de formation professionnelle et agricole, d'un foyer socio-éducatif, d'une coopérative de production. Ces Centres combinent les tâches des Centres d'adaptation sociale, des Centres de sauvegarde et des services de l'AÉMO. Ils reçoivent les mineurs en conflit avec la loi ou en danger moral, soit dans le cadre de la prévention large, soit sur décision judiciaire. Ils sont au nombre de quatre, dont deux à Dakar (Liberté VI et Thiaroye), un à Diourbel et un autre à Kaolack.

#### **IV. 3. 4. Les organisations d'assistance juridique**

Les services destinés aux enfants en conflit avec la loi sont assez bien organisés au Sénégal, lorsque la justice est saisie et que la procédure suit son cours. Cependant, l'offre de services judiciaires sur l'étendue du territoire est très faible et ne répond même pas aux besoins à Dakar où les services sont les plus concentrés<sup>62</sup>. Il existe très peu d'organisations

---

<sup>62</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit*, p. 96.

d'aide juridique pour les enfants. L'Association des juristes sénégalaises (AJS), le Réseau africain de développement Intégré (RADI), la Rencontre africaine des droits de l'homme (RADDHO), le Samu Social et « Avenir de l'Enfant » sont parmi les organisations les plus dynamiques. En outre, la seule loi en vertu de laquelle une association peut se constituer partie civile est celle sur la mendicité, ce qui limite les possibilités d'assistance. Toutefois, le Fonds d'assistance juridique (FAJ), doté d'un budget annuel de 200 millions de FCFA à la disposition du barreau et géré par le bâtonnier, peut servir à payer un avocat pour un mineur en conflit avec la loi. Pour bénéficier de l'appui de ce fonds, une demande doit être faite au préalable auprès du bâtonnier. Ce qui ne facilite pas l'accès, car il faut connaître d'abord son existence pour pouvoir faire cette demande.

Principalement, l'AJS propose des services d'assistance juridique aux femmes et aux filles. Hors de Dakar, l'association dispose d'une antenne à Thiès et tente d'étendre ses actions dans d'autres régions du pays. Elle donne des conseils juridiques, accompagne les victimes auprès des services de santé, de psychologues et apporte une assistance juridique tout le long de la procédure judiciaire. Elle a mis en place un numéro vert entre 8 et 18 h pour orienter et conseiller les victimes<sup>63</sup>. En outre, elle contribue à la formation des juges et du personnel judiciaire sur des questions spécifiques. Mais la faiblesse de ses moyens limite ses capacités d'intervention à deux à quatre cas par mois seulement.

Certes, des mesures ont été engagées en vue d'améliorer l'environnement juridique et de le rendre plus efficace, notamment l'achèvement de la couverture géographique des juridictions, la facilitation de l'accès aux cours et tribunaux, la mise en place d'une justice rapide et équitable, le recrutement de magistrats et de greffiers, l'amélioration de la formation des magistrats et des auxiliaires de justice, la réforme du code et de procédure pénale et l'adaptation de la législation au contexte socioculturel, économique et international par la création de juridictions spécialisées<sup>64</sup>. Les ressources allouées à la justice dans le budget général de l'État ont certes connu une hausse<sup>65</sup>. Toutefois, le système judiciaire sénégalais a encore des limites, notamment la lenteur et la complexité des procédures judiciaires, le manque d'infrastructures, les locaux délabrés des juridictions et des services centraux, et l'insuffisance d'un personnel

<sup>63</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*

<sup>64</sup> [http://www.aidtransparency.org/at/images/trans\\_budget/corruption/gouvernance%20judiciaire%20au%20senegal.pdf](http://www.aidtransparency.org/at/images/trans_budget/corruption/gouvernance%20judiciaire%20au%20senegal.pdf)

<sup>65</sup> Ces ressources ont enregistré une hausse de 1 774 626 464 FCFA, passant de 39 416 629 480 FCFA en 2018 à 41 191 255 944 FCFA en 2019, soit une augmentation de 11,28 %.

qualifié <sup>66</sup>. Par exemple, 94 % de Sénégalais sondés dans une étude menée par le RADJ se déclarent « pas satisfaits » par le système judiciaire. Ils n'ont pas confiance et citent la corruption, l'impunité et l'absence de transparence entre autres <sup>67</sup>. Toutefois le pouvoir judiciaire demeure indépendant du pouvoir exécutif et législatif. Le système judiciaire sénégalais est confronté à un déficit tant qualitatif que quantitatif en ressources humaines. Depuis 2004, des efforts de recrutement ont certes été entrepris par le gouvernement sénégalais, mais l'effectif des magistrats reste largement en-deçà des besoins. Le ratio est d'un magistrat pour 27 366 habitants, un greffier en chef pour 176 826 habitants, un greffier pour 65 305 habitants, un secrétaire de greffe et parquet pour 126 304 habitants, un secrétaire interprète pour 267 295 habitants <sup>68</sup>.

#### ***IV. 4. L'Agence d'assistance à la sécurité de proximité (ASP)***

L'Agence d'assistance à la sécurité de proximité (ASP) est créée par le décret n° 2013-1063 du 5 août 2013. Conformément à ce décret, celle-ci participe, en relation avec les forces de sécurité (police et gendarmerie), à la mise en œuvre d'une police de sécurité de proximité, bâtie autour de la prévention et du partenariat actif entre l'État, les collectivités territoriales et les acteurs de la vie sociale. À ce titre, elle est chargée, entre autres, de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre, en rapport avec les différents acteurs, du plan national de prévention et de lutte contre la délinquance, à la mise en place de contrats locaux de sécurité en relation avec les comités départementaux de prévention et de lutte contre la délinquance, de recruter et de gérer des assistants de la sécurité de proximité (ASP), de préparer et promouvoir toute étude et réflexion relatives au développement des activités de police de proximité, notamment dans le domaine de la prévention.

Dans le cadre de ses interventions, outre la mise à disposition des agents des services étatiques comme la police, la gendarmerie et la justice, l'ASP a mis en œuvre un certain nombre de concepts comme : « Quartier sûr », « l'École sûre », des « Tables de concertation sécuritaire » et une « Cartographie de la délinquance ». À travers la nouvelle approche de la sécurité qui se veut inclusive en impliquant tous les acteurs, il s'agit de faire de la sécurité une affaire citoyenne, donc l'affaire de tous : forces de défense et de sécurité, collectivités locales, société civile, délégués de quartier, mouvements associatifs, etc. C'est dans ce contexte que l'ASP a

<sup>66</sup> République du Sénégal. Document de Stratégie pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSRP II) 2006-2010, Dakar, octobre 2006.

<sup>67</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*

<sup>68</sup> République du Sénégal (2011), *op. cit.*

conçu le programme « Quartiers Sûrs » qui tire son fondement du code des collectivités territoriales en ses articles 118 à 127 délimitant les compétences du maire en matière de police municipale. En tant qu'autorité locale, délégué du maire et médiateur social, le délégué de quartier est la pièce maîtresse autour de laquelle s'articulent toutes les activités de prévention en matière de sécurité au niveau local, sous la coordination des autorités administratives et l'encadrement de la police et de la gendarmerie nationales.

Conformément à l'article 71 du code général des collectivités territoriales, le quartier et le village constituent les cellules administratives de base qui sont le premier niveau de la sociabilité et celui des rencontres fortuites. Ce sont les lieux où le bonheur et le malheur sont partagés. Chaque quartier est dirigé par un délégué nommé par un arrêté du maire après approbation du ministre de l'Intérieur. Ce délégué est l'interface du pouvoir administratif dont il tire sa légitimité et sa reconnaissance officielle et le pouvoir traditionnel. Sa fonction d'émanation locale s'acquiert grâce à la confiance des populations du quartier, une plus grande attention dans la gestion de la sécurité au niveau local.

Le programme « Quartiers Sûrs » s'intègre parfaitement dans le cadre des Contrats locaux de sécurité (CLS) et des Comités départementaux de prévention et de lutte contre la délinquance, en ce sens qu'il prend en charge, de façon opérationnelle, les problèmes de sécurité de proximité des communautés de base. L'objectif général visé par ce programme est de faire contribuer les populations en relation avec la municipalité et les forces de défense et de sécurité, à assurer le bon ordre, la sûreté, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique dans un quartier. Le poste de sécurité de proximité locale implanté sert de Centre d'information des populations sur les questions de sécurité. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- mettre en place un poste local de sécurité de proximité dans le quartier sous la responsabilité du délégué de quartier et d'un superviseur désigné par l'ASP ;
- mettre à la disposition du quartier une équipe d'assistants à la sécurité de proximité formés en sécurité préventive urbaine pour assurer les activités de paix sociale et de tranquillité publique.

Les ASP opèrent dans les limites administratives du quartier et la stratégie opérationnelle s'articule ainsi :

- informer et sensibiliser les populations sur les mesures de sécurité à prendre face au contexte ;
- surveiller différents secteurs du quartier pendant la nuit afin de prévenir la commission d'infractions et d'incivilités ;
- alerter les forces de police ou de gendarmerie compétentes après avoir identifié la menace ou constaté la commission d'infractions ;
- porter secours et assistance aux populations en cas de besoin ;

- une ligne téléphonique est mise à disposition des agents sur le terrain pour leur permettre de communiquer avec les forces de défense et de sécurité en cas de nécessité.

Face à la recrudescence de la violence urbaine, les modes d'action habituels des forces de police et de gendarmerie ne permettent plus de répondre de manière satisfaisante aux besoins de sécurité des citoyens. La prévention s'avère incontournable et indispensable dans le processus de sécurisation des personnes et des biens. C'est ainsi que l'État, responsable principal de la sécurité, réoriente la politique sécuritaire vers une large participation sociale avec des relais autres que les forces de police et de gendarmerie. Il s'agit de la gouvernance sécuritaire de proximité instituée par le décret n° 2013-1063 du 5 août 2013 créant l'agence d'assistance de sécurité de proximité. Elle se définit comme une gestion sécuritaire participative et inclusive à travers un partenariat dynamique et actif entre l'État, les collectivités locales et les acteurs de la vie sociale (article 3 du décret précité).

À côté de l'État, longtemps considéré comme détenteur du monopole de la sécurité, seront associés à la production de la sécurité, au niveau territorial, les pouvoirs locaux et la société civile. Cette réorientation stratégique va vers un renforcement des mécanismes de prévention de la délinquance de manière globale. Elle s'articule autour des comités départementaux de prévention et de lutte contre la délinquance (CDPLD) des contrats locaux de sécurité (CLS) et l'Agence d'assistance à la sécurité de proximité (ASP). Les comités départementaux, cadres de mobilisation des acteurs de la chaîne de prévention, regroupent outre les acteurs régaliens de la sécurité, les élus locaux, les entreprises de sécurité privée, les autorités judiciaires et les acteurs sociaux concernés par le phénomène de la délinquance. Ils sont placés sous l'autorité du préfet de département. Dans ces comités, des contrats locaux de sécurité seront élaborés à partir d'un diagnostic local de sécurité et d'une cartographie locale de la délinquance. Ainsi, l'Agence d'assistance à la sécurité de proximité participe à la mise en œuvre de cette nouvelle politique de prévention. Cependant, comme les ASP sont des volontaires, dont la formation est insuffisante, on constate souvent d'importantes carences en matière de prise en charge, ce qui fait qu'ils sont aussi cités dans beaucoup de situations délictuelles.

#### **IV. 5. Autres démembrements de l'État face à la situation des jeunes**

##### **IV. 5. 1. Les Centres départementaux d'éducation populaire et sportive**

Parmi les autres entités de l'État qui s'occupent de la question des jeunes, on compte les Centres départementaux d'éducation populaire et

sportive (CEDEPS), démembrements du ministère de la Jeunesse. Ils constituent un dispositif de proximité, installé dans chaque département du Sénégal pour contribuer à la prise en charge des besoins des jeunes, et offrent un plateau de services multidimensionnels, multisectoriels, allant de la formation des jeunes à leur insertion, en passant par l'encadrement à tout point de vue : sur le plan social, éducatif, professionnel, etc. Ce sont des lieux de prolongement de l'éducation, mais aussi d'incubation, parfois aussi de « redressement », parce qu'un jeune qui est un peu hors de la ligne de conduite sociale, « c'est notre mission quotidienne de les récupérer »<sup>69</sup>.

Tous les CEDEPS disposent d'un bureau dénommé « Accueil-emploi » où des jeunes sont recrutés et formés pour conseiller d'autres en matière d'emploi. Ils regroupent des plateformes de synthèse, dans lesquelles il est possible de prendre en charge de façon globale l'ensemble des besoins des jeunes, du jeune à problème au jeune déscolarisé en passant par le scolarisé, mais aussi du jeune avec une trajectoire correcte, mais a du mal à s'insérer sur le plan professionnel. En outre, ce sont des espaces d'animation, de loisirs et de jeux. Ils travaillent aussi en parfaite synergie avec d'autres acteurs et organisations, notamment celles placées sous sa tutelle comme relais communautaires qui sont ses premiers partenaires dans la conduite de ses missions. Ils collaborent également avec d'autres services déconcentrés de l'État, comme le service des Sports, l'AÉMO et des ONG comme Plan International, ChildFund, notamment dans le cadre du Comité départemental de développement (CDD).

À Guédiawaye par exemple, le CEDEPS développe des stratégies et politiques de prévention au niveau départemental. Il joue un rôle important dans la cartographie administrative au niveau départemental, surtout dans l'accompagnement des jeunes, notamment de ceux qui sont exclus du système scolaire. À ce titre, il peut être considéré comme un Centre de reconversion, une alternative pédagogique permettant aux jeunes exclus du système éducatif ou de leur famille, pour une raison ou pour une autre (pauvreté de la famille, victimes parfois de grossesse précoce...), de retrouver une voie. Il se positionne ainsi pour offrir à ces jeunes une seconde chance, à travers une gamme variée d'activités susceptibles de favoriser leur promotion économique et sociale. Il dispose aussi de centres d'animation socioprofessionnelle qui sont des sections de formation en couture, en coiffure, en électricité, en menuiserie, en informatique, en sérigraphie, mais aussi en alphabétisation fonctionnelle, mais aussi des espaces qui permettent aux jeunes d'être en contact avec le milieu éducatif. Au-delà de la qualification recherchée, il y a également tout un dispositif d'accompagnement qui vise à permettre au jeune de prolonger son

---

<sup>69</sup> Rokhaya Ndiaye, directrice du CEDEPS de Guédiawaye.

éducation sociale, d'abord comme citoyen, et aussi en tant qu'individu, jeune et adolescent. Cette dimension d'animation fait un peu la spécificité du CEDEPS, avec son dispositif intégré et complémentaire, au sein duquel on peut aussi trouver un « Centre conseil ado », créé pour venir en appoint aux autres activités, notamment pour tout ce qui a trait à la santé sexuelle, à la santé reproductive des jeunes et à la lutte contre la toxicomanie.

Le CEDEPS développe par ailleurs des projets structurés autour de la prévention articulés autour de trois types d'approches, notamment tout ce qui concerne l'IEC (information, éducation et communication) et dans le domaine de la SRAJ (santé de la reproduction des adolescents et des jeunes). Il organise aussi des conférences et conduit des stratégies avancées, en particulier à travers des entretiens collectifs. Comme instrument modulable, ses activités sont réajustées en fonction de l'architecture institutionnelle du ministère de la Jeunesse et de ses orientations. Depuis 2014, ce ministère est dépositaire de la compétence en matière d'emploi. Ses activités s'articulent donc aussi autour de la problématique de l'emploi et de l'entrepreneuriat, surtout avec l'appui de l'ANPEJ à travers le dispositif dénommé « Accueil-emploi ». Cette plateforme organise ainsi des séances d'information et de sensibilisation par rapport aux opportunités d'insertion. Comme mécanisme dédié aux jeunes, aux pré-adolescents et aux adolescents âgés de 15 à 24 ans, le CEDEPS fait également beaucoup d'activités extra-muros. Il mène aussi des activités dans le cadre de la lutte contre le VIH-sida, dans son Centre de dépistage anonyme en collaboration avec le CNLS. Dans le cadre de la planification familiale, des consultations sont également offertes aux femmes.

Les activités développées au niveau du CEDEPS de Guédiawaye pour la prévention ou la prise en charge à l'endroit des jeunes face à la violence s'articulent essentiellement autour de la sensibilisation. Les discours portent sur la promotion du comportement citoyen et le savoir-vivre en communauté. Une prise en charge est assurée aux jeunes de moins de 18 ans, les enfants victimes de viols, de violences physiques ou de négligence, notamment toutes les formes de violences qui peuvent affecter le développement normal de l'enfant. À défaut, les victimes sont référées auprès d'autres structures. À Médina Gounass par exemple, les relais travaillant avec le CEDEPS vont au niveau du « bassin » pour discuter avec les enfants, pour les orienter au niveau des centres de prise en charge, comme le Centre Jacques Chirac, Yakarou Gounéyi ou au Centre Guindi. Le CEDEPS fait ensuite un suivi de cette prise en charge, avec, selon le cas, un intervalle temporel pour faire des collectes d'informations auprès des parents de l'enfant<sup>70</sup>. La dimension genre est largement prise en compte

<sup>70</sup> Rokhaya Ndiaye, directrice du CEDEPS de Guédiawaye, entretien précité.



dans les interventions, car beaucoup de jeunes filles fréquentent le Centre, de même que des facteurs comme le taux démographique et les vulnérabilités qui affectent plus les femmes que les hommes. Donc la discrimination à ce niveau n'est pas choisie, mais elle est subie. Les CEDEPS sont également un des maillons importants dans la lutte contre les violences basées sur le genre (mariages précoces, mutilations sexuelles...), notamment à travers les comités de lutte contre VBG qui sont des cadres de coordination et de synergies entre les acteurs d'une même région.

Toutefois, même si les CEDEPS sont des démembrements de l'État, ils sont aussi confrontés à des difficultés, notamment avec des moyens financiers et humains limités, alors que les besoins des jeunes sont variés et évoluent rapidement. On y note aussi l'absence de techniciens du social<sup>71</sup>. À défaut de personnel qualifié, ils ont recours à des stagiaires souvent inexpérimentés dans la conduite de leurs missions, alors que pour l'animation des sections professionnelles, on note très souvent des problèmes de moyens matériels et logistiques. Pour ce qui est du CEDEPS de Guédiawaye, en 2017 l'ANPEJ a offert 400 millions de FCFA de financement aux jeunes du département. De même, lors des vacances citoyennes, une enveloppe de 350 millions de FCFA est allouée chaque année aux jeunes du département de Guédiawaye. Par ailleurs, l'instabilité du portefeuille du ministère de la Jeunesse constitue aussi une difficulté majeure dans la pérennisation des actions engagées.

#### **IV. 5. 2. Le Fondation “Droit à la ville”**

La Fondation “Droit à la ville” (FDV) intervient au nom de l'État comme maître d'ouvrage délégué dans les opérations de restructuration et de régularisation foncière de l'habitat spontané depuis sa création par le décret n° 2000-996 du 11 décembre 2000. La FDV est un organisme public avec un mode de fonctionnement plus proche du secteur privé. La stratégie d'intervention de la FDV est structurée autour de la restructuration urbaine<sup>72</sup>. Elle a pour mission d'améliorer le cadre de vie dans la sphère urbaine, en reformatant le tissu urbain, en vue de mettre en place le minimum requis pour des conditions d'une vie décente dans l'habitat. Par ce biais, elle contribue à un meilleur aménagement des quartiers précaires en luttant contre cette promiscuité et en favorisant l'implantation d'équipements de proximité : écoles, postes de santé, centres socio-éducatifs, et d'infrastructures comme des routes d'accès pour améliorer la

<sup>71</sup> Par exemple, le CEDESP de Guédiawaye ne dispose que d'une seule sage-femme qualifiée.

<sup>72</sup> Mamadou Dieng, chargé de projet à la Fondation Droit à la Ville, entretien du 1<sup>er</sup> mars 2018.

mobilité urbaine, de réseaux d'éclairage public, de réseaux d'eau. Toutes choses qui participent à améliorer la sécurité et la qualité de vie dans les quartiers irréguliers. Ainsi, les secteurs qui étaient en marge de la ville ou peu intégrés, trouvent désormais leur place. Après la restructuration des quartiers comme Dalifort à Dakar, Pikine à Saint-Louis et Khouma à Richard-Toll, avec le soutien financier de l'Union européenne, la Fondation "Droit à la ville" poursuit ses activités au niveau de Yarakh et Hann Bel Air à Dakar.

En effet, ces actions de la réhabilitation et de restructuration des quartiers précaires participent à la stratégie globale de prévention et de lutte contre l'insécurité urbaine. Car dans ces secteurs, les résidents n'ont même pas de lieux de socialisation où ils peuvent se retrouver pour discuter des problèmes sociaux comme l'insécurité ou entreprendre ensemble des campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation. À Keur Massar par exemple, la FDV a créé un Centre polyvalent de formation pour permettre aux jeunes de bénéficier d'une formation de qualité en restauration, en coiffure et en teinture entre autres.

Toutefois, la FDV n'a pas d'activités dédiées spécifiquement aux jeunes filles, même si les résultats de leurs interventions montrent un impact aussi bien sur les garçons que les filles. Par exemple dans les Centres polyvalents de formation, on retrouve aussi bien des jeunes filles que des jeunes garçons. Ces interventions qui permettent d'améliorer les conditions de vie dans les quartiers cibles, qui se trouvent aussi être des nids de prostitution et de délinquance, font « extirper les jeunes de l'ombre vers la lumière »<sup>73</sup>. Les stratégies d'intégration en faveur des jeunes présentent beaucoup d'atouts. La FDV dispose d'une équipe multidisciplinaire avec des ingénieurs en génie civil, des urbanistes, des socio-économistes, des travailleurs sociaux, des spécialistes du foncier.

Malheureusement des problèmes d'ordre institutionnel ne permettent pas toujours de mettre en relief ces atouts qui ne sont pas assez valorisés. Par exemple, au moment de la création de la FDV en 2000, il y avait le ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones inondées. Quelque temps après, ce ministère a été supprimé en laissant en place une direction avec les mêmes prérogatives que la Fondation. Souvent aussi on voit des structures comme l'APIX qui tentent de faire la structuration, alors qu'elles n'ont aucune maîtrise des modes opératoires. De même, il y a des ONG qui s'activent dans le domaine, avec malheureusement les mêmes limites. Cette situation engendre un éclatement des moyens, alors qu'il existe une structure habilitée pour faire ce travail. Par exemple, les ONG peuvent conduire des études dans le cadre de leurs interventions, aller jusqu'à l'élaboration de plans d'aménagement, mais après elles

---

<sup>73</sup> Mamadou Dieng, entretien précité.

s'arrêtent faute d'accompagnement de l'État ou d'un bailleur de fonds. Ne faudrait-il pas renforcer la structure existante et en faire un opérateur principal pour éviter cette situation et rendre plus efficace les interventions des organismes existants <sup>74</sup>. Par ailleurs, le manque d'interactions entre les différentes structures intervenant dans un même secteur crée plutôt un cloisonnement des interventions, car chacun est jaloux de ses prérogatives. Pourtant, une complémentarité dans les actions permettrait d'atteindre au mieux les objectifs dans ce domaine. En outre, il y a le manque et la faiblesse des ressources consacrées à des opérations.

Or, au niveau national, la question de la restructuration des quartiers précaires est une priorité dans la politique sociale de l'État, bien définie par le PAP-PSE notamment. Toutefois, ce sont des opérations qui coûtent cher. Vouloir déplacer des populations installées depuis un siècle, pour des opérations de restructuration, suppose de prévoir un relogement, de plus en plus loin, hors de Dakar. Ainsi, la faible disponibilité foncière figure également parmi le lot de difficultés pour aménager des zones de recasement des populations déguerpies. Pour cela, il faut repositionner le secteur de l'urbanisme en général dans les politiques publiques tout en renforçant les moyens humains et financiers, et en révisant les textes qui régissent le secteur, pour faciliter les procédures de régularisation foncière.

## **V. Stratégies et politiques des municipalités en faveur des jeunes**

### ***V. 1. Politiques, stratégies et contexte***

À côté de ces réponses très encadrées de l'État, d'autres acteurs s'engagent en complémentarité en faveur des jeunes : c'est le cas des collectivités territoriales. Leurs politiques et stratégies d'intervention s'articulent essentiellement autour de la prévention de la violence dont les jeunes peuvent être les vecteurs et/ou les victimes. Il ressort que de nombreuses stratégies de prévention/sensibilisation/formation existent dans les deux communes, avec notamment une dimension fortement axée sur l'aspect sportif. La dimension éducative, comme compétence transférée aux collectivités territoriales, est aussi un maillon essentiel dans cette stratégie préventive au niveau des municipalités. C'est ainsi qu'on note l'existence de diverses actions pour lutter contre le décrochage scolaire

---

<sup>74</sup> Mamadou Dieng, entretien précité.

tant aux HLM qu'à Médina Gounass.

Les atouts mis en exergue par les acteurs locaux sont de plusieurs ordres :

- la qualité du climat politique considéré comme apaisé, notamment pour Médina Gounass (cadre de travail et de partenariat serein), et la valorisation d'une identité de territoire très enracinée au niveau des HLM de même qu'une la forte prégnance du tissu associatif, notamment dans le domaine sportif ;
- les habitudes de travail de proximité dans les deux communes avec une forte culture et expérience de la participation citoyenne et de l'inclusion sociale qui sont fortement valorisées ;
- le strict respect du mandat par les ONG et les institutions publiques est considéré comme un gage de légitimité et de sécurisation des interventions externes ;
- le rôle essentiel du délégué de quartier et des relais communautaires tels que les *badienou gokh* ressort comme une valeur forte dans les deux communes ;
- beaucoup d'initiatives portées par les acteurs locaux comme les comités de veille, d'alerte et de défense.

Par ailleurs, il faut noter une évolution dans les préoccupations sécuritaires qui montre les effets bénéfiques des efforts fournis par les acteurs locaux. Pendant longtemps à Médina Gounass le problème des maisons abandonnées (avec les activités illicites qu'elles abritaient) représentait une préoccupation majeure en matière de sécurité pour les populations. Avec l'action de la municipalité et des services de l'État, la situation s'est améliorée. Ce fut le cas aussi avec la question des charretiers impliqués très souvent dans des activités illicites. L'existence d'un cadre de concertation départemental au niveau de Guédiawaye a facilité aussi le travail des comités de veille de la Commission dialogue, justice et sécurité.

## ***V. 2. Le rôle du maire en matière de sécurité et de tranquillité publique***

Depuis le transfert de compétences aux collectivités territoriales et à leurs organes, avec les lois de 1996, ces dernières ont connu une montée en puissance au Sénégal. Depuis, la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013, portant code général des collectivités territoriales, consacre une réforme profonde de ce processus dans lequel le Sénégal est engagé depuis 1972, notamment avec :

- la suppression de la région comme collectivité locales <sup>75</sup> ;
- l'érection du département en collectivité territoriale ;
- la communalisation intégrale par l'évolution des communautés rurales et des communes d'arrondissement en communes ;
- la création de la ville en vue de mutualiser les compétences des communes ayant une homogénéité territoriale ;
- la répartition des neuf domaines de compétences transférées aux deux ordres de collectivités locales, à savoir le département et la commune.

Cette réforme consacre une revalorisation de la commune à une période où les préoccupations sécuritaires des populations devenaient de plus en plus importantes. Certes, la sécurité n'est pas une compétence transférée aux collectivités territoriales ; elle reste une prérogative régalienne de l'État. Cependant, le rôle du maire en matière de police administrative fait de lui un acteur central dans la gestion de la sécurité au niveau local <sup>76</sup>. Ces pouvoirs donnent prérogative au maire pour gérer son territoire, améliorer le cadre de vie de sa population et mener des actions de prévention en vue d'une meilleure sécurité de ses concitoyens. Le maire dispose de pouvoirs de police administrative. En effet, la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant code général des collectivités territoriales stipule en son article 118 que : « Le maire est chargé, sous le contrôle du représentant de l'État, de la police municipale et de l'exécution des actes de l'État qui y sont relatifs. La création d'un service de police municipale est autorisée par décret qui en fixe les attributions, les moyens et les règles de fonctionnement ». Ces pouvoirs recouvrent d'abord des missions de la police générale. À ce titre, il a la charge d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publics ainsi que le stipule l'article 119 de la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2010 : « la police municipale a, sous réserve des dispositions de l'article 123 du code, pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publics ». En règle générale :

- la notion de bon ordre renvoie aux grands rassemblements de personnes ainsi qu'au respect des règles de décence et de moralité ;
- la notion de sûreté se rapporte à des incidents plus spontanés (rixes, émeutes, nuisances sonores, troubles de voisinages) et fait intervenir la notion de malveillance ;
- la notion de sécurité englobe plus largement la police de la circulation sur les voies publiques, la prévention des sinistres (accidents, incendies, inondations, etc.) et l'organisation des secours ;
- la notion de salubrité est liée à l'hygiène publique et concerne notam-

---

<sup>75</sup> Entité érigée en collectivité locale avec les réformes de 1996.

<sup>76</sup> Article 118 à 127 du code général des collectivités territoriales.

ment l'inspection des points de vente alimentaires et les pollutions ;

- la notion de tranquillité renvoie quant à elles plus aux atteintes au vivre-ensemble et à la cohésion sociale, regroupées sous le vocable générique d'« incivilités » ;
- à côté de ses missions de police générale, le maire assume aussi des pouvoirs de police spéciale (police des cimetières, respect du code de l'urbanisme, abattage des arbres, mesures concernant les aliénés, mesures relatives aux animaux errants, etc.).

S'y ajoutent les compétences du maire en matière de police des routes. Ainsi, l'article 121 indique que

« le maire exerce la police des routes dans l'intérieur des agglomérations mais seulement en ce qui concerne la circulation sur lesdites voies. Il peut moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi donner des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique, sur les rivières, ports et quais fluviaux et autres lieux publics sous réserve que cette attribution puisse avoir lieu sans gêner la voie publique, la navigation et la circulation. Il accorde les permissions de voiries, à titre précaire et essentiellement révocable, sur les voies publiques dans des conditions précisées par les lois et règlements. Ces permissions ont pour objet, notamment, l'établissement dans le sol de la voie publique, des canalisations destinées au passage ou à la conduite de l'eau, du gaz, de l'énergie électrique ou du téléphone. »

Ces compétences du maire ne font toutefois pas obstacle aux compétences de l'autorité administrative territorialement compétente. En effet, l'article 124 précise à cet effet que

« les pouvoirs qui appartiennent au maire, en vertu des articles 118 à 122 du présent code ne font pas obstacle au droit du représentant de l'État de prendre, pour toutes les communes d'une circonscription ou pour une ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien du bon ordre, de la sécurité, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques. Ce droit ne peut être exercé par le représentant de l'État à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire restée sans résultat ».

### ***V. 3. Stratégies et politiques mises en œuvre par les municipalités***

Si la sécurité ne fait pas partie des compétences des collectivités territoriales, toutefois dans les deux communes cibles, les autorités municipa-

les engagent diverses actions à côté de celles initiées par l'État et d'autres acteurs pour mieux pacifier leur territoire. C'est ainsi qu'aux HLM, les politiques de sécurité s'articulent autour de l'amélioration du cadre de vie des populations. L'éclairage public, l'acquisition de nouveaux locaux pour le commissariat, l'accompagnement des ASC et l'attribution de bourses pour les étudiants et élèves sont, entre autres, les marqueurs de cette politique. Des actions de prévention sont aussi engagées dès la petite enfance avec l'appui aux écoles de football de la commune. Car ces cadres participent à la sensibilisation et à l'encadrement des enfants dans leur rôle de citoyen responsable. Il y a aussi le Parlement des enfants et le Club des mères.

Longtemps stigmatisée comme secteur de consommation excessif de drogues<sup>77</sup>, la municipalité des HLM, en partenariat avec plusieurs organisations a aussi engagé des actions pour éradiquer le phénomène et mettre en place des actions préventives. Par ailleurs, de nombreuses initiatives sont engagées en matière de prévention de la violence et de maladies graves auprès des jeunes, malgré la faiblesse des moyens financiers. À travers les programmes nationaux, on cible souvent les adultes, alors que les jeunes sont aussi concernés. Néanmoins, la proximité des locaux de la police est considérée comme un facteur facilitant l'information de tous. Des jeunes sont aussi recrutés par la mairie pour le nettoyage et le désensablent des rues de la commune, afin de diminuer le chômage. Des conventions sont passées avec les jeunes, en échange de la mise à leur disposition de locaux, à condition qu'ils respectent le règlement intérieur de la structure.

Les associations locales comme la COCAD, en collaboration avec la mairie, organisent des ateliers de discussion avec les personnes ressources de la commune. Cela a permis une nette amélioration de la situation sécuritaire dans la communauté. En effet, la COCAD est reconnue aux HLM pour ses interventions dans la lutte contre l'usage des drogues. Elle organise des campagnes de prévention contre les drogues dans les écoles, mais aussi dans les *daaras* afin d'atteindre un maximum de cibles. Elle organise des visites à domicile pour sensibiliser les parents sur leur rôle essentiel dans l'éducation de leurs enfants. Mais dans ce travail de sensibilisation, elle rencontre des difficultés. Il y a beaucoup de réactions de méfiance, car elle est perçue par certains jeunes comme indicateur de la police.

Il y a aussi d'autres associations qui s'activent dans la réinsertion des jeunes et travaillent autour de la formation et du renforcement de capacités des jeunes. Les prêches des autorités religieuses sont également des moments importants pour faire passer des messages de prévention auprès des jeunes. Les autorités locales l'ont compris et il y a une vraie synergie

---

77 Sur la liste rouge du ministère de l'Intérieur.

entre les autorités politiques et les dignitaires religieux au niveau local. On remarque une implication des délégués de quartier dans les actions de prévention. Des thés-débats sont parfois organisés autour des délégués de quartier en présence des jeunes afin de sensibiliser ces derniers aux dangers de l'usage des drogues. Ainsi, aux HLM, on note beaucoup d'engagement citoyen et une forte solidarité.

À Médina Gounass, la municipalité appuie les associations de jeunes, notamment dans les actions de préservation de l'environnement ou l'exercice d'activités culturelles. Elle accompagne également les jeunes dans l'écriture de leur projet, la formulation de leurs plaidoyers, etc. En outre, depuis 1999 la municipalité intervient dans l'encadrement des jeunes pour la mise en place dans chaque secteur de comités de veille et d'alerte (COVA), pour la prévention des violences. Une fois que ces comités seront stabilisés il faudra passer à l'étape suivante qui concerne la formation et la réinsertion des jeunes. La commune organise parfois des activités de formation auxquelles les acteurs des comités prennent part.

Aujourd'hui la lutte contre la violence des jeunes occupe une place majeure dans les politiques de jeunesse de la mairie de Médina Gounass, de même que la lutte contre le décrochage scolaire qui est un des facteurs qui augmente le risque pour les jeunes de s'adonner à des activités déviantes. La mise en place du projet « Dialogue, Justice et Sécurité » dans le département de Guédiawaye, dont la commune de Médina Gounass fait partie, a permis de mobiliser les acteurs de ce département face aux problématiques de sécurité, à travers les cadres de concertation et les cellules de veille et d'alerte. À travers ce projet, des actions sont entreprises, notamment pour la réinsertion des jeunes.

Par ailleurs, la municipalité collabore avec plusieurs structures et organismes, tant étatiques (comme l'AÉMO et le Centre de sauvegarde) qu'associatifs, communautaires ou encore représentatives de la société civile (ONG), notamment pour la prise en charge des enfants victimes de violences. Cela a eu beaucoup de résultats positifs. Elle travaille également avec d'autres organisations comme VIP, notamment dans la lutte contre la drogue et pour la réinsertion des jeunes. En ce qui concerne les jeunes ayant des addictions à la drogue, ils sont référés vers le Centre Jacques Chirac qui est mieux outillé pour les accueillir.

### **V. 3. 1. Dans le domaine de l'éducation**

Comme compétence transférée aux collectivités territoriales depuis la loi n° 96-07, le rôle des municipalités en matière d'éducation est essentiel. Beaucoup d'actions sont menées par les communes afin de prendre en charge l'éducation des enfants et pour éviter le décrochage scolaire. Cependant de nombreuses contraintes permettent difficilement d'obtenir les résultats escomptés dans ce domaine. Par exemple à Guédiawaye, il n'y a



pas d'université, ni d'écoles supérieures, et cette situation représente un blocage pour un département qui est l'un des plus peuplés du pays, avec notamment un grand nombre de jeunes dans la localité. Car lorsque ceux-ci sont admis en cycles supérieurs, ils sont confrontés à de grands problèmes de déplacement et de logement qui sont des obstacles à la poursuite de leurs études.

À Médina Gounass, la mairie fait de telle sorte qu'une partie du budget de la commune soit réservée à la formation des jeunes, notamment à travers les bourses octroyées aux enfants issus de familles pauvres. De même, elle a noué des partenariats avec des établissements scolaires et des écoles pour réduire le coût de la formation en payant 50 % des frais de scolarité pour certains élèves. C'est dans cette optique que le partenariat conclu avec le lycée Delafosse offre des facilités de paiement des frais d'inscriptions aux parents. Ainsi, la municipalité, en rapport avec cet établissement scolaire facilite le paiement en mensualités ou en plusieurs tranches qui peuvent s'élever jusqu'à 35 000 FCFA. Un accompagnement est fait aussi pour aider les jeunes les plus méritants à obtenir des bourses pour poursuivre leurs études à l'étranger. En outre, au primaire, chaque année, elle organise une distribution de fournitures et gère une cantine scolaire au niveau de la seule école primaire publique de la commune. Au niveau de la case des tout-petits, les enfants sont une cible importante des actions de la mairie en matière d'éducation. Ainsi, tous les trois mois des réunions sont organisées avec les parents pour les sensibiliser sur le vivre ensemble dans la cité et les mesures de protection en faveur des tout-petits à entreprendre ensemble. D'autres questions sont aussi abordées, comme la surveillance des enfants et la prévention des pratiques dangereuses.

Par ailleurs, des programmes de prévention et de sensibilisation contre les drogues sont menés dans les écoles et également les *daaras* afin d'atteindre le maximum de cibles. Les autorités religieuses sont impliquées dans ces actions de sensibilisation et d'encadrement des jeunes. De même, l'association ASCOTAL, dirigée par une directrice d'école, mène des actions en faveur de la scolarisation des enfants talibés et pour l'insertion des enfants en situation de décrochage dans un cursus de formation professionnelle. Des ONG comme Plan International appuient la municipalité pour prendre en charge les fournitures scolaires et la cantine scolaire, ainsi que la construction de salles de classe depuis 1996. Certaines ONG comme le Secours islamique et des structures comme l'Action sociale apportent des appuis financiers, matériels ou des fournitures scolaires.

### **V. 3. 2. Dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle**

Dans ce domaine, la commune des HLM assure aux jeunes des formations pour l'obtention du permis de conduire, mais aussi pour l'apprentissage

de l'art culinaire et des TIC. À Médina Gounass, le GEMO propose des modules de formation en art culinaire, pour la prise en charge des premiers soins médicaux et l'utilisation des TIC. Un travail de sensibilisation est également fait auprès des parents afin de les convaincre de laisser leurs enfants suivre des formations professionnelles. Dans ce domaine, la mairie collabore aussi avec le Conseil départemental de la jeunesse de Guédiawaye, en partenariat avec des structures comme le 3FPT et le CE-DEPS. Même les jeunes qui n'ont pas réussi leurs études peuvent être encadrés et trouver des formations professionnelles ou un métier. Ils peuvent, par exemple, suivre des formations en plomberie, en mécanique, en électricité automobile, en audiovisuel, pour les garçons ; en art culinaire restauration, couture pour les filles. Ce sont des formations de courte durée, de six mois, pour permettre de trouver quelque chose dès la sortie. En outre, un programme de formation au permis de conduire est subventionné à hauteur de 50 % par la municipalité afin de permettre à certains jeunes garçons de s'insérer. Quant aux jeunes filles, des subventions leur sont accordées pour leur permettre de suivre des formations en transformation de fruits et légumes, en vue de les autonomiser et de leur permettre de ne pas toujours rester dépendantes des hommes. La prise en charge des jeunes en situation de décrochage scolaire est un enjeu majeur à Médina Gounass. Grâce à l'appui de partenaires, le Guédiawaye Football Club, en collaboration avec la mairie, a mis en place une menuiserie pour occuper les jeunes et leur donner un métier ; de temps en temps, des marchés leur sont octroyés afin de leur permettre de vivre de leur activité.

### **V. 3. 3. Dans le domaine du sport**

Dans ce domaine, des subventions sont octroyées aux associations. Même si elles ne sont pas importantes, elles jouent un rôle fondamental de soutien aux activités de jeunesse. Tous les sports sont concernés. Ainsi, des subventions sont octroyées aux ASC et aux écuries de lutte par la commune de Médina Gounass entrant dans le cadre de sa politique sportive en faveur des jeunes. En effet, le sport est un axe important d'intervention pour la maire de Médina Gounass en matière de politique de jeunes. Car, selon le maire, « le sport est un vecteur d'éducation extrêmement fort qui permet de prendre en charge les jeunes talents qui malheureusement ne sont pas souvent à l'école ou des jeunes encore dans le circuit scolaire mais qui veulent le quitter pour se consacrer au football ». L'enjeu à travers cet appui est de leur permettre de faire d'une pierre deux coups : poursuivre leur scolarité tout en s'adonnant à leur passion sportive. C'est ainsi que l'équipe de handball de la commune de Médina Gounass fait partie de l'élite nationale.

Au niveau des HLM, des actions sont aussi engagées par la mairie notamment en collaboration avec les ASC de football et les associations

d'arts martiaux. Ces dernières organisent régulièrement des galas qui constituent souvent des moments de sensibilisation des jeunes contre certaines dérives. En effet, aux HLM beaucoup de jeunes se fédèrent autour des ASC, des écoles de football et de basketball. À travers ces réseaux, les jeunes peuvent bénéficier d'accompagnements ou encore de subventions de la mairie. En contrepartie, les organisations communautaires entreprennent d'importantes actions de sensibilisation et d'encadrement.

#### ***V. 4. Les politiques spécifiques des municipalités en faveur des filles***

À Médina Gounass où le tissu associatif féminin est très dense et fort actif (GPF et GIE), les femmes sont organisées sous forme associative afin d'avoir accès à l'épargne et au crédit. Les organisations sont utilisées pour faire passer des messages de prévention notamment sur la santé de la reproduction et les questions de violences. De nombreuses ONG sont actives dans l'appui aux organisations féminines pour les aider à mieux se structurer, notamment à travers des tontines et des activités génératrices de revenus. La construction d'une maison des femmes est même envisagée par la mairie à Médina Gounass à l'image de celle qui existe dans la commune de Ndiarème Limamoulaye dont les locaux ne sont pas seulement des lieux de rencontre, mais servent aussi à stocker leurs produits, à les exposer et à les mettre en vente.

Par ailleurs, tous les moments de regroupements sont mis à profit pour sensibiliser les femmes sur les violences, la sécurité de leurs enfants et la manière d'occuper les jeunes afin qu'ils passent le moins de temps dans les salles de jeux par exemple. Il y a également un programme de maintien des jeunes filles à l'école avec des journées de sensibilisation. Une association de filles-mères a été créée pour rompre l'isolement, faciliter la communication avec les pairs et faire de la sensibilisation auprès de ces victimes. Les femmes sont aussi formées à des métiers comme la teinture. Toutes ces actions sont engagées en collaboration et avec l'appui des autorités municipales. C'est ainsi qu'un bureau de développement local a été mis en place pour permettre de travailler sur la même cible, à savoir les jeunes femmes. L'atout majeur à Médina Gounass est la proximité avec les jeunes, ce qui fait qu'ils sont bien impliqués dans toutes les actions initiées par la mairie<sup>78</sup>.

En dehors de ces appuis, la commune de Médina Gounass ne développe toutefois pas d'activités spécifiques en faveur des femmes et les jeunes filles, même si les femmes, notamment monoparentales, sont privi-

---

<sup>78</sup> Nous l'avons constaté pendant les mobilisations lors des focus-groups.

légées dans l'attribution des bourses de sécurité familiale venant de l'État. Néanmoins, la municipalité applique une politique de discrimination positive en faveur des femmes lors des recrutements, car, selon le maire, « elles s'investissent beaucoup dans le bien-être de leur famille ». La mairie apporte aussi une subvention aux centres de formation professionnelle installés dans la commune, notamment pour la formation et le renforcement des capacités des jeunes filles dans les domaines de la couture, la coiffure et l'art culinaire, pour leur permettre d'être autonomes au bout de trois années de formation et éviter ainsi la déperdition scolaire. Il en est de même pour les formations à la teinturerie. Par ailleurs, la municipalité de Médina Gounass encourage la mise en place d'activités génératrices de revenus. Elle appuie ainsi les associations de femmes pour l'accès à l'épargne et au crédit. Enfin, la « Maison Rose », installée sur son territoire, constitue un Centre d'accueil par excellence pour les jeunes filles victimes de violences, dénommé *Yakaaru Jiguen Yi*.

Aux HLM, l'appui aux associations communautaires est aussi un marqueur important dans la politique municipale, notamment dans les actions de prévention en matière de santé (consultations gratuites, dons de sang, forums, etc...). La mairie a aussi fait d'importants efforts en termes de recrutement du personnel d'appoint, en particulier de femmes intervenant notamment dans les domaines de la santé et de l'assainissement. Une commission genre a été mise en place et travaille à développer des stratégies pour identifier les groupements de femmes et les appuyer dans leur recherche de financements. De même, on note l'existence aux HLM, depuis 2009, d'un Centre pour les femmes, qui accompagne et conseille les jeunes filles notamment. Des sensibilisations sont aussi faites en faveur des jeunes filles pour éviter certains comportements, notamment les relations tendues avec les jeunes garçons. Les filles sont incluses aussi dans les programmes de prévention du décrochage scolaire et de renforcement de l'employabilité des jeunes en général. La municipalité appuie des projets existant pour accompagner les jeunes dans un meilleur usage de l'outil informatique et une sensibilisation sur ses dangers.

### ***V. 5. Forces des stratégies et des politiques des municipalités***

D'une façon générale, les communes de Médina Gounass et des HLM ont mis en place différentes initiatives pour prévenir et lutter contre l'implication des jeunes dans des situations de violence. En partenariat avec différents partenaires et dans plusieurs domaines, elles interviennent aussi dans l'éducation, la santé, le développement, la lutte contre la pauvreté et la sécurité. Il faut souligner l'habitude du travail de proximité dans les deux communes, avec une forte culture et une grande expérience de la participation citoyenne et de l'inclusion sociale. À Médina Gounass, le climat politique apaisé favorise un cadre de travail et de partenariat

serein, alors qu'aux HLM on note une forte identité de territoire très enracinée ainsi qu'une forte prégnance du tissu associatif, notamment dans le domaine sportif.

À Médina Gounass, de nombreuses ONG apportent leur concours à la municipalité pour mieux répondre à la demande sociale, et cela dans différents domaines. Certaines interviennent dans la gestion des inondations et l'environnement, d'autres dans la sécurité, comme *Partners West Africa* avec l'appui de *United Institute for Peace*. Les subventions accordées aux associations et organisations communautaires de base, même si elles sont insuffisantes par rapport aux besoins, sont bien appréciées. Les actions initiées dans le cadre de l'exercice de la compétence en éducation des collectivités territoriales sont saluées par les populations. Toutefois, elles devront être renforcées, notamment par des efforts en matière de lutte contre le décrochage scolaire. De même, l'employabilité des jeunes et leur insertion professionnelle sont considérés comme la solution la plus durable face à la violence des jeunes. Le cadre associatif de femmes (GPF et GIE) est souvent utilisé comme lieu de concertation pour la prévention et la sensibilisation face aux violences. L'existence d'un cadre de concertation au niveau départemental facilite aussi le travail des comités de veille à travers la « Commission dialogue, justice et sécurité » considérée comme un atout majeur dans la lutte contre les situations de violence dans la commune. Concrètement, on peut citer, entre autres, les projets suivants engagés par la mairie de Médina Gounass :

- le projet villes amies des enfants et des jeunes (Plan international-EVE-ADMG) ;
- le projet de deux écoles ;
- le quartier zéro déchet ;
- le programme de réseau électrique (éclairage public) ;
- la création d'un comité de veille ;
- la mise en place des COLIGEP <sup>79</sup> et la création de puisard ;
- le plan de développement local ;
- le projet d'aménagement par *Urban Plan* ;
- l'aménagement de plus d'espaces des jeunes.

L'apaisement du contexte politique est un enjeu capital dans le cadre de la gouvernance de la commune de Médina Gounass. L'appartenance politique n'est pas un critère pour soutenir les jeunes dans leurs activités : « Tout est fait pour que tout le monde se sente à sa place et se sente intégré pour canaliser toutes les énergies pour réussir les stratégies de prévention », déclare le maire. Car l'inclusion de tous est fondamentale pour une

---

<sup>79</sup> Comité d'initiative local de gestion des eaux pluviales (CIGEP).

bonne gouvernance. On note cette habitude de travail de proximité et une culture de la participation et de l'inclusion. Pour tous les projets, il y a un travail de porte à porte et de consultation systématiques pour permettre à toutes les communautés d'y adhérer : « C'est la force de notre commune ».

Le Conseil communal de la jeunesse de Médina Gounass joue aussi un important rôle en matière d'implication des jeunes<sup>80</sup>. L'atout de cette structure est sa proximité avec les jeunes, et ces derniers associés dans toutes ses initiatives engagées. Comme démembrement de la commune, le Conseil communal de la jeunesse travaille en étroite collaboration avec le maire. Il collabore aussi avec le CEDEPS ainsi qu'avec le Conseil national de la jeunesse, notamment pour des actions de formation et de sensibilisation des jeunes sur les infections sexuellement transmissibles (IST). Il sensibilise aussi les jeunes filles pour les engager à ne pas s'adonner à la prostitution. En collaboration avec le Conseil départemental de la jeunesse de Guédiawaye, qui est organisation faitière, le Conseil communal de la jeunesse de Médina Gounass assure une interface avec les différents acteurs qui interviennent sur les questions de jeunesse dans la commune<sup>81</sup>. Il travaille les OCB, les ASC mais aussi les tous les autres intervenants comme ADMG à Médina Gounass et l'ONG Tiers-enfance. Il collabore également avec la Protection civile dans le cadre de formations sur le secourisme face aux situations de violence ou de catastrophe et avec des associations qui s'activent dans le domaine de la prévention et la lutte contre la violence des jeunes.

L'atout majeur au niveau des HLM, est la culture de quartier, un vrai sentiment d'appartenance qui fait que les acteurs locaux sont respectés, car reconnus comme membres à part entière de la communauté depuis des générations. Il y a un potentiel de personnes ressources très écoutées qui jouent un rôle important de médiation dans différentes situations. Ainsi, la municipalité se fonde sur ces atouts pour promouvoir sa politique et ses stratégies d'intervention en faveur des jeunes.

## ***V. 6. Faiblesses des stratégies et des politiques des municipalités***

Très souvent, dans les discours des populations on note une méconnaissance quant au rôle et les capacités des collectivités territoriales face à leurs demandes. Ce qui peut constituer une source de malentendus et d'incompréhension avec les autorités municipales. En effet, on note de très fortes attentes, que les collectivités territoriales ne peuvent pas tou-

<sup>80</sup> Selon son président, Abdou Salam.

<sup>81</sup> Khalifa Guèye président du Conseil départemental de la jeunesse de Guédiawaye et président Association des jeunes pour le développement communautaire.

jours satisfaire vu leurs moyens budgétaires, humains et techniques. Les populations ne se rendent pas toujours compte du rôle qu'elles peuvent jouer dans la gestion du cadre de vie et ont parfois une approche très orientée vers leurs demandes. Pour ce qui est des politiques de jeunesse, la contrainte majeure est le manque de reconnaissance ou de visibilité des programmes spécifiques en faveur de la prévention de la violence chez les jeunes.

La principale difficulté de l'action municipale dans les deux communes tient à la pérennisation des actions engagées. Or, la prévention demande des actions sur le long terme, en continu. La sensibilisation, l'information sur les dangers et les violences ont comme limite la capacité des acteurs à trouver de réelles perspectives d'emploi, d'occupation et d'investissement pour les jeunes. Sans cela, les messages de prévention ne touchent plus les cibles concernées. Il faut proposer aux jeunes des formations, un encadrement permanent. On note l'absence de programmes crédibles d'insertion et d'emploi des jeunes. Or, c'est un vrai besoin affirmé par tous les acteurs, alors que le manque de moyens est décrit comme le principal facteur bloquant, malgré tous les efforts fournis à un niveau tant national que local. La précarité de la situation des relais communautaires (*badienou gokh* entre autres) constitue une autre contrainte de taille, alors qu'ils jouent un important rôle au sein des familles. Souvent sans salaires, ils continuent pourtant à faire leur travail. Il y a aussi des difficultés pour la prise en charge de certains cas sociaux signalés par les *badienou gokh*, par exemple les consultations médicales. Certains jeunes sont réfractaires à toute aide et pour d'autres l'entourage familial ou amical peut être un facteur bloquant pour faire évoluer positivement leur situation.

Globalement, de nombreux acteurs (ONG, OSC, OCB) interviennent, d'une manière ou d'une autre, pour la prévention de la violence ; mais ils sont tous confrontés à un manque de moyens financiers et humains pour pérenniser leurs activités, alors que les différents comités mis en place au niveau local souffrent d'une insuffisance de coordination. Il y a aussi un problème de leadership qui bloque la conduite et le pilotage des actions engagées. Les appartenances politiques interviennent dans la répartition des maigres moyens disponibles. En outre, il y a un besoin de formation des acteurs dans les associations. Les difficultés de collaboration avec les autorités locales sont également un frein et la qualité du cadre de vie qui fait souvent défaut. La disponibilité de locaux dédiés aux jeunes et aux femmes est souvent ressentie comme un véritable besoin, compte tenu de certaines valeurs comme le « *sutura* » et le « *kersa* » mais aussi devant certains cas de violences intrafamiliales.

Tous les acteurs déplorent l'absence de centres d'incubation ou d'accueil pour des jeunes en situation de désespoir, pour mieux pouvoir les orienter et les encadrer, alors que les partenariats ne sont pas formalisés, même avec la ville et les collectivités territoriales. Le cadre n'est pas

formel, mais existe juste parce que le code général des collectivités territoriales le demande expressément. Par exemple, si ce dernier prévoit un appui des collectivités territoriales aux activités de jeunesse, dans la réalité cet appui est le plus souvent insignifiant. Ainsi, le manque de moyens, notamment logistiques, pour jouer pleinement son rôle dans la communication et la sensibilisation de la jeunesse au-delà de la représentation, reste la constante.

Ainsi, il est difficile de travailler avec des jeunes victimes d'addictions. Il y a une politisation dans l'octroi des subventions de la mairie. Le problème des moyens notamment financiers est fortement décrit. Concernant les jeunes usagers de drogues, l'association de lutte ne dispose pas d'un espace d'accueil adéquat pour les accueillir, les écouter et faire correctement un travail de sensibilisation. On constate en particulier une absence de la confidentialité, qui permettrait d'amoindrir l'influence de l'entourage amical ou familial. L'exposition du personnel intervenant lors de situations difficiles est aussi évoquée ainsi que la demande d'un plus fort soutien des autorités locales et de leur engagement. Pour ce qui concerne les filles, un accompagnement leur est offert pour les aider à trouver une activité. Cependant, les moyens pour amplifier ces formations font défaut.

À Medina Gounass, l'éloignement des structures de formations constitue un réel frein pour beaucoup de jeunes issus de famille pauvres pour poursuivre leurs études. En effet, les contraintes financières des parents ne leur permettent pas toujours de prendre en charge leurs enfants. La politisation à outrance par certains acteurs de l'espace scolaire est une autre contrainte majeure même si les municipalités sont confrontées à de réelles difficultés dans la conduite de leur politique de jeunesse<sup>82</sup>. Le manque d'espaces de rencontre pour les jeunes/ ou d'espaces adaptés sans connotation négative notamment en matière de lutte contre les conduites addictives (usages de drogues, alcool, autres substances pose en outre les problèmes de logistique<sup>83</sup>. Malheureusement Guédiawaye manque de tout cela. Compte tenu du fait que le département ne génère pas beaucoup d'emplois, car il ne dispose pas d'usines ni d'entreprises d'envergure capables d'absorber la masse des jeunes chômeurs, le cadre de vie en devient un milieu hostile. Au niveau des HLM, les difficultés à suivre des actions engagées et à mobiliser des parents aux côtés de la municipalité

<sup>82</sup> Abdourahmane Kane, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Médina Gounass.

<sup>83</sup> Khalifa Guéye, président du Conseil départemental de la jeunesse de Guédiawaye / Association des jeunes pour le développement communautaire depuis 2016, dont la missions est de faire le plaidoyer, la représentation et la promotion des jeunes. Localisé dans l'Espace Jeune de la commune de Wakhinane Guédiawaye.



pour traiter certaines questions concernant les enfants, restent encore des contraintes majeures.

## **VI. Stratégies et politiques menées par les acteurs de la société civile**

Au Sénégal, divers acteurs de la société civile s'activent auprès des communautés et des collectivités territoriales en leur apportant un appui dans la conduite de leurs activités de développement local dans le respect des lois et règlements du pays. C'est ainsi que le décret n° 96-103 dispose que toute ONG, classée dans la catégorie des organisations de la société civile (OSC), doit obligatoirement être enregistrée auprès du MFGFPE qui doit faire un suivi sur son activités. À ce titre, les ONG ont l'obligation de rester dans leur mandat, gage de légitimité de leur action. Pour ce qui est de celles intervenant dans la protection de l'enfance, des codes de conduite en vue d'assurer leurs services auprès des enfants sont en outre à respecter. Les acteurs de la société civile interviennent à travers différentes formes de prise en charge : accueil, hébergement, conseils, formation, espaces d'écoute, etc... En cas d'incapacité de prise en charge, le référencement est indispensable vers d'autres structures plus compétentes. Un travail est aussi fait en faveur de la résilience des jeunes afin qu'ils soient eux-mêmes les vecteurs de leur propre protection. Certaines OSC contribuent également à la mise en place et à la redynamisation des comités locaux de protection de l'enfant, comme les CDPE et les CCPE. Si beaucoup d'OSC n'ont pas de programmes spécifiques dans le domaine de la violence urbaine, cependant bon nombre d'entre elles disposent des entrées dans leurs interventions qui peuvent avoir des impacts sur la prévention de la violence chez les jeunes. C'est le cas par exemple de celles qui travaillent sur les enfants de la rue.

### ***VI. 1. Stratégies et politiques mises en œuvre par les acteurs de la société civile***

La Coalition nationale des ONG et associations en faveur de l'enfant (CONAFE) est un cadre fédérateur des initiatives et actions menées par les acteurs de la société civile sénégalaise au profit des enfants. Elle regroupe 217 organisations intervenant à la base dans divers domaines relatifs à la promotion et la défense des droits de l'enfant. La CONAFE inscrit ses actions dans le cadre de l'interpellation, du plaidoyer et du suivi de l'application des conventions relatives aux droits humains, particulièrement aux droits de l'enfant et au respect des engagements pris par les chefs d'États et les ONG lors de la Session spéciale des Nations Unies

consacrée à l'enfance en 2002. Ses missions s'articulent essentiellement autour des onjectifs suivants :

- défendre, protéger et promouvoir les droits de l'enfant ;
- constituer une force de proposition à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale ;
- favoriser l'implication des enfants dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets et programmes les concernant.

Ces missions sont sous-tendues par une vision partagée : « l'émergence et la consolidation d'un environnement favorable à la survie, à la protection, à la non-discrimination, à la participation et au développement de l'enfant au Sénégal, en Afrique et dans le monde entier ». Ainsi, dans ses interventions, la CONAFE a identifié des actions prioritaires pour la protection, le survie, le développement et la participation des enfants sénégalais à travers un cadre d'action qui est l'émanation des travaux et réflexions entrepris sur l'ensemble du territoire national, enrichis par les résultats des travaux de l'atelier national des enfants.

Au niveau du CONGAD, qui est également un regroupement d'ONG, il y a des structures qui s'activent essentiellement autour des questions de sécurité, de violence et de l'étude des facteurs déterminants, même si elles ne travaillent pas de façon spécifique sur la thématique de la violence, mais qui est transversale à d'autres secteurs <sup>84</sup>. En effet, au sein de cet organe, on remarque des ONG s'activant auprès des jeunes dans la lutte contre la drogue et d'autres apportant des conseils sur la non-violence. Sur ce point, de nombreuses actions sont entreprises pour sensibiliser les pouvoirs publics et faire en sorte que les textes puissent prendre en compte ces préoccupations. Dans ses stratégies de prévention et de gestion de la violence, il y a par exemple la lutte contre les violences faites aux femmes. Par ailleurs, certains usagers de drogues ont besoin d'une prise en charge, d'un accompagnement dans leur phase de sevrage ou d'un espace pour s'informer. D'autres s'activent dans la promotion d'activités sportives pour sensibiliser et informer les jeunes.

Dans ses interventions en faveur de jeunes, âgés de 16 à 23 ans le plus souvent, l'association YMCA <sup>85</sup> a créé des espaces d'autonomisation des jeunes appelés *Youth's Power Spaces*, qui sont des lieux de dialogue, où une aide leur est apportée pour une première évaluation personnelle – celle-ci permettant d'apprécier des défauts, des potentiels, des forces, et puis, d'identifier leurs propres besoins et de les aider à se projeter dans le

<sup>84</sup> Amacodou Diouf, président du CONGAD.

<sup>85</sup> Créé le 21 novembre 1982, YMCA Sénégal a pour mission d'œuvrer pour le développement d'un jeune accompli, responsable dans sa famille, leader au niveau de sa génération et engagé au service de sa communauté.

futur<sup>86</sup>. Ainsi, plusieurs modules de formation liés au développement personnel du jeune, à la capacité de communication, à la stratégie pour construire un projet de vie, aux relations intergénérationnelles pour savoir comment interagir dans un cadre plus respectueux, y sont assurés. Ils bénéficient aussi de formations en entrepreneuriat, et des activités de monitoring sont proposées pour renforcer les capacités du jeune et ainsi augmenter les chances de trouver un emploi, notamment pour les étudiants. Sur un autre plan, il s'agit d'autonomiser les jeunes afin de les rendre résilients. Pour ce faire, des ateliers de sensibilisation sur les risques auxquels ils risquent d'être exposés sont proposés. Par ailleurs, YMCA entend mettre en place un programme dénommé « Justice juvénile » dont l'objectif est de prévenir la violence leet qui vise particulièrement les jeunes de la rue.

Quant à l'ONG ChildFund, implantée au Sénégal depuis 1985, elle intervient dans plusieurs domaines comme la santé-mère enfant, la protection de l'enfance, la résilience des ménages, l'éducation de base. Elle développe aussi des systèmes alternatifs pour les jeunes et investit beaucoup dans les associations de femmes qui s'investissent surtout dans l'épargne et de crédit. Toutefois, son premier axe d'intervention, en phase avec la SNPE<sup>87</sup>, est la protection des enfants, notamment contre les négligences, l'exploitation, la violence. Aussi, en terme de prévention, ChildFund agit à travers les mécanismes locaux, pour la protection des enfants<sup>88</sup>.

L'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) travaille également avec des groupes vulnérables comme les travailleuses du sexe et les homosexuels, compte tenu qu'il n'existe presque aucun dispositif particulier pour ces cibles. En effet, sur ce plan, en terme de politique, l'État semble ne rien offrir aux jeunes adolescents souvent désorientés dans leur processus de maturation. Ces jeunes se cachent donc pour faire certains actes parce qu'ils ne trouvent pas d'interlocuteur à qui se confier. L'ANCS développe aussi l'approche genre, en collaboration avec l'AJS dans l'installation des « Boutiques du droit » pour mieux informer les jeunes filles et les femmes sur leurs droits. En outre, l'ANCS a mis en place un fonds pour assister les personnes victimes de violences basées sur le genre comme les homosexuels, notamment sur le plan juridique ou sur le plan de la médiation sociale.

Les politiques et stratégies de prévention et de gestion de la violence développées au niveau du Centre de guidance infantile et familiale (CE-

<sup>86</sup> Monsieur Bassène, directeur exécutif de YMCA Sénégal.

<sup>87</sup> Khady Seck Diop, chargée de suivi-évaluation au niveau national à l'ONG ChildFund.

<sup>88</sup> Khady Seck Diop, entretien précité.

GID) s'articulent essentiellement autour de la prise en charge des enfants victimes de violences sexuelles<sup>89</sup>. Depuis sa création en 1986, cette organisation accueille des enfants violentés et leur prodigue des soins psychosociaux et, selon le besoin, une prise en charge médicale, juridique et psychologique. Le CEGID assure aussi des formations aux forces de défense et de sécurité, notamment sur la manière de faire l'audition de mineurs victimes d'une agression sexuelle, ainsi que des formations pour renforcer les capacités du personnel de santé en matière de prise en charge médicale et psychologique de jeunes victimes de violences sexuelles.

Pour ce qui est des Villages d'enfants SOS, présents depuis 1976, ils n'ont pas de programmes spécifiques contre la violence. Toutefois, le Village de Dakar déroule des activités dans le cadre du « programme de renforcement de la famille » dans lequel les enfants qui ne sont pas admis sont pris en charge<sup>90</sup>. Ce programme intervient essentiellement à Grand Médine et à Pikine. Le profil d'enfants admis dans les Villages d'enfants SOS correspond à des orphelins issus de familles très vulnérables.

Enfin, l'ONG Plan International intervient dans le domaine de l'inclusion et de la protection des droits de l'enfant à travers quatre axes d'interventions ainsi définis : apprendre, décider, diriger, s'épanouir<sup>91</sup>. Régulièrement des sessions de renforcement de capacité sont organisées au profit des jeunes, à l'issue desquelles les jeunes se sentent mieux intégrés en tant que citoyens et plus en mesure de se prendre en charge.

## ***VI. 2. Les politiques spécifiques des acteurs de la société civile pour les filles***

Beaucoup d'acteurs de la société civile ne disposent pas de programmes spécifiquement destinés aux femmes et aux jeunes filles. Toutefois, ils assurent également un bon référencement en matière de violence faites aux femmes, en particulier les violences sexuelles. Ces accompagnements se font souvent sous forme de formation, de sensibilisation et le renforcement de capacité pour plus de résilience. À ce titre, ils collaborent le plus souvent avec d'autres organisations, comme AJS et ASBEF, afin que les victimes puissent bénéficier d'une prise en charge adéquate.

Cependant, pour une organisation comme Eau vie et environnement la problématique genre est prise en compte, notamment par la mise en place d'activités génératrices de revenus en faveur des femmes vivant avec le VIH. En effet dans ses interventions, le genre constitue un axe transversal.

<sup>89</sup> Ndèye Sokhna Ndiaye, chargée de programmes.

<sup>90</sup> Abdoul Aziz Ndiaye du Village d'enfant SOS qui a célébré son 40<sup>e</sup> anniversaire au Sénégal en 2016.

<sup>91</sup> Madame Niang, coordinatrice du Programme santé à Plan International

Aussi, dans ses sphères d'intervention, les femmes sont majoritaires, ce qui est une manière d'amoindrir les discriminations entre filles et garçons<sup>92</sup>. C'est à ce titre qu'elle engage des activités au niveau des lycées Kennedy et Ahmet Fall, mais aussi à Pikine, à Keur Massar et à Rufisque en partenariat avec des organisations comme la RADI. Ces activités visent aussi les adultes à travers les « boutiques de droit », notamment dans le cadre des campagnes de sensibilisation. Des ateliers mixtes, hommes et femmes, pour voir le regard croisé sont également organisés. C'est dans cette optique qu'elle a une recherche-action au niveau de Malika, précisément dans les quartiers Manjack où il y beaucoup de jeunes filles mères abandonnées par leurs amants après leur grossesse, obligeant ces dernières de chercher du boulot, comme travail de bonne en confiant le bébé à leur maman. Pour mieux saisir l'impact de cette forme de violence, les jeunes filles sont confrontées à leurs amants pendant des sorties communes à la plage.

Également, si Plan International ne développe pas de programmes spécifiques pour les jeunes filles<sup>93</sup>, en revanche dans ses interventions, il collabore avec les gouvernements scolaires et les clubs Éducation à la vie de la famille (EVF) pour faire passer certains messages, ainsi qu'au niveau des salons de coiffure, des ateliers de couture...<sup>94</sup>

Quant à YMCA, elle développe une forme de discrimination position pour atteindre un objectif 50/50 entre garçons et filles dans ses interventions. Ce qui fait que, dans ses critères de sélection des bénéficiaires, elle encourage les candidatures féminines ce qui permet ainsi de mieux lutter contre les violences basées sur le genre en faisant découvrir aux garçons les conséquences liées à cette forme de violence.

### ***VI. 3. Forces des acteurs de la société civile***

Le partenariat tissé d'une part avec les institutions publiques, et d'autre part avec d'autres intervenants sur les mêmes thématiques, constitue la force des organisations de la société civile. Ces dernières jouent un rôle important de conseil et d'appui auprès des communautés, d'influence, de plaidoyer, d'alerte et de veille auprès des autorités étatiques. À cela s'ajoute le renforcement des capacités des jeunes en vue de faciliter leur

<sup>92</sup> Adiouma Ndongue, chargé de projet Eau Vie Environnement.

<sup>93</sup> Madame Niang, coordinatrice d'un programme de santé.

<sup>94</sup> Le Club EVF est un espace d'information et de sensibilisation sur les problèmes de population : fécondité des adolescents et des adolescentes, interrelations entre croissance démographique élevée du Sénégal, la taille de la famille et les comportements individuels en matière de fécondité et de santé reproductive, les relations Population/Environnement/Santé.

employabilité, la santé de la reproduction, la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, les droits humains, la citoyenneté et le leadership. À ce titre, elles ont permis la libération de la parole dans certains espaces, ce qui constitue un acquis majeur. Ainsi, beaucoup d'acteurs apprécient l'expérience et l'expertise développées par les OSC à travers leurs interventions au niveau des communautés locales. Le réseautage qu'elles ont développé est aussi salué.

Des organisations comme ChildFund présentent des atouts majeurs de par leur ancrage territorial et leurs interventions essentiellement articulées autour des jeunes <sup>95</sup>, leur préparation au marché de l'emploi en facilitant la formation, la santé de la reproduction et enfin, le développement du leadership et la citoyenneté dans lequel les jeunes sont appelés à mieux s'impliquer par les activités de développement dans leur communauté. C'est ainsi qu'elle collabore avec des organisations comme *Pencum Ndakarou*, *Cadior Diankène*, l'ANPEJ, UNICEF, Save The Children, dans laquelle elle interagit notamment sur des questions de violences faites aux jeunes. À *Pencum Ndakarou*, elle a lancé un programme intitulé « INSPIRE » pour mettre fin à la violence contre les enfants dans des zones comme Guédiawaye, Ouakam, Dalifort, Yoff, Sébikotane et Cambérène. ChildFund collabore aussi avec des organisations internationales comme l'UNFPA <sup>96</sup> et participe comme membre à la plateforme Sénéval (Association sénégalaise d'évaluation).

Parmi les acquis de l'ONG Eau Vie Environnement, on note la mise en place du « Réseau des jeunes actifs pour le développement urbain participatif » qui regroupe les jeunes de Guédiawaye et de Pikine <sup>97</sup>. Par exemple, le 1<sup>er</sup> mars 2018, un panel a été organisé par ces réseaux de jeunes, avec comme thème « *Nous sommes la ville - We Are the City* », pour une ville sûre et attractive. Aujourd'hui, cette organisation se présente comme un interlocuteur valable pour les jeunes, mais aussi pour tous les acteurs intervenant dans ces zones. Elle collabore par ailleurs avec d'autres institutions et partenaires internationaux comme l'USAID, l'Union Européenne, la CF2000, Save the Children, la « Maison Rose », l'Association pour le développement de Médina Gounass et le Centre Jacques Chirac, notamment pour la réinsertion des jeunes drogués qu'elle

<sup>95</sup> L'ONG ChildFund est implantée au Sénégal depuis 1985 et elle intervient dans plusieurs domaines, notamment la santé mère-enfant, la protection de l'enfance, la résilience des ménages, l'éducation de base et les systèmes alternatifs pour les jeunes.

<sup>96</sup> Khady Seck Diop, chargée de suivi évaluation à l'ONG ChildFund.

<sup>97</sup> Adiouma Ndongue, chargé de projet, entretien du 1<sup>er</sup> mars 2018.

accompagne<sup>98</sup>.

De manière similaire, le CONGAD collabore le réseau *Sigil Djiguén*, ChildFund, le Centre Guindi, Univers'elle (Maison Rose), *Yakarou Gounéyi*, Samu social, Empire des enfants. L'atout majeur de cette organisation réside dans son expérience, qui leur permet de comprendre les questions urbaines et son maillage territorial, car elle est présente au niveau de 14 départements à travers le pays<sup>99</sup>.

Quant au Centre Jacques Chirac, il travaille avec des relais, des OCB, et des institutions comme le CPIAD, l'hôpital psychiatrique de Thiaroye, l'hôpital de Fann, le Comité interministériel de lutte contre la drogue et l'ONUDD. Il est également en partenariat avec presque toutes les organisations communautaires au niveau de la banlieue, notamment celles qui travaillent sur la thématique de la lutte contre la drogue, comme ECOPN de Pikine, *Sopi Djiko* et AFAAD.

L'axe principal sur lequel s'appuie l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS), en matière d'intégration et de lutte contre la violence des jeunes, c'est la religion<sup>100</sup>, compte tenu de l'aura des leaders religieux qui sont très écoutés dans les communautés et sont en fait des personnes ressource pour atteindre leurs cibles. En effet, par ce biais, certains anciens délinquants ont été convertis en agents de développement par des guides religieux. Aux HLM, elle collabore avec l'AJS, le CNLS, le COCAD et le « Girl Génération » et au niveau national avec toutes les organisations qui ont dans leur agenda la lutte contre le Sida. Ce qui fait qu'elle a eu à capter une partie des financements du Fonds mondial pour la lutte contre le sida. En tant que réseau et membre de diverses plateformes luttant contre les violences basées sur le genre, l'ANCS collabore avec le Centre de guidance infantile et familiale (CEGID), notamment dans la promotion des droits humains et le déroulement de sa stratégie pour l'intégration et la lutte contre la violence des jeunes<sup>101</sup>.

L'atout majeur dans les interventions de YMCA est la facilitation de la cohabitation entre garçons et filles<sup>102</sup>. À travers ses activités, YMCA essaie de lutter contre les préjugés vis-à-vis des filles. À travers l'approche « masculinité », il s'agit de faire comprendre aux garçons qu'ils peuvent faire les mêmes activités que les filles comme cuisiner, amener les enfants à l'école ou même s'occuper de l'hygiène du bébé, pour ainsi provoquer un changement de comportement. Dans les camps

<sup>98</sup> Elle est chargée de la distribution des bourses sociales aux bénéficiaires au niveau des régions de Dakar et de Kédougou notamment.

<sup>99</sup> Directrice de l'ONG Partners West Africa.

<sup>100</sup> Selon Ousseynou Badio.

<sup>101</sup> Ndèye Sokhna Ndiaye, chargée de Programmes au CEGID.

<sup>102</sup> Monsieur Bassène, directeur exécutif de YMCA.

qu'elle organise, des groupes mixtes, garçons et filles, exécutent les tâches ensemble sans distinction de sexe. YMCA travaille aussi avec le Réseau des associations pour le bien-être communautaire (RABEC) même si ils n'ont pas toujours les mêmes cibles dans leurs interventions respectives.

#### ***VI. 4. Faiblesses des acteurs de la société civile***

L'intervention des OSC dépend de leur mandat et de leurs capacités. Sans doute, certaines ont pu engranger d'importants résultats à travers la variété des actions engagées. Toutefois, elles sont aussi confrontées à d'importantes contraintes qui limitent leurs capacités d'intervention. Les difficultés majeures notées dans les interventions des organisations de la société civile sont d'ordre financier, compte tenu du fait que l'essentiel de leurs ressources proviennent des bailleurs de fonds, mais proviennent aussi de l'insuffisance des ressources humaines face aux besoins. Cela pose des problèmes dans le suivi des activités et aussi pour la continuité de celles déjà entamées. En outre, certaines OSC éprouvent des difficultés à mobiliser des fonds par rapport à la spécificité de leur intervention sur les questions de violence, car les bailleurs de fonds préfèrent donner directement leur appui à l'État. Ainsi, le manque de moyens est souvent mis en avant comme contrainte majeure dans le déroulement de leurs activités.

Les jeunes sont aussi un public difficile qui nécessite une approche particulière et un travail sur le long terme. Il y a donc la nécessité d'un suivi des actions engagées pour plus d'efficacité dans les résultats. On note aussi la question de la stigmatisation et de l'exclusion au sein des communautés locales sur certaines questions sociales, ce qui peut constituer un frein à l'atteinte des objectifs. Par exemple, les OSC sont souvent confrontées à des menaces et des représailles à la suite de la prise en charge de certains cas. Ainsi, le bureau de Thiès du Centre de guidance infantile et familiale a été brûlé, alors qu'auparavant cette organisation avait reçu plusieurs menaces, dont celles d'un père accusé d'inceste sur sa fille <sup>103</sup>. Au-delà de la lenteur des procédures judiciaires, il est très rare de voir les auteurs de viol condamnés au bout du processus. Par ailleurs, la plupart des programmes engagés au niveau des communes par les acteurs de la société civile sont méconnus de la grande majorité de la population locale. Or, l'absence de vulgarisation de ces initiatives rend difficile leur appropriation <sup>104</sup>. L'autre difficulté des structures de la société civile travaillant avec les jeunes est le manque de programme ou de projet fédéra-

<sup>103</sup> Ndèye Sokhna Ndiaye, chargée de Programmes du Centre de guidance infantile et familiale créé en 1986, dont la mission est la protection de l'enfant.

<sup>104</sup> Souleymane Ndoye, chargé de l'insertion professionnelle à Humanité et Inclusion, président de l'association ADORE.



teur par rapport à la violence. Enfin, il y a souvent un arrêt des interventions sans qu'il y ait un autre acteur en mesure de prendre le relais, alors que le besoin reste constant ou s'accroît même d'année en année.

Par exemple, l'ONG ChildFund a mis en place le concept de « Coins ados » dans des villes comme Mbour et Ziguinchor. Il s'agit de centres où se fait la sensibilisation pour les jeunes. Mais cette initiative n'a pas donné les résultats escomptés, car seul celui de Mbour fonctionne <sup>105</sup>. Or, la stratégie de cette ONG repose essentiellement sur la fonctionnalité de ces mécanismes communautaires pour assurer la protection de l'enfance. Également, les jeunes avec qui l'ONG Eau Vie Environnement collaborent sont pour la plupart des étudiants et des élèves qu'il faut prendre en charge, alors qu'il est extrêmement difficile de les mobiliser en période scolaire. Or, leur action pourrait favoriser les interactions pour endiguer la violence, mais aussi éviter des duplications inutiles, sources de perte d'énergie et de ressources. Elle aurait permis aussi d'aider à mieux faire le plaidoyer pour que les politiques prennent cet aspect en compte. Par ailleurs, des municipalités se méfient de certaines organisations, ce qui ne facilite pas toujours la collaboration. Par exemple, aux HLM, malgré son ancrage très ancien, YMCA ne se sent impliqué ni dans la réflexion ni dans les activités menées par la municipalité <sup>106</sup>.

## **Recommandations**

En matière de prévention et de lutte contre la violence des jeunes, les politiques et les stratégies mises en place jusque-là n'ont pas permis de juguler le phénomène, comme en témoignent les multiplications de faits regrettables relatés par les médias quotidiennement. Toutefois, aussi bien au niveau étatique ou municipal, que parmi les acteurs communautaires et ceux de la société civile, le sujet ne semble laisser personne indifférent, tant on remarque son acuité et ses ramifications avec d'autres phénomènes sociaux. Les différentes méthodologies croisées utilisées dans le cadre de cette recherche ont permis de mettre en relief l'employabilité des jeunes et leur insertion professionnelle comme la solution la plus durable face à cette lancinante question. À ce titre, si des pistes de formation professionnelle pour les jeunes existent, presque tous les acteurs rencontrés pensent qu'il faut toutefois les multiplier et les renforcer, notamment au niveau des collectivités territoriales.

Au niveau municipal, la sécurité ne fait pas partie des compétences

---

<sup>105</sup> Khady Seck Diop, chargée de suivi évaluation.

<sup>106</sup> Monsieur Bassène, directeur exécutif de YMCA.

transférées. Ainsi, les politiques et stratégies développées en faveur des jeunes contre la violence sont essentiellement d'ordre préventif. L'accent est mis surtout sur le renforcement des politiques axées sur les pratiques sportives, via les associations sportives et culturelles. Néanmoins, les besoins en termes de formation et de financement reviennent très souvent comme un leitmotiv. À ce niveau aussi, si des structures existent pour l'encadrement des jeunes, elles sont insuffisantes. C'est surtout un renforcement des capacités des personnels intervenant auprès des jeunes qui est nécessaire, afin de donner à ceux-ci les compétences nécessaires, en tenant compte de la difficulté à toucher cette cible. De plus, les besoins s'expriment en termes d'infrastructures et de logistique. En effet, le manque d'espaces de rencontres et de dialogue entre jeune ou d'espaces adaptés sans connotation négative est aussi apparu comme une demande forte, affirmée par tous les acteurs locaux. On souligne très souvent au niveau des communes un besoin d'articulation des politiques et stratégies menées par les différents intervenants. Les stratégies adoptées en matière d'accompagnement des jeunes doivent être repensées. Pour cela, il faut une intégration effective des jeunes dans toutes les institutions pour en faire des acteurs qui jouent leur partition dans la conduite des politiques publiques qui leur sont destinées. Enfin, il se pose souvent des problèmes de pérennisation des actions initiés par des intervenants extérieurs dont le départ entraîne l'arrêt des initiatives.

Par ailleurs, au nom de la gestion de proximité il est recommandé d'accorder une réelle importance au rôle joué par les délégués de quartier et les *badienou gokh* comme acteurs au sein des communautés à côté du maire, mais aussi des forces de défense et de sécurité, alors qu'ils sont confrontés à des limites administratives et financières. Les cas de violence que les délégués de quartier ou les *badienou gokh* n'arrivent pas à résoudre par le dialogue finissent le plus souvent à la police, puis à la prison. Or, souvent, cela ne résout pas le problème, mais l'aggrave au contraire. Car si le jeune est envoyé en prison, il en ressort aigri et donc plus dangereux pour la société. En ce sens, il est préconisé de multiplier les échelles de réponses entre la prévention et la répression, en construisant un continuum dans les interventions qui prennent en compte des formes de sanction autres que la prison, notamment face aux erreurs de jeunesse. Il faudra également mieux impliquer les organisations communautaires comme les « *Ndèye daraa* »<sup>107</sup>, qui sont porteuses d'actions citoyennes dans leurs interventions.

Pour améliorer les politiques d'intégration à l'endroit des jeunes, il y a deux niveaux d'intervention qu'il faut renforcer : d'abord l'éducation au niveau de l'école et de la famille. Car ce sont les deux institutions de so-

---

<sup>107</sup> Une marraine de l'école.

cialisation de l'enfant<sup>108</sup>. Ainsi, il faut revoir la position de l'école et la responsabilité des familles. Certes, l'éducation a ses règles qu'on essaie d'apprendre aux jeunes tout en sensibilisant ceux-ci sur les nouveaux risques liés à l'usage des technologies nouvelles. Ainsi, il est important de pallier les problèmes de communication entre parents et enfants. Il faut par exemple développer des activités extra-pédagogiques, soit par les établissements scolaires, soit par les municipalités. Enfin, il y a aussi le rôle de l'État, qui est le dernier maillon de la chaîne, à travers le renforcement des actions préventives. Toutefois, s'il faut certes sanctionner, il est aussi nécessaire de renforcer les mesures correctives et disciplinaires spécialement axées autour de la promotion de la citoyenneté et du civisme, mais pas uniquement la punition ou l'emprisonnement<sup>109</sup>. Pour cela tous les acteurs doivent être impliqués, l'État, les organisations de la société civile, les communautés, etc. L'accompagnement n'intervient pas simplement au plan financier, mais aussi en termes de renforcement de capacité pour permettre aux jeunes d'agir positivement<sup>110</sup>.

Pour améliorer les politiques et les stratégies d'intégration en faveur des jeunes, il faut également renforcer les structures d'éducation non formelle<sup>111</sup>, que pouvait autrefois assurer le mouvement des scouts dont le rôle était important, notamment dans le renforcement des comportements civiques (levée des couleurs, sécurité routière, civisme, etc.). Ainsi, la promotion de l'éducation non formelle est donc très importante dans le contexte sénégalais, car elle peut jouer un rôle dans la sensibilisation des jeunes sur le « vivre ensemble », en inculquant des valeurs de non-violence, de sécurité et cohésion pour faire grandir avec ces valeurs. Cela permettra de poser les bases d'une meilleure situation en ce qui concerne la sécurité, mais aussi de créer une meilleure articulation entre l'école et la formation professionnelle.

Pour améliorer les stratégies d'intégration en faveur des jeunes, il faut engager davantage de partenariats, mais aussi réunir tous les acteurs autour d'une table pour harmoniser les interventions<sup>112</sup>. Ce rôle pour une synergie d'action revient certes à l'État, mais aussi aux collectivités territoriales. Par ailleurs, quand on parle de l'insécurité, on ne peut omettre de parler de développement, donc les deux sont forcément liés. Ainsi, il faut réfléchir à la manière d'aider les collectivités territoriales à prendre en

<sup>108</sup> Pour Rokhaya Ndiaye, directrice du CEDEPS de Guédiawaye et Malick Sy, secrétaire administratif de l'ONCAV.

<sup>109</sup> Rokhaya Ndiaye, directrice du CDEPS de Guédiawaye.

<sup>110</sup> Cheikh Diop, coordonnateur du Centre Jacques Chirac de Guédiawaye.

<sup>111</sup> Ousseynou Badio de l'Alliance nationale des communautés pour la santé.

<sup>112</sup> Khalifa Guéye, président du Conseil départemental de la jeunesse de Guédiawaye.

charge les défis et les enjeux sécuritaires en même temps que leur développement local. Pour ce faire, il est nécessaire de favoriser les activités intercommunales au niveau local<sup>113</sup>. Les autorités municipales ont du reste à contribuer à la définition d'une politique de prévention de la violence des jeunes, à laquelle sont à associer les acteurs de la société civile et les communautés, sur la base d'une synergie d'actions communes ou complémentaires<sup>114</sup>. C'est sur cette base que des actions réelles peuvent être développées pour endiguer la violence. Or, dans de nombreux programmes en faveur des jeunes, ces derniers sont exclus, ce qui pose des problèmes. Il faut aller vers des programmes typiquement dédiés aux jeunes et déroulés par ceux-ci<sup>115</sup>, donc impliquer les jeunes dans les processus, en veillant au respect de la parité au niveau des communes, avec autant d'hommes, de femmes que de jeunes<sup>116</sup>.

En effet, étant donné la complexité des problèmes et la limitation des services à disposition, une collaboration entre les différentes organisations est indispensable pour le bon fonctionnement des services. Pourtant seulement 51 % des organisations proposant des services déclarent travailler systématiquement avec d'autres organisations, 43 % collaborent de façon ponctuelle, tandis que 6 % préfèrent travailler seules sans collaborer<sup>117</sup>. En effet, il semble qu'il n'existe pas de système d'orientation formellement établi entre les organisations. Pourtant on remarque l'absence d'un protocole de prise en charge incluant les mécanismes de collaboration entre les organisations qui fournissent des services. Comme l'indiquent les travailleurs de première ligne, tout dépend de la bonne volonté et de l'initiative des organisations individuelles. Une bonne collaboration se manifeste par des réseaux internes d'orientation entre les services des AÉMO, la brigade des mineurs, la police et la gendarmerie et les autres acteurs intervenants dans le secteur. Si des synergies existent, en revanche, elles ne sont pas formalisées et ne suivent aucune procédure. Or, pour plus d'efficacité, il faut des accords entre services de la justice, forces de défense et de sécurité et acteurs sociaux pour faciliter une collaboration étroite. Globalement, les contraintes se caractérisent par :

- le manque de synergies entre tous les acteurs intervenants dans les territoires ;
- le déficit dans la gouvernance et dans la coordination des actions ini-

<sup>113</sup> Souleymane Ndoeye, Humanité et Inclusion et président de l'association ADORE des HLM et Malick Sy, secrétaire administratif de l'ONCAV, entretien précité, et Madame Ndèye Astou Fall Ndoeye, entretien précité.

<sup>114</sup> Monsieur Bassène, directeur exécutif YMCA Sénégal.

<sup>115</sup> Malick Sy, secrétaire administratif de l'ONCAV, entretien précité.

<sup>116</sup> Adiouma Ndiongue, chargé de projet à l'ONG Eau Vie Environnement.

<sup>117</sup> République du Sénégal, (2011), *op. cit.*, p. 97.

tiées ;

- l'extrême précarité des victimes qui est un frein à leur capacité à adhérer à des politiques et stratégies de prévention et de lutte contre les violences ;
- les réticences des entourages familiaux ou amicaux de jeunes en situation de déviance à laisser intervenir les relais communautaires, qui exposent les ONG à des menaces de représailles ;
- le suivi des victimes de violences, notamment dans les cas de violences sexuelles. Les procédures sont longues occasionnant souvent un désistement des victimes sous la pression familiale. S'y ajoute le fait que les décisions de justice ne sont pas toujours en faveur de la victime ce qui génère un type de frustration que les ONG doivent gérer ;
- la nécessité d'améliorer la communication et la coordination avec l'ensemble des acteurs du secteur pour ce projet ;
- la nécessité de prendre en charge les dimensions et initiatives dans le domaine de la protection de l'enfance à travers la stratégie nationale de protection de l'enfance.

Le rôle des ONG n'est pas simplement d'aider à mettre en place des mécanismes et de faire le suivi des actions engagées <sup>118</sup>. Elles doivent prendre en charge les préoccupations locales et faire des plaidoyers. Chaque acteur semble dérouler son propre programme et chaque structure à ses missions en fonction de ses intérêts et ses orientations. Or, il n'existe aucune disposition spécifique pour l'accréditation et l'inspection des prestataires de services de protection de l'enfance <sup>119</sup>. Or, les organisations de la société peuvent jouer un rôle déterminant, notamment en influençant les politiques que le gouvernement met en place. Les OSC peuvent aussi jouer un rôle majeur dans la mise en synergie des actions engagées pour améliorer les résultats et atteindre les objectifs escomptés <sup>120</sup>.

Au niveau étatique, on note que les politiques et les stratégies de lutte contre la violence définies en direction des jeunes ne vont guère au-delà de l'aspect répressif policier, et n'existent pratiquement pas. Outre les CEDEPS, il est extrêmement rare de voir des espaces où les jeunes peuvent se rencontrer pour promouvoir les activités de jeunesse. Or, il est indispensable de mettre en place des politiques adéquates et de créer les espaces dont les jeunes ont besoin pour s'épanouir et simplement s'occuper, car, très souvent, quand ils sont laissés à eux-mêmes, sans orientation, sans accompagnement, ils vont créer leur propre monde et réagir de leur propre chef, ce qui peut avoir des conséquences néfastes

<sup>118</sup> Abdou Salam Touré, président du Conseil communal de la jeunesse de la Médina Gounass.

<sup>119</sup> République du Sénégal, (2011), *op. cit.*, p. 97.

<sup>120</sup> Amacodou Diouf, président du CONGAD, entretien précité.

pour eux et pour toute la société. De la part de l'État, on attend un plan vigoureux en direction des jeunes et l'impulsion d'une dynamique où les forces de défense et de sécurité (police, gendarmerie), seront appuyées par des formations pour leur faire jouer un rôle qui ne se limite pas seulement à réprimer et faire régner l'ordre, mais consiste surtout à s'engager avec tous les autres acteurs en faveur du bien-être de l'enfance et de la jeunesse.



## Les éditeurs

**Oumar Cissé** est ingénieur polytechnicien en génie civil, environnementaliste et docteur en aménagement. chercheur en environnement urbain. Il est professeur au département “Environnement” de l’université Senghor (Alexandrie, Égypte) et Directeur exécutif de l’Institut africain de gestion urbaine (IAGU) basé à Dakar.

**Djibril Diop** est docteur en géographie. Il est chargé de cours à l’École d’urbanisme et d’architecture de paysage de la faculté “Aménagement” de l’université de Montréal (Canada) et à l’École supérieure d’économie appliquée (ESEA, ex-ENEA) de Dakar. Ses thèmes de recherches portent sur les questions liées à la gouvernance territoriale, la gestion et la sécurité urbaine, notamment dans les pays en développement.

## Les contributeurs

**Rosalie Aduayi Diop** est docteure en sociologie, enseignante / chercheure à l’Institut de population, développement et santé de la reproduction de l’université Cheikh Anta Diop de Dakar (IPDSR /UCAD). Ses travaux et publications portent sur la sociologie de la jeunesse et la sociologie du Genre.

**Fatimatou Sall** est docteur en géographie, chercheure associée à l’Institut africain de gestion urbaine (AGU). Elle est chargée de cours à l’université Gaston Berger de Saint-Louis et à l’Ecole supérieure d’économie appliquée (ESEA). Ses travaux de recherche portent sur les questions de vulnérabilité, de résilience et de gouvernance en milieu urbain.

**Joséphine Sarr** est titulaire d’une maîtrise en droit privé judiciaire de l’université Cheikh Anta Diop de Dakar et commissaire de police divisionnaire de classe exceptionnelle. Elle est experte en gestion de la sécurité publique.



**Mayé Seck Sy** est titulaire d'un DESS et d'un DEA en sciences politiques à Paris. Experte en sécurité urbaine, elle est conseillère technique du maire de Dakar et membre du Conseil scientifique du Forum africain pour la sécurité urbaine (AFUS). Elle travaille sur la gouvernance locale de la sécurité et le rôle des maires.

**Mame Binta Ba** est titulaire d'un master 2 en "Interrelations population, développement et santé de la reproduction à l'Institut de population, développement et santé de la reproduction de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (IPDSR-UCAD). Elle s'intéresse aux questions de vulnérabilité et de résilience des jeunes filles face à la violence.

## Table des matières

00 Présentation. La violence des jeunes à Dakar : déterminants et résilience selon le genre <i>Oumar Cissé &amp; Djibril Diop</i>	9
01 Exclusion et violence chez les jeunes : ampleur et déterminants <i>Oumar Cissé, Fatimatou Sall &amp; Rosalie Aduayi Diop</i>	29
02 Aménagement et violence à Dakar <i>Oumar Cissé, Djibril Diop &amp; Fatimatou Sall</i>	91
03 Résilience des jeunes face à la violence <i>Rosalie Aduayi Diop, Mayé Seck Sy et Joséphine Sarr</i>	129
04 Dimension sexo-spécifique de la violence chez les jeunes <i>Rosalie Aduayi Diop et Mame Binta Ba</i>	173
05 Exclusion et violence : politiques et gouvernance de la sécurité urbaine <i>Djibril Diop, Mayé Seck Sy et Joséphine Sarr</i>	201
Les contributeurs	271
Table des matières	273

## Table des matières détaillée

<b>00. Présentation. La violence des jeunes à Dakar : les déterminants et la résilience selon le genre</b>	<b>9</b>
<i>Urbanisation et montée de la violence</i>	
<i>D'une insécurité de survie à une criminalité banalisée</i>	
<i>Des réponses, mais pour quels résultats ?</i>	
Notre interrogation à travers ce livre ?	
L'exclusion socioéconomique, politique et institutionnelle, un moteur de la violence ?	
Le mal aménagement, secrète-t-il la violence, notamment chez les jeunes ?	
3. Des niches de résilience existent-elles chez les jeunes ?	
4. Des différenciations sexospécifiques sont-elles observables dans l'exposition des jeunes à la violence ?	
5. Une refonte de la gouvernance de la sécurité urbaine pour accroître l'efficacité des politiques anti-violence ?	
<b>01 Exclusion et violence chez les jeunes : ampleur et déterminants</b>	<b>29</b>
1. Cadre théorique et conceptuel	
1.1. Fondement théorique	
1.1.1. Lien entre exclusion et changement social	
1.1.2. Lien entre changement social et violence	
1.2. Cadre conceptuel	
1.2.1. Concept de Jeunes	
1.2.2. Notion de violence	
1.2.3. Concept d'exclusion	
1.3. Cadre opératoire	
2 Méthodologie	
2.1. La recherche documentaire	
2.2. Enquête ménage destinée aux jeunes	
2.3. Étude de la perception des acteurs	
3. Présentation des deux communes	
3.1. Cadre spatial et urbain	
3.1.1. Localisation et présentation	
3.1.2. Situation sociodémographique	
3.1.3. Accès aux infrastructures et service sociaux de base et opportunités économiques	

- 3.2. Le profil des jeunes dans les deux communes
  - 3.2.1. Sexe
  - 3.2.2. Âge
  - 3.2.3. Mobilité des jeunes
  - 3.2.4. État civil (situation matrimoniale)
  - 3.2.5. Niveau d'instruction
  - 3.2.6. Formation et situation socioprofessionnelle
  - 3.2.7. Condition de vie des jeunes
  - 3.2.8. Niveau d'appropriation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les jeunes dans les deux communes
- 4. Inégalités et exclusion des jeunes dans les deux communes
  - 4.1. Au plan Socioéconomique
  - 4.2. Au plan politique
  - 4.3. Au plan culturel
- 5. L'ampleur et la diversité des formes de violence dans lesquelles les jeunes sont impliqués
  - 5.1. En tant que victimes
  - 5.2. En tant qu'auteur
  - 5.3. Ampleur selon les communes
  - 5.4. L'implication des jeunes filles dans la violence
- 6. Les déterminants de l'implication des jeunes en tant qu'auteur dans les deux communes
- 7. Les facteurs d'exposition des jeunes victimes dans les deux communes

## ***02 La violence chez les jeunes à Dakar : contexte, facteurs et réponses***

91

- 1. Le concept
- 2. Le cadre opératoire
- 3. Les méthodes
  - 3.1. Enquête quartier
  - 3.2. Marches exploratoires
    - 3.2.1. *Grille d'observation participante*
    - 4.2.2. Guide pour le focus group post marche
  - 3.3. Étude de la perception des acteurs
- 4. Les résultats de l'étude
  - 4.1. Évaluation du niveau d'aménagement des quartiers
    - 4.1.1. *Infrastructures et équipements et services sociaux de base*
    - 4.1.2. *Formes urbaines*
    - 4.1.3. *Mobilité dans les deux communes*
  - 4.2. Taux de prévalence de la violence dans les quartiers

- 4.3. Liens entre le niveau d'aménagement et la prévalence de la violence des quartiers
  - a/ Test de corrélation linéaire
  - b/ Analyse en composantes principales (ACP)
- La procédure d'extraction des composantes*
- L'interprétation des composantes*
- Plan : Témoin violence, aménagement*
- Plan : Aménagement, victime violences.*
- Plan : Témoin violence, victime violence.*
- 4.4. *Analyse de la relation aménagement et violence par la cartographie*
- 4.5. *Le diagnostic des quartiers les plus violents/les quartiers les moins violents*
- Marches exploratoires aux HLM
- Marches exploratoires à Médina Gounass
- 4.6. *Perceptions des populations sur les liens entre l'aménagement et la violence*
- 5. Analyse comparative des deux communes
- Conclusion et recommandations
- Annexes

### ***03 Résilience des jeunes face à la violence***

129

- Introduction
- I. Clarification conceptuelle de la notion de résilience
  - 1.1. Clarification conceptuelle
    - 1.1.1. Notion de résilience
    - 1.1.2. Construction/reconstruction du concept de résilience selon les disciplines
    - 1.1.3. Catégorisation du concept de résilience selon le modèle écologique
  - 2. Choix méthodologique : l'approche qualitative compréhensive
    - 2.1. Pluralité de méthodes pour appréhender la violence
    - 2.2. Entretiens avec les acteurs institutionnels et non institutionnels
    - 2.3. Récits de vie ou production de sens avec les jeunes
    - 2.4. Analyse des données
  - 3. Facteurs de résilience et attitudes face à la violence
    - 3.1. Facteurs de résilience personnelle
      - 3.1.1. Culture du contrôle de soi
      - 3.1.2. Regard de l'autre
    - 3.2. Facteurs de résilience impersonnelle
      - 3.2.1. Facteurs familiaux / la famille reste toujours le rempart
      - 3.2.2. Solidarité communautaire
      - 3.2.3. Résilience institutionnelle

- 3.2.3.1. Dispositifs internationaux de lutte et partenaires au développement
- 3.2.3.2. Dispositifs nationaux
  - 3.3. Attitudes et pratiques des jeunes face aux situations de violence
    - 3.3.1. Comportements face aux situations de violence
    - 3.3.2. Expression identitaire comme mécanisme de résilience
    - 3.3.3. Expressions culturelles comme mécanismes de résilience
- Conclusion
- Suggestions

#### ***04 Dimension sexospécifique de la violence chez les jeunes*** **161**

- Introduction
- I. Dimension sexospécifique de la violence des jeunes en milieu urbain : enjeux conceptuels et théorique
  - 1.1. Genre concept analytique pertinent
  - 1.2. Concept polysémique de violence
  - 1.3. *Violence basée sur le genre et violence sexospécifique*
- II. Stratégie méthodologique
  - 2.1. *Violence : la diversité des approches*
  - 2.2. Approche qualitative compréhensive
    - Population d'étude et échantillonnage
    - Entretiens et technique de collecte
    - Récits de vie
    - Focus group
    - Entretiens et technique de collecte
- III. Présentation et analyse des résultats violence sexospécifique : vécu et représentation
  - 3.1. Caractérisation des jeunes en situation de violence
    - Violence verbale comme une compensation de la "faiblesse physique"
    - Atteintes aux biens ou : "le vol au féminin"
    - Agression sexuelle et / ou viol
    - Violences psychologiques
  - 3.2. Déterminants de la violence chez les jeunes filles : une vulnérabilité au plurielle
    - Déterminants familiaux : la reproduction sociale de la violence
  - 3.3. Déterminants socioéconomiques de la violence
    - Défaut d'instruction et de formation
    - Absence ou précarité des activités socioprofessionnelles

## 3.4. Conséquences de la violence sexospécifique

Conséquences sanitaires

Conséquences socioéconomiques

Suggestions

Conclusion

**05 Exclusion et violence chez les jeunes à Dakar : politiques et stratégies officielles**

189

## I. Contexte national

## II. Des outils pour affirmer la volonté politique

II. 1. La stratégie nationale de protection de l'enfant

II. 2. La cellule d'appui à la protection de l'enfance

II. 3. Le Centre Ginddi

II. 4. La direction de l'action sociale

II. 5. Le groupe des partenaires pour la protection de l'enfance

II. 6. Le partenariat pour le retrait et la réinsertion des enfants des rues

II. 7. Les organisations nationales et internationales d'appui

## III. Les politiques initiées en faveur des jeunes

III. 1. Dans le domaine de l'éducation et de la formation

III. 2. Dans le domaine de l'emploi et l'insertion professionnelle

III. 3. Les politiques spécifiques aux jeunes filles

## IV. Stratégies et politiques des acteurs officiels

IV. 1. Stratégies et des politiques face à l'insécurité urbaine

IV. 2. Les forces de police face aux situations d'insécurité

IV. 2. 1. Stratégies d'intervention des forces de police

IV. 2. 2. Résultats du dépouillement des statistiques policières

IV. 3. La Justice face à la situation sécuritaire des jeunes

IV. 3. 1. Les Maisons de la Justice

IV. 3. 2. L'Action éducative en milieu ouvert

IV. 3. 3. Autres structures du ministère de la Justice

IV. 3. 4. Les organisations d'assistance juridique

IV. 4. L'Agence d'assistance à la sécurité de proximité (ASP)

IV. 5. Autres démembrements de l'État face à la situation des jeunes

IV. 5. 1. Les Centres départementaux d'éducation populaire et sportive

IV. 5. 2. Le Fondation Droit à la Ville

V. Stratégies et politiques des municipalités en faveur des jeunes	
V. 1. Politiques, stratégies et contexte	
V. 2. Le rôle du maire en matière de sécurité et de tranquillité publique	
V. 3. Stratégies et politiques mises en œuvre par les municipalités	
V. 3. 1. Dans le domaine de l'éducation	
V. 3. 2. Dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle	
V. 3. 3. Dans le domaine du sport	
V. 4. Les politiques spécifiques des municipalités en faveur des filles	
V. 5. Forces des stratégies et des politiques des municipalités	
V. 6. Faiblesses des stratégies et des politiques des municipalités	
VI. Stratégies et politiques menées par les acteurs de la société civile	
VI. 1. Stratégies et politiques mises des acteurs de la société civile	
VI. 2. Les politiques spécifiques des acteurs de la société civile pour les filles	
VI. 3. Forces des acteurs de la société civile	
VI. 4. Faiblesses des acteurs de la société civile	
Recommandations	

<b><i>Les auteurs</i></b>	<b>259</b>
---------------------------	------------

<b><i>Table des matières</i></b>	<b>261</b>
----------------------------------	------------